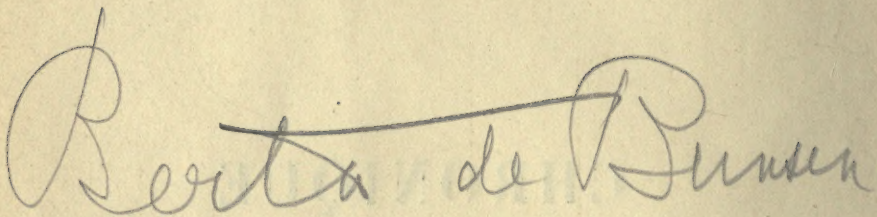
CHRONIQUE

DE

1831 A 1862

118



DUCHESSE DE DINO

(PUIS DUCHESSE DE TALLEYRAND ET DE SAGAN)

CHRONIQUE

DE

1831 A 1862

Publiée avec des annotations et un index biographique

PAR

LA PRINCESSE RADZIWILL

Avec un portrait en héliogravure

Troisième édition

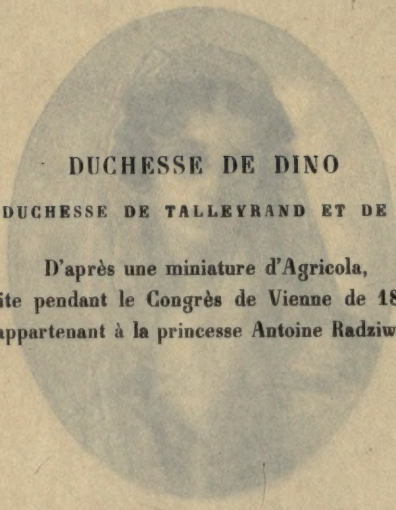
PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1909



DUCHESSE DE DINO

PUIS DUCHESSE DE TALLEYRAND ET DE SAGAN

D'après une miniature d'Agricola,
faite pendant le Congrès de Vienne de 1815,
appartenant à la princesse Antoine Radziwill

DUCHESSE DE DINO

(PUIS DUCHESSE DE TALLEYRAND ET DE SAGAN)

CHRONIQUE

DE

1831 A 1862

Publiée avec des annotations et un Index biographique

PAR

LA PRINCESSE RADZIWIŁŁ

NÉE CASTELLANE

I

1831-1835

Avec un portrait en héliogravure

Troisième édition

PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1909

DC
269
T3 A3
1909
t. 1
LIBRARY
JAN 22 1954
UNIVERSITY OF TORONTO
877180

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

Published 2 December 1908.
Privilege of copyright in the United States reserved under the Act approved March 3d 1905 by Plon-Nourrit et Cie.

Cette *Chronique* a été composée avec des notes recueillies en Angleterre, durant l'ambassade du prince de Talleyrand, et ensuite avec les fragments extraits des lettres adressées pendant trente ans, par Mme la duchesse de Dino (plus tard duchesse de Talleyrand et de Sagan), à M. Adolphe de Bacourt, qui me l'a remise en mains propres, par ordre de ma grand'mère.

Quelques mois avant sa mort, en 1862, ma grand'-mère, qui ne se faisait plus aucune illusion sur l'état de sa santé, me prévint elle-même du don précieux qui me serait remis après elle, par son exécuteur testamentaire, M. de Bacourt, y ajoutant ses instructions et ses conseils.

Le recul des années étant nécessaire à l'homme pour devenir à peu près juste à l'égard des sentiments

et des actes des personnes qui ont marqué d'un trait spécial, j'aurais voulu retarder encore la publication de cette *Chronique,* mais ma nièce, la comtesse Jean de Castellane, ayant, il y a quelques mois, fait paraître le *Récit des premières années* de la duchesse de Dino, qui finissait trop tôt, au gré de plus d'un lecteur, il me semble à propos de ne plus en faire attendre la continuation.

Cette continuation se trouve, presque tout entière, dans cette *Chronique.*

Ce livre, où les dernières années du prince de Talleyrand sont mieux mises en lumière que par toutes les publications faites jusqu'à ce jour, parle trop par lui-même pour que j'aie besoin d'y ajouter un seul mot. La place que la duchesse de Dino a occupée dans la société européenne de la première partie du siècle dernier est aussi trop connue pour la rappeler ici. Ses attraits, comme ses dons, furent rarement égalés, mais ce qui est moins connu, c'est la séduction morale qu'elle exerçait sur tous ceux qui l'approchaient. Si l'intelligence est une puissance, l'élévation de l'âme en est une plus grande encore et celle-ci a certainement aidé la duchesse de Dino à traverser bien des phases difficiles dans sa vie.

C'est ce qui me semble tout particulièrement ressortir de cette *Chronique* où on sent planer une âme supérieure.

CASTELLANE, Princesse RADZIWILL.

Kleinitz, 1er septembre 1908.

DUCHESSE DE DINO

CHRONIQUE

1831

Paris, 9 *mai* 1831. — Je suis si étourdie du bruit de Paris, j'y ai tant entendu dire de paroles, tant de figures ont déjà passé sous mes yeux, que j'ai peine à me reconnaître, à rassembler mes idées et à leur demander de me dire où j'en suis, où en sont les autres ; si ce pays-ci est en bonne ou mauvaise route ; si les médecins sont suffisamment habiles, ou plutôt si la maladie ne bravera pas la science du médecin !

J'ai déjà vingt fois arrêté ma pensée sur Madère ; quelquefois aussi elle s'est reposée sur Valençay. Mais elle ne se fixe nulle part, et il me semble tout à fait déraisonnable de rien préjuger avant cette grande crise électorale à laquelle je vois que tout le monde se réfère. A tout on dit ici : « Après les élections, » comme, à Londres, le monde frivole disait : « Après Pâques. »

Il y avait un petit article dans le *Moniteur* d'hier : la disposition ministérielle, la disposition du public en

général, est équitable et honorable pour M. de Talleyrand, mais la raison n'est pas à la mode, et dans ce pays-ci moins qu'ailleurs. En vérité, si je voulais faire promener ma pensée sur les mille et une petites complications qui gênent et entravent tout, je ne pourrais arriver qu'à ce résultat : c'est que ce pays-ci est fort malade, mais que le médecin est bon!...

Londres, 10 *septembre* 1831. — Les lettres de Paris disent que l'éternel bailli de Ferrette s'est enfin éteint et que Mme Visconti, autre merveille du temps passé, en a fait autant.

On me parle d'émeutes féminines; il y a eu quinze cents de ces horribles créatures qui ont fait du train. La garde nationale, à cause de leur sexe, n'a pas voulu user de force; heureusement que la pluie en a fait justice.

Il est arrivé hier une estafette avec quelques rabâchages sur la Belgique, demandant que les Hollandais se retirent encore davantage; que Maëstricht n'ait que des Hollandais seuls pour garnison; notant l'impatience de ce que le général Baudrand ait eu des entretiens directs et particuliers avec les ministres anglais et le rappelant sur-le-champ. Il ne partira cependant qu'après le « Drawing-room ».

Rien de nouveau sur la Pologne.

Le *Times* raconte l'infortunée tentative portugaise. Maudit dom Miguel! Quelle horreur que son triomphe!

A Londres il n'y a qu'une seule nouvelle : c'est qu'à

l'occasion du couronnement (1), le Roi a autorisé les évêques à quitter leurs vilaines perruques ; les voilà tous méconnaissables pour huit jours ; ils se sont tellement pressés de profiter de la permission qu'ils n'ont pas donné à leurs cheveux le temps de repousser, cela fait qu'ils ont de drôles de figures et qu'au grand dîner du Roi, ils ont fait la joie de tous les convives.

Londres, 11 *septembre* 1831. — Les conversations tournent encore toutes sur le couronnement ; la rentrée pédestre et crottée du duc de Devonshire, les faits, gestes, figures et paroles de chacun, sont commentés, embellis, défigurés, passés en revue avec plus ou moins de charité, c'est-à-dire sans charité aucune. Il n'y a que la Reine à laquelle personne ne touche ; tout le monde dit qu'elle était la perfection et on a bien raison.

J'ai vu hier le duc de Gloucester auquel je n'ai rien tiré, si ce n'est qu'au grand dîner diplomatique que nous avons aujourd'hui à Saint-James, on avait cherché le moyen d'éviter le Van de Weyer qui fait tomber la duchesse de Saxe-Weimar en défaillance. On a, en conséquence, imaginé de n'inviter, hors les ambassadeurs, que ceux des ministres qui sont mariés : l'expédient me paraît un peu stupide.

Toutes les vieilles antiquités disparaissent ; voilà lady Mornington, mère du duc de Wellington, qui est morte hier à 90 ans : cela ne fait pas grand'chose à son fils.

(1) Couronnement du roi Guillaume IV.

La Landgravine de Hesse-Hombourg et le duc de Saxe-Meiningen sont partis hier par le bateau à vapeur pour Rotterdam ; la duchesse de Cambridge part aujourd'hui pour la Haye par Bruges. La grande affaire de tout ce monde est d'éviter Bruxelles !

Lady Belfast raconte fort drôlement la visite et la réception des yachts anglais à Cherbourg. Les autorités les ont reçus et n'ont jamais pu comprendre ce que c'était qu'un *Gentlemen's Yacht Club* dans lequel le gouvernement n'intervenait nullement ; elles ont presque pris ces messieurs pour des pirates. Cependant on leur a donné un dîner et un bal. Lord Yarborough a voulu les leur rendre à bord de son yacht, mais toutes les belles dames de province ont déclaré que rien ne les ferait danser sur mer, qu'assurément elles auraient toutes des maux de cœur horribles, que cette proposition était tout à fait barbare, et enfin lord Yarborough a été obligé de céder et de donner un bal dans une guinguette de Cherbourg, où il a cependant trouvé moyen de dépenser dix mille francs dans une seule soirée.

Londres, 13 *septembre* 1831. — Le « Drawing-room » d'hier était plus nombreux que jamais, par conséquent si long et si fatigant qu'il a successivement mis le Mexique, l'Espagne et Naples hors de combat. Après les évanouissements successifs des trois représentantes, nos rangs étaient si clairsemés qu'il a fallu d'autant plus payer de sa personne.

Mme de Lieven s'est bravement assise sur les marches

du trône et, de là, elle a passé dans le cabinet du Roi où elle a fait *lunch ;* elle est ensuite revenue nous dire qu'elle n'était pas fatiguée et qu'elle n'avait pas faim. Elle était tentée d'ajouter que nos jambes devaient être reposées du repos des siennes et notre estomac satisfait de savoir le sien restauré.

Les Pairesses, dans leur costume, avaient en général bon air. Il y en a une, pauvre malheureuse, qui a payé cher le plaisir d'user du droit de Pairesse : celui d'aller chez le Roi en dépit du Roi lui-même. Lady Ferrers avait été une femme entretenue, ou à peu près, et la maîtresse de son mari avant d'être sa femme. Lord Howe a dit à lord Ferrers que la Reine ne recevrait pas sa femme, mais lord Ferrers ayant répondu que le droit des Pairesses était d'entrer chez la Reine, on n'a pas pu s'y opposer. Seulement on l'a prévenu que la Reine détournerait la tête lorsqu'elle passerait ; c'est ce qui a eu lieu. Mais je dois dire que le bon cœur de la Reine a paru encore dans cette circonstance. Elle a eu l'air de commencer à causer avec la princesse Auguste avant que lady Ferrers fût devant elle ; elle n'a pas interrompu sa conversation et on pouvait croire que la pauvre proscrite était passée inaperçue et non pas insultée. J'en ai su bon gré à la Reine.

Le dîner était magnifique et le Roi dans un train de bonne humeur vraiment comique. Il a fait des *speeches français* étonnants. On dit qu'après le départ des dames il a donné dans le graveleux à un point inouï. Jamais je ne l'ai vu si en gaieté. Je crois qu'un courrier arrivé de Paris

un peu avant le dîner, qui a apporté à lord Palmerston et à M. de Talleyrand la nouvelle que les troupes françaises commenceraient à évacuer la Belgique le 27 et seraient toutes rentrées en France le 30, était pour quelque chose dans l'hilarité du Roi. Lord Grey en était rayonnant.

Les nouvelles du choléra sont mauvaises : il arrive en Suède par la Finlande, et, en trois jours, sur soixante malades à Berlin, trente en sont morts.

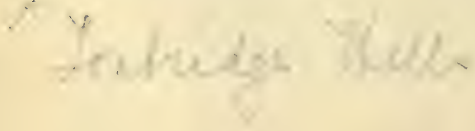
Il y a eu assez de bruit à Paris pour que M. Perier s'y soit porté lui-même à cheval, en habit de ministre ; sa présence a bien fait.

Il paraît que les affaires belges sont décidément finies et M. de Talleyrand disait hier qu'il serait en France à la fin d'octobre ; mais j'ai déjà vu tant de hauts et de bas dans ces affaires que je ne sais plus rien prévoir à huit jours de distance.

Cambridge-Wells, 16 *septembre* 1831. — Je viens de visiter Eridge Castle (1), qui appartient à un richard misanthrope, octogénaire, que le malheur a poursuivi, dont le titre est celui de Earl of Abergavenny, mais dont le nom de famille est Neville ; c'est un des cousins de lord Warwick. Le fameux Guy, Earl of Warwick, surnommé « The King's Maker », était un Neville. Eridge Castle lui appartenait. Plus tard la reine Elisabeth y fut fêtée.

Le château, sur les fondations antiques, a été rebâti dans l'ancien style avec un soin particulier par le proprié-

(1) Eridge Castle est situé dans le comté de Sussex. Il appartient encore aux Abergavenny.



taire actuel. Tout est parfaitement d'accord, tout est élégant, riche ; la perfection des boiseries et la beauté des vitraux de couleur, remarquables ; l'appartement particulier de lord Abergavenny, extrêmement lugubre. Le château est sur un point très élevé, avec un lac de vingt arpents au pied de la colline, mais ce vallon est encadré de collines plus élevées encore que celle du centre sur laquelle est le château, et elles sont toutes couvertes d'arbres si beaux et en si grande quantité, qui se prolongent pendant tant de milles, que cela forme une véritable forêt. C'est la vue la plus boisée, la plus romantique et, en même temps, la plus profondément mélancolique que j'aie jamais rencontrée. Ce n'est pas de l'Angleterre, c'est encore moins de la France ; c'est la Forêt Noire, c'est la Bohême. Je n'ai jamais vu de lierres comparables à ceux qui tapissent les tours, les balcons et toute cette demeure ; enfin, j'en ai eu la tête tournée.

Dans le parc est un bouquet de sapins, bien hauts, bien sombres, qui entourent une source d'eau minérale parfaitement semblable à celle de Tunbridge. Non seulement le parc est rempli de daims, mais il y a aussi des cerfs, et quantité de vaches, de moutons et un beau troupeau de buffles.

Lord Abergavenny est très charitable. Cent vingt ouvriers sont toujours employés par lui. Depuis que les baigneurs de Tunbridge sont venus dévaster son jardin, il ne permet à qui que ce soit de voir le parc ou la maison. Il en a même refusé l'entrée, il y a quelque temps, à la princesse de Lieven. Un billet touchant de la comtesse Bat-

thyány et de moi l'a attendri ; il est sorti, après avoir laissé des ordres à ses gens de nous tout montrer, et un homme à cheval nous a guidés dans les bois. Ses gens l'aiment beaucoup, en disent mille bien et racontent fort bien les malheurs qui ont frappé ce pauvre vieux homme.

Londres, 17 *septembre* 1831. — En revenant de Tunbridge hier, j'ai visité Knowles. C'est un des châteaux les plus anciens de l'Angleterre ; bâti par le Roi Jean-Sans-Terre, la plus ancienne partie de ce bâtiment est encore de cette époque. Les archevêques de Cantorbéry ont longtemps possédé Knowles, mais Cranmer, ayant trouvé que sa magnificence excitait les murmures populaires, rendit Knowles à la Couronne. Élisabeth le donna aux Sackfield, dont elle fit l'aîné comte de Dorset. Knowles est resté dans cette famille jusqu'à présent et vient de passer aux mains de lady Plymouth, sœur du duc de Dorset, qui a péri à la chasse sans laisser d'enfants. Le vieux duc de Dorset actuel est un oncle du dernier ; il a hérité du titre, mais non de l'*Estate* qui a passé aux femmes.

A mon tour, je sais faire aussi de la pédanterie : j'ai daigné consulter un guide de voyage et j'ai trouvé une *housekeeper !* Cette vieille fée montre fort bien l'antique et lugubre demeure de Knowles, dont la tristesse est incomparable ; je n'en excepte même pas la partie arrangée par les propriétaires actuels, à plus forte raison celle qui est consacrée aux souvenirs et à la tradition. Il n'y a là aucune imitation : tout est ancien et original ; on y voit cinq ou six chambres à coucher, le Hall, trois galeries et

Tocqueville ?

un salon avec les meubles du temps de Jacques Ier. Boiseries, meubles, tableaux, tout est authentiquement de cette époque. L'appartement dans lequel Jacques Ier fut reçu par le premier comte de Dorset est magnifique, orné de glaces de Venise, d'un lit en brocard d'or et d'argent, d'une toilette en filigrane, de cabinets en ivoire et en ébène, enfin de choses belles et curieuses. Des portraits de toute l'Angleterre, et parmi cette immense quantité de croûtes, une douzaine de peintures superbes de Van Dyck et de sir Robert Leslie. Le parc est grand, mais il n'a rien de remarquable; il n'est bon qu'à parcourir un peu vite.

Londres, 19 *septembre* 1831. — Mes retours à Londres ne sont pas heureux. Je reviens avant-hier pour apprendre la prise de Varsovie (1), et aujourd'hui j'arrive de Stocke (2) pour apprendre les nouveaux et sérieux désordres qui ont eu lieu à Paris, à l'occasion de la défaite des Polonais. L'état de Paris était grave au départ des lettres; aux détails contenus dans le *Times* de ce matin, j'ajouterai que M. Casimir Perier a courageusement tiré Sébastiani de danger en le mettant dans sa voiture; arrivés à la place Vendôme, ils ont été obligés de se réfu-

(1) Varsovie, capitale du grand-duché de ce nom, avait été cédée aux Russes en 1815. En novembre 1830, il y éclata une insurrection terrible qui affranchit pour quelques mois la Pologne; mais, malgré une glorieuse campagne contre Diebitsch, Varsovie finit par être reprise par Paskéwitch le 8 septembre 1831.

(2) Stocke est situé dans le comté de Stafford et possède une grande manufacture de porcelaine créée par Wedgwood.

gier à l'hôtel de l'État-Major. Les cris de « A bas Louis-Philippe » ont été vifs.

C'est aujourd'hui que probablement le sort du ministère se sera décidé à la Chambre. Je sais que M. de Rigny était fort inquiet; la dernière séance avait été très mauvaise.

J'ai aussi reçu une lettre très triste de M. Pasquier... Nos prévisions auront été vraies et justes : Madère !

Londres, 20 *septembre* 1831. — Le comte Paul Medem est arrivé hier et a passé une grande partie de la journée avec moi.

Il avait quitté Paris le samedi soir. Je l'ai questionné à mon aise et je l'ai trouvé avec son bon et froid jugement habituel; ne regardant rien comme perdu, ni rien comme sauvé en France. Tout lui paraît livré au hasard : la confiance est impossible; il dit de mauvaises paroles sur l'impopularité du Roi, sur l'ignorance et la présomption de tous. Le seul dont il fasse cas, c'est M. Perier, mais celui-ci est fort dégoûté et ne se cache pas du manque de concours. Il fait un triste tableau de l'état commercial et social de Paris. Tout y est méconnaissable : costumes, manières, ton, mœurs et langage, tout est changé; les hommes ne vivent plus guère qu'au café et les femmes ont disparu.

On a adopté de nouvelles locutions : on n'appelle plus la Chambre des députés que *la Reine Législative;* la Chambre des pairs s'appelle *l'Ancienne Chambre ;* celle-ci n'existe plus comme pouvoir, pour personne. On dit que

c'est le Roi qui a le plus facilement abandonné l'hérédité de la Pairie, espérant par là se populariser et obtenir une meilleure liste civile : on ne suppose pas qu'elle excède douze millions; en attendant, il touche chaque mois quinze cent mille francs.

Plusieurs théâtres sont fermés; l'Opéra et les Italiens attirent encore du monde; mais si les premiers sujets continuent à jouer sur la scène, dans les loges on ne voit plus guère que les doublures du beau monde.

Il paraît que l'Empereur Nicolas ne fera exécuter en Pologne que ceux qui, dans les scènes sanglantes des clubs, ont assassiné les prisonniers russes; la Sibérie s'ouvrira pour les autres. Quelle quantité de malheureux nous allons voir faire irruption sur l'Europe et surtout en France! Quoiqu'il soit bien naturel de leur offrir asile, je dois convenir cependant que, dans la situation actuelle de la France, ce sont de nouveaux éléments de désordre qu'on va y introduire. On dit que, dans les émeutes, les réfugiés de tous les pays jouent un rôle premier.

Les nouvelles de Rio-de-Janeiro sont mauvaises pour les enfants que dom Pedro y a laissés (1); une révolte des hommes de couleur y a produit de grands désordres.

Les scènes en Suisse sont déplorables (2).

Il y a eu du mouvement à Bordeaux.

(1) Les enfants étaient : 1° Doña Jennaria, née en 1819; 2° Doña Paula, née en 1823; 3° Doña Francisca, née en 1824; 4° Dom Pedro, né en 1825, qui devint en 1831 empereur du Brésil, sous une régence.

(2) La révolution française de 1830 fut pour la Suisse l'occasion d'agitations nouvelles. Bâle se morcela en 1832 en Bâle-Ville et Bâle-Campagne.

Miaoulis a fait sauter sa flotte pour ne pas obéir à Capo d'Istria (1).

Londres, 21 *septembre* 1831. — L'émeute a recommencé dimanche soir à Paris et a duré toute la matinée du lundi (2), et il y avait de mauvais symptômes de tous les genres ; l'aspect de la ville était grave à tous égards, et si les interpellations annoncées par Mauguin et Laurence avaient été remises de vingt-quatre heures, c'est qu'on croyait à une dislocation immédiate du ministère, si ce n'est entière, du moins partielle. Bonté divine! Où en sommes-nous et où allons-nous?

A propos de cela, on assure que les troupes qui sont à Madère sont prêtes à faire leur soumission à doña Maria. Ce nom de Madère, prononcé, jeté pour ainsi dire, il y a six mois sans grande réflexion, aura été une prédiction. C'est là que nous chercherons refuge!

C'est Jules Chodron (3) qui est nommé second secrétaire de légation à Bruxelles.

Londres, 22 *septembre* 1831. — Les lettres de Vienne disent que le choléra y a paru le 9 de ce mois, et dans les premières vingt-quatre heures y a enlevé cinquante personnes.

Bülow a des nouvelles de Berlin du 16 : il y avait eu jusqu'à ce jour-là trois cents malades sur lesquels deux

(1) Miaoulis s'était retiré à Poros où il s'était mis à la tête des Hydriotes révoltés.

(2) De mars à septembre 1831, l'insurrection, ou tout au moins l'agitation et le tumulte furent à peu près permanents dans les rues de Paris.

(3) M. de Courcel.

cents avaient succombé. Il a beau s'étendre, ce vilain mal, il ne paraît pas s'endormir.

M. Martin, qui nous est arrivé hier, dit grand mal du Midi de la France : tout s'y divise en carlisme, bigotisme, républicanisme; de la raison, nulle part; une absence d'autorité locale déplorable, une confusion, une anarchie qui laisse le champ libre à tous les délits. Pauvre France!

Ici, on n'est guère mieux. J'ai été hier au soir à Holland-House où le ministère avait l'air consterné. Il se sent, je crois, un peu coupable; car, si ce pays-ci est menacé de scènes révolutionnaires, c'est que le ministère l'aura voulu. Pour intimider la Chambre des pairs et lui arracher le « Bill de réforme », il excite les meetings et les mouvements menaçants qui se préparent.

Lord Grey était particulièrement soucieux d'une réunion qui aurait eu lieu hier chez le duc de Wellington. Il ne sait pas s'il osera faire des pairs sans perdre des voix sur lesquelles il comptait, et qui se retireraient de lui si la Pairie était prostituée. Enfin, les embarras, d'une espèce et d'une autre, couvrent la terre.

Dimanche soir, on a promené dans Paris des bonnets de la liberté sur des piques et on a fait d'autres gentillesses du même genre. Les lettres de lundi, à deux heures, mandent que, dans la crainte de voir former des barricades, on avait enlevé tous les matériaux qui se trouvaient sur la place Louis XV et qu'on les avait entassés dans les cours des maisons voisines.

Londres, 23 *septembre* 1831. — Il a fait assez beau

temps hier pour la fête de Woolwich à laquelle j'ai assisté. C'est très imposant de voir lancer un grand bâtiment de guerre et de le voir entrer ensuite dans le bassin où il doit être mâté.

Nous étions dans une tribune près de celle du Roi; il y avait du monde par torrents; des bateaux à vapeur, des barques en multitude, beaucoup de musiques, de cloches, de coups de canon, presque du soleil, des uniformes, de la parure, enfin de tout ce qui donne un grand air de fête.

Le Roi a mené un petit détachement du Corps diplomatique, dont je faisais partie, voir une frégate en miniature destinée en cadeau au Roi de Prusse et qui est charmante : toute en bois d'acajou et en cuivre. Puis il nous a conduits déjeuner à bord du *Royal Sovereign,* vieux yacht doré et chamarré du temps de George III. Le Roi m'a adressé un toast pour le Roi des Français, et à Bülow un autre toast pour Sa Majesté Prussienne. Il a oublié Mme Falk; la duchesse de Saxe-Weimar, qui ne prenait pas cet oubli en patience, s'est mise à fondre en larmes, ce qui a fait revenir la mémoire au Roi, et il a fait alors des excuses à Mme Falk en buvant à la santé du Roi de Hollande.

J'ai dîné avec le duc de Wellington, qui était de très bonne humeur; il espère que le « Bill de réforme » sera rejeté par la Chambre des pairs, à la seconde lecture qui aura lieu le 3 octobre. Lord Winchelsea a déclaré qu'il voterait contre; le ministère lui a alors demandé la démission de sa charge de Cour, que le Roi n'a pas voulu accepter.

Il est arrivé hier soir une estafette de Paris, du 20, pour dire que les émeutes étaient finies et que le ministère

avait eu l'avantage dans la Chambre des députés; mais en même temps, on mande que ce qui s'est passé prouve qu'il faut avoir le traité belge sur les bases qui ont été proposées dans la dépêche du 12.

Londres, 25 *septembre* 1831. — Nous avons reçu les détails de la séance de la Chambre des députés dans laquelle le ministère a triomphé. Ce triomphe a été un ordre du jour, motivé d'une manière honorable pour le gouvernement, qui a eu une majorité de 85 voix. 357 votants : 221 pour M. Perier, 136 contre. Voilà, pour le moment, les choses remises dans une sorte d'équilibre, mais elles ne m'inspirent aucune confiance, car cette nouvelle Chambre a encore des preuves à donner, dans les questions de l'hérédité de la Pairie, de la liste civile, du budget, et je ne la trouve nullement préparée à bien dire ni à bien faire.

On écrit encore en rendant justice au courage de lion de M. Perier, en représentant le pays comme bien malade et Pozzo fort inquiet malgré le mariage de son neveu, qui le ravit.

Nous avons eu à dîner trois messieurs d'Arras, recommandés par le baron de Talleyrand, des Français, de ceux qui s'appellent de la *classe moyenne*, à laquelle ils se font gloire d'appartenir : parmi les trois, il y avait un petit monsieur de dix-sept ans, élève de rhétorique au lycée Louis-le-Grand, qui vient ici pour ses vacances et qui est déjà aussi bavard et aussi tranchant qu'on peut le souhaiter : il donne tout plein d'espérance d'être un jour un des hurleurs de la Chambre.

Londres, 27 *septembre* 1831. — Hier, la Conférence a adopté un protocole qui va produire Dieu sait quoi! Les Hollandais et les Belges n'ayant pu s'entendre en aucune manière, ni même se rapprocher, la Conférence, pour éviter la reprise des hostilités, terminer enfin cette difficile, délicate et dangereuse question, et arrêter la conflagration qu'elle est toujours au moment de produire, s'est constituée hier arbitre et va procéder à cet arbitrage, dont le résultat sera pris sous sa protection et garantie. Comment cela va-t-il être pris à Paris? M. de Talleyrand croit qu'on se fâchera d'abord, puis qu'on cédera, et que d'ailleurs il n'y avait pas de choix : « Ceci, dit-il, est la seule et unique manière d'en finir. »

Londres, 29 *septembre* 1831. — M. de Montrond est arrivé hier; il parle avec le dernier mépris de Paris et de tout ce qui s'y passe. Il annonce que le Roi va demeurer aux Tuileries, après une bataille très rude livrée par ses ministres, qui lui ont encore, dans cette occasion-ci, mis le marché à la main. Il leur a fallu aussi persuader la Reine qui y avait grande répugnance; cependant, ils ont vaincu toutes les déplaisances et cela va se faire.

Il paraît qu'au Palais-Royal, le Roi ne peut plus bouger sans être accueilli par les mots les plus durs; on lui crie : « *Bavard... Avare...* »; on passe à travers la petite grille intérieure des couteaux avec lesquels on le menace, enfin des horreurs!

1832

Londres, 23 *mai* 1832. — Hier, j'ai eu une longue visite du duc de Wellington. Il m'a dit qu'il regrettait que les convenances personnelles de M. de Talleyrand le décidassent à quitter l'Angleterre, même momentanément; qu'un remplaçant, quel qu'il fût, ne pourrait jamais maintenir les choses au point où M. de Talleyrand les avait conduites; qu'ici, il avait une position première et une influence prépondérante, non seulement sur ses confrères diplomatiques, mais encore sur le Cabinet anglais; qu'il était, en général, extrêmement considéré dans le pays, où on lui savait gré de se tenir éloigné de toute intrigue; qu'il était le seul qui pût maintenir, « sous quelque ministère que ce fût », l'union de la France et de l'Angleterre; que lui, duc de Wellington, craignait que les autres membres de la Conférence ne prissent le haut ton avec le remplaçant de M. de Talleyrand, et qu'à son retour, celui-ci ne trouvât un état de choses différent, et le terrain perdu difficile à ressaisir; qu'enfin, si M. de Talleyrand ne revenait pas à Londres, on ne pouvait plus compter sur la durée de la paix.

Il a ajouté que l'aspect des deux pays était bien grave, que toutes les prévisions étaient insuffisantes, et que qui

que ce soit ne pouvait dire ce qu'apporteraient et « la réforme » par ses résultats futurs, et les moyens révolutionnaires qui ont été mis en jeu pour l'obtenir, ni quelles seraient les fantaisies royales, le « Bill de réforme » une fois passé.

Le duc de Wellington a été, comme toujours, fort naturel, fort simple, de très bon sens, et, à sa façon, qui n'est pas phraseuse, très amical.

Londres, 24 *mai* 1832. — M. de Rémusat est ici, il a, pour M. de Talleyrand, une lettre du général Sébastiani qu'il n'a pas encore remise.

Il m'en a envoyé une du duc de Broglie qui partait pour la campagne, assez soucieux, ce me semble, de l'état de décomposition de toutes choses en France. Il me réfère à ce que M. de Rémusat me dira, mais je connais celui-ci : il a de l'esprit, mais c'est un esprit dédaigneux, dénigrant, tout emmailloté de formes doctrinaires; même dans le temps où je voyais le plus les personnes de cette société, je le trouvais, lui, singulièrement désagréable, et je n'ai pas idée qu'il me fasse aujourd'hui une autre impression.

Londres, 25 *mai* 1832. — M. de Rémusat, que j'avais vu hier soir, m'avait annoncé sa visite pour ce matin, *pour m'apprendre Paris*, m'a-t-il dit. On sait que les doctrinaires enseignent toujours quelque chose ! Il sort de chez moi. C'est très long à apprendre, la France, car il me l'a enseignée pendant plus de deux heures.

Ce qui m'en reste, c'est que le voyage de M. de Rémusat ici est une sorte de mission, qui lui a été confiée par les honnêtes gens du juste milieu, tels que MM. Royer-Collard, Guizot, Broglie, Bertin de Veaux, même Sébastiani, qui est en guerre ouverte avec Rigny. Cette mission consiste à décider M. de Talleyrand à accepter la présidence du Conseil, ou, si cela ne se peut, à être le patron d'un nouveau ministère dans lequel Sébastiani serait conservé et qu'on fortifierait en y faisant entrer Guizot, Thiers, Dupin. Tel qu'il est, décomposé et désuni, le ministère ne saurait durer; mais il faut décider le Roi à choisir des hommes plus forts, résolus à suivre le système de M. Perier et capables, par leur talent, d'en imposer à la Chambre. On voudrait que M. de Talleyrand, à Paris, fît assez sentir au Roi le péril de sa situation pour le déterminer à pareille chose. Voilà ce que M. de Rémusat est chargé d'obtenir de M. de Talleyrand, et sur quoi il s'est donné la peine de m'endoctriner. M. de Talleyrand est beaucoup trop déterminé à ne faire partie d'aucune administration pour être ébranlé sur ce point. Certes, son intention a toujours été de parler au Roi selon sa conscience, mais qu'en obtiendrait-il ?... Pas grand'chose peut-être...

Londres, 29 *mai* 1832. — Quelle journée que celle d'hier! Le « Drawing-room » qui a duré jusqu'à plus de cinq heures! C'était l'anniversaire du jour de naissance du Roi, qui, ayant appris que la princesse de Lieven et moi ne dînions pas chez lord Palmerston, nous a choisies

pour représenter le Corps diplomatique à son dîner.

Il n'y avait à ce dîner, excepté la famille légitime et illégitime, que le strict service et quelques vieux amis du Roi, comme le duc de Dorset et lord Mount-Edgecumbe.

Le Roi ne s'est pas fait faute de toasts : le premier à Mme de Lieven, sur ce qu'après les longues années pendant lesquelles elle avait représenté à Londres une Cour toujours amie de celle de la Grande-Bretagne, il la regardait comme une amie personnelle. Puis à moi : « Je vous connais depuis moins de temps, Madame, mais vous nous laissez ici des souvenirs qui nous font désirer votre retour et que vous nous reveniez avec la bonne santé que vous allez chercher aux eaux. Les circonstances délicates et difficiles dans lesquelles votre oncle s'est trouvé ici, et pendant lesquelles il a montré tant de loyauté, d'intégrité et d'habileté, me font attacher beaucoup de prix à ce qu'il nous revienne et je vous prie de le lui dire. » Puis à Mme de Woronzoff, sur ce que, par son mari, elle était aussi Anglaise que Russe.

Mme de Lieven a répondu par un mot de reconnaissance, et moi de même, mais cette pauvre Mme de Woronzoff, en voulant aussi exprimer ses remerciements, s'est embrouillée de telle sorte que le Roi a repris la parole et j'ai cru que ce dialogue ne finirait plus.

Après la santé de la Reine, le Roi a remercié pour elle en anglais, en ajoutant qu'aucune Princesse ne méritait davantage le respect et l'attachement de ceux qui la connaissaient, car personne ne savait mieux remplir les

devoirs de sa position. Il a alors donné le signal de se lever, et immédiatement celui de se rasseoir, et s'adressant à la duchesse de Kent, il a porté la santé de la princesse Victoria, comme étant la seule qui, par la divine Providence et les lois du pays, devait lui succéder, et à laquelle il comptait laisser les trois Royaumes, avec leurs droits, leurs privilèges et leur constitution intacte comme il les avait lui-même recueillis. Tout cela était accompagné de tant d'assurances d'une bonne santé personnelle, de force, de volonté de vivre et de se bien porter, et de la nécessité qu'il y avait que, dans les circonstances difficiles du présent, il n'y eût pas de minorité, que tout le monde s'est demandé s'il avait voulu être agréable ou désagréable à la duchesse de Kent, qui était pâle comme la mort; ou bien si, à cause des Fitzclarence qui se mêlent d'avoir des prétentions princières, il a voulu établir qu'il ne reconnaissait d'héritier possible que la jeune Princesse. D'autres prétendent que le tout était dirigé contre le duc de Sussex, qui était absent puisqu'on lui a défendu la Cour. Il paraît que le parti populaire voudrait le porter au trône ou que du moins le Roi se l'imagine et que c'est là ce qui nous a valu ce très long speech.

Avant la fin de la soirée, le Roi est venu deux fois à moi pour me dire qu'il ne fallait pas que M. de Talleyrand s'absentât longtemps, que la paix du monde dépendait de sa présence à Londres, et sur cela force éloges et gracieusetés. On n'a pas idée de ce qu'on nous montre, de tous côtés, de regrets obligeants qui ont l'air sincères.

Londres, 30 *mai* 1832. — M. de Talleyrand a reçu des lettres du Roi et de Sébastiani, écrites au moment du départ pour Compiègne : ils assurent qu'ils useront de tout leur crédit sur le roi Léopold pour le déterminer à se soumettre pleinement à la Conférence, afin de laisser aux Hollandais tout l'odieux du refus ; mais ils veulent que M. de Talleyrand emporte ici l'évacuation d'Anvers, à laquelle ils ne veulent entendre qu'après que toutes les autres questions seront terminées. En apparence, les entêtements hollandais ne diminuent pas et le mauvais esprit se ranime en Belgique.

M. de Talleyrand partira aussitôt après l'arrivée de M. de Mareuil, et espère, avant cela, être arrivé à établir une certaine force armée qu'on appellerait l'armée combinée anglo-française et qui serait chargée de couper le nœud gordien.

Paris, 20 *juin* 1832. — J'attends M. de Talleyrand après-demain soir.

Je vois bien du monde maintenant : on m'assomme, à la lettre. Que d'absurdités, de fautes, de passions ! Pauvre M. de Talleyrand ! Dans quel gâchis et dans combien d'intrigues ne va-t-il pas tomber !

Du reste, l'état de choses actuel, que tout le monde condamne, doit nécessairement changer, au moins ministériellement ; car le *tolle* contre le ministère est général et l'effroi se propage. La Vendée cependant touche à sa fin et on croit la duchesse de Berry sauvée : ce serait un point essentiel. Mais l'état du Cabinet est pitoyable ; sa

marche saccadée, hésitante, des gaucheries sans nombre, tout assure sa dissolution. On attend M. de Talleyrand pour frapper les grands coups : pauvre homme!

La vraie difficulté est dans le caractère du chef suprême. Que tout ceci est laid! Sébastiani s'en va chaque jour davantage; il m'a fait pitié hier; il se rend compte de son état et il en est profondément malheureux. Je vais ce soir avec lui à Saint-Cloud et je tremble qu'il ne tombe mort à côté de moi dans la voiture.

Wessenberg m'écrit de Londres que le ministère y est triste, inquiet, embarrassé de son triomphe et redoutant une chute prochaine. Je vois qu'en Angleterre on est inquiet de l'état de l'Allemagne : le Corps diplomatique se plaint ici du double jeu de Sébastiani à propos de ce qui se passe sur le Rhin. Bref, personne n'est content, personne n'est tranquille; c'est une singulière époque!...

Paris, 6 septembre 1832. — On écrit à M. de Talleyrand que les coquetteries qu'on avait faites à Pétersbourg avaient pour objet de détacher l'Angleterre de notre alliance; qu'on avait été jusqu'à proposer de remettre Anvers aux Anglais. Tout cela n'a pas pris, et la froideur a succédé aux gentillesses. Toutes les difficultés de la Conférence viennent maintenant de Bruxelles, où le mariage a exalté toutes les têtes et où ils se croient en état de forcer la main à la France (1).

Paris, 21 septembre 1832. — Il parait que M. de

(1) Léopold Ier, élu Roi des Belges en 1831, avait épousé, en 1832, Louise, princesse d'Orléans, fille de Louis-Philippe, Roi des Français.

Montrond est en espérance de Pondichéry et fort désireux d'y aller. Les amis de Sébastiani le disent entièrement rétabli depuis Bourbonne et naviguant avec adresse au milieu des écueils que rencontre sa route ministérielle.

Le Roi des Pays-Bas fait le méchant, celui des Belges n'est pas plus doux. La Conférence se fatigue, et a, dit-on, grand besoin de M. de Talleyrand pour reprendre son ensemble.

On dit tous les Cabinets fort ébouriffés de ce qui se passe entre l'Égypte et la Porte ottomane. Chacun recule, plus ou moins, devant les résultats prochains du Nord, du Midi, du Couchant et du Levant, car partout il en faut prévoir, sans que personne ait le courage d'y mettre la main.

Paris, 23 *septembre* 1832. — Voilà l'horizon qui se rembrunit de toutes parts : aux singuliers événements d'Orient, à l'état précaire de l'Allemagne et de l'Italie, au désaccord qui règne dans le Cabinet français, à l'approche des Chambres françaises et à celle du Parlement, aux complications portugaises, à l'obstination toujours croissante de la Hollande, voici qu'il faut joindre le coup de foudre de la mort de Ferdinand VII; guerre de succession et, par conséquent, guerre civile, entre les partisans de don Carlos et ceux de la petite Infante; peut-être intervention de l'Espagne en Portugal, et, par conséquent, apparition de la France et de l'Angleterre dans la Péninsule.

D'un autre côté, changement de ministère à Bruxelles,

et départs, si précipités, du duc d'Orléans, du maréchal Gérard et de M. Le Hon pour la Belgique. Ne sommes-nous pas, plus que jamais, dans le grabuge?

M. de Talleyrand reçoit force lettres, tant de Paris que de Londres, pour presser son départ.

Paris, 27 *septembre* 1832. — Quelle mystification que cette résurrection de Ferdinand VII (1)! Au fait, c'est très heureux, car assurément les complications ne manquent point, et une de moins, c'est quelque chose!

(1) En 1832, le Roi Ferdinand VII tomba si gravement malade, qu'on le crut mort. Calomarde se réunit alors aux partisans pour faire signer au moribond un décret mettant à néant la déclaration de 1830, par laquelle le Roi abolissait la loi salique en Espagne.

1833

Valençay (1), 12 *octobre* 1833. — M. Royer-Collard a passé une partie de la matinée ici : original et piquant, grave et animé tout à la fois, fort affectueux pour moi et aimable pour M. de Talleyrand. Le temps actuel, qu'il ne fronde cependant pas publiquement, lui déplaît au fond et il en médit dans sa solitude.

Une lettre de Vienne de M. de Saint-Aulaire dit ceci : « Mes vacances d'été, que je viens de passer à Baden, n'ont pas été troublées par les réunions de Téplitz et de Münchengraetz (2), parce qu'on ne m'a rien donné à faire et

(1) Valençay, où la duchesse de Dino venait de se transporter, est situé dans le département de l'Indre. Le château et le parc en sont magnifiques, avec de belles eaux. Le château fut bâti au seizième siècle par la famille d'Étampes, d'après les dessins de Philibert Delorme. Il servit de prison d'État de 1808 à 1814 pour Ferdinand VII et les Infants d'Espagne, par ordre de Napoléon Ier. Le prince de Talleyrand, qui s'en était rendu propriétaire à la fin du dix-huitième siècle, aimait ce séjour et l'habita beaucoup.

(2) Les trois grandes puissances alliées, l'Autriche, la Prusse et la Russie, se réunirent plusieurs années de suite, soit à Téplitz, soit à Münchengraetz, pour y délibérer ensemble sur la situation de l'Europe. Elles y tombèrent d'accord pour se garantir, par un nouveau pacte secret, leurs possessions respectives en Pologne, soit contre une agression venant du dehors, soit contre un mouvement révolutionnaire intérieur. Elles s'y occupèrent également des affaires de France et d'Italie, du travail continuel des sectes et des réfugiés italiens sur le sol français, qui inspiraient alors de grandes inquiétudes au sujet de la tranquillité de la Péninsule. Un

que, pour ma part, je ne concevais aucune inquiétude. Voici M. de Metternich qui revient à Vienne, il faudra régler nos comptes, et mes vacances vont finir. — Les mesures qu'on juge à propos de prendre pour l'Allemagne seront apparemment très incisives ; s'il n'en était pas ainsi, la tentative serait niaise. La France restera-t-elle spectatrice inerte? Oui, si l'on m'en croit ; du moins tant que quelque Prince directement intéressé n'appellera pas au secours pour le maintien de son indépendance. Le Roi de Hanovre serait un bon chef de file ; s'il ne veut pas se porter en avant, je ne compte guère sur le prince Lichtenstein. Je sais qu'on croit en Angleterre que M. de Metternich s'est moqué de nous et qu'il était de moitié avec la Russie pour le traité de Constantinople du 8 juillet dernier : je persiste à soutenir qu'il était dupe et non complice, et je voudrais qu'on ne s'y trompât pas, moins pour l'honneur de mon amour-propre que parce que la partie me semble différente à jouer, suivant que la bonne intelligence sera réelle ou apparente entre l'Autriche et la Russie. Frédéric Lamb m'a conté hier, en détail, la campagne du duc de Leuchtenberg en Belgique, dont je savais quelque chose par les bruits de ville ; pas un mot par le ministère, car on a la mauvaise habitude de nous tenir toujours les plus mal informés, entre les diplomates de tous les pays. »

Valençay, 23 *octobre* 1833. — La duchesse de Mont-

finit par y décider que les Cabinets d'Autriche, de Prusse et de Russie enverraient chacun une note séparée au gouvernement du Roi Louis-Philippe, pour l'engager à surveiller avec plus d'attention les menées révolutionnaires.

morency est toute fraîche sur Prague, à cause de ce que sa fille aînée lui en a conté. C'est Charles X qui a été mener ses deux petits-enfants à leur mère, à Leoben, précisément pour empêcher Mme la duchesse de Berry d'aller à Prague; il paraît que, de Leoben, elle retournera en Italie. M. le Dauphin et Mme la Dauphine n'ont pas voulu être du voyage (1).

On dit Charles X extrêmement cassé, Mme la Dauphine vieillie, maigrie, nerveuse, pleurant sur tout et toujours. Certes, quelque force d'âme qu'elle puisse avoir, ses infortunes ont été d'un genre à briser le cœur le plus haut et l'esprit le plus mâle : c'est, incontestablement, la personne la plus poursuivie par le sort que l'histoire puisse offrir.

M. de Blacas est le grand directeur de toute cette petite cour, et le plus opposé à ce que Mme la duchesse de Berry s'y établisse.

J'ai vu une lettre de M. Thiers, qui dit à propos de son mariage : « Mon grand moment approche; je suis agité, comme il convient, et j'aime ma jeune femme, plus qu'il ne convient, à mon âge; j'ai donc bien fait d'en finir à 35 ans plutôt qu'à 40, car j'en aurais été plus ridicule. Au surplus, peu m'importe; je sais mettre de côté les fausses hontes. Mais une chose m'est insupportable, c'est de

(1) Louis-Antoine, duc d'Angoulême (1773-1844) fils aîné du Roi Charles X, avait épousé en 1799, durant l'émigration, sa cousine Marie-Thérèse-Charlotte, fille du Roi Louis XVI et de la Reine Marie-Antoinette, dont il n'eut pas d'enfant. Après 1830, le duc d'Angoulême céda ses droits à son neveu, le duc de Bordeaux (comte de Chambord), et vécut en simple particulier.

livrer des êtres qui me sont chers aux indignités et à la malice du monde. Pour moi, je suis aguerri, mais je ne m'aguerrirai jamais et j'aurais cependant grand besoin de m'aguerrir pour les gens que j'aime. Il faut bien que le monde aille son train; il serait bien sot de vouloir qu'une si grosse machine changeât, pour soi, son éternelle marche. »

Je désire sincèrement que sa philosophie ne soit pas mise à de trop rudes épreuves, mais, comme dit le proverbe : « On est puni par où on a péché. »

Valençay, 3 *novembre* 1833. — Je ne suis pas peu surprise que le duc de Broglie n'ait pas écrit une seule fois à M. de Talleyrand; il m'a écrit trois fois sur des affaires privées, annonçant chaque fois une lettre pour M. de Talleyrand et cette lettre n'est jamais venue.

Mme Adélaïde a écrit deux fois, très bien, avec des désirs exprimés de voir M. de Talleyrand retourner à Londres, mais sans interpellation positive; je crois, cependant, qu'elle et le Roi le désirent bien davantage que M. de Broglie, et je crois qu'il faut s'en prendre à quelque intrigue entre lord Granville et lord Palmerston, si le désir du Roi n'est pas plus nettement exprimé jusqu'à présent.

M. de Talleyrand n'est décidé à rien; il y a tant d'inconvénients réels à entrer dans le mouvement actif de la politique, mais d'un autre côté, il y a tant d'inconvénients réels à rester en France, que, lors même que je voudrais donner un conseil, je ne saurais celui, qu'en conscience, dans l'intérêt bien entendu de M. de Talleyrand, je devrais lui

offrir. Il est effrayé, et je le suis pour lui, de l'isolement, de l'ennui, de la langueur de la province ou de la campagne, mais il est convaincu aussi de l'impossibilité de Paris, où il porterait, aux yeux du public, une responsabilité politique dont il n'aurait ni l'intérêt, ni le pouvoir. Il ne se dissimule pas davantage la gravité et la complication des affaires qu'il retrouverait à Londres, augmentées par la nature des individus avec lesquels il se trouverait en rapport, des deux côtés de la Manche; enfin, il comprend à merveille qu'il peut reperdre sur une seule carte tout ce qu'il a si miraculeusement gagné depuis trois ans.

Il est fort agité de tout ceci, et je le suis pour lui encore plus que lui-même. C'est bien le cas de répéter, en nous l'appliquant, ce que disait M. Royer-Collard au mois de juin 1830, en parlant de la lutte entre le ministère Polignac et la France : « Une fin? sûrement. Une issue? Je n'en vois pas. »

Valençay, 10 *novembre* 1833. — M. de Talleyrand vient de recevoir des lettres de Broglie et du Roi Léopold. Le premier lui dit que le Roi des Pays-Bas fait la démarche à Francfort; que la confédération germanique et le duc de Nassau disent *oui* à la première sommation; qu'il est certain que Dedel recevra, d'ici à quinze jours, les instructions nécessaires pour rentrer activement dans la Conférence; que lui Broglie, ainsi que le Roi, désirent vivement que M. de Talleyrand soit à cette époque à Paris, pour y convenir de toutes choses; pour y apprendre, de plus, les détails de la Conférence de Münchengraetz sur

les affaires d'Espagne, et pour retourner ensuite à Londres.

La lettre du Roi Léopold est pour dire que la Belgique ne veut rien payer à la Hollande : cette espèce de déclaration est enveloppée de gracieusetés mielleuses.

Valençay, 11 *novembre* 1833. — Voici le sens, à peu près, de la réponse de M. de Talleyrand au duc de Broglie : « Mon cher Duc, vous avez trop bonne opinion de ma santé, mais vous aurez toujours raison d'en avoir une excellente de mon amitié pour vous et de mon dévouement au Roi. Je ne puis vous en donner une meilleure preuve qu'en tirant, au milieu de l'hiver, mes quatre-vingt-deux ans, de mon repos et de ma paresse actuels, pour arriver à Paris le 4 décembre, ce que je vous promets. Quant à aller à Londres, je n'en vois pas trop la nécessité : je suis bien vieux, tout autre y fera maintenant aussi bien, si ce n'est mieux que moi.

Nous causerons à Paris, et ma vieille expérience, que vous faites l'honneur de consulter, vous dira franchement ce qu'elle pense sur ce que vous lui apprendrez du monde politique; je ne suis plus bon qu'à cela. Mais si, cependant, par impossible, vous parvenez à égarer assez mon amour-propre, jusqu'à lui persuader que je suis, pour quelque temps encore, indispensable, ou à peu près, à vos affaires, alors, sans doute, je croirai de mon devoir de m'y livrer, jusqu'à ce qu'elles soient accomplies, mais aussitôt après je retournerai à ma tanière, pour rentrer dans l'engourdissement qui seul me convient maintenant.

Quoi qu'il en soit, d'ici à quelques semaines, rien ne périclite entre les mains de M. de Bacourt, qui, j'en suis convaincu, justifie de plus en plus, par son activité et sa sagesse, tout le bien que je vous ai dit de lui. Adieu ! »

Valençay, 12 *novembre* 1833. — On commence à être inquiet des affaires d'Espagne : les provinces du Nord sont toutes à don Carlos; Madrid, Barcelone, Cadix et presque tout le Midi sont à la Reine à la condition que la révolution sera complète ; c'est ce qui inquiète le plus le gouvernement français.

L'attente des Chambres trouble un peu ; le ministère s'y présentera tel qu'il est, mais non sans crainte, car il y a bien quelques difficultés à se présenter devant une Chambre qui doit vouloir se populariser, dans l'espérance d'être réélue. Les énormes dépenses du maréchal Soult, peu ou point de diminution de dépenses dans les autres ministères, sont des difficultés qui pourront devenir de sérieux embarras.

Paris, 9 *décembre* 1833. — Notre retour à Londres est décidé. Je suis arrivée hier ici ; j'ai trouvé, en arrivant, M. de Montrond sur le perron, M. Raullin sur l'escalier, et, dans le cabinet, Pozzo chez lequel je dois dîner demain. Celui-ci a l'air soucieux ; il est fulminant contre lord Palmerston, qu'on dit n'être à la mode nulle part. M. de Talleyrand n'est pas d'avis que le duc de Broglie se laisse entraîner par lord Granville autant que celui-ci le voudrait et il s'est nettement exprimé à cet égard.

M. de Talleyrand ne croit pas à d'autres chances de guerre qu'entre l'Angleterre et la Russie, et apportera tous ses efforts à la prévenir. Il me paraît être au mieux avec Pozzo; il est aussi à merveille avec le Roi et Madame Adélaïde qui commencent à être en défiance de lord Palmerston, de lord Granville et à trouver que Broglie n'est pas assez éclairé; d'ailleurs, qu'il les traite lestement et dédaigneusement; il se montre aussi fort cachottier et défiant à l'égard de M. de Talleyrand. Il faut pourtant parler en détail de sa fortune à ceux auxquels on veut confier son argent.

Lady Jersey a été aux Tuileries; Mgr le duc d'Orléans a été tout à fait à ses ordres ici. Au Château, où, en effet, on est un peu près de ses pièces, en fait de beau monde, on a été charmé de l'arrivée de cette aristocrate d'outre-mer. Cela a fait événement.

Le faubourg Saint-Germain est plus récalcitrant que jamais. L'Empereur Napoléon avait des places à donner, des biens à rendre, des confiscations dont il pouvait menacer; rien de tout cela maintenant. Aussi boude-t-on avec une aisance et une insolence inimaginables. Le fait est que, quand on n'y est pas obligé, la Cour est trop mêlée pour être tentante. J'en suis fâchée pour la Reine que j'aime et que j'honore.

Il paraît que le baron de Werther a prodigieusement d'humeur contre lord Palmerston et le duc de Broglie; il y a certainement bien de la mauvaise humeur dans l'air, mais M. de Talleyrand dit encore qu'elle n'éclatera pas en boulets rouges.

Paris, 11 *décembre* 1833. — J'ai été hier dîner, avec M. de Talleyrand, chez Thiers; il n'y avait que lui, sa femme, son beau-père, sa belle-mère, Mignet, qui disait des pauvretés sur l'Espagne, et Bertin de Veaux, qui ne parlait que des combats de taureaux qu'il avait vus à Saint-Sébastien.

Mme Thiers, qui n'a que seize ans, paraît en avoir dix-neuf : elle a de belles couleurs, de beaux cheveux, de jolis membres bien attachés, de grands yeux qui ne disent rien encore, la bouche désagréable, le sourire sans grâce et le front trop saillant; elle ne parle pas, répond à peine, et semblait nous porter tous sur ses épaules. Elle n'a aucun maintien, aucun usage du monde, mais tout cela peut venir; elle ne fera peut-être que trop de frais pour d'autres que pour son petit mari, qui est très amoureux, très jaloux, mais jaloux honteux, à ce qu'il m'a avoué. Les regards de la jeune femme pour lui sont bien froids; elle n'est pas timide, mais elle a l'air boudeur, et n'a aucune prévenance.

Je croyais à Mme Dosne des restes de beauté, mais il m'a paru qu'elle n'avait jamais pu être jolie; elle a un rire déplaisant, qui a de l'ironie sans gaieté; sa conversation est spirituelle et animée. Sa toilette était d'un rose, d'un jeune, d'une simplicité affectée qui m'a étonnée.

Paris, 15 *décembre* 1833. — J'ai dîné hier chez le Roi. M. de Talleyrand dînait chez le Prince royal. Pendant le dîner, le Roi ne m'a parlé que de traditions, de souvenirs, de vieux châteaux; j'étais sur mon terrain. Nous avons

d'abord parlé à fond de la Touraine ; il a promis des vitraux de couleur et des portraits de Louis XI et de Louis XII pour Amboise, il rachètera les restes de Montrichard et empêchera la ruine du château de Langeais. S'il fait tout cela, mon dîner n'aura pas été perdu. Puis, il m'a conté les restaurations qu'il faisait faire à Fontainebleau, et il a fini par me développer son grand plan pour Versailles, qui est vraiment grand, beau et digne d'un arrière-petit-fils de Louis XIV. Mais cela se réalisera-t-il? Cette conversation nous a conduits aux nouveaux travaux qu'il a fait exécuter aux Tuileries mêmes. Il a ordonné qu'on illuminât tout, et, en sortant de table, il a parcouru tout le Château avec moi.

Tout est vraiment beau, très beau ; et si l'escalier, qui est riche et élégant, avait un peu plus de largeur, ce serait parfait. Cette promenade nous a conduits du pavillon de Flore au pavillon de Marsan. Le Roi m'a demandé, alors, si je voulais faire une visite à son fils ; j'ai dit, comme de raison, que je suivrais le Roi partout. Nous avons trouvé Mgr le duc d'Orléans jouant au whist avec M. de Talleyrand ; les amis de celui-ci avaient été réunis au dîner par le Prince.

L'appartement du Prince royal est trop bien arrangé pour être celui d'un homme. C'est le seul reproche qu'on puisse lui faire, car, du reste, il est plein de belles choses trouvées dans le garde-meuble de la Couronne, où la Révolution avait relégué les beaux meubles de Louis XIV. La Restauration n'avait pas songé à les en tirer ; M. le duc d'Orléans en a placé une grande partie dans son appar-

tement. C'est fort curieux ; j'ai été bien souvent aux Tuileries sans me douter des choses intéressantes qui s'y trouvaient réunies; ainsi, j'ai vu, cette fois-ci, dans le cabinet du Roi, parmi des choses que je ne connaissais pas, un portrait de Louis XIV enfant, sous les traits de l'Amour endormi, et celui de la reine Anne d'Autriche peinte en Minerve, et aussi des boiseries emblématiques du temps de Catherine de Médicis, qui a fait construire les Tuileries.

Le Roi est un admirable cicerone de ses châteaux : je me suis émerveillée tout le temps qu'on pût si bien connaître les traditions de sa famille, en être aussi fier, et... enfin !

Je pars après-demain pour Londres.

1834

Londres, 27 *janvier* 1834. — Sir Henry Halford vient de me raconter que le feu roi George IV, dont il était le premier médecin, lui ayant demandé, sur l'honneur, deux jours avant sa mort, si son état était désespéré, et sir Henry, avec une figure très significative, lui ayant répondu qu'il était dans un état très grave, le Roi le remercia par un signe de tête, demanda à communier, et le fit très religieusement; il engagea même sir Henry à prendre part au sacrement. Lady Coningham était dans la chambre à côté. Ainsi, aucun des intérêts humains ne fut banni de la chambre de ce Roi moribond, charlatan, et communiant.

Londres, 7 *février* 18 4. — J'étais hier soir chez lady Holland, qui, en finissant je ne sais quelle histoire qu'elle me contait, m'a dit : « Ce n'est pas lady Keith (Mme de Flahaut) qui me mande cela, car il y a plus de deux mois qu'elle ne m'a écrit. » Puis, elle ajouta : « Saviez-vous qu'elle détestait le ministère français actuel ? — Mais, Madame, » ai-je répondu, « c'est vous qui avez appris il y a dix-huit mois à M. de Talleyrand, tout le mal qu'elle disait ici du Cabinet français, au moment de son origine. — C'est vrai,

je m'en souviens; mais il faut néanmoins que ce Cabinet dure. Lord Granville écrit à lord Holland que nous ne devons pas croire tout ce que lady Keith nous mandera de la mauvaise position de M. de Broglie, puisqu'elle est très hostile pour celui-ci et désireuse de sa chute. » Je n'ai rien répliqué et cela en est resté là. Et puis, parlez-moi des amitiés du monde!

Au reste, voici un assez drôle de mot qu'on écrit, de Paris, sur M. et Mme de Flahaut : on prétend que leur faveur n'est plus aussi grande aux Tuileries, où on dit que « lui, est une vieille coquette et, elle, un vieux intrigant. »

Warwick Castle (1), 10 *février* 1834. — J'ai quitté Londres avant-hier, et suis venue ce jour-là jusqu'à Stony-Stratford, où je n'engage personne à jamais coucher : les lits y sont mauvais, même pour l'Angleterre; j'ai réellement cru m'étendre sur une couchette de trappiste. J'en suis repartie hier matin, par un brouillard bien froid, bien épais. Il n'y avait pas moyen de juger le pays, qui à travers quelques éclaircies, cependant, m'a semblé plutôt agréable; surtout à Iston Hall, beau lieu qui appartient à lord Porchester. On passe devant une superbe grille d'où on plonge dans un parc immense, par delà lequel on découvre un vallon qui m'a semblé joli. Leamington (2), à deux lieues d'ici, est bien bâti et gai.

(1) Antique manoir, jadis une forteresse imprenable.

(2) Leamington est un petit endroit de bains, situé sur le Leam, dans le comté de Warwick. Il doit toute sa renommée à des sources minérales et ferrugineuses, découvertes en 1797.

Quant à Warwick même, où je suis arrivée hier dans la matinée, on y pénètre par une entrée de château-fort : il offre l'aspect le plus austère, la cour la plus sombre, le *Hall* le plus vaste, les meubles les plus gothiques, la tenue la plus soignée qu'on puisse imaginer, tout cela dans le genre féodal. Une rivière impétueuse et considérable baigne le pied de vieilles tours crénelées, noires, hautes et imposantes ; elle fait un bruit monotone auquel répond celui d'arbres entiers, qui éclatent en brûlant dans des cheminées de géants. Des souches énormes sont empilées sur des tréteaux dans le *Hall ;* il faut deux hommes pour les prendre et les jeter dans l'âtre ; ces tréteaux sont établis sur des dalles de marbre poli.

Je n'ai encore jeté qu'un rapide coup d'œil sur les vitraux de couleur des grandes et larges croisées qui répondent aux cheminées, sur les armures, les bois de cerf et les autres curiosités du *Hall*, sur les beaux portraits de famille des trois grands salons. Je ne connais bien encore que ma chambre, toute meublée de Boule, de noyer ciselé et pleine de conforts modernes à travers toutes ces vieilles grandeurs !

Le boudoir de lady Warwick est aussi rempli de curiosités. Elle est venue me prendre, hier, dans ma chambre, et après m'avoir montré ce boudoir, elle m'a menée dans le petit salon où j'ai trouvé le fils de son premier mariage, lord Monson, petite figure d'homme ou plutôt d'enfant, timide et silencieux, par embarras de sa petite taille et de sa faiblesse de corps ; puis lady Monson, contraste frappant de son mari, grande et blonde Anglaise, raide,

osseuse, avec de longs traits, de larges mains, une large poitrine plate, un air de vieille fille, des mouvements anguleux, tout d'une pièce, mais polie et attentive; ensuite lady Eastnor, sœur de lady Stuart de Rothesay, laide comme on l'est dans sa famille, et bien élevée, comme le sont aussi toutes les filles de lady Hardwick; lord Eastnor, grand chasseur, grand mangeur, grand buveur; son frère, un *révérend*, qui, je crois, ne s'était pas rasé depuis Noël et qui n'a ouvert la bouche que pour manger; lord Brooke, fils de la maison, du second mariage, âgé de quinze ans, d'une très jolie figure; son précepteur, silencieux et humble comme de raison; et, enfin *the striking figure* de lady Caroline Neeld, sœur des Ashley et fille de lord Shaftesbury. Elle est célèbre par un procès contre son mari, dont les journaux retentissaient l'année dernière; elle est l'amie de lady Warwick, protégée, recueillie, défendue par elle. C'est une personne bruyante, hardie, mal disante, avec des façons familières et un ton risqué; elle a une jolie taille, de la blancheur, de beaux cheveux blonds, ni cils ni sourcils, une figure longue et étroite, rien dans les yeux, un nez et une bouche qui font penser à ce que Mme de Sévigné disait de Mme de Sforze, qui était *un perroquet mangeant une cerise*.

Lord Warwick, retenu dans sa chambre par un rhumatisme goutteux, ne semblait faire faute à personne.

La maîtresse de la maison est la moins convenable possible pour le lieu qu'elle habite. Elle a été jolie, sans être belle; elle est naturellement spirituelle, sans rien d'acquis. Elle ne sait pas même un mot de la tradition de son

château; elle a un tour d'esprit drôle et nullement posé, ses habitudes de corps sont nonchalantes, et cette petite femme, grasse, paresseuse, oisive, ne paraît nullement appelée à gouverner et à remplir cette vaste, sérieuse et presque formidable demeure. D'ailleurs, tout le monde me semble pygmée dans ce lieu-ci et il faudrait des gens plus grands que nature, tels qu'étaient les *faiseurs de Rois* (1) pour la remplir : notre génération est trop mesquine dans ses proportions pour de tels lieux.

La salle à manger est belle, mais moins grandiose que le reste. En sortant de table, très longtemps avant les hommes, on nous a conduites dans le grand salon, qui est placé entre un petit et un moyen. Dans ce grand salon sont des Van Dyck superbes; une boiserie tout entière en bois de cèdre dans sa couleur naturelle, l'odeur en est assez forte et agréable; le meuble est en damas velouté où le gros rouge domine; force meubles de Boule vraiment magnifiques, quelques marbres rapportés d'Italie; deux énormes croisées faisant renfoncement et cabinets, sans rideaux et seulement entourées de grands cadres cerclés en cèdre. Pour tout cela, il y avait une vingtaine de bougies, qui me faisaient l'effet de feux-follets, trompant l'œil plutôt qu'elles n'éclairaient la chambre. Je n'ai, de ma vie, rien vu de si triste et de si *chilling* que ce salon; une conversation de femmes, très languissante... il me semblait toujours que le portrait de Charles Ier et le buste du Prince Noir allaient venir se mêler à nous, et prendre

(1) Voir à l'index biographique : Warwick (Guy, comte de)

leur café devant la cheminée. Les hommes sont enfin arrivés, le thé ensuite ; à dix heures une espèce de souper ; à onze heures retraite générale, qui m'a semblé être un soulagement pour tous.

J'ai, dans cette longue soirée, vingt fois pensé à la description que Corinne fait du château de sa belle-mère.

A dîner, on n'a parlé que des *county-balls*, des *Leamington-spas* et des commérages du Comté : c'était, trait pour trait, la description de Mme de Staël.

Ce matin, j'ai parcouru avec lady Warwick le château, que je connaîtrais mieux si j'avais été livrée à moi-même, ou seulement aux prises avec une des deux *housekeepers* dont la plus ancienne a quatre-vingt-treize ans. A la voir, on croirait qu'elle va vous parler de tous les York et Lancastre. La maîtresse de la maison ne se soucie pas le moins du monde de toutes les curieuses antiquités dont ce lieu-ci abonde et qu'il m'a fallu voir en courant.

Je me suis cependant arrêtée devant la selle et le caparaçon du cheval de la Reine Élisabeth, par lequel elle est venue de Kenilworth ici, puis je me suis emparée du luth offert par lord Leicester à la Reine Élisabeth, merveilleusement sculpté, en bois, avec l'écusson de la Reine en cuivre doré, par-dessus et tout à côté de celui du favori, ce qui m'a paru assez familier. J'ai remarqué un curieux portrait de la Reine Élisabeth dans ses habits de couronnement et dans lequel elle ressemblait terriblement à son terrible père. Lord Monson, à l'occasion de ce portrait, m'a conté un détail que j'ignorais : c'est que la Reine Élisabeth, qui voulait toujours paraître jeune, n'a jamais

permis qu'on fît son portrait autrement qu'en face, et éclairé de façon à empêcher que les ombres ne portassent sur ses traits, craignant que les ombres, en marquant les traits, ne marquassent aussi les années. On dit que cette idée lui était si constamment présente, qu'elle se mettait aussi toujours en face du jour, quand elle donnait ses audiences.

La bibliothèque ici n'est pas très remarquable et ne me paraît pas très fréquentée. La chambre à coucher de la Reine Anne avec le lit de l'époque est une belle pièce.

A dix heures, nous sommes montées en calèche, lady Warwick et moi, escortées par lady Monson et lord Brooke à cheval, et nous avons été, par un pays assez médiocre, aux fameuses ruines de Kenilworth. Là, j'ai éprouvé un mécompte réel; non pas que ces ruines ne donnent l'idée d'une noble et vaste demeure, mais le pays est si plat, l'absence d'arbres est si complète, que le pittoresque disparaît; à la vérité, le lierre y est partout superbe, ce qui fait bien, mais ce qui n'est pas suffisant.

Lady Monson, moins ignorante de la localité que sa belle-mère, m'a fait remarquer la salle des banquets; la chambre de la Reine Élisabeth; les bâtiments construits par Leicester, et qui sont plus détériorés que ceux des Lancaster, quoique plus modernes; le pavillon d'entrée sous lequel a passé le cortège de la Reine et qui avait été bâti exprès : il est encore en bon état, un fermier de lord Clarendon, auquel appartiennent les ruines, l'habite. Il y a, dans l'intérieur de ce pavillon, un chambranle de cheminée avec les chiffres et devise de Leicester. Le pavillon

où Walter Scott fait arriver Amy Robsard, est rendu célèbre par le romancier, mais ne l'est pas dans l'histoire.

On ne m'a pas permis de monter sur les tours; depuis l'accident arrivé l'année dernière à la nièce de lady Sefton, les ruines sont en mauvais renom comme solidité; d'ailleurs, on m'a assuré que la vue n'en était point remarquable.

Nous avons pris le chemin le plus long pour revenir et nous avons traversé Leamington dans toute sa longueur. L'établissement des bains m'a semblé joli, ainsi que toute la ville, animée maintenant par beaucoup de gentlemen chasseurs, qui y vivent un peu comme à Nelton Mowbray.

Il ne faisait pas encore sombre quand nous sommes revenues, et lady Warwick m'a menée voir, au bout du parc de Warwick, qui est très bien planté, une jolie vue de la rivière Avon, des serres qui ne sont ni très soignées, ni très fleuries, mais dans lequel se trouve le *Warwick vase :* c'est un vase dans des proportions colossales, en marbre blanc, d'une superbe forme, avec de beaux détails; il a été rapporté d'Italie et du jardin de Trajan par le père du lord Warwick actuel.

Je retourne demain à Londres.

Londres, 12 *février* 1834. — M. de Talleyrand m'a raconté qu'hier soir, jouant au whist avec Mme de Lieven qui était partner de lord Sefton, la Princesse, dans ses distractions habituelles, avait renoncé deux fois; sur quoi lord Sefton a fait doucement remarquer qu'il était tout

simple que ces diables de Dardanelles fissent souvent renoncer Mme de Lieven : cela a fait rire tous les assistants.

J'ai reçu de M. Royer-Collard une lettre dans laquelle je trouve la phrase suivante : « Monsieur de Bacourt m'a extrêmement plu ; sa conversation nette, simple, judicieuse, m'a charmé ; je n'en rencontre guère ici d'aussi bonne. Nous nous entendons de tous points. »

Londres, 15 *février* 1834. — La duchesse comtesse de Sutherland est venue me prendre hier, et nous a menées Pauline et moi au *Panorama of the North Pole* où le capitaine Ross joue un grand rôle. Comme peinture et perspective, c'est au-dessous de tout ce que j'ai vu dans ce genre ; mais tout ce qui se rapporte à d'aussi rudes épreuves et à des souffrances aussi prolongées, est d'un véritable intérêt.

Un des matelots, qui avaient été d'abord avec le capitaine Parry sur la *Furia*, puis ensuite avec le capitaine Ross, se trouvait, par hasard, à ce Panorama. Il a donné à Pauline un petit morceau de la fourrure dont il s'était couvert chez les Esquimaux, et à moi, un petit morceau de granit, pris au point le plus nord de l'expédition. Nous l'avons beaucoup questionné ; il est revenu bien souvent sur le moment où ils ont aperçu l'*Isabella*, qui les a rendus à leur patrie : c'était le 26 août. Il a ajouté que, tant qu'il vivrait, il boirait chaque année, ce jour-là, au souvenir de cette heureuse apparition.

Nous avons eu, hier soir, un raout chez nous. Il n'avait

rien de remarquable comme toilettes, comme beautés, ni comme ridicules. Le marquis de Douglas était beau à ravir : miss Emily Hardy m'en a paru frappée.

Le ministère était représenté par lord Grey, lord Lansdowne, lord Melbourne. Ce ministère est fort embarrassé, car il se passe chaque jour, aux Communes, des incidents qui font éclater le schisme trop réel parmi eux; la figure de lord Grey en portait hier une visible empreinte.

Londres, 20 *février* 1834. — Il y a une nouvelle histoire, fort vilaine, qui circule sur M. le comte Alfred d'Orsay. La voici : sir Willoughby Cotton écrit, le même jour, de Brighton, à M. le comte d'Orsay et à lady Fitzroy-Somerset; il se trompe d'adresse et voilà M. d'Orsay qui, en ouvrant celle qui lui arrive, au lieu de reconnaître sa méprise à la première ligne, qui commence par « *Dear Lady Fitzroy* », lit jusqu'au bout, y trouve tous les commérages de Brighton, entre autres des plaisanteries sur lady Tullemore et un de ses amoureux, et, je ne sais encore à quel propos, un mot piquant sur M. d'Orsay lui-même. Que fait celui-ci? Il va au club, et, devant tout le monde, lit cette lettre, la met ensuite sous l'adresse de lord Tullemore auquel il l'envoie. Il a failli en résulter plusieurs duels. Lady Tullemore est très malade, le coupable parti subitement pour Paris. On est intervenu, on a assoupi beaucoup de choses, pour l'honneur des dames, mais tout l'odieux est resté sur M. d'Orsay.

Londres, 27 *février* 1834. — On s'amuse à répandre le

bruit du mariage de lord Palmerston avec miss Jermingham : elle était hier à l'ambassade de Russie, chamarrée et bigarrée, à son ordinaire : elle y a été l'objet des moqueries de Mme de Lieven, qui, cependant, n'a pas cru pouvoir se dispenser de l'inviter. Pour se venger, peut-être, de cette nécessité, elle disait, assez haut, que miss Jermingham lui rappelait l'avertissement du journal le *Times* que voici : *A house-maid wants a situation in a family where a footman is kept* (1). C'est assez joli, assez vrai, mais peu charitable... Elle ajoutait avec complaisance, à cette occasion, que les journaux satiriques avaient donné à lord Palmerston le surnom de *venerable cupid*...

Londres, 1^er^ *mai* 1834. — M. Salomon Dedel est arrivé ce matin de la Haye, il m'a apporté une lettre du général Fagel. J'y trouve ce qui suit : « Quelqu'un a su que lord Grey avait manifesté l'espoir que Dedel reparaîtrait à Londres, muni d'instructions pour en finir. Dedel en parle au Roi et celui-ci lui répond : « Votre absence a eu « pour motif de venir voir vos parents et vos amis, et vous « pourrez en donner des nouvelles si on vous en demande. »

Plus loin je trouve dans la même lettre : « Nous voulons être forcés par les cinq puissances; nous ne tiendrons aucun compte d'une contrainte partielle comme celle de 1832; sans cette unanimité, nous nous refuserons toujours à un arrangement définitif. On prendrait, de guerre lasse, plutôt la route de Silésie, que de reconnaître Léopold. »

(1) Une fille de service demande une place dans une famille où il y a un valet de pied.

Mme de Jaucourt, en parlant de l'esprit de parti furibond qui règne en France en ce moment, mande à M. de Talleyrand que M. de Thiard, son frère, a dit, l'autre jour, chez elle : « Je donnerais mon bras droit pour que Charles X fût encore à la place d'où nous l'avons chassé. »

N'est-il pas singulier que le jeune Baillot, qui vient de périr assassiné dans les derniers troubles de Paris, se soit souvent vanté d'avoir, lors des journées de juillet 1830, tué plusieurs individus, exactement de la même manière que celle dont lui-même a péri ?

On m'a raconté un mot amusant de la vieille marquise de Salisbury. Elle a été, dimanche dernier, à l'église, ce qui lui arrive rarement; le prédicateur, parlant du péché originel, a dit qu'Adam, en s'excusant, s'était écrié : « *Seigneur, c'est la femme qui m'a tenté.* » A cette citation, lady Salisbury, qui paraissait entendre tout cela pour la première fois, a sauté sur son banc, en disant : « *Shabby fellow, indeed!* »

Je viens d'une visite du matin chez la Reine, je l'ai trouvée agitée, inquiète et cependant heureuse de son prochain voyage en Allemagne. Le Roi l'a arrangé, à son insu; il est entré dans les plus petits détails; c'est lui qui a nommé la suite d'honneur, les domestiques, choisi les voitures. Tout cela est arrivé si subitement que la Reine n'en est point encore remise; elle ne sait si elle doit se réjouir de revoir sa mère qui est âgée et infirme ou se tourmenter de laisser le Roi seul, pendant six semaines. Elle m'a dit que le Roi avait voulu inviter M. de Talleyrand et moi à Windsor, pendant notre séjour à Salthill,

mais qu'elle-même l'en avait détourné, comme tirant à conséquence, et obligeant à d'autres invitations, entre autres celle de la princesse de Lieven, dont le Roi ne se souciait pas.

La Reine tousse et se croit assez malade; elle compte sur l'air natal pour se rétablir.

Il est impossible, chaque fois qu'on a l'honneur de voir cette Princesse, de ne pas être frappé de la parfaite simplicité, vérité et droiture de son âme. J'ai rarement vu une personne sur laquelle le sentiment du devoir eût plus de puissance, qui, dans tout ce qu'elle dit et fait, parût plus d'accord avec elle-même. Elle a de la gaieté, de la bienveillance et quoiqu'elle manque de beauté, sa grâce est parfaite, le ton de sa voix malheureusement nasillard, mais il y a tant de bon sens et de vraie bonté dans ce qu'elle dit, qu'on l'écoute avec plaisir. La satisfaction qu'elle éprouve à parler allemand est bien naturelle, elle me touche, chaque fois, sensiblement; cependant, je voudrais que devant les Anglais elle s'y livrât moins : je voudrais, dans l'intérêt de sa situation, peut-être un peu plus d'anglais en elle; on ne saurait être restée plus Allemande qu'elle l'est; je crains qu'on ne le lui reproche parfois. Que ne reproche-t-on pas aux souverains maintenant? Responsables de toutes choses, ils sont sans cesse menacés d'expiations, bien ou mal fondées. La pauvre Reine a déjà éprouvé toute l'amertume de l'impopularité, de la calomnie. Elle y a opposé beaucoup de valeur, de dignité, et je suis convaincue qu'elle est en fonds de courage pour les dangers.

C'était aujourd'hui la Saint-Philippe; nous avions à

dîner les Lieven et lady Cowper; le prince Esterhazy est venu nous voir après le dîner. Je remarque, depuis quelque temps, une certaine aigreur dans sa façon d'être avec les Lieven, qui ne lui est pas habituelle; sa plaisanterie, en s'adressant à la Princesse, tourne promptement à l'ironie. Je crois que, de son côté, elle regrettera peu son départ; elle n'a jamais pu le subjuguer; il coule et s'échappe de ses mains; les arlequinades, toujours fines, quelquefois malicieuses, d'Esterhazy la gênent et la déroutent; ils ont toujours l'air d'être sur le qui-vive l'un avec l'autre, et ils se dédommagent de cette contrainte par des coups de patte assez fréquents.

La Reine m'a dit qu'à Windsor, dernièrement, Esterhazy lui avait parlé de M. de Talleyrand avec un attachement particulier, lui disant que son plus grand plaisir était de venir l'écouter. Il a ajouté, qu'en rentrant chez lui, il écrivait souvent ce qu'il avait entendu de M. de Talleyrand. Il paraît qu'Esterhazy tient un journal fort exact; il l'a dit à la Reine, lui racontant que cette habitude est si ancienne qu'il a déjà rempli de gros volumes, qu'il se plaît à relire. La Reine s'étonnait, avec raison, de cette habitude suivie et sédentaire chez quelqu'un dont les allures sont si peu posées et l'esprit souvent distrait.

Lord Palmerston, qui, depuis notre dernier retour de France, n'a pas une seule fois accepté de dîner chez nous, qui n'est pas venu à une seule de nos soirées, était encore invité aujourd'hui, et la présence de lady Cowper nous faisait croire à la sienne, mais il s'est fait excuser au dernier moment.

Londres, vendredi 2 *mai* 1834. — Alava m'écrit qu'il reçoit des lettres du ministre d'Espagne à Londres, le marquis de Miraflorès, qui est son neveu, dans lesquelles il lui parle des éloges que lord Palmerston ne cesse de lui prodiguer sur son début diplomatique ici, qu'il dit être extrêmement brillant. Le Marquis, qui est un sot, ne voit pas la cause de ces éloges, qui proviennent de ce traité de la Quadruple Alliance, proposé par Miraflorès à l'instigation de lord Palmerston lui-même, et dont les résultats, bien obscurs encore, pourront devenir plus embarrassants qu'utiles à son inventeur et aussi à la France.

M. de Montrond a écrit à M. de Talleyrand pour lui dire qu'ayant fait exprimer à M. de Rigny son désir de venir à Londres, celui-ci avait trouvé, qu'avant de lui en faciliter les moyens, il fallait d'abord savoir si M. de Talleyrand serait satisfait de ce voyage. Ce doute choque beaucoup M. de Montrond, et moi je sais bon gré à M. de Rigny de l'avoir admis. Au fait, l'année dernière, M. de Montrond, se disant ici chargé d'une correspondance secrète et diplomatique, était un personnage gênant. L'humeur qu'il avait, et qu'il montrait, de n'être mis dans aucun des secrets de l'ambassade, lui faisait manquer, le plus souvent, aux convenances, blessait M. de Talleyrand dans les siennes, et importunait les spectateurs. Depuis dix-huit mois, M. de Montrond touche mille louis par an sur les fonds secrets du ministère des affaires étrangères : je doute qu'il leur rende jamais la monnaie de leur pièce !

Tous les ouvriers, à Londres, sont en révolte : les tailleurs ne peuvent plus travailler, faute d'ouvriers; on prétend que, sur les cartes d'invitation du bal de lady Lansdowne, il y avait : *The gentlemen to appear in their old coats*. Les blanchisseuses s'en mêlent, et, bientôt, il nous faudra laver notre linge comme les Princesses de l'Odyssée !

Londres, 3 *mai* 1834. — M. de Talleyrand dit que lord Holland a *une bienveillance perturbatrice*. C'est d'autant mieux dit que rien n'est plus vrai. Avec la plus parfaite douceur de manières, l'humeur la plus égale, l'esprit le plus gai, l'abord le plus obligeant, il est toujours prêt à mettre partout le feu à la mèche révolutionnaire ; il y fait, en conscience, ce qu'il peut, et quand il n'y réussit pas, il en a du chagrin, autant qu'il en peut avoir.

J'ai dîné hier chez sir Stratford Canning. Sa maison est singulière, jolie, bien arrangée, remplie de souvenirs rapportés de Constantinople et d'Espagne. Lui-même a de la politesse, de l'instruction, de l'esprit dans sa conversation, et sans une certaine contraction des lèvres qui nuit à une assez belle figure, sans l'air opprimé de sa femme, on aurait peine à comprendre la réputation de mauvais caractère qui lui est assez généralement acquise. C'est sous ce prétexte-là, du moins, que l'Empereur de Russie a refusé, l'année dernière, de le recevoir à Pétersbourg, comme ambassadeur.

Londres, 4 *mai* 1834. — Il y a une vanterie habituelle

et une curiosité indiscrète dans Koreff, qui m'a quelquefois frappée sur le Continent, et qui, ici, m'inspire une défiance extrême. Son esprit, son instruction disparaissent à travers les inconvénients de son caractère, et le rendent souvent très importun. Il vit de commérages de toutes sortes, publics ou privés ; la médecine n'arrive qu'en désespoir de cause ; et quand il consent à être médecin, il parle de lui comme d'une divinité. Alors, il a sauvé un malade abandonné de tous, fait une découverte miraculeuse : magnétisme, homéopathie, le vrai, le faux, le naturel, le surnaturel, le possible, l'impossible, tout lui est bon pour augmenter son importance, faire disparaître le pauvre diable, et s'entourer de merveilleux à défaut de considération.

Il a dîné chez nous avec sir Henry Halford ; il me semble qu'ils ne se sont pas pris de goût l'un pour l'autre ; et, en effet, quels peuvent être leurs *atomes crochus ?* La science ? Oui, sans doute, si elle se formulait de même pour l'un que pour l'autre. Sir Henry Halford, homme doux, poli, mesuré, discret, fin, souple, respectueux, parfait courtisan, riche, considéré, et grand praticien, n'a jamais cherché à être autre chose que le médecin des grands, et s'est ainsi trouvé, sans le chercher, dans les secrets des affaires et des familles. Koreff, au contraire, a voulu être littérateur, homme d'État, et a dégoûté les gens dans les grandes affaires de le conserver pour médecin. C'est ainsi qu'il s'est perdu à Berlin, il se relèvera difficilement à Paris, et ne réussira pas à Londres, à ce que je crois.

A propos de bavardages et d'indiscrètes curiosités, je ne veux pas oublier une réflexion très vraie que le duc de Wellington vient de me faire sur Alava : « Quiconque », a-t-il dit, « veut être dans la confidence de tous, est obligé de donner la sienne à plusieurs, et cela se passe habituellement aux dépens des tiers. » Il y a un admirable bon sens et droiture de jugement dans le Duc. Nous avons beaucoup causé aujourd'hui ensemble à dîner ; je voudrais me souvenir de tout ce qu'il m'a dit : le vrai, le simple, deviennent si rares, qu'on voudrait en ramasser les miettes.

Le duc de Wellington a une mémoire très sûre : il ne cite jamais inexactement ; il n'oublie rien, n'exagère rien ; et s'il y a quelque chose d'un peu haché, de sec et de militaire dans sa conversation, elle est néanmoins attachante par son naturel, sa justesse, et par une parfaite convenance. Il a un ton excellent, et une femme n'a jamais à se tenir en garde de la tournure que peut prendre la conversation. Il est bien plus réservé, à cet égard, que ne l'est lord Grey, quoique celui-ci ait une éducation, sous plusieurs rapports, bien plus soignée et l'esprit plus cultivé.

Le duc de Wellington m'a dit une chose assez remarquable sur le caractère anglais : c'est que, nulle part, le peuple n'était plus ennemi du sang qu'en Angleterre ; un meurtre y est découvert avec une extrême promptitude, chacun se met à la recherche de l'assassin, le suit à la piste, le dénonce et veut que justice soit faite. Il m'a assuré que le soldat anglais était le moins cruel de tous,

et que la bataille finie, il ne commettait presque jamais de violence : pillard à l'excès ; sanguinaire, non.

L'extrême et naïve vanité de lady Jersey, dont le Duc s'est amusé, nous a conduits à parler de Mme de Staël que le Duc a beaucoup connue et dont les ridicules et les prétentions l'ont plus frappé encore que sa verve et son éloquence ne l'ont ébloui. Mme de Staël, qui voulait apparaître au Duc sous toutes les formes, même sous la plus féminine, lui dit, un jour, que ce qu'il y avait pour elle de plus doux à entendre, c'était une déclaration d'amour ; elle était si peu jeune, et si laide, que le Duc ne put s'empêcher de lui dire : « Oui, quand on peut la croire vraie. »

Lady Londonderry, fort connue pour ses bizarreries, étant près d'accoucher et se persuadant qu'elle aurait un garçon, commande un petit costume de hussard, uniforme du régiment de son mari. En le commandant, elle dit au tailleur : « Pour un enfant de *six jours*. — De *six ans*, veut dire milady ? » reprend le tailleur. — « Non, vraiment ; de *six jours*. Ce sera le costume de baptême ! »

Le duc de Cumberland était assez en faveur près de George IV, dans les dernières années de celui-ci, et c'est cependant à cette époque que le duc de Wellington, demandant au Roi pourquoi le duc de Cumberland était si universellement impopulaire, George IV répondit : « C'est qu'il n'y a ni amant et maîtresse, ni frère et sœur, ni père et enfants, ni amis que le duc de Cumberland ne parvienne à brouiller s'il s'approche d'eux. » On prétend, cependant, que le duc de Cumberland a de l'esprit, mais

il est si de travers qu'il n'est bon à rien et est nuisible à tout.

Le prochain départ de la Reine d'Angleterre pour l'Allemagne inquiète les vrais amis du Roi ; il paraît que ce Prince, qui a le meilleur cœur du monde, a quelquefois des accès d'emportement singuliers, qu'il se met des idées étranges dans l'esprit, et qu'il se trouve parfois dans un si bizarre état d'excitation que l'équilibre menace de se perdre tout à fait. La Reine, avec son attentive douceur et son grand bon sens, veille sur lui dans ces moments de crise, en abrège la durée, le modère, le calme, et lui fait reprendre une assiette convenable.

Le Roi, en ce moment, a beaucoup d'humeur contre dom Pedro, à cause du dernier règlement commercial qui a été publié en Portugal, la veille même du jour de la signature du traité de la Quadruple Alliance à Londres. Cette humeur n'ira probablement pas jusqu'à refuser de ratifier le traité, car ce pauvre Roi est la meilleure créature possible, mais non pas très *consistent*, comme on dit ici.

On m'a assuré que la vanité de lord Durham avait été tellement exaltée par l'accueil qui lui avait été préparé, il y a deux ans, à Pétersbourg, par les soins de Mme de Lieven, et par celui que les lettres de M. de Talleyrand lui avaient valu dernièrement à Paris, qu'il ne croit pas qu'il puisse se permettre de rester dans une situation privée. Son projet, assez avoué, est de culbuter lord Grey, son beau-père, et de se mettre à sa place, ou, du moins, d'entrer avec un portefeuille au Conseil, ce qui

ferait déserter tous les autres membres. Il consentirait, peut-être, à n'être que vice-Roi d'Irlande, ou, comme pis-aller, à accepter l'ambassade de Paris ; mais, si toutes ces chances venaient à lui manquer, il déclare qu'alors, il veut se faire le chef avoué de tous les radicaux et faire guerre à mort à tout ce qui existe.

Je sais que Pozzo écrit des hymnes sur le Roi des Français ; le reflet s'en retrouve dans le discours qu'il vient de faire à l'occasion de la Saint-Philippe. Il prend M. de Rigny en bonne part, puisque, de fait, c'est le Roi qui est maintenant son propre ministre des affaires étrangères. Pozzo se montre surtout singulièrement soulagé d'être débarrassé de M. de Broglie, dont l'esprit argumentateur, les formes dédaigneuses, et l'exclusif abandon avec lord Granville, rendaient les rapports avec le reste du Corps diplomatique peu faciles et peu agréables.

Pozzo, comme beaucoup d'autres, ne croit pas la France tirée des crises révolutionnaires : il témoigne de l'inquiétude sur l'avenir, et je crois que c'est la disposition de ceux qu'une colossale présomption sur les destinées de la France n'aveugle pas.

. . . . . .

Londres, le 5 *mai* 1834. — Je viens de recevoir une bien triste nouvelle, celle de la maladie grave de mon excellent ami, l'abbé Girollet : je n'aurai bientôt plus personne à aimer, plus personne dans l'affection de qui je puisse avoir foi. Ce cher abbé tient une si bonne place à Rochecotte, dans sa jolie demeure, au milieu de ses livres, de ses fleurs, des pauvres, des voisins ! C'est un touchant

tableau dont j'ai peu joui et que je ne retrouverai probablement plus : ce sera un rêve que mon absence a rendu fort incomplet, mais dont le souvenir me sera doux toute ma vie, car il sera consacré au plus pur, au plus fidèle des serviteurs de Dieu, au plus sincère, au plus discret, au plus dévoué des amis, au plus tolérant des hommes!

La duchesse de Kent a donné hier, en l'honneur de son frère, le duc Ferdinand de Saxe-Cobourg, une soirée, qui, par la foule réunie, ressemblait à un « Drawing-room » de la Reine. La jeune princesse Victoria m'a frappée, dès l'abord, comme étant un peu grandie, pâlie, amincie, fort à son avantage, quoique encore trop petite pour les quinze ans qu'elle aura dans trois semaines. Cette petite Reine future a un beau teint, des cheveux châtains superbes; malgré le peu d'élévation de sa taille, elle est bien faite; elle aura de jolies épaules, de beaux bras, l'expression de son visage est douce et bienveillante, ses manières le sont aussi; elle parle fort bien plusieurs langues et on assure que son éducation est très soignée; sa mère et la baronne Lehzen, une Allemande, s'occupent l'une et l'autre de la Princesse; la duchesse de Northumberland ne remplit ses fonctions de gouvernante qu'aux grandes occasions d'apparat. J'ai entendu reprocher à la duchesse de Kent de trop entourer sa fille d'Allemands et qu'il en résulte qu'elle n'a pas un bon accent anglais.

Londres, 6 mai 1834. — J'ai dîné hier chez lord Sefton. Il revenait de la Chambre des Pairs, où lord Londonderry avait renouvelé la même attaque qu'il a déjà soulevée, il y

a quelques années, accusant, à propos de la politique extérieure, le ministère anglais d'être mené et abusé par l'esprit rusé de M. de Talleyrand, *this wily politician*. Il ne varie ni dans son opinion, ni même dans ses expressions, car ce sont les mêmes que celles dont il se servait il y a trois ans. Il fut alors fortement relevé par le duc de Wellington, qui, quoique du même parti que lui, prit occasion des paroles désobligeantes de lord Londonderry pour rendre le témoignage le plus honorable à M. de Talleyrand. Il paraît que lord Grey en a fait autant hier ; c'est plus simple, puisqu'il défendait sa propre cause ; néanmoins, je lui en sais bon gré, quoique je n'assimile pas son procédé à celui du duc de Wellington.

J'ai accompagné lady Sefton à l'opéra d'*Othello*. C'était, autrefois, mon opéra favori, il m'a fait moins d'impression hier : Rubini, plein d'expression et de grâce dans son chant, manque de cette force vibrante qui rendait Garcia incomparable dans le rôle d'Othello. L'orchestre était trop maigre, les morceaux d'ensemble n'étaient pas assez enlevés ; Mlle Grisi a bien joué, bien chanté ; je l'ai trouvée supérieure à Mme Malibran, mais ce n'est point encore cette sublime simplicité et cette grandeur de Mme Pasta ! Il y a de plus belles voix, de plus belles femmes, mais la *Muse tragique,* c'est toujours Pasta : personne ne la détrônera dans mon admiration ni dans mon souvenir. Lorsqu'elle débuta à Paris, Talma, qui vivait alors, fut transporté de ses accents, de ses poses, de ses gestes, il s'écria : « Cette femme a deviné dès le premier jour ce que je cherche depuis trente ans. »

Londres, 8 *mai* 1834. — J'ai déjà parlé du bon procédé du duc de Wellington, en répondant il y a trois ans à lord Londonderry, qui attaquait M. de Talleyrand ; il l'a complété avant-hier en montrant ouvertement par des *hear, hear* multipliés, combien il partageait la haute opinion que lord Grey a exprimée de M. de Talleyrand. Plusieurs personnes ont saisi, avec un obligeant empressement, cette occasion de témoigner leurs bons sentiments pour M. de Talleyrand. Le prince de Lieven et le prince Esterhazy ont, tous deux, hier, au Lever du Roi, remercié lord Grey de la justice rendue à leur collègue vétéran.

M. de Rigny a écrit, confidentiellement, à M. de Talleyrand, que le mariage de la princesse Marie d'Orléans avec le second frère du Roi de Naples était décidé, qu'on allait s'occuper de dresser le contrat avec le prince Butera, qui venait d'arriver à Paris. L'Amiral a l'air de croire que quelques discussions d'intérêt retarderaient la conclusion de cette affaire ; j'en serais fâchée, car les princesses d'Orléans, tout agréables, bien élevées, grandes dames et riches qu'elles sont, n'en restent pas moins difficiles à marier. Il y a, autour d'elles, un petit reflet d'usurpation, dont quelques familles princières reculent à prendre leur part d'alliance. Il est singulier que le Roi Louis-Philippe, qui a, pour ses enfants, l'espèce de tendresse que l'on est convenu d'appeler bourgeoise, se montre si difficile à couvrir par de riches dots, auxquelles les Princesses, ses filles, ont droit, la gêne de leur position. La princesse Marie sera bien mieux établie en Italie, qu'elle n'aurait pu l'être partout ailleurs ; elle a beaucoup d'imagination, de

vivacité, peu de maintien, et, malgré une éducation qui a dû assurer ses principes, elle a une facilité de conversation et de manières, qui pourrait faire douter de leur solidité, quoique sans le moindre fondement.

Nous avons réalisé, aujourd'hui, un projet formé depuis plus d'un an, celui de visiter Eltham, une grange qui servait jadis de salle de banquets aux Rois d'Angleterre. Depuis Henri III jusqu'à Cromwell, ils ont souvent habité le palais dont cette salle faisait partie; elle est dans de belles proportions, mais il n'est plus guère possible de juger de ses ornements : quelques pans de muraille et les fossés plantés maintenant et arrosés par un joli ruisseau, un pont gothique fort pittoresque et couvert de lierre indiquent l'étendue qu'avait autrefois ce royal manoir.

Nous avons dîné hier chez la duchesse de Kent : l'odeur très forte des fleurs dont on avait encombré son appartement, qui est bas et petit, le rendait malsain sans l'égayer.

Tout, d'ailleurs, dans ce dîner destiné à réunir la famille royale, quelques grands du pays et le haut Corps diplomatique, était aussi raide que sombre. Le peu de bienveillance des Princes entre eux, le mécontentement du Roi contre la duchesse de Kent, l'absence du duc de Cumberland que sa belle-sœur n'avait pas prié, pour la très bonne raison qu'à son retour de Berlin, il a négligé de venir chez elle, enfin, jusqu'à la disposition des fauteuils, qui rendait toute conversation impossible; la longueur, la chaleur, le malaise visible de la maîtresse de la maison, qui ne manque pas de politesse, mais qui a un certain air emprunté, pédant et gauche, tout a rendu ce dîner fati-

gant. Le duc de Somerset est le seul qui ait pris le bon parti, celui de s'endormir derrière un pilastre durant toute l'après-dîner.

Il y avait un besoin général de blâmer qui se faisait jour sans trop de déguisement. La Reine se plaignait de la chaleur, et, au dessert, a dit à la duchesse de Kent, que si elle ne mangeait plus, ce serait une grande charité de quitter la table. Le Roi disait à ses voisins, que le dîner était à l'entreprise, et prétendait ne pouvoir comprendre un seul mot de ce que le duc Ferdinand de Saxe-Cobourg lui disait. Ce Prince, frère de la duchesse de Kent, est laid, gauche, embarrassé; il n'a pas grand succès ici, fort peu surtout du Roi, auquel il n'a montré aucun empressement d'être présenté; celui-ci, à son tour, l'a fait attendre fort longtemps avant de le recevoir, ce qui a mis la duchesse de Kent de fort mauvaise humeur.

Mme de Lieven me faisait remarquer l'espèce de familiarité de langage et de manières d'Esterhazy avec la famille royale, dont elle se montrait fort scandalisée; la raison de parenté, que j'ai alléguée, lui a semblé une très mauvaise explication. Il y a toujours une rivalité de position entre eux, qui était, surtout, très sensible, dit-on, sous le feu Roi. La princesse de Lieven, à force de coquetteries et de soins pour lady Hertford, et ensuite pour lady Conyngham, et grâce à sa maigreur, qui rassurait l'embonpoint des favorites, fut introduite par elles dans l'intimité du Roi; elle établissait, par là, une certaine balance avec les Esterhazy, que leur bonne humeur, leur grande position et leur parenté avec la famille royale

rapprochaient, naturellement, davantage de la Cour.

On remarquait l'absence de lord Palmerston, qui aurait dû faire partie de ce dîner auquel assistaient les ambassadeurs. On prétend qu'il est dans les fortes déplaisances de la duchesse de Kent, qui, lorsqu'il lui fait la révérence, dans les « Drawing-rooms », ne lui adresse jamais la parole. On s'étonnait aussi de n'y pas voir le ministre de Saxe, ministre de famille pour la Reine, pour la duchesse de Kent elle-même, et notamment aussi pour le duc Ferdinand de Saxe-Cobourg, que, d'office, il accompagne partout. La duchesse de Gloucester ne pouvait s'empêcher de terminer une phrase doucereuse et apologétique par la charitable remarque de la gaucherie innée de la duchesse de Kent; et la princesse de Lieven risquait de rappeler que George IV, lorsqu'il parlait de sa belle-sœur, la nommait *la gouvernante suisse*.

Quelque tort qu'on trouve à la duchesse de Kent, on ne saurait lui refuser le mérite de beaucoup de prudence dans sa conduite politique. Appelée, comme elle le sera sans doute, à la Régence, ce point n'est pas indifférent. Il n'y a personne qui sache de quel parti ses opinions politiques la rapprochent; elle les invite et les confond chez elle, et maintient parfaitement l'équilibre. Son obstination dans sa conduite envers les Fitzclarence est d'un petit esprit : elle se met, pour l'expliquer, sur un terrain de pruderie assez ridicule; je sais, que, pour répondre aux observations que lord Grey lui faisait à ce sujet, elle lui dit assez sottement : « Mais, my lord, comment voulez-vous que j'expose ma fille à entendre parler

de bâtards, et à m'en demander l'explication? — Alors, madame», réplique lord Grey, «ne permettez pas à la Princesse de lire l'histoire du pays qu'elle est appelée à gouverner, car la première page lui apprendra que Guillaume de Normandie avait le surnom de Bâtard avant celui de Conquérant.» On dit que cette réponse a laissé une impression fâcheuse contre lord Grey, à la duchesse de Kent.

Londres, 9 mai 1834. — On mande, de Paris, à M. de Talleyrand, par dépêche télégraphique, qu'un secrétaire d'ambassade, arrivant d'Espagne, apporte la nouvelle que don Carlos quitte la Péninsule et s'embarque pour l'Angleterre, qu'il veut, dit-on, choisir pour arbitre, dans son grand procès de famille et de couronne. Cette nouvelle paraît peu probable, et tout le monde attend sa confirmation pour y croire.

L'espèce de curiosité et d'intérêt qu'excite la personne de M. de Talleyrand en Angleterre ne s'use pas. En descendant de voiture l'autre jour à Kensington, nous avons vu des femmes soulevées dans les bras de leurs maris, afin qu'elles pussent mieux regarder M. de Talleyrand. Son portrait, par Scheffer, est maintenant chez le marchand de gravures Colnaghi pour être gravé ; il y attire beaucoup de curieux ; les boutiques devant lesquelles s'arrête la voiture de M. de Talleyrand sont aussitôt entourées de monde. A propos de son portrait, il est placé, chez Colnaghi, à côté de celui de M. Pitt. Un des curieux qui les examinaient tous les deux, dit, l'autre jour, en montrant celui de M. Pitt : « Voilà quelqu'un qui a créé de grands

événements ; celui-ci (en indiquant M. de Talleyrand), a su les prévoir, les guetter et en profiter. »

M. de Talleyrand me racontait, hier, que lorsqu'il se fut débarrassé de sa prêtrise, il se sentit un désir incroyable de se battre en duel ; il passa deux mois à en chercher soigneusement l'occasion, et avait avisé le duc de Castries actuel, qui était à la fois colère et borné, comme l'homme avec lequel il était le plus aisé d'avoir une querelle. Ils étaient, tous deux, du club des Échecs ; un jour qu'ils y étaient ensemble, M. de Castries se met à lire tout haut une brochure contre la minorité de la noblesse. L'occasion parut belle à M. de Talleyrand, qui pria M. de Castries de ne pas continuer une lecture qui lui était personnellement injurieuse. M. de Castries répliqua, que, dans un club, tout le monde avait le droit de lire et de faire ce qui lui convenait : « A la bonne heure ! » dit M. de Talleyrand, et, s'emparant d'une table de trictrac, il se plaça auprès de M. de Castries, fit sauter, avec un fracas épouvantable, les dames qui s'y trouvaient, de façon à ce que la voix de M. de Castries fût entièrement couverte. La querelle et les coups d'épée paraissaient immanquables ; M. de Talleyrand était ravi d'y toucher de si près, mais M. de Castries se borna à rougir, à froncer le sourcil, et finit sa lecture en sortant du club sans rien dire ; c'est que, probablement, pour M. de Castries, M. de Talleyrand ne pouvait cesser d'être prêtre !

Londres, 10 *mai* 1834. — J'ai lu hier, fort vite, le dernier ouvrage de M. de Lamennais, les *Paroles d'un*

Croyant : c'est l'Apocalypse d'un Jacobin. De plus, c'est fort ennuyeux, et c'est ce qui m'a étonnée, car M. de Lamennais est un homme de beaucoup d'esprit et d'un talent incontestable. Il venait de se réconcilier avec Rome, mais voilà de quoi rompre la paix, car cette guerre jurée à tout pouvoir temporel ne saurait convenir à aucun souverain, pas plus au Pape qu'à un autocrate.

On se disait beaucoup, tout bas, hier, que le Roi d'Angleterre ressentait plus vivement que de coutume l'influence printanière pendant laquelle il éprouve, tous les ans, un manque d'équilibre, physique et moral, assez marqué. Avec les précédents de la maison de Brunswick, il y a de quoi s'alarmer.

Je n'ai jamais entendu parler, sur le continent, d'une maladie connue ici sous le nom de *hay fever* (fièvre de fenaison), et qui se déclare au moment de la récolte des foins. Beaucoup de personnes, entre autres le duc de Devonshire et lady Grosvenor, éprouvent alors de la fièvre, de l'insomnie, de l'agitation, et une grande souffrance nerveuse. Ceux qui sont sujets à cette maladie rentrent en ville, évitent les prairies et l'odeur du foin.

Mais au malaise physique du Roi d'Angleterre se mêlent une agitation d'esprit et une loquacité étranges ; si cet état fâcheux n'était pas bien fini avant le mois de juillet, je suis convaincue que la Reine désobéirait au Roi et ne partirait pas pour l'Allemagne ; elle seule peut avoir une action salutaire et modératrice sur lui, dans de semblables moments.

On me mande, de Paris, le mariage d'Élisabeth de

Béranger, avec un de mes cousins, riche et bien élevé, Charles de Vogüé. Elle était fort recherchée, car, à de la naissance et de la fortune, elle joint de la beauté et des talents. Je l'ai beaucoup connue dans son enfance ; elle était alors fort gentille, très vive, et pas mal indépendante, ce qui, dans une fille unique, idolâtrée par son père, a dû fort augmenter depuis la mort de sa mère. Celle-ci était une des plus aimables femmes que j'aie connues, par son esprit, son caractère et ses manières ; elle avait été très belle, on le voyait bien. Ses façons étaient caressantes et douces ; elle parlait avec une élégance et une correction remarquables ; amie dévouée, je n'ai vu personne, excepté Mme de Vaudémont, laisser un vide aussi senti et des regrets aussi prolongés ; ses ennemis (la distinction en a toujours) prétendaient que la douceur de ses manières l'avait entraînée fort loin, pendant son veuvage du duc de Châtillon ; qu'elle était devenue plus tard bel esprit, et quelques critiques prétendaient aussi qu'il y avait, dans sa conversation, une éloquence étudiée qui la rendait fatigante ; je ne m'en suis jamais aperçue ; je me plaisais beaucoup dans sa société, elle m'a toujours laissé l'idée qu'elle se plaisait dans la mienne ; nous avions des amitiés communes, qui nous attachaient par un lien de bienveillance, et, dans le monde, c'est chose rare, car on y est, malheureusement, bien plus souvent rapproché par des haines semblables que par des affections communes ; c'est, je crois, ce qui rend les amitiés du monde si peu durables et si peu sûres ; elles reposent souvent, trop souvent, sur une mauvaise base.

J'ai appris encore un autre mariage, celui de ma nièce à la mode de Bretagne, la princesse Biron, avec un Arménien, le colonel Lazareff, au service de Russie. On le dit d'une richesse fabuleuse, possédant des palais en Orient, des pierreries, des trésors enfin; je ne sais ce qui l'a conduit à Dresde, où il a fait la connaissance de ma jeune parente, qui vit près de sa sœur, la comtesse de Hohenthal. On la dit éblouie et passionnée; j'avoue que cette origine arménienne, cette magnificence à la façon des *Mille et une nuits,* m'étonnent, m'inquiètent un peu : les sorciers, les diseurs de bonne aventure, les chevaliers d'industrie, ont souvent les pays peu connus pour berceau; leurs pierreries tombent souvent en poussière de charbon, ils supportent rarement le grand jour! En un mot, j'aurais préféré pour ma cousine un peu plus de naissance, un peu moins de fortune, et quelque chose de moins oriental et de plus européen.

Londres, 12 *mai* 1834. — L'état fébrile et nerveux du roi d'Angleterre se manifeste de plus en plus ; il dit vraiment des choses fort bizarres. Au bal de la Cour, il a dit à Mme de Lieven que les têtes se dérangeaient beaucoup depuis quelque temps, et, en indiquant son cousin, le duc de Gloucester, il a ajouté : « Celui-là, par exemple, croit à la transmigration des âmes : il croit que l'âme d'Alexandre le Grand et celle de Charles I^er^ ont passé dans la sienne. » La Princesse a ajouté assez légèrement : « Ah! les pauvres défunts doivent s'étonner beaucoup de s'être nichés là. » Le Roi l'a regardée avec un air incertain, puis il a ajouté,

ce qui, pour lui, n'est vraiment pas trop mal trouvé : « Heureusement, il n'a pas assez d'esprit pour porter sa tête sur l'échafaud. »

Ce qui est plus fâcheux que ces propos ridicules, c'est qu'il dort peu, qu'il se met dans de fréquentes colères, qu'il a une manie guerrière, étrange et puérile : ainsi il va dans les casernes, fait manœuvrer un à un les soldats, donne les ordres les plus absurdes sans consulter les chefs, porte le désordre dans les régiments et s'expose à la risée des soldats. Le duc de Wellington, le duc de Gloucester, tous deux feld-maréchaux, et lord Hill, commandant en chef de l'armée, ont cru qu'il était de leur devoir de faire ensemble des représentations respectueuses, mais sérieuses : ils ont été très mal reçus ; lord Hill a été le plus maltraité, et il en est resté consterné. On assurait que si cette pauvre tête royale partait tout à fait, ce serait à l'occasion de l'armée, car il se croit de grands talents militaires ; ou sur le chapitre des femmes, près desquelles il se croit des mérites particuliers. On prétend qu'il n'est si pressé de faire partir la Reine que pour passer six semaines en garçon.

Il a déjà porté avant-hier, à la Reine, tous les cadeaux qu'elle sera dans le cas de faire sur le Continent ; il pousse le temps par les épaules. La famille royale est fort inquiète, ou voudrait empêcher le Roi de s'exposer autant à la chaleur, de boire autant de vin de Xérès, de réunir autant de monde autour de lui ; on voudrait enfin l'engager à mener une vie plus retirée jusqu'à ce que cette crise, plus forte que les autres, fût entièrement passée ; mais il est peu gouvernable.

Parmi ses propos les plus bizarres, je dois citer celui d'avoir demandé au prince Esterhazy « *si on se mariait en Grèce?* » Et, sur l'air étonné du Prince, il a ajouté : « *Mais oui, car, en Russie, vous savez bien qu'on ne se marie pas.* »

Le bon duc de Gloucester, qui est très attaché au Roi, est sincèrement affligé ; quant au duc de Cumberland, il s'en va, tout simplement, crier, dans les clubs, que le Roi est fou, et que c'est tout juste comme son père, ce qui est, à la fois, peu fraternel et peu filial. Quelques personnes songent déjà à qui irait la Régence, si ce triste état se prolongeait, ou se confirmait ; car c'est encore un état fiévreux plus que ce n'est de la vraie démence. La duchesse de Kent n'est rien, aussi longtemps que le Roi marié vit et peut avoir des enfants ; la princesse Victoria, héritière présomptive, n'est pas majeure ; la question se débattrait donc entre la Reine et le duc de Cumberland, deux chances presque également défavorables au Cabinet actuel ; aussi laissera-t-on le mal prendre un haut degré d'influence avant de l'avouer. Lord Grey mettait, hier, une affectation marquée à dire que le Roi ne s'était jamais mieux porté.

Quand on a su ici que Jérôme Bonaparte se disposait à y venir, on a prévenu la Cour de Wurtemberg, qu'il serait à désirer qu'il n'amenât pas la Princesse sa femme, parce que, malgré la proche parenté, on ne pourrait la recevoir. Jérôme est donc venu seul, et nonobstant l'avertissement, il n'en a pas moins désiré une audience du Roi d'Angleterre que M. de Mendelsloh, le ministre de Wurtemberg, a eu la sottise de demander. Au premier mot le Roi a dit :

« Qu'il aille au diable! » Il est si vif sur la question des Bonaparte, qu'il a été au moment de défendre la Cour au duc de Sussex, pour avoir reçu Lucien, et qu'il a trouvé très mauvais que le Chancelier eût exposé le duc de Gloucester à rencontrer le prince de Canino à une soirée de lady Brougham.

Lord Durham a dîné, hier, chez nous, pour la première fois, et c'est pour la première fois aussi que j'ai causé avec lui directement. J'ai examiné les mouvements de sa figure : elle est très vantée, et, sans doute, avec raison, mais elle ne s'embellit pas lorsqu'il parle ; le sourire surtout lui sied mal ; le trait marquant de ses lèvres, c'est l'amertume ; tous les reflets intérieurs déparent sa beauté. Un visage peut rester beau, lors même qu'il n'exprime pas la bienveillance, mais le rire qui n'est pas bon enfant me repousse singulièrement.

Lord Durham passe pour être spirituel, ambitieux, colère et surtout enfant gâté, le plus susceptible et le plus vaniteux des hommes. Avec des prétentions nobiliaires qui lui font reculer son origine jusqu'aux Saxons, tandis que lord Grey, son beau-père, ne se réclame que de la conquête, lord Durham n'en est pas moins dans toutes les doctrines les plus radicales. Ce n'est, dit-on, pour lui, qu'un moyen d'arriver au pouvoir ; Dieu veuille que ce n'en soit pas un de le détruire.

Londres, 13 *mai* 1834. — Charles X a dit à Mme de Gontaut, le 25 avril : « L'éducation de Louise étant finie, je vous prie de partir après-demain 27. » Mademoiselle,

qui aime beaucoup Mme de Gontaut, a été au désespoir (1).

La duchesse de Gontaut a été très courageuse, elle a passé la journée du 26 à essayer de consoler Mademoiselle, mais sans succès. La vicomtesse d'Agoult remplace, dit-on, momentanément, Mme de Gontaut : c'est une sainte à la place d'une personne d'esprit. Cela s'est passé avant l'arrivée, à Prague, de Mme la duchesse de Berry, qui n'a dû y être que le 7 mai.

On m'a dit que Jérôme Bonaparte faisait le Roi tant qu'il pouvait. A l'Opéra, il est seul sur le devant de sa loge, et deux messieurs, qui l'accompagnent, sont debout derrière son fauteuil.

J'ai été, hier, passer plus d'une heure chez Mme la princesse Sophie d'Angleterre ; elle est instruite, causante, animée, ce qui ne l'empêche pas, sous le prétexte de sa mauvaise santé, de vivre dans une assez grande retraite. La princesse Sophie passe pour avoir le talent d'imiter (si tant est que cela en soit un) à un haut degré, comme l'avait aussi le feu roi George IV. On dit qu'ils se divertissaient fort ensemble, et se mettaient, réciproquement, très en valeur. Hier, en effet, la conversation étant tombée sur Mme d'Ompteda, bonne femme, mais au moins singulière, si ce n'est ridicule, la princesse a voulu me répéter une plainte que Mme d'Ompteda lui a adressée, contre une

(1) Mme de Gontaut fut une victime de la petite Cour de Charles X où deux partis divisaient les fidèles : d'un côté les partisans de l'inertie non résignée, et, de l'autre, les partisans de l'action. Une lettre où Mme de Gontaut exprimait son mécontentement à sa fille, Mme de Rohan, fut saisie. Le Roi, qui y était accusé de faiblesse, fit de violents reproches à Mme de Gontaut, qui quitta Prague et la Cour après cet entretien.

personne de la Cour, et m'a donné la plus parfaite représentation comique que j'aie vue ; je me roulais de rire à un tel point, que j'en ai demandé pardon à la Princesse ; elle n'a pas paru trop en colère de mon manque de maintien.

Londres, 14 *mai* 1834. — M. Dupin l'aîné a écrit à M. de Talleyrand, pour lui annoncer son arrivée ici ; il finit sa lettre par : « Votre affectionné, Dupin. » M. Dupin a souvent plaidé pour M. de Talleyrand, et, je crois, fort bien, mais alors, sa formule était moins royale.

On sait que le traité de la Quadruple Alliance est arrivé à Lisbonne, qu'il y a été approuvé, et on en attend, à tout instant, la ratification, malgré la folle colère de dom Pedro, qui a trouvé fort mauvais que la France, l'Angleterre et l'Espagne se soient permis de donner le titre d'Infant à dom Miguel, que lui, dom Pedro, lui avait ôté par décret.

Londres, 15 *mai* 1834. — On assure que M. Dupin vient à Londres pour se montrer, voulant accoutumer l'Europe à son importance ; car il rêve, à ce qu'il paraît, de réunir entre ses mains, à la session prochaine, la présidence du Conseil et le ministère des Affaires étrangères. Dans un temps comme celui-ci, on n'est vraiment plus en droit de taxer de chimère l'idée la plus étrange ! Ce n'est pas la première fois que M. Dupin désire le portefeuille des Affaires étrangères : il a cherché à l'emporter de vive force il y a deux ans, et le Roi ayant essayé, alors, de lui faire comprendre qu'il ne serait peut-être pas tout à fait

propre à ce genre d'affaires, M. Dupin eut une grande explosion de colère, et, prenant un de ses pieds entre ses mains, en montrant la semelle de son soulier au Roi, il lui dit : « Ah ! Ah ! c'est donc parce que j'ai des clous à mes souliers, que je ne puis traiter avec *Monsieur Lord* Granville ! » C'est à la suite de cette explication, qui devint de plus en plus insolente de la part de M. Dupin, que le Roi, en dépit de son indulgence et de ses habitudes, se prit, à son tour, d'une telle rage, que, saisissant M. Dupin par le collet, et appuyant son poing fermé sur sa poitrine, il le poussa hors de sa chambre. Je tiens tout ceci d'un témoin. La réconciliation se fit bientôt après ; on s'est revu sans embarras ; l'épiderme n'est pas sensible à Paris !

La Quotidienne a d'abord loué le dernier ouvrage de M. de Lamennais ; le faubourg Saint-Germain a hésité pendant quelque temps, enfin il a pris le parti de blâmer. On a même été demander à M. de Chateaubriand de prendre la plume pour le réfuter ; mais il a répondu que, pour lui, il l'admirait dans toutes ses pages, dans toutes ses lignes, et que s'il se décidait à dire au public ce qu'il pensait de cet ouvrage, ce serait pour lui faire rendre l'honneur qui lui est dû. M. de Chateaubriand tourne, ou affecte de tourner de plus en plus au républicanisme ; il dit que toute forme monarchique est devenue impossible en France.

Les carlistes iront aux élections, et enverront, tant qu'ils pourront, des républicains à la Chambre, lorsqu'ils ne pourront pas réussir pour eux-mêmes. Ces mots de république, de républicains, ont cours partout maintenant, sans plus choquer personne : les oreilles y sont façonnées !

Londres, 16 *mai* 1834. — Voici le joli moment de parcourir Londres ; cette multitude de squares, si verts, si fleuris, ces parcs si riches de végétation, toutes ces vérandahs suspendues aux maisons et couvertes de fleurs, ces plantes grimpantes qui tapissent les murs de beaucoup de maisons jusqu'au second étage, tout cela est d'un coup d'œil si doux qu'on regrette un peu moins le soleil qui aurait rapidement fait justice de tant de fraîcheur.

J'appliquais presque la même observation, hier matin au « Drawing-room » de la Reine, où l'éclat des beaux teints anglais, les beaux cheveux blonds tombant en longs anneaux sur les joues les plus roses et les cous les plus blancs, ne permettaient pas trop de regretter le manque d'expression et de mouvement de ces transparentes beautés. Il est convenu de reprocher aux Anglaises de manquer de tournure : elles marchent mal, cela est vrai ; au repos, leur nonchalance a de la grâce, elles sont généralement bien faites, moins pincées dans leurs ajustements que ne le sont les Françaises, leurs formes sont plus développées et plus belles. Elles s'habillent parfois sans beaucoup de goût, mais du moins, chacun s'arrangeant ici comme il l'entend, il y a une diversité dans les toilettes, qui les fait mieux valoir une à une. Les épaules découvertes, les coiffures plates et les cheveux longs des jeunes filles, ici, seraient assez déplacés en France, où les très jeunes personnes sont presque toutes petites, noires et maigres.

Ce que je dis des jardins et de la beauté des femmes, je serais tentée de l'appliquer, moralement, aux Anglais. Il y

a, dans leur conversation, une réserve, une froideur, un manque d'imagination, qui ennuie pendant assez longtemps, mais cet ennui fait place à un véritable attrait, si on se donne le soin de chercher tout ce qu'il y a de bon sens, de droiture, d'instruction et de finesse cachés sous ces dehors embarrassés et silencieux; on ne se repent presque jamais d'avoir encouragé leur timidité, car ils ne deviennent jamais ni familiers, ni importuns, et ils vous témoignent, de les avoir devinés, et d'être venu au secours de leur fausse honte, une reconnaissance qui, à elle seule, est une véritable récompense. Je voudrais seulement qu'en Angleterre, on n'exposât pas de pauvres orangers aux brouillards épais de l'atmosphère, que les femmes ne s'ajustassent jamais d'après le journal des modes de Paris et que les hommes prissent les allures plus vives et plus libres de la conversation sur le Continent. Détestables caricatures quand ils copient, les Anglais sont excellents quand ils sont eux-mêmes; ils sont si bien faits pour leur propre région, qu'il ne faut les juger que sur leur sol natal. Un Anglais, sur le Continent, est tellement hors de sa sphère, qu'il est exposé à passer pour un imbécile ou pour un extravagant.

Londres, 17 *mai* 1834. — Le ministre de Suède, M. de Bjoerstjerna, qui veut toujours faire valoir son souverain, même sous les rapports les plus frivoles, vantait, l'autre jour, à M. de Talleyrand, la force, la grâce et la jeunesse que le Roi Charles-Jean a conservées à son âge avancé. Il se répandait surtout en admiration sur la quantité de che-

veux qu'a le Roi, et sur ce qu'ils étaient noirs comme du jais, sans qu'il y en eût un blanc. « Cela paraît, en effet, merveilleux », dit M. de Talleyrand, qui demanda « si, par hasard, le Roi ne teignait pas ses cheveux? — Non, vraiment », répliqua le Suédois, « il n'y a rien de factice dans cette belle couleur noire. — Alors, c'est en effet, bien extraordinaire », dit M. de Talleyrand. — « Oui, sûrement », reprit M. de Bjoerstjerna, « aussi l'homme qui arrache, chaque matin, les cheveux blancs du Roi est fort adroit ». Il y a mille histoires de ce genre sur M. de Bjoerstjerna, qui cherche à donner crédit au dire populaire qui désigne les Suédois comme étant les Gascons du Nord.

Samuel Rogers, le poète, a assurément beaucoup d'esprit, mais il est tourné à la malignité et parfois même à la méchanceté. Quelqu'un lui ayant demandé pourquoi il ne parlait guère que pour dire du mal de son prochain, il répondit : « J'ai le son de voix si faible, que, dans le monde, je n'étais jamais ni entendu, ni écouté; cela m'impatientait. J'essayai alors de dire des méchancetés, et je fus écouté : tout le monde a des oreilles pour le mal qui se dit d'autrui ». Il passe sa vie chez lady Holland, dont il se moque, et dont il se plaît à exagérer et à exciter les terreurs de la maladie et de la mort. Pendant le choléra, lady Holland était saisie d'inexprimables angoisses : elle songeait sans cesse à toutes les mesures de précaution, et, racontant à Samuel Rogers toutes celles qu'elle avait réunies autour d'elle, elle énumérait tous les remèdes qu'elle avait fait placer dans la chambre voisine : bains, appareils fumigatoires, couvertures de laine, sinapismes, drogues

de tous genres. « Vous avez oublié l'essentiel », dit M. Rogers. — « Et quoi donc? — Un cercueil!... » Lady Holland s'évanouit...

Le comte Pahlen revient de Paris, où il a vu le Roi, le soir, en famille, n'ayant pas d'uniforme pour une présentation en règle; le Roi lui ayant dit qu'il voulait qu'il vînt à un des grands bals du Château, le Comte s'en excusa sur le manque d'uniforme. « Oh! qu'à cela ne tienne », reprit le Roi, « vous y viendrez en frac, *en député de l'opposition!* » En effet, M. de Pahlen fut à ce bal (matériellement magnifique), et se vit, lui seul, avec un groupe de députés opposants, en frac, à travers le Corps diplomatique et ce qu'on appelle la Cour, en uniforme.

Le prince Esterhazy nous a fait ses adieux hier. Il était visiblement ému en quittant M. de Talleyrand, qui ne l'était pas moins; on ne se sépare pas de quelqu'un de l'âge de M. de Talleyrand sans une pensée d'inquiétude, et il y a, dans l'adieu que dit un vieillard, un retour sur lui-même qui n'échappe pas aux assistants.

Le prince Esterhazy est généralement aimé et regretté ici, et avec raison ; son retour est vivement désiré; la finesse de son esprit ne nuit en rien à la droiture de son caractère, la sûreté parfaite de son commerce est inappréciable, et, malgré un certain décousu dans ses façons et dans son maintien, il reste, toujours, un grand seigneur.

Londres, 18 *mai* 1834. — Cette semaine-ci, le Roi d'Angleterre a semblé mieux; le temps est moins chaud; la grande excitation qu'il éprouvait a fait place, au con-

traire, à une sorte d'affaissement; on lui a vu bien souvent des larmes dans les yeux : c'est aussi du manque d'équilibre, mais de moins mauvais augure que la grande irritation qu'il témoignait la semaine passée.

Woburn Abbey, 19 *mai* 1834 (1). — Cette demeure-ci est, certainement, une des plus belles, des plus magnifiques, des plus grandes et des plus complètes de l'Angleterre. L'extérieur du château cependant est sans caractère, et sa situation basse, et même, je crois, un peu humide; mais les Anglais détestent d'être vus et renoncent volontiers, à leur tour, à voir par-delà de l'enceinte la plus limitée; il y a rarement, des châteaux d'Angleterre, d'autre vue que celle de l'entourage le plus immédiat; aussi le mouvement des passants, des voyageurs, des paysans travaillant dans les champs, la perspective des villages, des lieux environnants, il ne faut pas espérer en jouir. De verts gazons, des fleurs dans le pourtour de la maison et des arbres superbes qui interceptent toute échappée de vue, voilà ce qu'ils aiment, et ce qu'on trouve ici presque partout; je ne connais jusqu'à présent que Windsor et Warwick qui fassent exception.

Les hôtes qui se trouvent à Woburn, en ce moment, sont à peu près les mêmes que ceux que j'y ai rencontrés, lors de mon premier séjour : lord et lady Grey et lady Georgina, leur fille; lord et lady Sefton, M. Ellice; lord

(1) Woburn Abbey est située dans le comté de Bedford; il s'y trouve un magnifique château moderne, appartenant aux ducs de Bedford, bâti sur l'emplacement d'une abbaye de Cisterciens fondée en 1445.

Ossulston; les maîtres de la maison, trois de leurs fils, une de leurs filles, M. de Talleyrand et moi.

Il y a, dans toutes ces personnes, des gens fort distingués, de l'esprit, de l'instruction, d'excellentes manières, mais j'ai déjà remarqué qu'à Woburn la réserve anglaise était poussée plus loin qu'ailleurs, et cela en dépit du langage presque hardi de la duchesse de Bedford, qui contraste avec la timidité silencieuse du Duc et du reste de la famille. Il y a, aussi, dans la pompe, l'étendue, la magnificence de la demeure, quelque chose qui jette du froid, de la raideur et du décousu dans la société ; d'ailleurs, le dimanche, quoiqu'on ne l'ait pas tenu rigoureusement puisqu'on a fait jouer M. de Talleyrand, est toujours plus sérieux que tout autre jour.

Woburn Abbey, 20 *mai* 1834. — Le Chancelier est venu augmenter le nombre des visiteurs. En parlant des grandes existences aristocratiques du pays, il m'a dit que le duc de Devonshire avec ses cent quarante mille livres sterling de rente, ses châteaux et ses huit membres du Parlement, était, *avant la réforme*, aussi puissant que le Roi lui-même. Cet *avant la réforme* est bien l'aveu du coup porté, par cette réforme, à l'ancienne constitution du pays. J'en ai fait convenir lord Brougham, qui, tout en soutenant qu'elle était nécessaire, et ayant commencé sa phrase en disant qu'on n'avait fait que couper des ailes qui étaient tant soit peu trop longues, l'a finie en disant qu'ils avaient fait une révolution *complète,* mais sans effusion de sang. « Et notre grande journée révolutionnaire »,

a-t-il dit encore avec une satisfaction apparente, « a été celle du mois de 1831 où nous avons dissous le Parlement qui avait osé repousser notre Bill; le peuple est impérissable, comme le sol, c'est donc à son profit qu'à la longue doivent tourner toutes les modifications, et une aristocratie qui a duré cinq siècles a duré tout ce qu'elle pouvait durer! » Voilà la pensée dominante de sa conversation qui m'a frappée, et d'autant plus, qu'elle avait commencé de sa part par une sorte d'hypocrisie qui s'est dissipée avant la mienne ; il avait commencé avec quelques ménagements pour mes préjugés aristocratiques que je lui ai rendus par de petits ménagements pour sa passion nivelante. Cinq minutes de tête-à-tête de plus, et nous serions arrivés, lui à 1640, et moi à 1660.

Londres, 21 *mai* 1834. — On nous a montré un petit coin du parc de Woburn que je ne reconnaissais pas, et qui est joli dans le moment actuel de la floraison; cela se nomme *The Thornery,* à cause de la multitude d'aubépines que renferme cet enclos agreste, au milieu duquel se trouve une chaumière ornée, fort jolie.

Lord Holland avait recommandé au duc de Bedford de nous conduire à Ampthill, qui lui appartient, et qui n'est qu'à sept milles de Woburn. Lady Holland tenait aussi à ce que nous y vissions un beau portrait d'elle qui la représente en Vierge du soleil ; il est beau, agréable et a dû être ressemblant.

La maison d'Ampthill est triste, humide, mal meublée, mal tenue, et en contraste avec un des plus jolis parcs

qu'on puisse voir. Le pays est joli, accidenté, riant et boisé.

Ampthill n'est pas sans quelques traditions. C'est là que s'est retirée Catherine d'Aragon après son divorce. Il ne reste plus rien de l'ancien château qui était sur le haut de la montagne, et non pas au fond de la vallée comme l'est la maison actuelle. Une croix gothique est placée là où était l'ancienne demeure, et sur le piédestal se trouvent quelques vers assez médiocres en souvenir des cruautés d'Henri VIII; ces vers n'ont pas même le mérite d'être du temps. Une autre curiosité du lieu, c'est un certain nombre d'arbres tellement vieux, que du temps même de Cromwell, on ne les trouvait plus propres à la marine; ils ont entièrement perdu leur beauté et ressembleront bientôt à ce qu'on appelle des truisses en Touraine.

Lord Sefton remarquait hier devant lord Brougham que tous les défenseurs de la Reine Caroline d'Angleterre étaient parvenus aux plus hautes dignités du pays, lord Grey, lord Brougham, etc... Ce qui m'a fait dire au Chancelier qu'il n'y avait donc plus d'inconvénient pour lui, à avouer qu'il avait défendu alors une bien mauvaise cause. Il n'a jamais voulu en convenir, et a cherché à nous persuader que si la Reine avait eu des amants, Bergami n'était pas du nombre. Il voulait nous faire croire que telle, du moins, était sa conviction, et, à l'appui de cette assertion, que personne, pas plus que lui-même je crois, ne prenait au sérieux, il nous a raconté que, pendant les trois dernières heures de la vie de la Reine, durant lesquelles le délire le plus marqué s'était emparé d'elle, elle avait beaucoup

parlé du prince Louis de Prusse, de l'enfant de Bergami nommée Victorine et de plusieurs autres personnes, mais qu'elle n'avait pas une seule fois prononcé le nom de Bergami. Il m'a semblé que pour un aussi grand jurisconsulte, la preuve était par trop négative et peu concluante.

Londres, 22 *mai* 1834. — En revenant hier en ville, nous y avons appris la nouvelle du rappel du prince de Lieven. C'est quelque chose dans la politique, c'est beaucoup dans la société de Londres. L'excellent caractère, le bon esprit, les manières parfaites de M. de Lieven, lui conciliaient la bienveillance et l'estime générale, et la femme la plus redoutée, la plus comptée, la plus entourée et la plus soignée est Mme de Lieven. Son importance politique, que beaucoup de mouvement d'esprit et de savoir-faire justifiaient, marchait de front avec une autorité incontestée par la société. On se plaignait quelquefois de sa tyrannie, de son humeur exclusive, mais elle maintenait, par cela même, une barrière utile entre la haute et exquise société et celle qui l'était moins. Sa maison était la plus recherchée, celle où on attachait le plus de prix à être admis. Le grand air, peut-être même un peu raide, de Mme de Lieven, faisait très bien dans les grandes occasions. Je ne me fais pas une idée d'un « Drawing-room » sans elle. A l'exception de lord Palmerston, qui, par son arrogance obstinée dans l'affaire de sir Stratford Canning, a amené le départ de M. et de Mme de Lieven, je suis sûre que personne ne sera bien aise de ce départ ; peut-être, cependant, M. de Bülow, aussi, se sentira-t-il soulagé

d'échapper au joug et à la surveillance de la Princesse devant laquelle son rôle, quelquefois double et triple, jamais simple, n'était pas facile à jouer.

M. de Lieven est nommé gouverneur du jeune Grand-Duc, héritier de Russie. On dit qu'il y a là tout ce qui peut flatter et consoler; pour lui oui, mais non pour elle, qui retombera difficilement après vingt-deux ans de séjour en Angleterre et des agitations politiques de tous genres, dans les glaces et les nullités de Saint-Pétersbourg.

Il paraîtrait que les trois Cours du Nord, en opposition à la Quadruple Alliance méridionale, sont assez disposées à conclure un engagement séparé avec la Hollande. Le fait est qu'on se ménage en paroles, mais qu'on aiguise ses armes en silence.

Les Cortès sont convoquées pour le 24 juillet. La nouvelle télégraphique d'Espagne de l'autre jour, qui n'a conduit qu'à un jeu de bourse, s'est évaporée assez honteusement. On mande, de Paris, que le général Harispe a été prié de ne plus donner, télégraphiquement, des nouvelles douteuses, et que le président du Conseil a été engagé à ne pas répandre les nouvelles de ce genre avant confirmation.

L'amiral Roussin a refusé le ministère de la marine. Il était question d'y appeler l'amiral Jacob. M. de Rigny avait laissé le Conseil parfaitement libre, en ce qui le concerne personnellement, de le nommer, soit à la marine, soit aux Affaires étrangères; la décision n'est point encore connue.

A propos du départ des Lieven, voici ce que la Princesse

m'a raconté : Il y a plusieurs semaines déjà, au retour de lord Heytesbury de Pétersbourg, lord Palmerston dit à M. de Lieven qu'il comptait nommer sir Stratford Canning à Pétersbourg ; le prince de Lieven en écrivit à sa Cour, et M. de Nesselrode répondit, au nom de l'Empereur, que le caractère entier, l'esprit anguleux et l'emportement de sir S. Canning lui étant personnellement désagréables, il désirait un autre ambassadeur, ne donnant d'exclusion qu'à celui-là. Lord Palmerston, à son tour, exposa tous les motifs qui lui faisaient désirer de vaincre cette opposition. M. de Lieven écouta les raisons de lord Palmerston et lui promit de les faire valoir près de l'Empereur. Dès le lendemain, il expédia un courrier, à cet effet, à Pétersbourg, mais le courrier n'était pas embarqué que la nomination de sir S. Canning, au poste de Pétersbourg, parut officiellement dans la *Gazette de Londres*. Ce manque d'égards rendit l'opposition russe décisive d'une part, et l'obstination de lord Palmerston plus invétérée de l'autre ; le Cabinet anglais se prétendit maître de nommer qui il lui plaisait aux postes diplomatiques ; l'Empereur Nicolas, sans contester ce droit, dit qu'il avait, lui, celui de ne recevoir chez lui que ceux qui lui plaisaient. La brèche a toujours été ainsi, en s'élargissant, et l'opposition des systèmes politiques, jointe à l'hostilité des individus, ne présage pas, dans l'état actuel si compliqué du monde, une paix bien solide ni bien prolongée.

Londres, 23 *mai* 1834. — Je crois le Cabinet de Londres embarrassé du départ de M. de Lieven, et lord

Grey personnellement peiné. Lord Brougham paraît aussi en sentir tous les inconvénients. J'ai reçu de l'un et de l'autre de longs billets, fort curieux à ce sujet, et que je conserverai soigneusement.

Voilà M. de La Fayette mort. Quoiqu'il ait été, toute sa vie, *Gilles le Grand* pour M. de Talleyrand, sa mort ne lui a pas été indifférente. A plus de quatre-vingts ans, il semble que tout contemporain soit un ami.

Londres, 24 *mai* 1834. — Lord Grey est venu me faire une longue et très amicale visite; je l'ai trouvé très peiné du départ des Lieven, mais mettant du soin à détruire l'opinion que lord Palmerston, par ses mauvaises façons, l'eût provoqué. J'ai vu qu'il désirait vivement que les semences d'aigreur entre M. de Talleyrand et lord Palmerston ne germassent pas. Il est impossible de montrer plus de bienveillance personnelle pour nous qu'il ne m'en a témoigné.

Nous avons dîné à Richmond chez cette pauvre princesse de Lieven, qui fait vraiment grande pitié. Je crains, pour elle, que les choses ne soient encore pires, en réalité, qu'elles ne le sont en apparence. Je crois qu'elle se flatte de rester au courant de toutes choses, et par la confiance de l'Empereur, et par l'amitié de M. de Nesselrode, comme par l'espèce de faveur dont jouit son frère, le général de Benkendorff. Je crains, au contraire, pour elle, qu'elle ne perde bientôt la carte de l'Europe ou qu'elle ne la voie plus que par une lunette fort réduite, ce qui serait certainement pour elle une sorte de mort morale. Ses

espérances, ses regrets, tout cela s'exprimait avec vivacité et naturel; elle m'a semblé plus aimable que de coutume, parce qu'elle était tout en dehors, avec abandon et simplicité. Ce laisser-aller des personnes habituellement contenues a toujours quelque chose de particulièrement piquant.

L'abominable article du *Times* sur elle, qui est vraiment honteux pour le pays, l'a d'abord fait pleurer; elle en est convenue, en disant qu'elle avait été navrée de penser que c'étaient là les adieux que lui faisait le public anglais, à elle, qui quittait ce pays-ci avec tant de chagrin, mais elle a senti bientôt que rien n'était plus méprisable et plus généralement méprisé. Elle a fini par si bien reprendre sa belle humeur qu'elle nous a raconté, le plus drôlement du monde, car elle raconte parfaitement, une petite scène fort ridicule du marquis de Miraflorès. Ce petit homme, qui m'a tout de suite paru d'une fatuité insupportable, et dont la figure plaisait à Mme de Lieven et me déplaisait souverainement, a été s'asseoir à côté d'elle au bal de l'Almacks. La princesse lui ayant demandé s'il n'était pas frappé de la beauté des jeunes Anglaises, il a répondu, avec un air sentimental, un son de voix ému et un regard prolongé et significatif, qu'il n'aimait pas les femmes trop jeunes, qu'il préférait celles qui cessaient de l'être et qu'on appelait des *femmes passées*.

La duchesse de Kent a vraiment un talent remarquable pour aviser toujours si juste une gaucherie qu'elle n'en manque pas une. C'est aujourd'hui le jour de naissance de sa fille, qu'elle devait, à cette occasion, mener pour la première fois à Windsor, où cet anniversaire devait se

fêter en famille. La mort du petit prince de Belgique, à peine âgé d'un an, et que ni sa tante, ni sa cousine n'avaient vu, a fait renoncer la duchesse de Kent à cette petite fête de famille. Rien ne pouvait être plus désobligeant pour le Roi.

Londres, 25 *mai* 1834. — Le Roi Léopold paraît disposé à appeler ses neveux à la succession du trône de Belgique. Est-ce à dire qu'il ne compte plus sur sa descendance directe? On en a de l'humeur aux Tuileries; je crois que ce sera assez indifférent partout ailleurs, où ce nouveau royaume et cette nouvelle dynastie ne sont guère encore pris au sérieux.

L'exposition de peinture, à Somerset-House, est bien médiocre, plus encore que celle de l'année dernière; celle de sculpture encore plus pauvre. Les Anglais excellent dans les arts d'imitation, mais ils restent les derniers dans les arts d'imagination; c'est par ce côté surtout que le manque de soleil se fait sentir. Entourés des chefs-d'œuvre enlevés au Continent, ils ne produisent rien qui puisse leur être comparé! Rien ne se colore à travers le voile brumeux qui les enveloppe!

Londres, 26 *mai* 1834. — Lord Grey est au moment de voir son administration se décomposer, par la retraite de M. Stanley et celle de sir James Graham, s'il fait de nouvelles concessions aux catholiques irlandais au détriment de l'Église anglicane. S'il se refuse à ces concessions pour conserver M. Stanley, dont le talent parlementaire

est de premier ordre, il est à supposer que le Cabinet restera en minorité aux Communes, et que la chute de tout le ministère en sera le résultat. C'était, du moins, ce qu'on disait et croyait, hier, et la figure soucieuse de lord Grey, à dîner, chez lord Durham, ainsi que quelques propos échappés à la naïve niaiserie de lady Tankerville, confirmaient assez ce bruit. La question se videra demain, mardi 27, à l'occasion de la motion de M. Ward.

Mme de Lieven ne m'a pas caché son espoir, que si le Cabinet change, soit en tout, soit en partie, et que lord Palmerston soit du nombre des sortants, elle pourrait bien rester ici, se flattant que la première démarche du nouveau ministre des Affaires étrangères serait une demande à Pétersbourg à l'effet de garder M. de Lieven ici. Elle compterait, dans cette circonstance, a-t-elle ajouté, sur l'influence de M. de Talleyrand auprès du nouveau ministre, quel qu'il fût, pour le décider à cette démarche.

Londres, 27 *mai* 1834. — Il est singulier que le fils du maréchal Ney, qui est à Londres, ait désiré se faire présenter à la Cour d'Angleterre, qui a abandonné son père qu'elle aurait pu sauver; de s'y faire présenter par M. de Talleyrand, sous le ministère duquel le maréchal a été arrêté et accusé, le même jour que M. Dupin, le défenseur du maréchal, doit également être présenté, et le tout en face du duc de Wellington, qui, en maintenant strictement les termes de la capitulation de Paris, aurait pu peut-être couvrir de son égide l'accusé, qu'il n'a pas cru devoir protéger. Le jeune prince de la Moskowa n'a sans

doute pas fait tous ces rapprochements, mais M. de Talleyrand, qui a compris que d'autres les feraient, qu'ils ne seraient agréables pour personne, et moins encore pour le jeune homme que pour qui que ce soit, a décliné cette présentation sous le prétexte du peu de temps qui restait entre la demande et la réception, et qui ne lui laissait pas le temps de remplir les formalités voulues.

Hier, à sept heures du soir, j'ai reçu un billet assez curieux d'un des amis et confidents du ministre : « Rien n'est changé depuis hier; aucune amélioration ne s'est établie dans la situation des choses; on va employer la soirée à obtenir que la question reste ouverte, c'est-à-dire qu'elle ne soit pas regardée comme une question de Cabinet, que chacun soit libre de tout engagement et puisse voter comme il lui plaira. Le Chancelier s'emploie fort à faire adopter ce biais, mais lord Grey, qui paraît évidemment désireux de se retirer des affaires, pourra bien faire manquer cette combinaison. »

Londres, 28 *mai* 1834. — Après beaucoup d'agitations et d'incertitudes, lord Grey s'est décidé à laisser sortir du ministère M. Stanley et sir James Graham, dont l'exemple sera probablement suivi par le duc de Richmond et lord Ripon; et lui, lord Grey, reste, en se rangeant du côté de la motion de M. Ward. Il avait eu, un moment, le bon instinct de se retirer aussi, mais M. Ellice, qui le gouverne maintenant, l'a poussé dans une autre voie, et le Chancelier a fortement agi sur le Roi, qui, à son tour, a prié lord Grey de rester.

Hier, les ministres se louaient du Roi avec des attendrissements infinis. Ce pauvre Roi a soutenu « la réforme » malgré tous ses scrupules politiques : il abandonne aujourd'hui le clergé, malgré ses scrupules de conscience ; aussi le Chancelier disait-il, hier, que c'était un grand Roi, et ajoutait, avec une satisfaction joyeuse et l'enivrement de paroles qui lui est propre, que la journée d'hier était la seconde grande journée révolutionnaire bénigne des annales de l'Angleterre moderne. Cet étrange Chancelier, sans dignité, sans convenance, sale, cynique, grossier, se grisant de vin et de paroles, vulgaire dans ses propos, malappris dans ses façons, venait dîner ici, hier, en redingote, mangeant avec ses doigts, me tapant sur l'épaule et racontant cinquante ordures. Sans les facultés extraordinaires qui le distinguent comme mémoire, instruction, éloquence et activité, personne ne le repousserait plus vivement que lord Grey. Je ne connais pas deux natures qui me paraissent plus diamétralement opposées. Lord Brougham, merveilleux aux Communes, est un perpétuel objet de scandale à la Chambre Haute, où il met tout sens dessus dessous, où lui, *Chancelier,* est souvent rappelé à l'ordre, où il embarrasse lord Grey à tout instant par ses incartades ; aussi, il ne s'y sent pas sur son terrain, et je crois que le jour où il pourrait ensevelir la Pairie de ses propres mains, il ne s'en ferait pas faute.

Il dînait hier ici avec M. Dupin, autre produit grossier de l'époque, sentencieux et criard comme un vrai procureur, avec la plus lourde vanité plébéienne qui apparaît à tout instant. Le premier mot qu'il a dit au Chancelier, qui

se souvenait de l'avoir vu il y a quelques années, a été celui-ci : « Oui, quand nous étions avocats tous deux... »

Lord Althorp a demandé, hier, aux Communes, l'ajournement de la motion de M. Ward, pour avoir le temps de remplir les vides laissés par la retraite de quelques membres du Cabinet, ce qui a été accordé.

On ne peut imaginer ce qui inspire à la duchesse de Kent une mauvaise grâce aussi continue contre la Reine. Malgré son refus de conduire la princesse Victoria à Windsor, la Reine a voulu aller la voir à Kensington avant-hier au soir. La duchesse de Kent a refusé, sous le plus léger prétexte, de recevoir la Reine; celle-ci en est péniblement affectée. Personne ne peut comprendre le motif d'une semblable conduite. Lord Grey, hier, l'attribuait à sir John Conroy, le chevalier d'honneur de la Duchesse, qu'on dit fort ambitieux, fort borné, et très puissant auprès d'elle. Il croit que sous la Régence de la Duchesse, il est appelé à jouer un grand rôle, qu'il veut escompter dès à présent, et s'imaginant avoir été blessé dans je ne sais quelle occasion par la Cour de Saint-James, il s'en venge en semant l'aigreur et la discorde dans la famille royale. J'ai su la dernière scène de Kensington par le Dr Küper, chapelain allemand de la Reine, qui, en sortant, hier matin, de chez Sa Majesté, est venu me parler de l'affliction de cette bonne Princesse. Lord Grey, à qui j'en parlais, hier à dîner, m'a dit que le Roi Léopold, en quittant l'Angleterre, lui avait dit qu'il était inquiet de laisser sa sœur livrée aux conseils d'un aussi mauvais esprit que celui de ce chevalier Conroy; qu'heureusement

la princesse Victoria ayant quinze ans, et devant être majeure à dix-huit, la régence de la duchesse de Kent serait, ou bien nulle, ou du moins fort courte.

Londres, 29 *mai* 1834. — La princesse Victoria ne paraît encore qu'aux deux « Drawing-rooms » qui sont destinés à fêter les jours de naissance du Roi et de la Reine. J'ai trouvé à celui d'hier, qui, par parenthèse, a duré trois grandes heures, pendant lesquelles la défilade a été de plus de dix-huit cents personnes, que cette jeune princesse avait vraiment beaucoup gagné depuis trois mois. Ses manières sont parfaites, et elle sera, un jour, assez agréable pour être presque jolie. Elle aura, comme tous les Princes, le don de se tenir longtemps sur ses jambes sans fatigue ni impatience. Nous succombions, hier, toutes, tour à tour; la femme du nouveau ministre grec, seule, que son culte habitue à rester longtemps debout, a très bien supporté cette corvée! Elle est d'ailleurs soutenue par la curiosité et la surprise; elle s'étonne de tout, fait des questions naïves, des réflexions et des méprises amusantes. C'est ainsi que, voyant le Chancelier passer en grande robe et perruque, et portant le sac brodé qui contient les sceaux, elle l'a pris pour un évêque portant l'Évangile, ce qui, appliqué à lord Brougham, était particulièrement comique.

La princesse de Lieven a paru, hier, pour la première fois, dans le costume national russe, qui est nouvellement adopté, à Saint-Pétersbourg, pour les occasions d'apparat. Ce costume est si noble, si riche, si gracieux, qu'il va

bien à toutes les femmes, ou, pour mieux dire, qu'il ne va mal à aucune. Celui de la Princesse était particulièrement bien arrangé et lui allait bien, le voile dissimulant la maigreur de son col.

On ne parlait hier, à la Cour et ailleurs, que de la retraite des quatre membres du ministère, qui lui ôte une grande force morale, surtout celle de M. Stanley, à cause de ses grands talents, et celle du duc de Richmond, à cause de sa considération personnelle. Les conservatifs sont fort satisfaits; ils voient, par là, leurs rangs se grossir, ceux de leurs adversaires, si ce n'est s'affaiblir numériquement, du moins se mal recruter. On parlait de lord Mulgrave, lord Ebrington, M^r^ Abercromby, M^r^ Spring Rice pour entrer au Cabinet, mais rien n'était encore décidé.

Au grand dîner diplomatique qui, pour la fête du Roi, a eu lieu chez le ministre des Affaires étrangères, lord Palmerston avait, pour la première fois, invité des femmes. Assis entre la princesse de Lieven et moi, il était en froideur à droite, en fraîcheur à gauche; il était évidemment mal à l'aise, quoique son embarras ne fût nullement augmenté de n'avoir pas été dans son salon, à l'arrivée des dames, d'y être venu tout à son aise et sans même nous faire la plus petite excuse.

M. Dupin, fort bien traité ici par un monde brillant et élevé, y prend assez de goût pour faire le difficile sur celui de Paris. Ne s'avise-t-il pas de trouver, lui, que la Cour des Tuileries manque de dignité, que les femmes n'y sont pas assez bien mises, que tout y est trop confondu et que le Roi Louis-Philippe ne *trône* pas assez! Allant à des

dîners, aux « Drawing-rooms », à la Cour, aux soirées, aux concerts, à l'Opéra, au bal, aux courses, M. Dupin est lancé dans un train de dissipations qui en fera une espèce de dandy fort grotesque, je m'en flatte, et qui étonnera un peu Paris.

Mme de Lieven, qui parle volontiers du feu roi George IV, me disait qu'il avait une telle aversion pour la roture, qu'il n'avait jamais fait aucune politesse à M. Decazes, qu'il ne l'avait vu qu'une seule fois, et cela à l'occasion des lettres de créance qu'il lui a présentées. Quant à Mme Decazes, n'ayant pas eu de « Drawing-room » pendant la durée du séjour qu'elle a fait à Londres, il a pu se dispenser de la recevoir, et on n'a jamais pu le décider à lui accorder une audience particulière ou à l'inviter à Carlton-House. Il en a agi presque aussi rudement avec la princesse de Polignac, dont l'obscure origine anglaise lui était importune. Quant à Mme Falk, le motif pour lequel elle n'a pas vu le feu Roi est plus singulier encore : Mme Falk a une grosse beauté flamande fortement développée qui offusquait particulièrement lady Conyngham, comme trop dans les goûts du Roi; elle a toujours empêché qu'elle ne fût reçue.

M. Dupin a été si frappé du beau costume des femmes, à la Cour d'Angleterre, qu'il m'a fait, à ce sujet, une phrase vraiment amusante : « Il faudrait que la Reine des Français établît aussi un costume de Cour : on prélèverait ainsi sur nos *vanités bourgeoises*, qui ont la rage de se montrer à la Cour, l'impôt d'un grand habit. »

Londres, 30 *mai* 1834. — Les ratifications portugaises au traité de la Quadruple Alliance sont enfin arrivées, mais inexactes et incomplètes. Le préambule en entier du traité est passé sous silence; il est donc peu à supposer qu'il n'y ait là que de l'oubli et pas de mauvaise volonté. L'avocat de la Couronne a été appelé au Foreign-Office, pour aider à trouver un biais qui rendît l'échange possible ; on n'a rien trouvé qui fût sans inconvénient. Cependant, lord Palmerston penchait vers l'échange en laissant de côté le préambule, ce qui ôterait pourtant à son traité la force morale, la seule peut-être qu'il ait réellement ; on ne doit prendre à cet égard de détermination que ce matin.

J'ai souvent entendu dire que personne ne pouvait être aussi astucieux qu'un fou : ce qu'on vient de me raconter me le ferait croire. En réponse aux félicitations des évêques pour son jour de naissance, le Roi les a assurés en pleurant, que, se sentant vieux et près de porter son âme devant Dieu, il ne voudrait pas charger sa conscience d'un tort vis-à-vis de l'Église, et qu'il soutiendrait de toute sa puissance les droits et privilèges du clergé anglican. Ceci s'est dit dans la même journée où le Roi demandait à lord Grey de ne pas se retirer et de laisser aller M. Stanley.

Hier au soir, le remaniement du ministère n'était pas encore arrêté. Ce qui semble prouvé, c'est que personne ne veut de lord Durham. Il s'est, dit-on, livré à une rage épouvantable; lady Durham, qu'il a traitée avec brutalité, ce qui arrive chaque fois qu'il est mécontent de lord Grey,

s'est évanouie, à dîner, chez sa mère, sans que son mari ait seulement daigné tourner les yeux de son côté.

Le marquis de Lansdowne qui s'est, tout dernièrement encore, exprimé au Parlement comme favorable à l'Église, pourrait bien, dit-on, selon ce qui se passera lundi prochain aux Communes, se retirer également du Cabinet. Sur cette nouvelle, lady Holland a été, en toute hâte, chez lord Brougham, lui dire que cette retraite lui paraîtrait un grand malheur et qu'il faudrait l'éviter à tout prix! Le Chancelier, que la modération de lord Lansdowne ne satisfait point, a répondu qu'il trouvait, au contraire, que cette retraite était très avantageuse, et qu'il y aiderait plutôt que de l'empêcher. Là-dessus, lady Holland s'est animée, et, en énumérant tous les mérites de son ami, elle a demandé au Chancelier s'il songeait bien à tout ce que représentait le marquis de Lansdowne. « Oui, » a répondu lord Brougham, « je sais qu'il représente parfaitement toutes les vieilles femmes de l'Angleterre. »

Londres, 31 *mai* 1834. — Le ministère anglais est rajusté, sans avoir pris une couleur plus marquée dans aucun sens.

Grâce à des déclarations et à des réserves, on va procéder à l'échange des ratifications portugaises.

Il me semble que toute la besogne de la semaine est assez pauvre et que les résultats en seront à l'avenant.

Londres, 1^er^ *juin* 1834. — J'ai rencontré hier des ministres sortants et des entrants. Les premiers me

paraissent plus satisfaits que les autres, et, je crois, avec raison.

Lady Cowper, malgré son esprit fin et délicat, a cependant une extrême nonchalance et naïveté, qui lui fait dire parfois des choses singulières par leur trop grand abandon. C'est ainsi qu'elle dit hier matin à Mme de Lieven : « Je vous assure que lord Palmerston regrette en vous une ancienne et agréable connaissance, qu'il rend justice à toutes les excellentes qualités de votre mari, et qu'il convient que la Russie ne saurait être plus dignement représentée que par lui; mais voyez-vous, c'est par cela même que l'Angleterre ne saurait que gagner à votre départ. » Mme de Lieven m'a semblé également frappée de la sincérité de l'aveu, et mécontente de son résultat.

Lady Cowper lui a montré aussi, sans beaucoup de réflexion, une lettre de Mme de Flahaut, dans laquelle, après avoir exprimé quelques regrets polis sur le rappel de M. de Lieven, elle se lamente sur le choix du chargé d'affaires; elle dit que c'est une petite guêpe venimeuse, malfaisante, un Russe enragé, un ardent ennemi des Polonais, et que, pour tout résumer en un mot, c'est le cousin germain de Mme de Dino, — ce qui, ajoute-t-elle, est positivement très nuisible à l'intérêt de l'Angleterre, puisque celle-ci doit au contraire attacher du prix à ce que la France et la Russie ne s'entendent pas.

On dit, au reste, que Pozzo est enchanté de l'éloignement de Paris de mon cousin Medem; il l'a toujours fort loué et bien traité, mais il se pourrait que la liaison

directe et intime de Paul avec M. de Nesselrode ait fini par gêner Pozzo; je ne le crois cependant pas.

Hier, à dîner, chez lord Holland, M. Dupin a un peu trop fait le législateur; le pauvre lord Melbourne surtout, à moitié distrait, à moitié endormi, était ennuyé d'une longue dissertation sur le divorce, qui venait d'autant plus mal à propos, que sa femme, après l'avoir fait enrager pendant longtemps, est morte folle et enfermée. Lord Holland, qui aime facilement tous ceux que, politiquement, il ne voudrait pas faire pendre, m'a cependant dit que M. Dupin lui déplaisait souverainement, et qu'il lui trouvait tous les inconvénients de lord Brougham, sans la compensation des facultés variées et surabondantes de celui-ci.

A propos du Chancelier, il m'en a assez mal parlé comme caractère, me disant, par exemple, que c'était lui, lord Holland, qui avait forcé la main au duc de Bedford pour le faire entrer au Parlement et qu'aussitôt après, lord Brougham avait passé quatre années sans mettre les pieds chez lord Holland; qu'à la vérité, il y était revenu sans motif, sans embarras et sans excuses. La faculté dominante chez le Chancelier, c'est cette promptitude d'esprit et de souvenir, qui lui fait rassembler immédiatement et trouver sous sa main tous les faits, tous les arguments, tous les tenants et aboutissants relatifs à l'objet dont il veut parler. Aussi M. Allen dit-il du Chancelier qu'il a toujours une légion de démons de toutes couleurs à ses ordres dont lui-même est le chef; aucun scrupule ne l'arrête, disait lord Holland. Lady Sefton me confiait,

l'autre jour, qu'il n'était ni sincère, ni fidèle en amitié; lady Grey dit, tout simplement, que c'est un monstre, et c'est ainsi qu'en parlent les gens de son parti et de son intimité.

Hylands, 2 *juin* 1834. — Les républicains en veulent à M. de La Fayette d'avoir choisi pour sa sépulture le cimetière aristocratique de Picpus, et de la quantité de prêtres réunis à la maison mortuaire pour recevoir le corps. Il s'est fait enterrer avec un tonneau de terre des États-Unis, mêlée à celle dont on l'a recouvert. A propos de M. de La Fayette, j'ai entendu plusieurs fois raconter par M. de Talleyrand, qu'ayant été, de bonne heure, le 7 octobre 1789, chez M. de La Fayette avec le marquis de Castellane, autre membre de l'Assemblée constituante, pour proposer quelques arrangements à prendre pour la sûreté de Louis XVI, transporté la veille aux Tuileries, ils l'avaient trouvé, après les terribles quarante-huit heures qui venaient de se passer, tranquillement occupé à se faire peindre.

Nous sommes ici à Hylands chez un ancien et aimable ami, M. Labouchère. C'est bien riant, et remarquable par la culture des fleurs et la recherche des potagers. Labouchère, qui est un peu de tous les pays, a réuni autour de lui des souvenirs de différents lieux; on voit cependant que la Hollande domine, car c'est surtout dans le parterre de fleurs qu'on dépense le plus de soins et d'argent.

Hylands, 3 *juin* 1834. — Un billet de lord Sefton,

écrit hier de la Chambre des lords, avant la fin de la séance dont nous ignorons encore le résultat, m'apprend que la commission d'enquête proposée par lord Althorp pour examiner l'état de l'Église d'Irlande, ne satisfait pas les exigences de M. Ward et des siens. M. Stanley et sir James Graham se moquent de cette commission et demandent la question préalable ; sir Robert Peel se tient en arrière ; lord Grey est abattu, et le Roi, tout prêt, soit à la soutenir, soit à former un autre Cabinet : poussé par les difficultés du moment, il est sans principes et sans affections, ce qui me paraît être la position commune de tous les Rois.

Londres, 4 juin 1834.— Il paraît que dom Miguel est hors de combat, et qu'il met bas les armes, en quittant la Péninsule ; il me semble que les signataires de la Quadruple Alliance attribuent cette soumission à la nouvelle de la signature de leur traité ; si tel est le cas, cet effet moral est d'autant plus heureux, que le résultat matériel n'aurait, probablement, pas été aussi effectif.

Au Parlement anglais, M. Ward n'ayant pas voulu se tenir satisfait de la commission d'enquête, lord Althorp a demandé la question préalable ; il a été soutenu par M. Stanley, qui a admirablement parlé sur la propriété inviolable de l'Église, et par tous les Tories. La question préalable a été adoptée à une grande majorité : elle ne saurait plaire au ministère qui n'a dû ce vote qu'à ses ennemis auxquels elle sert de triomphe, et principalement à celui des quatre ministres sortants. L'opinion

réelle du Cabinet, les différentes combinaisons qui l'ont fractionnée et fait agir, tout cela est si confondu, si mêlé, qu'on ne saurait bien comprendre la pensée véritable qui a présidé à la marche saccadée et inconséquente de ce Cabinet.

Aux Communes, lord Palmerston s'est élevé contre le principe soutenu par lord Lansdowne à la Chambre Haute où on a été surpris d'entendre celui-ci s'exprimer favorablement pour le clergé, lui qui est *socinien* (1) reconnu. Tout est contradiction dans cette question. Lord Grey a flotté, incertain entre tous les combattants, ne primant pas les uns, n'entraînant pas les autres, heurté, poussé, ballotté par tout le monde; aussi il sort tout meurtri de cette échauffourée, et si, aux yeux de ses amis, il reste une bonne et honnête créature, aux yeux du public il n'est plus qu'un pauvre vieux homme, un ministre épuisé.

Lady Holland, qui, en général, fait tout ce que les autres évitent, a été guetter, à une fenêtre de Downing Street, les membres du Parlement qui se sont rendus, il y a deux jours, au meeting de lord Althorp, afin de faire, avec plus de sûreté, ses spéculations sur les individus, spéculations qui sont rarement charitables. Elle croit se faire pardonner son inconcevable égoïsme en le rendant déhonté et en se proclamant elle-même un vieux enfant gâté. Elle exploite les autres à son profit sans aucun ménagement; les traite bien ou mal, par des calculs plus ou moins personnels; ne voit jamais un obstacle à ses

(1) Disciple de Socin, qui ne reconnaît ni la Trinité, ni la divinité du Christ.

désirs dans les convenances d'autrui. C'est à peine si on peut lui faire honneur de quelques qualités, car elles ont, presque toutes, un motif intéressé pour base. Quand elle a lassé, à force de caprices et d'exigences, la patience de ses connaissances, elle cherche à la regagner par d'assez nombreuses bassesses. Elle abuse de sa fausse position sociale, que les gens de bon goût ont à cœur de ne pas blesser, pour les soumettre et les opprimer : y être parvenue, au point où elle y est arrivée, c'est, il faut en convenir, la meilleure preuvre de son habileté et de son esprit. Elle a fait, dans sa vie, des choses inouïes, qui lui sont toutes pardonnées : elle a fait, par exemple, passer sa fille aînée pour morte, afin de ne pas être obligée de la rendre à son premier mari : quand elle ne s'est plus souciée de cette enfant, elle l'a ressuscitée, et, pour prouver qu'elle n'avait pas été enterrée, on a ouvert la fosse et la bière, et on y a, en effet, trouvé le squelette d'un chevreau. La plaisanterie est un peu forte ! Cependant elle règne en despote dans la société, qui est nombreuse. Cela tient, peut-être, à ce qu'elle ne cherche pas à forcer les portes des autres, et qu'elle domine le préjugé plutôt que de lutter contre lui. M. de Talleyrand la tient assez bien en bride et devient ainsi le vengeur de tout son cercle. C'est une joie générale quand lady Holland es un peu maimenée; personne ne vient à son secours, lord Holland et M. Allen moins que les autres.

Lady Aldborough s'adressa un jour à lady Lyndhurst, en lui demandant de vouloir bien savoir de son mari, qui était alors Chancelier, quelles étaient les démarches qu'elle

devait faire dans un procès important. Lady Lyndhurst refusa, avec les façons rudes, grossières et vulgaires qui lui étaient propres, de se charger de demander ces renseignements, ajoutant qu'elle ne se mêlait jamais d'aussi ennuyeuses besognes : « Very true, my lady, » répondit lady Aldborough, « I quite forgot that you are not in the civil line. » Lady Aldborough est spirituelle, elle a du trait, même en français, elle est souvent un peu trop libre et hardie; c'est ainsi qu'en apprenant la mort de la princesse de Léon, qui avait péri brûlée et qu'on disait n'avoir trouvé, dans son mari, qu'un frère et non pas un époux, lady Aldborough s'écria : « Quoi! Vierge et martyre? Ah! c'est trop! »

L'état du Cabinet anglais est bien étrange. Sir Robert Peel a déclaré à la Chambre n'y rien comprendre, cela met le manque d'intelligence de tout le monde fort à l'aise. Ce qui paraît clair à tous, c'est que si aucun membre du Cabinet n'est absolument détruit, tous sont blessés, on prétend même à mort; pour énervés, du moins, c'est évident. J'en suis peinée pour lord Grey, auquel je suis réellement attachée; pour le reste, je n'y prends pas le plus petit intérêt. Ce n'est pas par lord Palmerston que l'éclat leur reviendra. M. de Talleyrand a beau dire qu'il déblaye facilement de la besogne, qu'il parle et écrit bien le français, c'est un esprit court, présomptueux; il a l'humeur arrogante et le caractère sans droiture. Chaque jour fournit une preuve plus ou moins évidente de sa duplicité : par exemple, qu'est-ce qui peut faire que lorsque lord Grey s'explique hautement contre l'idée du Roi Léopold de

se choisir un successeur, et que lord Palmerston semble être du même avis, il écrit des lettres particulières à lord Granville, pour soutenir la pensée de Léopold? Cela met une gêne continuelle dans toutes les relations des ambassadeurs avec lui, et cela en établit surtout une très pénible pour M. de Talleyrand.

Londres, 5 *juin* 1834. — M. le duc d'Orléans m'a écrit, sans provocation de ma part, ni motif bien apparent, une lettre qui me paraît avoir eu pour but la phrase suivante, qui semble vouloir établir qu'il n'approuve pas la marche des ministres du Roi son père : « Je vois déjà un symptôme rassurant dans cette disposition à circonscrire les querelles de parti dans les limites d'un collège électoral et à ne se livrer bataille qu'à coup de bulletins. Puisse cette direction des esprits remplacer tout à fait le système de force brutale que je vois avec douleur prévaloir aujourd'hui dans tous les partis, et être l'argument favori non seulement des hommes d'opposition, mais aussi des hommes de pouvoir. » Il me semble qu'il y a bon sens et bon sentiment dans cette réflexion.

Si M. le duc d'Orléans était bien entouré, j'aurais confiance dans son avenir : il a de l'intelligence, du courage, de la grâce, de l'instruction et de l'entreprise; ce sont des dons de Prince, fort heureux, et qui, mûris par l'âge, peuvent faire de lui un bon Roi. Mais l'entourage est si petit, si médiocre, en hommes et en femmes; il n'y a là, depuis la mort de Mme de Vaudémont, rien de distingué, de noble ni d'élevé.

Lady Granville a donné un bal, à Paris, pour le jour de naissance du Roi d'Angleterre. Elle avait rempli la galerie d'orangers et on devait valser autour; on avait dissimulé les lampes derrière des fleurs, de manière qu'on y voyait à peine : rien de plus favorable aux conversations particulières. Huit voleurs, mis à merveille, sont entrés par le jardin; cette quantité d'hommes inconnus a frappé, on en a parlé trop tôt; ils ont vu qu'ils étaient remarqués et se sont évadés. Il paraît que leur projet était d'arracher les diamants aux femmes, lorsqu'elles seraient allées dans le jardin qu'on allait illuminer.

Londres, 6 juin 1834. — Le Cabinet anglais, si petitement rajusté, ne porte pas la tête bien haute; tous les honneurs sont pour les ministres sortants. Lord Grey ne s'y trompe pas et ne s'enorgueillit nullement de la grande majorité de lundi dernier, car, comme me le disait un de ses amis : « Cette majorité n'est pas le résultat d'une affection pour les ministres, mais de la crainte de voir venir les Tories qui dissoudraient le Parlement actuel. » Je crois que rien n'est plus vrai. Au reste, le Cabinet sent déjà le besoin de se fortifier. On dit que lord Radnor, ami du Chancelier et grand aboyeur radical, sera Lord du Sceau privé.

Il paraît certain que dom Miguel et don Carlos quittent, décidément, la Péninsule, le premier pour venir ici, le second pour aller en Hollande.

Le prince de la Moskova ayant persisté dans son désir d'être présenté, il l'a été hier, ainsi que le prince d'Eck-

mühl. Ce désir était si vif, qu'ils allaient chercher à se faire présenter par M. Ellice, en l'absence de M. de Talleyrand, comme si cela eût été possible, lors même que cela n'aurait pas été inconvenant. Les jeunes Français n'ont, vraiment, idée de rien; et M. Ellice, qui n'est *gentleman* que d'hier, s'était mis de moitié dans cette belle combinaison.

On appelle, ici, assez drôlement lord Durham et M. Ellice *l'Ours et le Pacha*.

Londres, 7 juin 1834. — Voilà Lucien Bonaparte, qui, après avoir adressé une lettre aux députés de France, l'année dernière, et avoir, ensuite, disparu pendant plusieurs mois, puis s'être trouvé, dit-on, secrètement en France, durant les derniers troubles de Lyon et de Paris, est enfin revenu ici d'où il s'adresse maintenant aux électeurs de France. Sa nouvelle lettre, plus boursouflée encore et plus remplie d'affectation littéraire que la première, est en outre de la plus grande bassesse et du plus mauvais goût.

Lucien, que je n'avais jamais vu, avant son arrivée en Angleterre, puisqu'il était en disgrâce auprès de l'Empereur, passait pour avoir autant d'esprit au moins que son frère et beaucoup de décision. J'ai entendu dire qu'au 18 Brumaire, c'était lui qui avait sauvé Napoléon; enfin, je l'avais entendu fort louer. Sa connaissance personnelle, comme il arrive souvent, n'a pas répondu à mon attente; il m'a semblé humble dans ses manières, terne dans sa conversation, faux dans son regard, ressemblant à Napo-

léon par les contours extérieurs de ses traits, nullement par l'expression. Je l'ai vu, l'année dernière, à un concert chez la duchesse de Canizzaro, prier celle-ci de le présenter au duc de Wellington qui était dans le salon, traverser la chambre et venir, avec des courbettes, se faire nommer au vainqueur de Waterloo, dont l'accueil a eu toute la froideur que méritait une telle platitude.

Puisque j'habite, à Londres, une maison célèbre pour un vol considérable fait à la vieille marquise de Devonshire, qui en est propriétaire (1), et pour un fantôme qui y est apparu à lord Grey et à sa fille, je veux conter ici ce que lord Grey et lady Georgiana, sa fille, m'en ont dit à plusieurs reprises et devant des témoins, lord Grey avec sérieux et détails, lady Georgiana avec répugnance et hésitation. Lord Grey, donc, un soir qu'il traversait la salle à manger du rez-de-chaussée pour aller, armé d'un bougeoir, de la pièce qui donne sur le square à son propre appartement, vit, au fond de la pièce et derrière une des colonnes qui divisent cette salle, le visage pâle et triste d'un homme âgé, dont cependant les yeux et les cheveux étaient très noirs. Le premier mouvement de lord Grey fut de reculer, puis, relevant les yeux, il vit encore ce même visage qui le fixait tristement, pendant que le corps semblait caché par la colonne, mais qui disparut au premier mouvement que fit lord Grey pour avancer. Il fit quelques recherches sans rien trouver. Il y a deux petites portes derrière les colonnes et une grande glace entre

(1) Cette maison, où se trouvait alors l'ambassade de France, était située dans Hanover-Square, n° 21.

elles; je ne sais jusqu'à quel point la disposition des lieux n'offre pas une explication simple à cette vision, que lord Grey cependant n'admet avoir été ni celle d'un voleur ni l'effet du reflet de sa propre figure dans la glace. A la vérité, il était blond alors et ses yeux sont bleus. Tant il y a que, le lendemain matin à déjeuner, il raconta à sa famille ce qu'il avait vu la veille en allant se coucher. Lady Grey et sa fille lady Georgiana se regardèrent aussitôt avec une expression singulière, dont lord Grey demanda l'explication. On lui dit ce qu'on lui avait caché jusque-là pour ne pas se faire moquer de soi, c'est qu'une nuit, lady Georgiana s'était éveillée sous l'impression d'un souffle qui passait sur son visage; elle ouvrit les yeux et vit une figure d'homme se pencher sur elle; elle les ferma croyant rêver, mais les rouvrant aussitôt, elle revit la même figure; le cri qu'elle poussa alors fit disparaître la vision. Elle se jeta en bas de son lit, courut dans la chambre à côté, et fermant à clef sur elle la porte de cette chambre, elle se précipita, à moitié morte, sur le lit de sa sœur lady Élisabeth; elle lui raconta ce qui venait de lui arriver. Lady Élisabeth voulut entrer dans la chambre au fantôme pour l'examiner, mais lady Georgiana s'y opposa de toutes ses forces. Le lendemain matin, fenêtres, volets et portes étaient en bon ordre, et la vision fut déclarée avoir été celle d'un fantôme, quoiqu'une partie plate du toit arrivant jusqu'à une des fenêtres, ait fait supposer aux moins incrédules qu'un domestique, épris d'une des femmes de chambre, avait été le héros de cette aventure nocturne.

La maison n'en est pas moins restée en très mauvais

renom. Je couche dans la chambre où on a enlevé les diamants de lady Devonshire, et ma fille dans celle du revenant de lady Georgiana. Quand nous sommes entrés dans cette maison, j'ai vu des gens qui, très sérieusement, s'étonnaient de notre courage; dans les premiers temps, les domestiques tremblaient en circulant le soir et les servantes ne voulaient aller que deux à deux. L'avouerai-je? A force d'avoir entendu lord Grey et sa fille raconter avec conviction les apparitions, je me suis sentie gagnée d'un certain malaise qui a eu de la peine à s'user.

Depuis près de trois ans que nous occupons cette maison, on n'y a rien volé et rien n'y est apparu. Toutefois, pendant un de nos voyages en France, et lorsque la porte de mon appartement était fermée à clef, la femme de charge, le portier et les filles de service ont juré avoir entendu sonner très fort la sonnette dont le cordon est au fond de mon lit, avoir couru à ma porte, l'avoir trouvée fermée à clef, comme cela se devait, et, après l'avoir ouverte, n'avoir rien aperçu qui eût pu donner lieu à ce bruit. On avait voulu me faire croire que ce coup de sonnette avait retenti précisément le 27 juillet 1832, jour où j'ai été si cruellement versée à Baden-Baden. Une petite souris aura, probablement, été le vrai coupable

On dit que le père de lord Grey a eu une vision fort étrange, et que le fils, outre celle de Hanover-Square, en a eu une autre, plus curieuse, à Howick, dont il n'aime pas à parler, ce qui fait que je me suis abstenue de toute question; mais il en a circulé quelques versions qui ont prêté depuis à des caricatures.

Londres, 8 *juin* 1834. — Les prétentions exagérées de lord Radnor ont fait abandonner l'idée de le faire entrer au ministère. On songe maintenant à lord Dacre, qui satisferait, à ce que l'on croit, les *Dissenters*. Le *Privy Seal*, que lord Carlisle ne tient que provisoirement, est destiné au nouvel arrivant.

Je suis arrivée, hier matin, chez Mme de Lieven, au moment où elle venait de recevoir des lettres de Pétersbourg, qui lui donnent enfin une idée plus précise de ce que sera sa nouvelle position en Russie. Elle prend, ce me semble, un aspect plus favorable : au lieu de n'être qu'une poupée de cour et de succomber sous l'esclavage et la contrainte d'une représentation perpétuelle, la Princesse aura une maison à elle ; l'Empereur désire que ce soit là que son fils apprenne à connaître la société, se forme au monde et à la conversation.

Ce projet, expliqué avec une grâce et une obligeance parfaites, dans une lettre de l'Impératrice, pleine d'esprit, de naturel, de bons sentiments et d'heureuses expressions, devient, nécessairement, d'un grand intérêt et est une grande consolation pour Mme de Lieven. Elle se voit avec une influence directe, et aussi indépendante qu'elle peut l'être en Russie. Son imagination développe et féconde ce nouveau but d'activité, et je dois cette justice à la Princesse qu'elle n'a pas laissé échapper la plus petite puérilité ou petitesse de conception dans le plan qu'elle s'est tracé tout de suite; non, tout était large et bien compris. Le plaisir de son importance personnelle était visible, mais le contraire eût été de l'hypocrisie, et je lui ai su gré de se

l'être épargné devant moi ! Le désir vif de rendre au jeune Grand-Duc le service immense de l'accoutumer à la grande et noble compagnie, de rendre son salon assez distingué et assez agréable pour accoutumer jusqu'à l'Empereur et l'Impératrice à y jouir plus du plaisir de la conversation que des divertissements pour lesquels ils ne sont peut-être plus assez jeunes; l'ambition de rendre, s'il se peut, à cette Cour, le grandiose et la civilisation intellectuelle dont elle brillait sous la grande Catherine; l'espérance d'y attirer, ainsi, des étrangers, en excitant leur curiosité et en ayant de quoi la satisfaire; tout cela occupe l'activité de la Princesse. Elle a, en elle, de quoi fort bien remplir ce rôle, difficile partout, et plus encore dans un pays où la pensée même est aussi enchaînée que l'est la parole.

J'ai trouvé, dans la lettre de l'Impératrice et dans celle de M. de Nesselrode, quelque chose de raisonnable et de délicat, et dans tout ce que j'entends dire de l'Empereur Nicolas, quelque chose qui peut faire espérer de bons résultats de cette seconde éducation de l'héritier d'un trône de glace. J'ai surtout été satisfaite de voir que la franchise avec laquelle Mme de Lieven avait témoigné à l'Impératrice ses regrets de quitter l'Angleterre ait été bien prise. Elle m'a dit à ce sujet : « Ceci me prouve qu'on peut être sincère, chez nous, sans se casser le cou. » J'espère qu'elle s'en convaincra de plus en plus, mais il sera longtemps nécessaire d'envelopper cette sincérité de beaucoup de coton.

Elle m'a extrêmement vanté l'Empereur, comme un homme fortement doué et destiné à devenir la grande

figure historique du temps. A cela, je lui ai répondu en lui disant un mot de M. de Talleyrand qui l'a charmée. M. de Talleyrand m'a, en effet, dit ceci : « Le seul Cabinet qui n'ait pas fait une faute depuis quatre ans, c'est le Cabinet russe. Et savez-vous pourquoi? C'est qu'il n'est pas pressé. »

La Reine d'Angleterre a témoigné beaucoup de cette obligeance qui lui est naturelle à Mme de Lieven, à l'occasion de son rappel, quoiqu'elle ait eu beaucoup de peine à oublier le peu de cas que la Princesse faisait d'elle, pendant la vie de George IV et celle du duc d'York, et surtout le manque d'égards des patronnesses de l'Almacks, Mme de Lieven en tête, au seul bal de ce genre où elle avait été, comme duchesse de Clarence. J'ai entendu même la Reine, un jour, en faire souvenir Mme de Lieven, d'une façon à beaucoup embarrasser celle-ci ; mais enfin, ces anciens petits griefs sont effacés et, à l'occasion du départ actuel, la Reine a été parfaite. Quant au Roi, c'est différent ; il n'a pas même dit à M. ou à Mme de Lieven qu'il savait leur rappel : ils s'en prennent à lord Palmerston, et je crois que ce n'est pas sans cause.

Londres, 9 *juin* 1834. — J'ai trouvé hier la duchesse-comtesse de Sutherland fort occupée de réunir vingt dames qui, ensemble, offriraient à Mme de Lieven un souvenir durable des regrets que son départ laisse ici aux femmes de sa société particulière. Cette pensée, qui est tout anglaise, car l'esprit d'association se retrouve partout ici, jusque dans les choses purement de grâce et d'obligeance,

m'a paru devoir être agréable et flatteuse pour la Princesse, et j'ai mis avec plaisir mon nom sur la liste. Dix guinées est le tribut de chacune, et un beau bracelet à l'intérieur duquel, si cela se peut, nos noms seront inscrits, me paraît être l'objet sur lequel le choix s'est fixé.

M. de Montrond est revenu de Paris. Son esprit prompt et incisif est toujours le même, et quoique assurément il ne soit rien moins qu'ennuyeux, je me sens reprise de cette espèce de malaise qu'éprouvent souvent ceux qui sont dans l'atmosphère d'un être venimeux, dont la piqûre est à redouter. Le charme qui a longtemps fasciné M. de Talleyrand, à son égard, n'existe plus et a d'autant mieux fait place à un sentiment de fatigue et d'oppression que l'ancienneté de leurs relations, et leur intimité passée, ne permettent pas d'en secouer entièrement le joug.

Il ne me semble pas que M. de Montrond apprenne rien de nouveau de Paris. Il parle de l'habileté du Roi, personne ne la conteste; que le Roi parle toujours, et toujours de lui-même, c'est également connu. M. de Montrond se plaint de la destruction de toute société à Paris, de l'esprit de division qui la brise et qui ne s'adoucit point. Il raconte assez drôlement les embarras de famille de Thiers, les prétentions diplomatiques du maréchal Soult pour son fils, les craintes qu'inspire à Rigny, et à d'autres, l'espèce d'effet que produit ici, à ce qu'ils croient, M. Dupin. Ils y voient le symptôme d'une entrée future au ministère et en veulent presque à M. de Talleyrand des politesses qu'il lui fait. Ils ne sentent pas que le bon

accueil qu'on fait ici à M. Dupin (l'homme le moins propre, par lui-même, à plaire à la bonne compagnie anglaise) n'est dû qu'au désir de nous être agréable, et que le prix que nous y mettons ne tient qu'à faire tourner les grosses phrases redondantes de M. Dupin à l'avantage de l'alliance anglaise dont il était le vif adversaire.

J'ai trouvé lord Grey, hier, d'un découragement point du tout dissimulé : c'est un mal contagieux et qui semble avoir atteint tous ses adhérents. Cette lassitude, ce dégoût de lord Grey, me semble le plus fâcheux symptôme de l'affaiblissement du Cabinet actuel. Les coups, qui sont portés dans le *Times* par lord Durham à lord Grey, blessent celui-ci au cœur. Les conservatifs comme les radicaux exploitent déjà la succession des Whigs ; il est impossible de ne pas voir que le moment est critique pour tous.

En causant, hier, avec un de mes amis, je me suis souvenue qu'ayant eu, à l'âge de dix-sept ans, comme beaucoup d'autres femmes de Paris à cette époque, la fantaisie, ou la faiblesse, de consulter Mlle Lenormand, qui était alors fort en vogue, je pris, d'abord, toutes les précautions que je crus suffisantes pour ne pas être connue d'elle. Il fallait lui demander et son jour et son heure ; je le fis faire, pour moi, par ma femme de chambre, sous des noms et des demeures supposés ; elle répondit, et je fus, au jour fixé, à deux heures après midi, avec ma femme de chambre, dans un fiacre pris à une certaine distance de chez moi, jusqu'à la rue de Tournon où demeurait la devineresse. Sa maison n'avait pas mauvaise apparence ; l'appartement était propre, et même assez orné. Il fallut

attendre le départ d'un monsieur à moustaches que nous vîmes sortir du cabinet où la sybille rendait ses oracles. J'y fis entrer ma femme de chambre avant moi, mon tour vint ensuite. Après quelques questions sur le mois, le jour et l'heure de ma naissance, sur l'animal, la fleur et la couleur que je préférais, et sur les mêmes objets qui me déplaisaient particulièrement, après m'avoir demandé si je voulais qu'elle fît pour moi la grande ou la petite cabale dont le prix différait, elle arriva enfin à ma destinée, dont elle me dit ce qui suit; je laisse juger à ceux qui me connaissent bien si ce qu'elle me prédit alors s'est vérifié, en tout ou en partie; l'avenir laisse d'ailleurs encore de la marge aux événements qu'elle a signalés et qui, sans s'être réalisés jusqu'à présent, paraissent moins invraisemblables qu'ils ne me l'ont semblé alors. Peut-être ai-je oublié quelques détails insignifiants, mais voici les traits principaux de cette prédiction, que j'ai racontée, depuis, à plusieurs personnes, entre autres à ma mère et à M. de Talleyrand.

Elle me dit donc que j'étais mariée; qu'il existait entre moi et un grand personnage un lien spirituel (j'ai expliqué ceci parce que mon fils aîné était le filleul de l'Empereur Napoléon); que je me séparerais de mon mari après de nombreux embarras et tourments; que mes chagrins ne cesseraient que neuf années après cette séparation; que ces neuf années seraient marquées par des épreuves et des calamités de tous genres pour moi; elle m'a dit aussi que je deviendrais veuve, que je ne serais plus jeune alors, sans cependant être trop vieille et que je me remarierais;

qu'elle me voyait, pendant beaucoup d'années, fort rapprochée d'un personnage qui, par sa position et son influence, m'obligerait à jouer une espèce de rôle politique et me donnerait assez de crédit pour sauver la liberté et la vie de quelqu'un. Elle m'a dit encore que je vivrais dans des temps fort orageux, difficiles et pendant lesquels il y aurait de grands bouleversements; qu'un jour, même, je serais éveillée à cinq heures du matin par des hommes armés de piques et de haches, qui entoureraient ma demeure pour me faire périr, que je parviendrais cependant à me sauver de ce danger auquel j'aurais été exposée par mes opinions et mon rôle politiques; que je m'échapperais déguisée; qu'elle me voyait encore en vie à soixante-trois ans et sur ma demande si c'était là le terme assigné à mon existence, elle m'a répondu : « Je ne prétends pas que vous mourrez à soixante-trois ans, je veux dire seulement que je vous vois vivante encore alors; plus tard, je ne sais rien de vous ni de votre destinée. »

Les circonstances principales de cette prédiction me parurent, alors, trop hors du cours probable des événements pour qu'elles me rendissent inquiète ou soucieuse; je le répétai à mes amis plutôt pour jeter du ridicule sur ma propre faiblesse qui m'avait conduite en si étrange compagnie, et quoique le moins vraisemblable de cette prédiction se soit vérifié, tels que ma séparation, de longs chagrins, l'intérêt que j'ai été forcée de prendre aux événements publics, par celui qu'ils inspiraient à M. de Talleyrand, j'avoue qu'à moins du récit d'une autre prédiction, je ne songe que fort rarement à celle de Mlle Lenormand,

pas plus qu'à sa personne, qui était, cependant, assez étrange pour ne pas être oubliée. Elle avait l'air d'être âgée de plus de cinquante ans, lorsque je la vis ; sa taille était plutôt élevée, ses façons brusques, sa robe noire lâche et traînante ; son visage d'une mauvaise couleur mêlée, ses dents gâtées, ses yeux petits, vifs et sauvages, sa physionomie rude et curieuse tout à la fois, sa tête découverte, ses cheveux gris, hérissés et en désordre, achevaient de la rendre repoussante. Je fus soulagée en la quittant.

Je n'ai jamais eu semblable curiosité depuis ; mais si je ne l'ai pas éprouvée, c'est bien plutôt par une certaine terreur de ce qui pourrait m'être annoncé, et par un certain dégoût pour l'espèce de monde dont c'est l'industrie, que par usage de ma raison. Si j'avouais toutes mes superstitions, je ferais grand tort à mon bon sens !

Ces oracles de Mlle Lenormand me revinrent cependant à la mémoire lorsqu'en juillet 1830, seule à Rochecotte, entourée d'incendies, et recevant les nouvelles des journées de Paris, je vis passer sous mes fenêtres les régiments que le général Donnadieu dirigeaient sur la Vendée, où on croyait que Charles X se rendrait. J'entendais les uns hurler contre les Jésuites, qu'ils accusaient bêtement de jeter des mèches inflammables dans leurs maisons et dans leurs champs ; les autres crier contre les *mal pensants* tels que moi. Le curé vint se réfugier chez moi, pendant que le maire me demandait si je ne croyais pas qu'il fallût chasser de la commune cette soutane noire, qui, selon lui, sentait le soufre. Je me voyais déjà cernée par des piques

et des haches, et me sauvant, comme je pouvais, en bonnet rond et en blouse. Je m'en suis tirée alors, mais quelquefois je me suis dit : « C'est partie remise, tu n'y échapperas pas. »

Londres, 10 *juin* 1834. — Lord Dacre, qui devait entrer au ministère, a fait une chute de cheval, causée par un coup de sang, qui le met hors de cause. On songe, maintenant, à mettre M. Abercromby à la tête de la Monnaie, en lui donnant entrée au Conseil.

Nous avions hier un dîner arlequin : M. Dupin, les jeunes Ney et Davoust, M. Bignon et le général Munier de la Converserie. Si de dire du mal de tout le monde est une manière de dire du bien de soi, M. Dupin n'y a pas manqué ; il a indignement traité Roi et ministres, hommes et femmes de Paris. Les uns sont avares, bavards, sans tenue ; les autres sont des brigands, des contrebandiers, des sapajous, que sais-je? Les mauvaises mœurs ont eu leur diatribe ; c'était la justice armée d'un glaive exterminateur. M. Piron, le cicerone de M. Dupin et son très humble serviteur, me donnait la petite pièce par les formules multipliées de son adulation ; il louait surtout M. Dupin de la manière lucide et détaillée, dont il expliquait aux ministres anglais les embarras et les dangers de leur position. Je crois qu'ils auraient autant aimé qu'on ne vînt pas d'outre-mer leur dire ce qu'ils savaient de reste.

Après le dîner, il m'a fallu subir la doucereuse fausseté de M. Bignon. Il me rappelle le mielleux et le subalterne de Vitrolles ; il en a un peu la figure, beaucoup le parler

et surtout le maintien. Je trouve, cependant, la conversation de M. de Vitrolles plus animée, et son imagination plus brillante. Du reste, j'ai causé avec M. Bignon, hier, pour la première fois, et j'aurais tort de le juger sur cette seule conversation; mais il est impossible de ne pas être frappé de sa manière calme et soumise qui met, tout d'abord, en défiance.

Londres, 11 *juin* 1834. — La nomination de M. Abercromby est dans le *Globe* d'hier soir; nous verrons si cela adoucira le ton du *Times* qui, hier matin encore, malmenait cruellement le pauvre lord Grey.

Dans la quantité de mots cités de M. de Talleyrand, il en est un fort joli, et peu connu, que voici : M. de Montrond lui disait, l'année dernière, que Thiers était un bon enfant, et pas trop impertinent pour un parvenu. « Je vais vous en dire la raison », reprit M. de Talleyrand, « c'est que Thiers n'est pas *parvenu*, il est *arrivé*. » J'ai peur que ce mot, si délicat, ne perde un peu le mérite de la vérité, mais la faute en serait à M. Thiers. L'impertinence lui devient familière; depuis son mariage, il vit dans une sorte de solidarité avec les plus petites gens du monde, mal famés, prétentieux, *parvenus* pour le coup, et non pas *arrivés !* Il est impossible que, malgré tout le déluge d'esprit dont il inonde la boue qui l'environne, il ne finisse pas par en être, si ce n'est étouffé, du moins bien éclaboussé. C'est vraiment grand dommage !

Londres, 12 *juin* 1834. — J'ai entendu raconter, hier,

à Holland-House, que l'abbé Morellet se plaignant au marquis de Lansdowne d'avoir perdu ses pensions et ses bénéfices à la Révolution, pour laquelle il avait, cependant, et tant parlé, et tant écrit, le Marquis lui répondit : « Que voulez-vous, mon cher ; il y a toujours quelques soldats blessés dans les armées victorieuses. »

Londres, 13 *juin* 1834. — On répand le bruit que dom Miguel s'est évadé, qu'une conspiration a éclaté à Lisbonne contre dom Pedro ; on ajoute mille détails sinistres. Il paraît que tout ceci n'est que jeu de bourse, et que le vrai est réduit à quelques démonstrations fâcheuses pour dom Pedro, lorsqu'il s'est montré au spectacle. Ce serait, du reste, la meilleure conclusion de ce grand drame que l'expulsion simultanée des deux rivaux.

On s'étonne un peu que dom Miguel ne soit point encore débarqué en Angleterre. Don Carlos est arrivé hier à Portsmouth sur le *Donegal*.

L'Espagne se choque, avec raison, que le duc de Terceire et le commissaire anglais qui ont fait signer à dom Miguel des garanties contre son retour, n'en aient pas réclamé de don Carlos. On voudrait, maintenant, que l'Angleterre et la France prissent des mesures contre don Carlos, de façon à le mettre au ban de l'Europe : mais cela n'est pas admissible, malgré les notes du marquis de Miraflorès et les diatribes de lord Holland.

Il se tient d'étranges discours à Holland-House. Le petit Charles Barrington y disant l'autre jour qu'il n'avait pu monter à âne parce que c'était dimanche et que la religion

défendait de monter à âne le dimanche, M. Allen lui répondit en grommelant : « Never mind; the religion is only for the donkeys themselves. »

M. Spring Rice vient d'être élu à Cambridge, mais à une petite majorité, ce qui ne plaît guère au ministère.

Sir Henry Halford, M. Dedel, la princesse de Lieven sont revenus émus, ravis, enivrés des brillantes journées d'Oxford pour la réception du duc de Wellington comme Chancelier de l'Université. Cette solennité était vraiment unique dans son genre; le caractère et le passé du duc de Wellington qui, il y a quatre ans encore, avait été lapidé à Oxford, pour avoir fait passer le Bill de l'émancipation des catholiques, la magnificence de la cérémonie, le nombre et la qualité des spectateurs, les traditions séculaires qui s'y sont reproduites, les émotions de tous, l'unanimité des applaudissements, enfin tout était remarquable et ne se renouvellera plus. Le duc de Cumberland, si généralement impopulaire, a trouvé là un bon accueil. Les idées religieuses anglicanes y dominaient; toutes les préventions personnelles disparaissent, devant les dangers dont l'Église est menacée, ce qui a fait juger avec faveur tous ceux que l'on croit disposés à la défendre. C'était moins le grand capitaine qu'on applaudissait dans le duc de Wellington que le défenseur de la foi.

Il est fâcheux qu'au milieu de la licence qu'on accorde, dans semblables occasions, aux étudiants, ils se soient permis de huer les noms de lord Grey et d'autres, qu'ils proféraient à haute voix, pour avoir ensuite le plaisir de les siffler. Le duc de Wellington a témoigné, chaque fois,

que de telles manifestations lui déplaisaient; mais, malgré les signes d'improbation, elles se sont plusieurs fois reproduites.

On dit qu'au moment où le Duc a pris la main de lord Winchelsea, auquel il venait de donner le bonnet de docteur, le souvenir de leur ancien duel est venu à la pensée de tous, et que c'est là ce qui a provoqué le plus d'applaudissements. Ils ont été non moins vifs cependant, et plus touchants peut-être, lorsque lord Fitzroy-Somerset s'est approché du Duc, et que, ne pouvant lui offrir la main droite, perdue à Waterloo, ce fidèle ami et compagnon lui a tendu la gauche. Mais ce qui paraît avoir excité un enthousiasme inouï, et avoir fait retentir la salle d'un éclat extraordinaire et prolongé à l'infini, c'est la strophe d'une ode adressée au Duc qui finissait par deux vers dont voici le sens : « Quel est celui, qui, seul, a su résister à ce sombre et ténébreux génie, qui avait bouleversé le monde, et le vaincre? C'est toi, vainqueur à Waterloo. » Tout l'auditoire alors s'est levé spontanément, les cris, les pleurs, les acclamations ont été électriques, et comme disait Mme de Lieven, « le duc de Wellington peut mourir aujourd'hui et moi partir demain, car j'ai assisté à ce que j'ai vu de plus merveilleux dans les vingt-deux années que j'ai passées en Angleterre ».

Londres, 14 *juin* 1834. — Un improvisateur allemand, qui se nomme Langsward, m'a été recommandé par Mme de Dolomieu. Il a fallu lui faire honneur et réunir, assez péniblement, tous ceux qui, ici, savent quelque peu

l'allemand, pour entendre ce poète. Ce n'était pas mauvais : des bouts-rimés, assez heureusement remplis; un morceau, en vers, sur Inès de Castro, et plus tard, en prose, une scène populaire viennoise, indiquent certainement de la verve et du talent. D'ailleurs, le don de l'improvisation poétique indique, presque toujours, une faculté à part, même dans les gens du Midi, dont la langue est, par ses seuls accents, une vraie harmonie; à plus forte raison y a-t-il difficulté vaincue à être poétiquement inspiré, à travers les accents moins flexibles des langues du Nord. Cependant, les improvisateurs, même Sgricci, m'ont toujours paru plus ou moins froids ou ridicules. Leur enthousiasme est outré et factice, les étroits salons dans lesquels ils sont renfermés, et qui n'inspirent, ni le poète, ni les spectateurs, rien en eux, ni autour d'eux, ne monte au diapason poétique. Il me semble qu'il faudrait, pour que l'enthousiasme puisse être contagieux, la campagne pour théâtre, le soleil pour lumière, un rocher pour siège, une lyre pour accompagnement, des événements d'un intérêt général et rapproché pour sujets, enfin un peuple tout entier pour auditoire : Corinne si l'on veut, Homère avant tout! Mais un monsieur en frac, dans un petit salon de Londres, devant quelques femmes qui cherchent à s'échapper, pour aller au bal, et quelques hommes, dont les uns songent aux protocoles de la Belgique, et les autres aux courses d'Ascot, ne sera jamais qu'une espèce de mannequin rimeur, fastidieux et déplacé.

Mme de Lieven m'a montré, hier, une lettre de M. de Nesselrode, dans laquelle il se plaint du mauvais esprit

tracassier et agitateur de lord Ponsonby, qui, ajoute-t-il, fait enrager le pauvre Divan. L'amiral Roussin y est, comparativement, trouvé charmant.

Dom Miguel est, décidément, embarqué, et se rend à Gênes.

Londres, 15 *juin* 1834. — A peine dom Pedro se sent-il délivré de la présence de son frère, et point encore sous les yeux des Cortès, qu'il se hâte de détruire couvents, moines et religieuses. Je ne sais si cela sera encore admiré à Holland-House, mais cela me fait l'effet d'être une folie impie dont il pourrait bien ne pas tarder à se repentir.

Les Rothschild, qui prétendent tout savoir, sont venus dire à M. de Talleyrand, que le marquis de Miraflorès venait de partir pour Portsmouth, afin d'y offrir de l'argent à don Carlos, sous la condition qu'il signerait des engagements semblables à ceux acceptés par don Miguel.

M. Bignon, le jour où il a dîné, avec M. de Talleyrand, chez lord Palmerston, a dit au premier qu'il désirait lui parler, et, avec un air et un ton mystérieux et intime, il lui a dit : « Maintenant que j'ai dîné chez lord Palmerston, on ne dira plus à Paris que je ne puis pas être ministre. » Cette étrange conclusion a été suivie de blâmes indiscrets contre le Cabinet français, et d'un peu de surprise que M. Dupin n'eût pas fait à M. de Talleyrand des ouvertures du même genre. Il faut convenir que rien ne saurait être plus présomptueux que cet esprit, soit qu'il prenne la forme doucereuse et souple de M. Bignon, soit qu'il revête la forme doctorale et rude de M. Dupin.

Londres, 16 *juin* 1834. — A propos de M. Dupin, sa mère étant morte, à Clamecy en Nivernais, il y a quelque temps, il a fait graver sur sa tombe : « *Ci-gît la mère des trois Dupin.* »

Il y a d'assez bons contes ici sur lui et sur son cicerone, l'aimable Piron. M. Ellice les menant un jour, tous deux, voir je ne sais quelle curiosité de Londres, M. Dupin déploya, dans la voiture, un grand mouchoir de poche, à carreaux, bien commun, et, après l'avoir étendu à quelque distance de son visage, il cracha dedans, en visant assez juste le milieu du mouchoir. M. Piron lui dit alors, tout haut, et avec un air fort capable : « Monsieur, dans ce pays-ci, on ne crache pas devant le monde. »

Le choix de M. Fergusson, pour une des places de haute magistrature, donne de plus en plus une couleur radicale au Cabinet anglais. Lord Grey, sans presque s'en douter, est ainsi entraîné vers un abîme, dans lequel le pousse sa faiblesse et que ses instincts et ses tendances naturelles repoussent. Lord Brougham se vante d'avoir tout rajusté ; lord Durham dit, au contraire, que c'est lui seul qui a décidé tous les nouveaux arrivants à accepter, probablement pour lui frayer la route. Celui-ci s'est, pour le moment, retiré dans sa villa, près de Londres, d'où il dit : « J'ai fait des Rois et n'ai pas voulu l'être. »

Le marquis de Conyngham est désigné, dit-on, pour les Postes, sans entrée au Conseil; c'est un choix de société dans lequel la politique semble être hors de cause.

Au dîner high-tory que le Lord-maire donne le 22 au

duc de Gloucester, le duc de Richmond a accepté d'être présent. Le duc de Wellington, qui, depuis l'indigne conduite de la Cité à son égard en 1830, a juré de n'y plus reparaître, s'est fait excuser, sans cacher son motif. Pourtant, ce n'est plus le même Lord-maire, et probablement le Duc recevrait aujourd'hui un accueil très flatteur, mais enfin il a fait un serment et il veut le tenir.

M. Backhouse, le sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, a été envoyé à Portsmouth pour prendre les ordres de l'infant don Carlos, sur tout ce qui pourrait lui être agréable, excepté cependant de lui offrir de l'argent, cette réserve paraissant être la seule manière d'appuyer efficacement la négociation du marquis de Miraflorès, qui, lui, est chargé d'offrir à l'Infant, de la part de son gouvernement, une pension annuelle de trente mille livres sterling, sous la condition de prendre des engagements semblables à ceux de dom Miguel. On suppose que la misère absolue dans laquelle l'Infant, sa femme, ses enfants, la duchesse de Beïra, sept prêtres et beaucoup de dames, en tout soixante-douze personnes, qui sont à bord du *Donegal*, se trouvent réduits, et qui est telle qu'ils n'ont pas de quoi changer de linge, rendra la négociation assez facile. On ne sait point encore quels sont les projets de don Carlos, les uns disent qu'il veut se retirer en Hollande, d'autres nomment Vienne, d'autres enfin parlent de Rome ; ce dernier projet paraît être particulièrement désagréable au gouvernement actuel d'Espagne, mais personne n'a le droit d'influencer ce choix.

On attend, ici, assez prochainement, M. de Palmella,

qui s'y annonce pour terminer des affaires personnelles, mais on suppose assez généralement que c'est pour aviser aux moyens de se débarrasser de dom Pedro dont les absurdes folies ne satisfont personne. Ce serait alors le moment de choisir un mari à doña Maria da Gloria, et la manière, peut-être, de débourrer cette jeune Princesse, qui n'a, encore, que les allures d'un jeune éléphant.

Lord Palmerston, selon ses bonnes et courtoises habitudes, avait envoyé M. Backhouse à Portsmouth, sans en dire mot à M. de Talleyrand, qui ne l'a appris que par le bruit public. Cela a amené un petit bout d'explication entre lord Grey et moi. Il faut convenir qu'il est impossible d'être meilleur, plus plein de candeur, de sincérité et de bonnes intentions que lord Grey. Je suis sans cesse touchée de ses qualités d'homme et frappée de son incapacité d'homme politique. Il a encore couru après moi, sur son escalier, pour justifier lord Palmerston sur le fait de toute mauvaise intention et pour me prier de l'excuser près de M. de Talleyrand. J'ai répondu à cela, par le vieux dicton français que l'enfer était pavé de bonnes intentions et j'ai ajouté en anglais : « Well, I promise you to tell to M. de Talleyrand that lord Palmerston is as innocent as an unborn child, but I don't believe a word of it. » Cela a fait rire lord Grey, qui a pris le tout à merveille de ma part, ce qu'il fait toujours.

Londres, 17 *juin* 1834. — Don Carlos n'a pas voulu voir M. de Miraflorès, il n'a reçu que M. Backhouse, auquel il a fait comprendre qu'il n'accepterait pas un

écu à condition de céder le plus petit de ses droits. Il a chargé M. Sampaïo, l'ancien consul de dom Miguel à Londres, de lui chercher une maison à Portsmouth, où il veut se reposer pendant quinze jours, puis de lui en trouver une près de Londres pour y passer quelque temps.

Le gouvernement anglais attribue le refus de don Carlos à un crédit d'un million, qu'il croit être sûr que l'Infant a trouvé à Londres chez M. Saraiva, l'ancien ministre de dom Miguel en Angleterre : on prétend même, ce qui est peu vraisemblable, que ce crédit lui a été ouvert par le duc de Blacas. L'évêque de Léon, qu'on dit être un assez mauvais homme, mais habile, à la façon d'un moine espagnol, est avec l'Infant ; c'est lui qui est le conseil et l'âme de cette cour fugitive.

Le marquis de Conyngham, fils de la célèbre favorite de George IV, succède décidément, à la direction des Postes, à son beau-frère, le duc de Richmond ; il est jeune, beau, élégant, homme à bonnes fortunes, recevant et écrivant plus de billets que de lettres ; aussi dit-on qu'il est le *Post-master general of the two penny Post*.

Londres, 18 *juin* 1834. — Il y a toujours une grande confusion, et un conflit de juridiction, dans toutes les réunions de dames, et malgré la présidence de la duchesse-comtesse de Sutherland, il y a eu bien des discussions et des hésitations pour ce bracelet à offrir à Mme de Lieven. Quelques dames se sont retirées par économie, d'autres parce qu'elles n'étaient pas directrices de l'affaire, enfin, il en reste trente. Le choix des pierres et la façon

de les monter ont été un autre chapitre difficile : point d'opales, la Princesse ne les aime pas ; pas de rubis, ils sont trop chers ; les turquoises viennent de Russie, ce serait envoyer de l'eau à la rivière ; les améthystes de même ; les saphirs, la Princesse en possède de superbes ; l'émeraude peut-être ; mais non — mais oui — mais cependant — pourquoi pas ? — ce ne sera pas ce que je croyais — le péridot n'est pas assez distingué ; il faut demander à la Princesse elle-même... C'est ce que l'on a fait ; voilà le mystère éventé, la surprise finie et une grosse perle choisie.

Vient ensuite la question plus délicate, plus littéraire, celle de l'inscription dédicatoire. Ces dames tiennent à ce que les mots gravés soient en anglais ; alors, en ma qualité d'étrangère, je me retire. On me témoigne des regrets obligeants ; je persiste, comme de raison, et me voilà hors de cause. Je reste comme simple spectatrice et je ne m'en amuse pas moins. On essaye de vingt rédactions différentes, les poétiques, les symboliques : les unes veulent jouer sur l'image de la perle, et disent que la perle a été choisie parce que la Princesse est la perle des femmes, les autres trouvent que l'image ne serait pas assez exacte pour l'adopter : on veut y mêler un petit mot adressé aux talents politiques de la Princesse, ce qui fait rappeler à l'ordre. Il faut encore trouver un moyen de rappeler les noms des donatrices sans blesser les autres dames de la société anglaise. Aussi on me consulte ; je réponds que je ne sais pas assez d'anglais pour avoir un avis ; on me demande ce que je mettrais si c'était en fran-

çais, je le dis, et, de guerre lasse, on se décide à le traduire en anglais et à l'adopter. Ce sont quelques mots fort simples : « Testimony of regard, regret and affection presented to the princess Lieven on her departure, by some english ladies of her particular aquaintance. July 1834. »

Londres, 19 *juin* 1834. — Mme de Lieven, qui est venue hier matin chez moi, et qui est dans une émotion toujours croissante à mesure que son départ approche, emportée par l'espèce de fièvre qu'elle éprouve, m'a dit avec amertume qu'elle était sûre qu'il y avait, outre lord Palmerston, une seconde personne soulagée de son départ, et que c'était le Roi d'Angleterre ; qu'il s'était refusé à écrire la lettre autographe qui, tout en mettant l'amour-propre de son ministre à couvert, aurait pu faire revenir sur le rappel de M. de Lieven ; que Palmerston avait endoctriné le Roi sur les inconvénients qu'il y avait à la trop longue résidence des ambassadeurs étrangers à sa Cour ; qu'ils y devenaient trop initiés et y acquéraient même une puissance réelle et importante ; bref, le Roi est charmé du départ de Mme de Lieven, et elle en fait honneur à Palmerston, ce qui n'augmente pas son goût pour lui. Elle trouverait une consolation à la pensée de l'abîme qui s'ouvre sous ses pieds ; en effet, le ministère, tout entier, ne paraît rien moins que solide, et le plus ébranlé d'entre ses membres est sans doute lord Palmerston. Ses collègues n'en font plus grand cas. Lord Grey convient qu'il parle mal aux Communes, le Corps diplomatique déteste son arrogance, les Anglais le trouvent

mal élevé. Son seul mérite paraît, après tout, ne consister que dans une facilité remarquable à parler et à écrire le français. Le départ des Lieven, qui fait de la peine à tout le monde et très certainement à lord Grey, est si généralement attribué à l'entêtement impertinent de lord Palmerston, que personne ne cherche à dissimuler cette conviction, pas même les ministres, ses collègues. Aussi, dans les nombreux dîners et les réunions d'adieu qu'on offre aux Lieven, personne n'invite lord Palmerston ; c'est d'autant plus remarquable que lady Cowper est nécessairement de tous. Il n'a pas laissé que d'en être très piqué, surtout de la part de lord Grey. Celui-ci s'en est fait un petit mérite près de Mme de Lieven en lui disant : « Vous voyez, j'ai réuni vos amis et j'ai évité Palmerston. » La pauvre lady Cowper a le reflet de toute l'humeur de lord Palmerston ; on dit qu'il la lui témoigne rudement.

Le duc de Saxe-Meiningen est arrivé, sur l'invitation du Roi, pour escorter la Reine, sa sœur, pendant son voyage en Allemagne. Elle part, dit-on, le 4 juillet ; le Roi insiste pour que ce soit le 2 : il est si étrangement pressé de ce départ qu'il a arrangé à lui tout seul, que beaucoup de gens croient qu'il ne laissera pas revenir la Reine de sitôt, et que personne ne doute du plaisir qu'il anticipe à reprendre la vie de garçon. Tout le monde tremble de ce qu'il va imaginer pour se divertir : le genre de ses plaisirs, l'ordre des personnes qu'il y appellera, tout cela donne à penser aux gens comme il faut, et les inquiète. Il a, sûrement, de singulières fantaisies en tête, puisque l'autre jour, à dîner, il a interpellé tout haut un

vieux amiral qu'il a beaucoup connu jadis, en lui demandant s'il était toujours aussi gaillard qu'il l'avait connu ; et l'amiral lui ayant répondu que l'âge des folies était passé, le Roi a repris que, quant à lui, *il comptait bien s'y remettre !*

C'est toujours un événement pour moi que l'arrivée d'une lettre de M. Royer-Collard, d'abord parce que je lui suis fort attachée, puis parce qu'il dit beaucoup en peu de mots, toujours d'une manière frappante, et avec un ton qui n'appartient qu'à lui et qui donne longtemps à penser. C'est ainsi que dans la lettre que je viens de recevoir, il y a ceci plein de vérité et d'une malice de bon goût : « Il a bien de l'esprit (c'est de Thiers dont il s'agit); il lui manque du monde, et l'expérience que le monde donne, de la gravité et quelques *principes ;* en écrivant ce mot, il me vient à l'esprit que vous me prendrez pour un *doctrinaire*, ce serait bien injuste, car ils sont bien exempts de *ce faible-là*. »

Londres, 20 *juin* 1834. — Des lettres tombées en mains peu sûres ont appris que le duc de Leuchtenberg, fatigué de l'éclat qu'avaient eu les projets de la sœur de la duchesse de Bragance, pour lui faire épouser doña Maria, priait la Duchesse d'y renoncer désormais, parce qu'ils avaient inspiré trop de méfiance pour qu'ils puissent réussir ; mais il engage, en même temps, sa sœur, à songer à leur jeune frère Max qui n'a pas éveillé de soupçons, et qu'il serait plus aisé de faire arriver au but. Maintenant que ce second projet est dévoilé, il est proba-

ble que son exécution sera aussi vivement contrariée que l'a été la première intrigue de cette ex-impératrice. On la dit singulièrement active et ambitieuse, sous des dehors très doux, très agréables et surtout très simples.

La conversation ayant tourné, hier au soir, dans notre salon, sur le caractère et la position de Mirabeau, j'ai entendu M. de Talleyrand répéter un fait curieux : c'est qu'à la Restauration, ayant été, pendant la durée du gouvernement provisoire, en possession des archives les plus secrètes de la Révolution, il y avait trouvé la quittance en règle donnée par Mirabeau de l'argent reçu de la Cour. Cette quittance était motivée et précisait les services qu'il s'engageait à rendre. M. de Talleyrand a ajouté que, malgré cette transaction d'argent, il serait injuste de dire que Mirabeau se fût *vendu ;* que tout en recevant le prix des services qu'il promettait, il n'y sacrifiait cependant pas son opinion ; il voulait servir la France, autant que le monarque, et se réservait la liberté de pensée, d'action et de moyens, tout en se liant pour le résultat. D'après cela, sans mériter le jugement extrême de bassesse et d'avilissement que plusieurs ont porté contre Mirabeau, on peut, cependant, se permettre de trouver que son caractère était infiniment moins élevé que son esprit. Il appartenait, d'ailleurs, à une mauvaise race ; le père, la mère, le frère, la sœur, tous étaient ou fous, ou méchants, ou livrés à mille turpitudes. Et cependant, malgré une déplorable réputation, arrivant partout comme une espèce de forçat libéré, d'une laideur remarquable et habituellement sans argent, quelle influence magique n'exerce-t-il

pas? Elle est telle, que son souvenir même l'exerce encore ; que cette prodigieuse organisation en impose ; que cette verve surabondante ravit et attache même à travers les formes ennuyeuses et fatigantes dont on l'a emmaillotée, dans le livre que son fils adoptif vient de faire paraître. L'authenticité des matériaux, l'abondance des citations originales, et leur intérêt merveilleux, dédommagent souvent de la gaucherie et de la pesanteur de la mise en œuvre.

Il a d'ailleurs, pour moi, un mérite particulier, celui d'éclairer mon ignorance. Je n'avais qu'une idée très vague de Mirabeau, il était resté voilé pour moi qui connais si imparfaitement la Révolution française. Elle est trop près de moi, pour en avoir fait l'objet d'études historiques, et elle ne m'a pas été assez contemporaine, pour avoir appris à la connaître pendant sa durée; quelques récits de M. de Talleyrand, les *Mémoires* de Mme Roland, voilà tout ce que j'en sais. D'ailleurs, j'ai une répugnance si vive pour cette dégoûtante et terrible époque, que je n'ai jamais eu le courage d'y arrêter ma pensée, et que j'ai presque toujours sauté à pieds joints l'abîme qui sépare 1789 de l'Empire. Les *Mémoires* de M. de Talleyrand auraient pu m'éclairer sans doute, mais je me suis trouvée trop préoccupée de l'individu pour bien saisir la question générale. M. de Talleyrand, dans ses *Mémoires*, apprend beaucoup mieux ce qui a amené la catastrophe qu'il n'en donne les détails. Il était, d'ailleurs, hors de France pendant les années les plus critiques. Son séjour en Amérique est un des épisodes les plus agréables de ses

souvenirs ; c'est, pour le lecteur comme pour lui-même, un temps de halte et de repos, qui met à l'abri des horreurs de la Convention et fait reprendre haleine avant d'arriver aux bouleversements armés de l'Empire.

M. de Talleyrand a ajouté, au sujet de la quittance de Mirabeau, que, la regardant comme un papier de famille et ne se sentant pas en droit de la garder, il l'avait remise à Louis XVIII lui-même et qu'il ignorait ce qu'elle était devenue.

Londres, 21 *juin* 1834. — M. de Talleyrand avait plus de cinquante-cinq ans lorsqu'il a commencé à écrire ses *Mémoires* ou plutôt un petit volume sur M. le duc de Choiseul. Partant en 1809 pour les eaux de Bourbon-l'Archambault, il demanda à Mme de Rémusat de lui prêter un livre à lire en route : elle lui donna l'*Histoire du dix-huitième siècle,* par Lacretelle, ouvrage inexact et incomplet. M. de Talleyrand, impatienté des erreurs et de l'ignorance qu'il y trouvait, mit les loisirs des eaux à profit pour tracer un tableau rapide, vrai et parfaitement vif et animé d'une des époques particulièrement dénaturées par Lacretelle. L'extrême plaisir que ce petit morceau fit aux personnes qui en eurent connaissance et l'intérêt que M. de Talleyrand trouva à l'écrire, lui donnèrent l'idée de grouper les événements subséquents autour d'un autre personnage qn'il avait beaucoup connu ; il fit alors son morceau sur M. le duc d'Orléans, non moins curieux que le premier, mais qu'il a, depuis, refondu aux trois quarts dans ses propres *Mémoires*. Ceux-ci vinrent, tout

naturellement, compléter, par des souvenirs plus personnels encore, les récits des deux époques, dont l'une avait vu préparer, et l'autre s'accomplir, la crise dans laquelle M. de Talleyrand a pris sa place historique. C'est pendant les quatre années de sa disgrâce près de l'Empereur Napoléon qu'il a le plus, et j'ajouterais, le plus brillamment écrit. De 1814 à 1816, il n'a presque rien fait pour ses *Mémoires;* plus tard, et jusqu'en 1830, il a revu, corrigé, ajouté, complété; il a lié son morceau sur Erfurth et un autre sur la catastrophe d'Espagne, qui a conduit Ferdinand VII à Valençay, au corps principal de ses *Mémoires;* il les a poussés jusqu'après la Restauration, mais toute sa correspondance durant le Congrès de Vienne, dont les originaux sont aux Affaires étrangères, et qui forme un curieux document, lui ayant été soustraite (c'est-à-dire les copies), il s'est trouvé sans matériaux et sans notes pour cette époque intéressante, et cela se sent parfois dans les *Mémoires*.

En général, il est fâcheux que M. de Talleyrand n'ayant jamais fait de journal ou pris des notes, et ayant la plus monstrueuse incurie et négligence pour ses papiers, se soit trouvé, le jour où il a voulu rassembler ses souvenirs, sans aucun autre moyen de les retrouver et d'en suivre exactement les détails, que sa mémoire, fort bonne assurément, mais nécessairement trop surchargée pour ne pas laisser quelquefois des lacunes regrettables (1).

(1) Explication rationnelle de ce qui fit l'étonnement du public, quand, en 1891, les *Mémoires* du prince de Talleyrand parurent, par les soins du duc de Broglie. La polémique qui s'éleva alors, sur le point de savoir

J'ai souvent entendu M. de Talleyrand raconter des anecdotes très piquantes, qui sont omises dans ses *Mémoires*, parce que, dans le moment où il écrivait, il n'y songeait plus. J'ai eu, moi-même, le tort de ne pas les écrire à mesure, et de m'en fier aussi à ma seule mémoire et la mémoire est souvent bien trompeuse pour soi-même et insuffisante pour les autres.

M. de Talleyrand a fait, malheureusement, trop souvent, et à toute sorte de monde, la lecture de ses *Mémoires* ou plutôt de telle ou telle partie de ses *Mémoires;* il les a dictés et fait recopier, tantôt à l'un, tantôt à l'autre : cela en a publié l'existence et a éveillé l'inquiétude politique des uns, la jalousie littéraire des autres; l'infidélité, la cupidité ont spéculé sur leur importance. On assure, et je suis portée à le croire, que plusieurs copies tronquées et envenimées par l'esprit libellique et haineux de ceux qui les possèdent, existent et doivent être publiées un jour ; ce serait un malheur, non seulement à propos des mauvaises passions que cela mettrait en jeu, mais aussi parce que ces copies infidèles ôteraient du mérite, de la nouveauté et de la curiosité aux *Mémoires* authentiques, lorsqu'un jour ils paraîtront. Ils seront comme déflorés d'avance.

Je n'en connais pas de moins libelliques que ceux-ci. Je ne dis pas qu'il ne s'y retrouve parfois de cette malice fine et gaie, qui est si naturelle à l'esprit de M. de Talleyrand, mais il n'y a rien de méchant, rien d'insultant ;

si M. de Bacourt n'avait pas tronqué le texte de ces *Mémoires*, ne peut recevoir une plus précise réponse que celle donnée par cette *Chronique*.

moins de scandale que dans aucun écrit de ce genre. Les femmes, qui ont tenu cependant tant de place dans les habitudes sociales de M. de Talleyrand, sont traitées par lui avec respect, ou au moins avec grâce, mesure et indulgence. On voit qu'il est resté reconnaissant du charme qu'elles ont répandu sur son existence; et si, un jour, les hommes graves trouvent ces *Mémoires* incomplets pour l'histoire, si les hommes curieux n'y trouvent pas toutes les révélations qu'ils y cherchaient, ils pourront peut-être en accuser l'insouciante paresse de M. de Talleyrand; mais les femmes devront toujours lui savoir gré de cette retenue de bon ton qui a refusé à l'insolence, à la grossièreté, au cynisme des publicistes libelliques du temps actuel, de nouvelles armes pour calomnier ou médire.

Londres, 22 *juin* 1834. — Sir Robert Peel, chez lequel j'ai dîné hier, me faisait observer que M. Dupin, qui y dînait aussi, ressemblait bien plus à un Américain qu'à un Français. C'est à peu près le plus mauvais compliment qui puisse sortir de la bouche d'un Anglais bien élevé! Sir Robert Peel m'a paru être tout particulièrement *in good spirits*. Le soin qu'il a mis à me questionner sur les membres du ministère français, et à insister sur son goût et son admiration pour M. de Talleyrand, m'a fait penser qu'il pouvait bien y avoir là quelque idée d'être bientôt en position d'avoir des affaires à traiter directement avec eux. J'ai demandé à sir Robert Peel s'il trouvait les allures et le ton de discussion changés, depuis le Parlement réformé. Il m'a répondu que oui, jusqu'à un cer-

tain point; mais que ce qui le frappait surtout, c'était le manque absolu de talents nouveaux, dans cette nouvelle émission de membres, dans la Chambre des Communes. Il m'a semblé en être au moins aussi satisfait que surpris; il a, en effet, de fort bonnes raisons pour désirer que les anciennes célébrités parlementaires ne soient pas effacées.

Sa maison est une des plus jolies, des mieux arrangées, des plus heureusement situées de Londres; pleine de beaux tableaux, de meubles précieux, sans faste, sans ostentation; le meilleur goût a présidé à tout et ne laisse percevoir aucune trace de l'obscure origine de sir Robert. La modeste et noble figure de lady Peel, le calme et la douceur de ses manières, les intelligentes figures de ses enfants, le luxe des fleurs dont la maison est parfumée, le grand balcon d'où on domine la Tamise, d'où on aperçoit Saint-Paul et Westminster, tout ajoute à l'ensemble et le rend aussi agréable que complet. Hier, par une belle soirée, vraiment chaude, avec la double lumière d'un beau clair de lune, et du gaz éclairant tant d'édifices et de ponts, dont les arches se réflétaient dans la rivière, on pouvait se croire partout ailleurs que dans la brumeuse Angleterre.

Londres, 23 *juin* 1834. — Lord Clanricarde, gendre de M. Canning, qui avait une place dans la maison du Roi, a donné sa démission, par humeur de n'avoir pas les Postes, qu'on a donné à lord Conyngham.

Le grand dîner conservatif de la Cité, d'avant-hier, a

été remarquable surtout par la présence du duc de Richmond et sa réponse au Lord-maire, lorsque celui-ci a porté la santé du duc de Wellington et des nobles Pairs présents; le duc de Richmond a répondu par une sorte de profession de foi de son attachement *to Church and State*, et, lorsque le Lord-maire a porté la santé du comte de Surrey, fils aîné du duc de Norfolk, membre de la Chambre des communes, mais qui n'est pas conservatif et qui est catholique, le Comte a répondu qu'il avait la conviction que la Chambre des communes ne se montrerait pas moins zélée que la Chambre Haute, pour le maintien *de l'Église; oui, de l'Église et de l'ancienne constitution du pays*. Les applaudissements ont été immenses.

Il paraît que tout tend, de plus en plus, à rapprocher M. Stanley de sir Robert Peel, et qu'on espère que cette réunion, qui est déjà fort avancée, amènera une dissolution du Cabinet actuel; mais on ne veut pas de trop brusques transitions, pour ne pas effaroucher John Bull, qui n'aime pas les Cabinets de coalition.

Londres, 25 *juin* 1834. — Il y a, chaque année, dans les grandes villes des Comtés d'Angleterre, ce qu'on appelle ici des *musical festivals :* on y exécute, en général, de grands oratorios; les artistes célèbres, de tous les pays, y sont appelés et payés très chèrement. Ces fêtes durent plusieurs jours; tout le beau monde se rend des différents points du Comté au chef-lieu; cela se passe dans les églises, où on se rassemble le matin, et les soirées sont consacrées à des divertissements plus mondains. Ces

fêtes sont, après les courses de chevaux, ce qui attire le plus de monde.

A Londres, ce festival n'a lieu que tous les cinquante ans : c'était hier cet anniversaire. Toute la Cour y a été, solennellement, et doit y retourner les trois autres jours. Westminster était rempli, et quoique moins imposant qu'au couronnement du Roi, le coup d'œil était cependant fort brillant encore; les arrangements bien pris, point de foule, ni d'embarras; c'était très bien. Le nombre des musiciens était énorme : tant chanteurs qu'instrumentistes, il y en avait sept cents. Mais, malheureusement, l'église de Westminster est si haute, et construite si en opposition avec tout effet musical, que ce nombre prodigieux de voix et d'instruments qui, disait-on, ferait crouler l'édifice, ne le remplissait même pas assez. C'est surtout pendant la première partie de la *Création*, de Haydn, que c'était extrêmement sensible. Le *Samson*, de Haendel, d'une création plus large et plus puissante, convenait mieux à la circonstance. La *Marche funèbre* m'a fait beaucoup d'impression, et l'air de la fin, chanté par miss Stevens, avec accompagnement obligé de trompettes admirablement exécuté, a été une belle chose. Mais le grand tort, pour l'effet général, a été d'avoir placé les chanteurs si bas, que leurs voix étaient perdues, avant d'avoir pu s'élever vers la voûte, et d'y avoir trouvé leur point de répulsion. Je crois, aussi, que l'orgue peut, seul, suffisamment remplir les vastes cathédrales ; tous les orchestres du monde restent maigres, et hors du style voulu, et j'ai regretté qu'on ne l'eût pas employé hier,

pour l'effet de l'ensemble, qui aurait été plus riche et plus frappant. J'ai été jusqu'à trouver quelque chose de choquant à cette musique de concert dans une église; cela m'a produit l'effet que pourrait faire un éloge académique, quelque noble et beau qu'il pût être, en chaire, à la place d'une oraison funèbre.

Londres, 24 *juin* 1834. — M. de Talleyrand disait hier, à propos de quelques Français : « C'est prodigieux, ce que la vanité dévore d'esprit. » Il me semble que rien n'est plus vrai, surtout dans l'application qu'il en faisait.

On annonce à M. de Talleyrand l'ordre du Sauveur, de Grèce, et celui du Christ, de Portugal. A l'occasion de ce dernier, il m'a raconté que, du temps de l'Empire, lorsque les ordres pleuvaient sur lui de toutes parts, le comte de Ségur, grand maître des cérémonies, se montrant un peu triste de n'en recevoir aucun, M. de Talleyrand pria l'Empereur de lui permettre de donner à M. de Ségur celui du Christ, qu'il venait de recevoir; ce qui fut fait, et à la grande satisfaction de M. de Ségur, qui, depuis, ne manquait jamais de se parer de son grand cordon.

Londres, 2 *juin* 1834. — Feu lord Castlereagh parlait un français très original : il disait à Mme de Lieven que ce qui lui faisait trouver le plus de plaisir dans sa conversation, c'est que son esprit devenait *liquide* près d'elle; et lui parlant, un jour, de l'union qui régnait entre les grandes puissances, il lui dit qu'il était charmé

qu'elles fussent toutes *dans le même potage*, traduction un peu trop littérale de l'anglais, *in the same mess !*

J'ai causé longtemps, hier, avec mon cousin Paul Medem; il comprend fort bien les difficultés de sa position, qui commencent par les regrets si vifs qu'éprouvent M. et Mme de Lieven à lui céder la place. Ce qui les aplanira en partie, c'est la recommandation fort sage de l'Empereur de Russie, de rester parfaitement étranger à la politique intérieure de l'Angleterre, de ne se faire ni whig, ni tory; et, à cette occasion, il m'a dit aussi que le vrai motif qui l'avait fait préférer à Matuczewicz, pour succéder à M. de Lieven, c'était la couleur marquée et tranchante que celui-là avait pris en Angleterre, où il avait fait de la politique anglaise comme John Bull lui-même.

Londres, 28 *juin* 1834. — Le Roi d'Angleterre est souffrant, et la hâte qu'il avait de voir partir la Reine s'est, tout à coup, changée en un vif regret de son éloignement. Elle a fait alors l'impossible pour qu'il lui permît de rester, mais le Roi a répondu qu'il était trop tard pour changer d'avis, que tout était prêt, il fallait partir; que de rester maintenant prêterait à mille conjectures fâcheuses qu'il fallait éviter; « d'ailleurs », a-t-il ajouté, « s'il y a bientôt quelque changement ministériel, il vaut mieux que vous soyez absente, pour qu'on ne puisse pas dire, comme on l'a fait il y a quelques années, que vous m'aviez influencé. » Le Roi a dit, le même jour, en parlant de ses ministres : « *I am tired to death by those people,* » et, sur

l'observation qu'il était alors bien singulier qu'il les gardât, il a répliqué, avec assez de bon sens : « Mais « lorsque, il y a deux ans, j'ai appelé les *tories*, ils m'ont « planté là au bout de vingt-quatre heures et m'ont rejeté « aux *whigs;* c'est ce qui ne doit pas arriver une seconde « fois; aussi ne ferai-je plus rien, ni pour ni contre, et je « les laisse se débattre comme ils l'entendent. » Et cela n'arriverait plus comme la dernière fois, car c'est le refus de sir Robert Peel d'entrer alors au ministère, qui a fait échouer la combinaison ; aujourd'hui, il est prêt à accepter l'héritage, et le public assez bien préparé à le lui voir saisir.

Il est fort question de la guerre intestine du Cabinet. Il paraît que lord Lansdowne ne veut pas rester avec M. Ellice, surtout après la déclaration faite par celui-ci, qu'il partageait les principes de M. O'Connell. On dit aussi que lord Grey ne s'arrange pas de M. Abercromby. Enfin, le manque d'ensemble dans le Cabinet est sensible pour le public, et je crois qu'il est assez habilement exploité par le parti conservateur. Le prince de Lieven a présenté hier Paul Medem à lord Grey, qui s'est montré très embarrassé, et qui, après un assez long silence, n'a trouvé à lui parler que de la France, de M. de Broglie, de M. de Rigny, des élections, etc., enfin, comme il aurait pu faire avec un chargé d'affaires de France ; mais pour celui de Russie, arrivant de Pétersbourg, c'était vraiment étrange. Lord Grey a fait des éloges excessifs de Broglie, et des questions froides et défiantes sur Rigny.

Londres, 29 *juin* 1834. — Il est assez singulier que,

dans les circonstances actuelles, lady Holland, qui a, du reste, toujours fait profession d'amitié pour lord Aberdeen, malgré la différence de leur politique, ait demandé à M. de Talleyrand de le rencontrer, à dîner, chez elle !

J'ai pris, hier, congé de la Reine : tout m'a semblé irrévocablement fixé pour son départ.

Don Carlos et sa suite sont établis à Gloucester-Lodge, jolie maison située dans un des faubourgs de Londres, qu'on appelle Old Brompton. Cette maison, qui appartient maintenant à je ne sais qui, a été bâtie par la mère du duc de Gloucester actuel, d'où lui vient le nom qu'elle porte. Cette grande proximité de Londres, dans laquelle don Carlos s'est placé, gêne et embarrasse tous les membres du Corps diplomatique, dont les Cours ont laissé dans le vague les relations avec l'Espagne. Les signataires de la Quadruple Alliance sont, nécessairement, hors de cause.

Londres, 30 *juin* 1834. — Le marquis de Miraflorès ne fait pas de grands progrès dans le *démené* du monde. L'autre jour encore, il en a singulièrement manqué : c'était chez le Chancelier, lord Brougham ; il venait de causer avec M. de Talleyrand qui, en se retournant pour s'en aller, se trouva en face de Lucien Bonaparte. On se salue et on se demande réciproquement, poliment, mais froidement, des nouvelles l'un de l'autre. M. de Talleyrand allait avancer pour se retirer, quand il se sent arrêté par le ministre d'Espagne qui, très haut, demande à l'ambassadeur de France de le présenter à Lucien Bonaparte ! Rien n'y manque !

Le duc de Wellington, que j'ai vu hier à un concert en l'honneur de Mme Malibran, m'a dit qu'il avait été le matin chez don Carlos, avec lequel il avait eu une très étrange conversation. Il n'a pas pu me la raconter, à cause de tout ce qui nous entourait et nous écoutait, mais il m'a dit cependant que rien n'égalait la saleté, la pauvreté et le désordre de ce Roi et de cette Reine d'Espagne et des Indes ! Cela étonnait d'autant plus le Duc, qu'ayant trouvé de l'argent ici, ils auraient bien pu acheter quelque peu de linge et de savon. Le Duc ne m'a dit, de leur conversation, que ceci : c'est que, d'abord, il leur avait dit la vérité, ce que le Duc fait toujours, et qu'ayant rencontré là un prêtre, il lui avait dit : « Voyez-vous, le bon Dieu fait sûrement beaucoup pour ceux qui l'invoquent, mais il fait encore plus pour ceux qui font quelque chose eux-mêmes pour leur propre service. » Le prêtre n'a rien répondu, si ce n'est qu'ils avaient un proverbe espagnol qui disait la même chose.

Londres, 1^er^ *juillet* 1834. — Nous avons reçu hier la nouvelle de la mort de Mme Sosthène de La Rochefoucauld, événement qui prouve que j'ai raison de soutenir qu'il n'y pas de malades imaginaires. En effet, rien n'est si ennuyeux et si fatigant pour soi-même que de s'observer, de se priver et de se plaindre ; comment, à la longue, jouer un pareil rôle, sans y être condamné par quelque avertissement intérieur et douloureux ? Mais il y a deux choses que le monde conteste toujours : ce sont les chagrins et les souffrances d'autrui, tant on craint d'être obligé de plaindre

et de soigner ; il est plus commode de nier un fait que de lui porter un sacrifice. J'ai passé ma vie à entendre grogner contre Mme Sosthène ; on l'appelait une langoureuse, une plaignante, qui, au fond, était forte comme un Turc. Lorsqu'on n'a pas les apparences délicates, et même souvent lorsqu'on les a, il faut mourir pour qu'on consente à croire que vous étiez réellement malade. Le monde ne vous gratifie que trop de sa curiosité, de son indiscrétion, de ses jugements téméraires et calomnieux, mais sa compassion, comme son indulgence, n'arrive qu'après coup et lorsque vous n'en avez plus que faire.

M. de Montrond parle de retourner à Louèche pour mettre sa pauvre machine dans une piscine, dans laquelle il ne serait pas mal de plonger aussi son âme, si faire se pouvait. Il a fait *fiasco* ici à ce voyage, bien plus encore que l'année dernière. Quand on se survit à soi-même, comme fortune, santé, esprit et agrément, et qu'il ne reste pas même un peu de considération, comme reflet du passé qui vous échappe, on offre le plus déplorable spectacle. Je disais un jour à M. de Talleyrand, qu'il me semblait qu'il ne restait plus à M. de Montrond qu'à se brûler la cervelle : il me répondit qu'il n'en ferait rien, parce qu'il n'avait jamais pu s'imposer la moindre privation, et qu'il ne s'imposerait pas plus la privation de la vie que toute autre.

Mme de Montrond, qui avait divorcé d'avec son premier mari (1) pour épouser M. de Montrond, me racontait un

(1) Le duc de Fleury, petit-neveu du Cardinal.

jour, après son second divorce, et lorsqu'elle avait repris son nom d'Aimée de Coigny, que, se promenant, une fois, en phaéton avec M. de Montrond qui conduisait lui-même, elle admirait ses deux jolis chevaux anglais, louait la promenade, la voiture, le conducteur : « Quel triste plaisir », reprit-il, « c'est par deux jeunes tigres qu'il faudrait se faire traîner ; les exciter, les dompter et les tuer ensuite. » C'est bien là le langage d'une nature insatiable.

Londres, 2 juillet 1834. — La Reine part décidément le 5 ; elle s'embarque sur le yacht *Royal-George,* que l'on va voir, par curiosité, ainsi que deux superbes bateaux à vapeur destinés à remorquer au besoin le yacht de la Reine. Tout le Yacht-Club doit l'escorter, ce qui couvrira la mer du Nord d'une charmante petite flottille. La Reine doit débarquer à Rotterdam, dans la journée du 6, et aller incognito le même soir chez sa sœur, la duchesse de Weimar, qui habite dans les faubourgs de la Haye. Je sais que le prince d'Orange doit s'y trouver, comme par hasard ; la princesse d'Orange est en Allemagne chez sa sœur.

Londres, 3 juillet 1834. — Lord Grey est devenu extrêmement irritable et nerveux : hier, à dîner, chez lord Sefton, il était, comme on dit ici, tout à fait *cross*, parce qu'on dînait plus tard que de coutume, parce que lady Cowley, personne spirituelle et causante, mais grande *tory*, était là, et parce qu'enfin tout le monde était très paré pour aller au bal du duc de Wellington. Il est vraiment singulier qu'un homme de la position élevée et du

très noble caractère de lord Grey, soit aussi sensible à des petitesses, et d'une susceptibilité nerveuse aussi puérile.

Le duc de Wellington a donné un fort beau bal, magnifique, brillant et très bien ordonné. Chacun avait fait de son mieux pour ne pas le déparer, et il m'a paru qu'on y avait réussi.

M. Royer-Collard m'écrit ceci : « L'aspect des élections est trompeur; elles sont en réalité beaucoup moins ministérielles qu'elles ne le paraissent; la prochaine session sera laborieuse; le Ministère s'y attend. Le grand nombre des coalitions est un symptôme très grave. Quelle doit être la violence des haines qui ont formé cette alliance ! » Plus bas, il dit ceci : « On sait à peu près ce que dira ou fera une personne connue, dans des circonstances données : M. Dupin échappe à cette divination. La témérité de ses paroles ne se peut prévoir; elle est ici la même qu'à Londres, et elle rend impossible qu'il arrive jamais aux affaires. »

Londres, 4 juillet 1834. — La Reine a dit l'autre jour quelque chose qui a paru assez ridicule à la personne à laquelle elle l'a dit et que je comprends, moi, à merveille, probablement de par l'*allemanderie,* comme dirait M. de Talleyrand. Elle disait donc que, pendant les seize heures qu'elle a passées la semaine dernière à l'abbaye de Westminster, durant les grands oratorios qu'on y a exécutés, elle avait eu plus de temps et de recueillement pour réfléchir sur sa position et faire des retours sur elle-même qu'elle n'en avait dans l'habitude de sa vie, et qu'elle en

avait retiré et fait des découvertes : qu'elle avait trouvé, par exemple, qu'elle était plus attachée au Roi qu'elle ne le savait peut-être elle-même, qu'elle se croyait aussi plus nécessaire à son mari qu'elle ne l'avait supposé, et qu'elle avait compris, enfin, que sa vraie et seule patrie était désormais l'Angleterre ; que tout cela lui rendait son départ particulièrement pénible, mais qu'elle avait cependant une consolation : c'était de penser que le Roi serait d'autant plus disposé à seconder un changement de ministère, qu'on ne pourrait pas supposer qu'il cédât à son influence à elle. Il y a beaucoup, et peut-être un peu trop de sincérité dans de pareilles ouvertures de cœur, mais en elles-mêmes, je trouve toutes ces pensées très naturelles, et je comprends parfaitement qu'elles aient été inspirées par les lieux et les circonstances indiqués plus haut.

Du reste, le Roi, de son côté, donne aussi d'assez étranges explications de ses regrets du départ de la Reine, qui deviennent, de moment en moment, plus vifs. C'est ainsi qu'il disait hier à Mme de Lieven : « Je ne pourrais jamais vous faire comprendre, Madame, tous les genres d'utilité dont la Reine est pour moi. » La rédaction est bizarre et pas mal ridicule. Le Roi a une goutte molle dans les mains, qui lui en rend l'usage difficile, l'empêche de monter à cheval, souvent d'écrire, le fait beaucoup souffrir quand il est obligé de donner un grand nombre de signatures, et le rend, pour les détails les plus intimes, dépendant de son valet de chambre. Tous ses beaux projets de reprendre la vie de garçon et de se divertir à tort et à travers, il n'en est plus question, et si peu, que le Roi

a fini ses épanchements à Mme de Lieven en lui disant qu'aussitôt la Reine partie, il allait s'établir à Windsor, pour n'en pas sortir, et y vivre en ermite, jusqu'au retour de la Reine.

Le départ de cette Princesse, qui a lieu demain matin à Wolwich, sera vraiment magnifique, puisque, outre son vaisseau, les deux grands bateaux à vapeur et tout le Yacht Club, le Lord-maire, avec toutes les corporations de la Cité, dans leurs barges de gala, accompagneront la Reine, pour lui faire honneur, jusqu'à l'endroit de la rivière où la juridiction finit. On dit aussi qu'une flottille hollandaise doit venir à sa rencontre.

Almacks, le célèbre Almacks (1), qui depuis vingt ans fait le désespoir du petit monde, l'objet de l'émulation et des désirs de tant de jeunes personnes de la province ; Almacks, qui donne ou refuse le brevet de la mode ; Almacks, gouvernement absolu par excellence, modèle du despotisme et du bon plaisir de six dames les plus exclusives de Londres ; Almacks, comme toutes les institutions modernes, porte en lui le germe de sa destruction. Après le relâchement dans sa police intérieure, est venue une violation de ses privilèges, puisque le duc de Wellington a osé donner un bal le mercredi, jour sacré, voué exclusivement à Almacks ; et enfin la désunion et les conflits de juridiction s'étant élevés dans le *Conseil des six*, nous sommes menacés de voir crouler, avec la Constitution de

(1) Almacks était une académie mondaine, qui rassemblait le haut monde de Londres et était patronnée par six dames de la haute société. Le début à l'Almacks sacrait l'homme du monde.

l'État et celle de l'Église, si ébranlées en ce moment, cet Almacks où les jeunes personnes trouvaient des maris, les femmes un théâtre pour leurs prétentions, les romanciers les scènes les plus piquantes de leurs récits, les étrangers leurs données sur la société, et tout le monde enfin un intérêt plus ou moins avouable pendant la saison par excellence.

C'est lady Jersey qu'on accuse d'avoir été l'esprit subversif. Les chefs d'accusation contre elle sont nombreux : s'être refusée à l'admission de nouvelles patronnesses, qui, plus jeunes et plus gaies que les anciennes, auraient ranimé la mode qui pâlit; avoir donné avec une facilité très coupable des billets à des gens peu élégants; avoir soustrait ses listes à l'investigation de ses collègues, et, après avoir elle-même introduit du pauvre monde à ces bals, les avoir décriés; ne s'y être plus rendue elle-même, malgré sa qualité de patronnesse; avoir décidé le duc de Wellington à donner une fête un mercredi; avoir voulu forcer les autres patronnesses à remettre Almacks à un autre jour; et enfin, non contente d'avoir bouleversé ainsi toutes les traditions les plus sacrées de l'institution, d'avoir écrit un billet, ou plutôt un manifeste arrogant et ridicule, à la spirituelle lady Cowper, pour se plaindre qu'au mépris de ses intentions, Almacks eût eu lieu concurremment avec le bal du duc de Wellington, et pour menacer le Comité de son indignation et de sa retraite! On s'attend qu'à la première réunion de ces dames, il y aura un beau tapage féminin. J'avoue que s'il y avait là une tribune pour le public, j'y porterais ma curiosité.

Il faut convenir que lady Jersey porte l'aveuglement de sa vanité au delà de toutes les bornes : un manque complet d'esprit, une origine bourgeoise (1), des richesses mal gouvernées, un mari trop doux, une beauté plus conservée que parfaite, une santé inaltérable, une activité fatigante, lui ont persuadé qu'elle avait assez d'argent pour se passer toutes ses fantaisies, assez de beauté pour désespérer ou combler les désirs de tous les hommes qui l'environnent, assez d'esprit pour gouverner le monde, et assez d'autorité pour être toujours, partout et sans concurrence, la première, dans la faveur des Princes, dans la confiance des hommes d'État, dans le cœur des jeunes gens, dans l'opinion même de ses rivales. Elle se croit une existence incontestable en supériorité, qui rendrait la modestie oiseuse et la ferait paraître de l'hypocrisie; aussi elle s'en dispense parfaitement. Elle parle de sa beauté, qu'elle détaille avec complaisance, comme de celle de la fameuse Hélène des Troyens; son esprit, sa vertu, sa sensibilité, tout a son tour; sa piété même arrive correctement le dimanche et finit le lundi; sans mesure, sans esprit, sans générosité, sans bienveillance, sans grâce, sans droiture, sans dignité, elle est moquée ou détestée, évitée ou redoutée; à mon gré, une mauvaise personne pour le cœur, une sotte personne pour l'esprit, une dangereuse personne pour le caractère, une fatigante personne pour la société, mais au demeurant, comme on dit, la meilleure fille du monde.

(1) Lady Jersey était, par sa mère, petite-fille du banquier Robert Child.

Londres, 6 juillet 1834. — Les démentis un peu rudes qui ont été échangés à la Chambre des Communes entre M. Littleton, secrétaire pour l'Irlande, et M. O'Connell, n'ont pas eu bien bonne grâce et ont mis l'indiscrétion du premier et le manque de délicatesse du second fort au jour! On s'attendait qu'après de pareilles scènes, il y aurait une petite explication armée entre les deux champions, et que M. Littleton donnerait sa démission ou serait congédié. Mais l'épiderme politique n'est ni bien fin ni bien sensible; le calus se forme trop vite dans les habitudes parlementaires; l'ambition et l'intrigue détrônent promptement toute délicatesse, parfois tout honneur.

M. Stanley, dans l'éternelle question du clergé d'Irlande, a fait encore un grand discours avant-hier, et pour le coup en cassant les vitres, et en jetant le gant au ministère, dont il faisait naguère partie. C'était si naturel à prévoir que je me suis émerveillée de la niaiserie des ministres et de leurs amis, qui soutenaient, à perdre haleine, que M. Stanley resterait leur ami et leur défenseur, après sa retraite comme avant. Comme s'il n'y avait d'autres liens parmi les hommes politiques que celui d'une ambition commune!

Le ministre de Naples a cru devoir se rendre chez don Carlos près duquel il a été appelé, mais bien décidé à ne pas préjuger les intentions de sa Cour et à ne donner à don Carlos que le titre de « Monseigneur »; mais, arrivé à Gloucester-Lodge, il a été solennellement introduit auprès du Prince, qui se tenait debout, au milieu de toute sa Cour, les Princesses à ses côtés, si noires, si laides, avec des

yeux si africains, que le pauvre vieux Ludolf s'est troublé et qu'entendant tout le monde crier « *le Roi* » et voyant ces quatre terribles yeux noirs de bêtes féroces féminines se fixer sur lui avec fureur, il a cru que, s'il se bornait au « Monseigneur », il verrait son heure dernière, ce qui lui a fait donner du *Roi* et de la *Majesté* à tour de bras, heureux d'être échappé sain et sauf de cette tanière !

La princesse de Lieven nous a fait passer une très agréable journée, hier, à la campagne. La société était de bonne humeur et de bon goût : la Princesse, lady Clanricarde, M. Dedel, le comte Pahlen, lord John Russell et moi. Le temps était superbe, à deux pluies d'orage près, que la compagnie a prises en bonne humeur. Nous avons dîné à Burford-Bridge, jolie petite auberge au pied de Box-Hill, que la chaleur ne nous a permis de gravir qu'à moitié. Nous avons aussi visité *the Deepdene* (1), campagne de M. Hope, qui mérite bien son nom : la végétation est belle, mais le lieu est bas et triste ; la maison a des prétentions égyptiennes grotesques et laides.

Denbies (2) à M. Denison, où nous avons été ensuite, est admirable de position ; la vue est riche et variée, mais la maison est peu de chose, du moins à l'extérieur. Tout ce côté-là est assez pittoresque et même beaucoup pour être si près d'une grande ville comme Londres. La partie sans contredit fut agréable, et le souvenir m'en plaît.

(1) Cette campagne appartient encore à la famille Hope. La maison contient une galerie de tableaux remarquable. Le parc et les jardins à l'italienne sont parmi les plus beaux de l'Angleterre.

(2) Denbies appartient maintenant à M. G. Cubitt. Cette habitation est située près de Dorking dans le comté de Surrey.

Londres, 7 *juillet* 1834. — Le duc de Cumberland annonce l'intention d'aller chez don Carlos, ce qui déplaît fort au Roi. Le duc de Gloucester en serait tenté aussi, mais il n'a pas voulu y aller sans prévenir le Roi, qui l'a prié de n'en rien faire.

Voici exactement ce qui s'est passé entre l'infant don Carlos et le duc de Wellington. L'Infant avait d'abord envoyé l'évêque de Léon au Duc, auquel il a paru un gros prêtre assez commun, mais avec plus de bon sens que le reste de la compagnie. L'évêque a engagé le Duc à venir voir son maître et à lui donner ses avis. Le Duc a décliné de donner des avis sur une position dont les détails et les ressources lui étaient inconnus, mais il n'a pas cru pouvoir refuser d'aller chez don Carlos. Il y a été, et le singulier dialogue suivant s'est passé entre eux :

Don Carlos. — Me conseillez-vous d'aller, par mer, rejoindre Zumalacarreguy en Biscaye?

Duc de Wellington. — Mais avez-vous les moyens de vous y transporter? (*Point de réponse*...) Avez-vous un port de mer à vous, où vous soyez sûr de pouvoir débarquer?

D. C. — Zumalacarreguy m'en prendra un.

D. de W. — Mais, pour cela, il lui faudra quitter la Biscaye. Et d'ailleurs, n'oubliez pas que, d'après le Traité de la Quadruple Alliance, l'Angleterre ne vous laissera pas reprendre la route d'Espagne, puisqu'elle s'est engagée à vous expulser de ce pays.

D. C. — Eh bien! j'irai par la France.

D. de W. — Mais la France a pris les mêmes engagements.

D. C. — Que ferait donc la France si je la traversais?

D. de W. — Elle vous arrêterait.

D. C. — Quel effet cela ferait-il auprès des autres puissances?

D. de W. — Celui d'un Prince aux arrêts.

D. C. — Mais s'il y avait un changement de ministère, ici, on me rétablirait en Espagne.

D. de W. — Beaucoup d'intrigants, et du plus haut rang, chercheront à vous le persuader, et je ne puis trop vous prémunir contre de semblables illusions. L'Angleterre a reconnu Isabelle II et ne peut plus revenir sur cette reconnaissance, ni sur les engagements pris par le traité. Je vous dis, peut-être, des choses désagréables, mais je crois que c'est le plus grand service à vous rendre. Je connais bien ce pays-ci; vous n'avez rien à en attendre. Je suis même étonné que vous l'ayez choisi pour votre résidence après le traité que mon gouvernement a signé. Vous seriez, ce me semble, à beaucoup d'égards, infiniment mieux en Allemagne. Je ne connais pas la force de votre parti en Espagne, ni ses chances de succès; mais je ne crois pas qu'il vous vienne jamais d'équitables et efficaces secours que de l'Espagne elle-même. »

Telle est cette conversation qui m'a paru très curieuse, parce qu'elle témoigne de l'étrange ignorance de l'un, et de la simple droiture de l'autre. Le Duc a été extrêmement frappé de l'espèce de crétinisme de ce malheureux Prince, qui n'a rien su, rien appris, rien compris; qui n'a ni dignité, ni courage, ni adresse, ni intelligence, et qui semble réellement être à la dernière marche de l'échelle

humaine. On dit que les Princesses, les enfants, tous ceux enfin qui sont autour de lui, sont à peu près de la même sorte. Cela fait beaucoup de pitié.

Le duc de Wellington ne croit pas au million envoyé par M. de Blacas ; il pense que c'est plutôt le clergé espagnol qui aura envoyé quelque argent.

J'ai dit au Duc que j'avais vu beaucoup de personnes extrêmement curieuses de savoir quel titre il avait donné à don Carlos, lorsqu'il avait été chez lui ; il m'a dit alors : « Vous voyez, par ce que je viens de vous raconter, que je pourrais faire imprimer la conversation que j'ai eue avec ce Prince : elle n'a rien de choquant pour personne. Du reste, cette curiosité me rappelle celle qu'avaient tous les Espagnols, pendant la guerre de la Péninsule, de savoir de quelle manière je qualifiais Joseph Bonaparte, lorsque je communiquais avec lui, ce qui m'arrivait souvent. Ses correspondances françaises étaient souvent interceptées, et on me les apportait ; elles contenaient beaucoup d'informations qu'il ne fallait pas qu'il reçût, mais il s'y trouvait aussi des nouvelles de sa femme et de ses enfants dont je n'aurais pas voulu le priver, et que je lui faisais passer par les avant-postes français. J'écrivais alors au général français et je lui disais : « Faites savoir au Roi « que sa femme, ou sa fille aînée, ou sa fille cadette, va « mieux, ou moins bien ; qu'elles sont parties pour la « campagne », ou autres choses semblables ; je ne disais jamais *Roi d'Espagne* et j'adressais mes messages à des généraux français, mais non à des généraux espagnols joséphinos. Ainsi, il n'y avait, dans ce titre de Roi, aucune

reconnaissance à inférer. C'était une politesse et voilà tout : elle ne pouvait tirer à conséquence. » Le Duc m'a laissé ainsi à mes propres conclusions sur la manière dont, en voyant don Carlos, il l'a nommé.

Tous ces pauvres Espagnols ont été hier au Grand Opéra, où ils ont, comme de raison, excité une grande curiosité!

On me mande, de Paris, qu'on y est en enfantement d'un gouverneur d'Alger. Le maréchal Soult voudrait y envoyer un maréchal de France, d'autres veulent un personnage de l'ordre civil pour y placer le duc Decazes qui le demande à cor et à cri et auquel Thiers, notamment, l'a promis. C'est assez drôle, un favori de Louis XVIII se rabattre sur Alger! Je me souviens d'un temps où on songeait aussi à le transporter fort loin, et où Alger, avec son dey, son esclavage et son cordon, aurait paru une assez bonne combinaison au Pavillon Marsan. Oh! les drôleries, les singularités, les contrastes, les catastrophes, n'ont pas manqué dans les années que j'ai vues se succéder, et dont le nombre me paraît souvent doublé et triplé, quand je songe à l'immensité de faits accomplis, de destinées détruites, de bouleversements et de réédifications qui les ont signalées.

Londres, 8 *juillet* 1834. — Le ministère anglais ne sait ni vivre ni mourir. Chaque jour démolit une partie de l'édifice; il est impossible que le Cabinet ne se sente pas ébranlé dans ses fondements et cependant, contre toutes les traditions parlementaires, il reste en dépit des démen-

tis, des indiscrétions, des petites lâchetés des uns, des petites trahisons des autres. Les faussetés royales même ne manquent pas; les conservateurs sont prêts à recueillir une succession que tout leur promet, mais dont ils aiment mieux hériter par voie de douceur que de l'arracher aux mourants. En attendant, rien ne se fait, rien ne se décide, et le public étonné regarde, attend et ne comprend pas. Lord Althorp annonce que M. Littleton a offert sa démission qui n'est point acceptée par lord Grey; celui-ci nie telle déclaration du Cabinet, que le duc de Richmond déclare avoir été prise, chose qu'il affirme, ajoute-t-il, avec la permission même du Roi. Cet incident singulier devrait, naturellement, amener quelque solution grave, si les choses se passaient encore suivant les anciennes habitudes du Parlement, mais aujourd'hui, on ne s'attend plus qu'à quelque pauvre replâtrage entre les ministres. Pendant qu'on les voit ainsi marchander leur existence au dedans, on voit lord Palmerston trancher péremptoirement toutes les questions du dehors, refuser aux uns des explications, ne pas écouter celles des autres, ne céder aux avis de personne, inquiéter, irriter tout le monde; ce n'est, assurément, pas le cas de dire avec Jean Huss, qui allant au supplice et voyant une pauvre vieille femme courir avec un zèle aveugle, et, pour la gloire de Dieu, jeter un fagot de plus sur le bûcher où il devait être brûlé, s'écria : « *Sancta simplicitas !* »

A propos de lord Palmerston, et de sa réputation parmi ceux-là même qui ont un certain besoin de lui, je citerai le dire de lord William Russell, le plus tranquille et le

plus modéré des hommes. Mme de Lieven lui exprimant le désir de le voir bientôt ambassadeur à Pétersbourg : « Assurément, rien ne serait plus heureux et plus brillant pour ma carrière, et cependant, si lord Palmerston y pensait, je refuserais ; car il ne lui faut pas des agents éclairés et véridiques, mais des gens qui sacrifient la vérité à ses préventions. Tout langage, toute opinion indépendante l'irrite, il ne songe alors qu'à se défaire de vous et à vous perdre. Ma manière de voir, à Lisbonne, n'ayant pas été la même que la sienne, il a cherché à nuire à la réputation de ma femme, et si, de Pétersbourg, je lui donnais d'autres renseignements que ceux qui lui conviennent, il dirait tout simplement que je suis acheté par la Russie et essayerait ainsi de me déshonorer. Un *gentleman* ne peut jamais, à la longue, consentir à traiter des affaires avec lui. »

Londres, 9 *juillet* 1834. — Paul Medem nous disait, hier, que rien n'était si étrange que l'excès du goût du duc de Broglie, lorsqu'il était ministre, pour lord Granville. La préférence donnée à l'ambassadeur d'Angleterre, sur tout le reste du Corps diplomatique, dans les circonstances données, paraissait simple ; cependant, cette préférence était non seulement exclusive, mais inquiète, jalouse, absorbante ; elle était devenue ridicule, gênante et souvent nuisible.

Un autre fait qui n'a pas semblé moins étrange, c'est que, le lendemain du jour où M. de Broglie est sorti du ministère, faisant sa tournée d'ambassadeurs, et leur

expliquant les motifs de sa retraite, il ajoutait à chacun, pour adoucir ce qu'il supposait, à tort, être un regret pour eux, que sa pensée et son système ne restaient pas moins personnifiés dans le Cabinet, par son élève, M. Duchâtel, qu'il y avait fait entrer, après l'avoir initié aux grandes affaires qu'il ne quitterait plus désormais, et l'avoir formé à être un homme d'État de première distinction. Ce legs, si pompeusement annoncé, n'a pas semblé d'aussi grande importance aux héritiers qu'au testateur.

Londres, 10 *juillet* 1834. — Le *Times* m'a appris, hier, qu'après avoir demandé l'ajournement de plusieurs lois à la Chambre des Lords, et avoir réuni un conseil fort prolongé, lord Grey et lord Althorp avaient remis leurs démissions au Roi qui les avait immédiatement acceptées (1).

Je suis partie, ne sachant rien de plus, et je suis allée avec la duchesse-comtesse de Sutherland et la comtesse Batthyány, passer la matinée à Bromley-Hill, ravissante maison de campagne, où lord Farnborough, ancien ami de M. Pitt, vit habituellement, uniquement occupé de cette charmante demeure, belle par sa situation, ses beaux ormes, ses fleurs, ses eaux superbes, son bon goût par-

(1) Le Cabinet de lord Grey était ainsi composé : Premier lord de la Trésorerie, le comte Grey. Lord Chancelier, lord Brougham. Président du conseil privé, marquis Lansdowne. Sceau privé, comte Durham. Chancelier de l'Échiquier, lord Althorp. Intérieur, vicomte Melbourne. Affaires étrangères, vicomte Palmerston. Colonies, vicomte Goderick. Commerce, lord Auckland. Amirauté, sir James Graham. Postes, duc de Richmond. Irlande, M. Stanley. Trésorerie générale, lord John Russell. Contrôle, M. Charles Grant. Chancelier du duché de Lancastre, lord Holland.

fait, et un soin extrême. Nous avons été ravis de ce charmant établissement, et c'est avec regret que nous sommes rentrés dans la fumée et la politique de Londres.

On n'y savait rien de plus sur le grand événement du jour, si ce n'est le simple fait du message du Roi à lord Melbourne, sans qu'on eût encore rien appris sur ce qui s'était dit entre le Roi et lui. Nous avons été le soir chez lord Grey que nous avons trouvé en famille. Ses enfants m'ont paru abattus, sa femme en irritation, lui seul gai, simple, amical, avec ce maintien plein de noblesse et de candeur qui lui est propre, et qui a quelque chose de fort touchant. Il nous a dit, très naturellement, qu'à travers une série de difficultés et de désagréments sans cesse renaissants depuis le début de la session, le dernier fait de l'imprudente bêtise de M. Littleton, si faiblement expliquée par lord Althorp aux Communes, rendait la démission de M. Littleton insuffisante, et la sienne et celle de lord Althorp nécessaires.

Il m'a semblé, que, dans la famille de lord Grey, la grande haine était contre M. Stanley, dont la retraite, suivie d'un si rude discours, a, de fait, porté au ministère un coup dont l'incident Littleton n'a été que la dernière crise. Les Communes, peu satisfaites de ce que leur a dit lord Althorp à ce sujet, se sont fractionnées en de trop fortes minorités pour n'avoir pas prouvé leur mécontentement, et c'est ce qui a fixé les longues incertitudes de lord Grey. Il nous a semblé content de l'effet produit par l'explication qu'il venait de donner de toute sa conduite à la Chambre des Pairs.

M. Ward, son gendre, est venu lui porter des nouvelles de la Chambre des Communes, où il paraissait que les explications de lord Althorp auraient été reçues assez froidement. L'impression y était qu'outre lord Grey et lord Althorp, MM. Abercromby, Grant et Spring-Rice s'étaient également retirés du ministère; à quoi lord Grey a repris que cela n'était pas exact, qu'il n'y avait que lui et lord Althorp qui eussent réellement donné leurs démissions, et à telles enseignes, que le Chancelier, à la Chambre des Pairs, avait même dit qu'il ne comptait point quitter, et qu'il ne rendrait les Sceaux que sur un ordre formel du Roi. A cela, je me suis permis de demander si la retraite du premier ministre n'entraînait pas, nécessairement, celle de tous les autres membres du Cabinet : « — En droit, oui, mais en fait, non; » m'a dit lord Grey, « mais vous avez raison, c'est l'usage habituel. A vrai dire, mon administration est dissoute; cependant, ces Messieurs, individuellement, peuvent rester dans le nouveau Cabinet. » Sa réponse était évidemment gênée et embarrassée.

Nous avons été ensuite chez lord Holland; il était infiniment plus abattu que lord Grey, fort irrité de l'attaque que le duc de Wellington avait faite contre le Cabinet, au Parlement, et qu'il qualifiait de mauvais goût et de méchant esprit. Il a dit que les Tories semblaient tout préparés à recueillir la succession, mais qu'il espérait que le discours du Chancelier les dégoûterait de la tâche en leur montrant les difficultés énormes; que, d'ailleurs, « on ne se mettait pas à table sans être invité à s'y placer », et que, jusqu'à présent, le Roi n'avait point appelé les Tories, qu'il avait

fait chercher lord Melbourne, mais que, néanmoins, il ignorait ce qui s'était dit entre eux.

Sur notre question de savoir si le Cabinet était entièrement ou seulement partiellement dissous, lord Holland a dit que le Roi devait se croire sans ministres, et que lui, lord Holland, quoique n'ayant pas donné sa démission, se regardait cependant comme *out of office*. Il règne sur cette question une incertitude qui prouve l'attachement de ces Messieurs à leurs places et la répugnance qu'ils éprouvent à les quitter. Lord Melbourne est arrivé pendant que nous étions là, nous nous sommes retirés par discrétion, guère plus avancés à la fin de la journée qu'à son début.

Il paraît que rien ne s'éclaircit en Espagne. Le choléra y répand un effroi dont la Régente essaye de profiter pour se séquestrer dans un moment qu'on dit être embarrassant pour elle. Il est fâcheux pour cette Princesse de s'être déconsidérée aux yeux d'un public, dont il serait si désireux pour elle d'obtenir l'estime et la bienveillance. Le choléra et la retraite de la Reine jettent un grand décousu dans la marche des affaires et du gouvernement. On parle de changer le lieu de rassemblement des Cortès.

On assure que l'infant don Francesco, resté à Madrid avec sa femme, l'infante Carlotta, sœur de la Régente, mais brouillé avec elle, songe, à l'instigation de son épouse, à s'assurer la Régence, et même peut-être plus que cela. La guerre civile est toujours très vive dans le nord de l'Espagne; il est impossible de prévoir ce qu'un tel état de choses, dans la position particulière des acteurs principaux, pourra amener pour le midi de l'Europe.

Londres, 11 *juillet* 1834. — Le Roi, en faisant chercher, avant-hier, lord Melbourne, lui a parlé de son désir d'arriver à un ministère de coalition, et l'a prié de s'en occuper, mais lord Melbourne a dû, hier matin, écrire au Roi que pareille tâche lui était impossible. En même temps, lord Brougham, qui ne cache pas son désir de rester aux affaires et de les diriger, a écrit aussi au Roi, pour lui dire que rien n'était plus aisé que de reconstruire une nouvelle administration avec les débris de l'ancienne, et de continuer à gouverner dans le même système. Deux Tories principaux dans leur parti ont dit à Mme de Lieven que s'ils étaient appelés par le Roi, ils accepteraient, que leur plan était fait et à la question de savoir s'ils ne s'effrayaient pas de dissoudre la Chambre des Communes et d'en appeler une autre, ils ont dit qu'ils ne dissoudraient pas, parce qu'ils resteraient, à ce qu'ils croyaient, maîtres de la Chambre actuelle, toute mauvaise qu'elle est. Ils se sont aussi fort bien expliqués sur l'alliance avec la France, et particulièrement sur M. de Talleyrand, dont le système conservateur leur inspire confiance, au point, disent-ils, que c'est le seul ambassadeur français qui puisse leur convenir.

Hier, à dîner, chez nous, il n'y avait que quelques débris du ministère déchu; on parlait assez librement de ce qui a amené la catastrophe, qu'il faut rattacher à une série de petites trahisons intestines, ou, comme disait lady Holland, *à de grandes trahisons.*

Lord Brougham, que lord Durham qualifiait, avec raison peut-être, de fourbe et de fou, paraît être le grand cou-

pable. Il a entretenu une correspondance secrète avec le marquis de Wellesley, vice-Roi d'Irlande, pour l'engager à faire à lord Grey des rapports, qui, différents des précédents, devaient le déterminer à abandonner le « Bill de coercition » . D'un autre côté, la consultation demandée aux juges d'Irlande sur l'état du pays, et sur les mesures convenables à adopter, n'ayant pas été telle que la désirait le Chancelier, n'est jamais parvenue à lord Grey et paraît avoir été supprimée; les indiscrétions de M. Littleton, le manque d'énergie de lord Althorp, les difficultés des choses en elles-mêmes, tout cela réuni a fixé les irrésolutions de lord Grey, qui était décidé depuis longtemps à ne pas affronter la session prochaine du Parlement. Il voulait se retirer après celle-ci, mais en choisissant ses successeurs. Je crois qu'il est sincèrement aise d'être hors de la bagarre, mais qu'il regrette d'avoir quitté sur un terrain miné par la trahison et sans savoir en quelles mains va tomber le pouvoir. Il est plein de dignité, mais sa femme regrette avec irritation toutes les ressources que le ministère offrait pour établir ses enfants.

Lady Holland est abattue et regrette le bien-être que le duché de Lancastre procurait à son propre individu. Lord Holland parle de tout ceci avec un mélange de bonhomie, d'insouciance, de chagrin et de gaieté, qui est rare, drôle et surprenant.

Personne ne sait, ne prévoit, ni ne présume même ce qui résultera de toute cette crise.

Le Roi est à Windsor, assez petitement entouré de parents légitimes et illégitimes qui n'ont ni esprit ni con-

sistance, qui ne sont, d'ailleurs, pas d'accord entre eux, et dont on ne saurait compter l'influence, ni dans un sens, ni dans l'autre. La présence de la Reine aurait eu plus d'importance, mais je suis heureuse de penser que par son éloignement elle échappe à toute responsabilité. Le Roi en avait la prévision, qu'il a plusieurs fois manifestée, et elle-même se consolait de le quitter par la pensée de ne pouvoir être accusée d'influencer à distance les décisions royales.

Londres, 13 *juillet* 1834. — Il est évident que, dans cette semaine, il y a eu des dupes de différents côtés. Les plus surpris, les plus déroutés sont sans doute les conservatifs : ils se sont toujours imaginé, et le public avec eux, que le Roi, trop faible pour renvoyer son ministère, serait cependant charmé d'en être débarrassé et saisirait avec empressement le premier joint pour rappeler les Tories, et cependant les heures et les jours se passent sans qu'on les demande.

J'ai dîné hier avec eux; ils avaient, évidemment, l'apparence de gens désappointés et le duc de Wellington, qui était mon voisin à table, chez lady Jersey, en a causé tout librement avec moi. J'ai été parfaitement de son avis sur le résultat inévitable de la conduite du Roi. Lord Grey était le dernier échelon entre l'innovation et la révolution, et le Roi laissant échapper une occasion naturelle et décente, sans remonter l'échelle, sautera infailliblement la dernière marche qui le sépare de l'abîme destiné à engloutir le sort de la Royauté, du pays; le retentissement d'un pareil événement sera incalculable en Europe.

Quelqu'un qui dînait, hier, dans le camp opposé, m'a rapporté que les Whigs se croyaient sûrs que le Roi était venu en ville pour laisser lord Melbourne libre de composer un ministère à sa guise, puisqu'il avait refusé d'en former un de coalition. Ce qui confirmerait cette supposition, c'est que plusieurs membres influents des Communes ont rendez-vous ce matin, chez lord Melbourne. Il paraît que la question est de savoir si on conservera ou si on abandonnera les clauses sévères du « Bill de coercition » sur l'Irlande. Lord Melbourne veut les conserver, mais alors il faut se passer de lord Althorp, qui semble cependant être le seul qui puisse diriger la Chambre des Communes. Il est probable que la journée actuelle dissipera tous les doutes, et que demain on aura une administration recomposée, ou du moins rajustée, replâtrée et d'avance frappée à mort. Ce que j'ai cru depuis longtemps et dit quelquefois, semble s'être vérifié.

Sir Herbert Taylor, le secrétaire particulier de George III et l'homme qui, jadis, avait inspiré une grande passion à la belle princesse Amélie, réputé insignifiant sous le feu Roi George III, cité et estimé sous George IV pour sa discrétion, remplit encore les mêmes fonctions sous le Roi actuel. Je l'ai toujours soupçonné d'être un ami dévoué des Whigs et surtout de lord Palmerston. Il était le seul, à Windsor, auquel le Roi, dans ses jours de crise, ait pu parler, et par lequel d'ailleurs, toutes les communications aient pu passer; c'est à ses inspirations et à son travail sourd et cependant actif, et depuis longtemps préparé, qu'on s'en prend maintenant de ce qui se passe.

Les dires se détruisent en se succédant; l'esprit se fatigue d'une curiosité qui n'est ni satisfaite ni justifiée. On revient sur l'assurance que lord Melbourne aurait liberté entière de former un ministère à sa guise. On dit que le Roi, qui, décidément, n'a pas quitté Windsor, a envoyé sir Herbert Taylor chez sir Robert Peel.

On dit aussi dom Pedro mort et don Carlos parti. Enfin, la cité et les clubs sèment, à l'envi, pour passer le temps, je suppose, les nouvelles les plus bizarres et les plus contradictoires. On finit par ne plus rien croire, par ne guère écouter et par attendre assez patiemment, dans une sorte de lassitude, que la gazette proclame, officiellement, le successeur du lourd et dangereux héritage du ministère.

Pendant ce temps, lord Grey va faire des dîners de gourmand à Greenwich ; il y porte le poids de sa déchéance et de la perfidie de ses amis, Mme de Lieven celui de son brillant exil, et M. de Talleyrand les tiraillements d'une ambition encore vivace et d'une attention fatiguée. Lord Grey a fort bien dit, l'autre jour, en faisant ses adieux au Parlement, qu'à son âge de soixante-dix ans, on pouvait avec une certaine fraîcheur d'esprit conduire encore fort utilement les affaires, en temps ordinaire; mais qu'il fallait, à une période aussi critique que celle-ci, toute l'activité et l'énergie qui n'appartenaient qu'à la jeunesse.

Cette vérité, j'en ai fait l'application fort près de moi, et j'ai senti que, dans une carrière publique, il fallait surtout s'appliquer à choisir un bon terrain de retraite, à n'en pas perdre l'à-propos, et à quitter ainsi la scène politique de bon air et de bonne grâce, afin d'emporter encore les

applaudissements des spectateurs et d'éviter leurs sifflets.

Londres, 14 *juillet* 1834. — On écrivait ce matin de Windsor à Londres, pour savoir des nouvelles. Le silence observé par le Roi était absolu, et dans les longues promenades avec sa sœur, la princesse Auguste, ou avec sa fille, lady Sophia Sidney, toute conversation politique était soigneusement évitée et la pluie, le beau temps, le voyage de la Reine, les seuls sujets traités.

Le voyage de la Reine a éprouvé quelques embarras. Lord Adolphus Fitzclarence, qui n'est pas, à ce qu'il semble, un marin fort habile, n'a pu trouver aisément son chemin; le yacht royal prenait d'ailleurs trop d'eau. Heureusement que le duc et la duchesse de Saxe-Weimar, le prince et la princesse des Pays-Bas, ayant été sur un steamer hollandais à la rencontre de la Reine, celle-ci a pu passer à leur bord avec sa femme de chambre et se rendre directement à la Haye; la suite a eu de la peine à gagner Rotterdam.

Il est très heureux, à ce qu'il paraît, que la Reine ait pu éviter cette dernière ville, où l'irritation contre l'Angleterre est assez vive pour qu'on ait voulu y préparer un vilain charivari à la pauvre Reine. Il était convenu, ici, qu'elle ne verrait ni le Roi, ni la Reine des Pays-Bas, condition fortement imposée par le Roi d'Angleterre; on parlait cependant d'une rencontre fortuite qui pouvait avoir lieu au château du Loo.

Sir Herbert Taylor ayant été le point de mire de bien des gens dans ces derniers jours, il en a été question dans

beaucoup de conversations, et j'ai appris ainsi que lorsqu'on le proposa pour secrétaire intime à Georges III devenu aveugle, on pensa en même temps en faire un Conseiller privé. George III se mit en grande colère contre une pareille idée, et, devant tous ses ministres, il dit à M. Taylor : *Remember, Sir, that you are to be my pen, and my eye, but nothing else; that if you should presume, but once, to remember what you hear, read or write, to human opinion of your own, or to give an advice, we would part for ever.* En effet, sous George III et plus tard sous George IV, M. Taylor n'a jamais été qu'une sorte de mannequin, sans oreilles pour écouter, sans yeux pour voir, sans mémoire pour se souvenir. On dit qu'il n'en est plus de même maintenant, quoique les apparences soient toujours celles de la plus grande réserve et discrétion. Il m'a été dit, aussi, à cette occasion, que George III, jusqu'au jour de sa cécité, ne s'était jamais servi de secrétaire, pas même pour faire les enveloppes ou cacheter ses lettres. Sa correspondance était aussi étendue que secrète : il savait toutes les nouvelles de la société, toutes les intrigues politiques, et quand il était mécontent de ses ministres, ou en méfiance de quelques-unes de leurs mesures, il lui est arrivé de consulter en cachette l'opposition. Il n'était jamais pris au dépourvu ; il connaissait l'opinion publique et joignait à beaucoup d'instruction beaucoup de tenue et de dignité.

Depuis avant-hier, le bruit s'est répandu que don Carlos avait quitté furtivement Londres, et qu'il avait déjà touché le sol français lorsqu'on le supposait indisposé à

Gloucester-Lodge; cependant, ce fait, qui est généralement admis, n'est point encore démontré. Ce qui en fait douter, c'est que M. de Miraflorès le soutient vrai, et se vante d'y avoir fait entraîner don Carlos par un agent à sa solde, qui aurait décidé ce malheureux Prince à cette démarche, pour le livrer ainsi au premier poste espagnol, qui en ferait courte justice; cette singulière et atroce vanterie, dans la bouche de tout autre, il faudrait la prendre au sérieux, mais M. de Miraflorès est aussi fat en politique qu'en galanterie, et il est très permis de douter de l'histoire en elle-même, ou bien de supposer que l'agent, censé avoir mystifié le Prince, n'a peut-être mystifié que le diplomate.

Hier au soir, la convenance, l'intérêt, la curiosité, l'affection, enfin les bons et les mauvais sentiments, avaient conduit un nombre inaccoutumé de personnes à la soirée du dimanche, supposé être le dernier de lady Grey. On y disait, à mots couverts, mais de façon cependant à laisser bien peu de doutes, que lord Melbourne était revenu de Windsor premier ministre, et maître de former, avec les éléments du premier Cabinet, une nouvelle administration dans laquelle lord Grey, seul, ne rentrerait pas. C'est monter en scène avec une vilaine couleur de trahison pour les uns; c'est, pour l'autre, en sortir avec la triste figure d'une dupe; c'est, de la part du Roi, préférer, par faiblesse, un replâtrage à quelques jours d'énergie, difficiles sans doute, mais dignes au moins, et certainement salutaires pour le pays. Les Tories ne lui pardonneront jamais d'avoir reculé, et la postérité le condamnera pour sa faiblesse.

Il semblait, hier au soir, que tout se fût tout à coup amoindri, affaissé et sali dans cette grande Angleterre; le Corps diplomatique se fractionnait en groupes d'expressions frappantes : la nouvelle Espagne, le nouveau Portugal, la Belgique à peine ébauchée, tout ce qui a besoin du désordre et de la faiblesse des grandes puissances pour se sauver des mauvaises conditions de son origine, regardaient lord Palmerston avec des regards d'angoisse qui, bientôt, et lorsqu'on a supposé qu'il restait aux affaires, se sont changés en regards d'amour et de triomphe; le mépris, joint à la haine, contractait toutes les fibres de la princesse de Lieven; l'ambassadeur de France, qui n'est ni rétrograde, comme le Nord, ni propagandiste comme l'Angleterre, semblait plus soucieux qu'irrité, plus affligé qu'étonné, et comme arrivé au point où, le rôle des honnêtes gens finissant, le sien devait se terminer, et où l'heure d'une retraite convenable et décente avait sonné. Les Anglais, eux-mêmes, paraissaient humiliés, et point dupes de l'apparence de modération sous laquelle on cherche à cacher sa faiblesse. En effet, le replâtrage actuel conduira, un peu plus lentement, mais par une décomposition aussi absolue, vers la destruction, qu'aurait pu le faire l'arrivée, de plein saut, au pouvoir, de lord Durham et de M. O'Connell.

Plus on scrute la conduite de lord Brougham dans tout ceci, et plus on est frappé de l'indélicatesse de sa nature; le vieux et grave lord Harewood lui ayant demandé avant-hier où on en était, et si le ministère se recomposait, le Chancelier lui a répondu : « Où nous en sommes? Et où

voulez-vous que nous en soyons, lorsque, dans un moment aussi critique que celui-ci, on a à traiter avec des hommes qui imaginent de venir vous parler de leur honneur? Comme si l'honneur avait quelque chose à faire dans un moment pareil. »

Si l'honneur ne le gêne pas, il paraît que le maintien de sa dignité ne le préoccupe guère non plus, car hier dimanche, à travers les mille agitations de tous, et malgré la règle établie pour les Chanceliers d'Angleterre, d'assister tous les dimanches à l'office divin dans la chapelle du Temple, il a imaginé d'accompagner Mme Peter à la messe catholique et de l'écouter dans le banc de cette belle dame, à laquelle il fait une cour non moins assidue que celle de son collègue lord Palmerston.

On dit, ce matin, que pour se débarrasser de lord Durham, en lui donnant un os à ronger, on l'envoie vice-Roi en Irlande, et qu'en même temps, le ministère, renaissant de ses cendres, renoncera au Bill de coercition sur l'Irlande (1); si c'est le cas, on aura sacré M. O'Connell Roi d'Irlande le jour anniversaire de la prise de la Bastille. Décidément, le 14 juillet est le jour par excellence, dans les annales révolutionnaires de l'histoire moderne!

J'ai rencontré, tout à l'heure, un Pair conservatif, homme d'esprit et de cœur, qui m'a remuée fortement : de grosses larmes roulaient dans ses yeux; il déplorait l'abaissement de son pays, l'écroulement de ce vieux et grand édifice. Il prévoyait la terrible lutte qui, tout

(1) Ou Bill des dîmes.

d'abord, peut s'engager entre les deux Chambres; le radicalisme qui, bon gré mal gré, va devenir le guide du ministère d'aujourd'hui et de tous ceux qui lui succéderont rapidement; le ministère du moment n'est, aux yeux de tout le monde, qu'un mort-né; aussi on est surpris que l'intelligente et bonne nature de lord Melbourne se soumette à une semblable comédie. Sa sœur cherchait à l'expliquer en disant qu'il fallait savoir se sacrifier pour sauver la patrie, mais Mme de Lieven lui a répondu en lui disant : « Ce n'est pas par des hommes qui se déshonorent que la patrie peut être sauvée. »

Les amis de lord Melbourne, qui le connaissent bien, prétendent que la paresse prendra le dessus au premier jour, et qu'après un *Goddam* bien vigoureux, il enverra tout paître. En effet, il est étrange de voir, dans le moment le plus critique du pays, l'homme le plus nonchalant de l'Angleterre appelé à en diriger les destinées.

Londres, 15 *juillet* 1834. — Lord Grey est venu me faire une longue visite. Nous avons parlé de la dernière crise, comme si c'était déjà de l'histoire ancienne, avec le même dégagement et la même sincérité. Il n'a que faiblement, et comme par acquit de conscience, combattu mes tristes prévisions; il défendait ses successeurs en masse, et les abandonnait en détail, ou, du moins, il convenait de la difficulté de leur position et du mauvais vernis avec lequel ils reparaîtraient sur la scène. Il s'est tu lorsque je lui ai dit que l'opinion publique assignait à M. Littleton le rôle de la bêtise, à lord Althorp celui de la faiblesse, au

Chancelier celui de la perfidie! Il a haussé les épaules, lorsque je lui ai cité un propos tenu par M. Ellice, son beau-frère, la veille, dans le salon de lady Grey; en effet, ce propos était étrange. Le voici : En répondant aux regrets que quelqu'un lui exprimait de la retraite de lord Grey : « Sûrement, dit-il, c'est fâcheux sous plusieurs rapports; mais cela ne pouvait tarder d'arriver, avec le dégoût des affaires qui s'était emparé de lui; et, du moins, cela aura-t-il l'avantage de nous faire marcher dans une route plus large, de rendre nos allures plus franches et de nous tirer de ce juste milieu qui n'est plus possible maintenant. »

Lord Grey m'a répété plusieurs fois qu'il ne regrettait ni le pouvoir, ni les affaires; que, depuis quelques mois, il s'était senti affaibli, sans intérêt pour rien, ne faisant les choses qu'avec une extrême répugnance et lassitude. Il m'a avoué que ce qui l'avait le plus rempli d'amertume, c'était la conduite de plusieurs des siens, et surtout celle de lord Durham, dont la violence, la hauteur, l'ambition, l'intrigue, l'avaient d'autant plus fait souffrir que sa fille en était la première victime, et qu'il ne pouvait douter que la dernière fausse couche de lady Durham ne provînt de la brutalité de son mari. Il m'a dit que, malgré l'extrême effroi que ce caractère inspire, il était question de lui donner, dans le nouveau Cabinet, la place que lord Melbourne, passant à la Trésorerie, laissait vacante; l'ambition et la mauvaise activité de lord Durham le rendent tellement incommode à un ministère dont il ne fait pas partie, qu'on se demande s'il ne vaut pas mieux l'admettre dans

celui-ci, pour essayer, par ce moyen, de neutraliser ses mauvaises dispositions. Lord Grey doutait pourtant qu'on s'y décidât, tant il est détesté par tous.

Lord Grey était sûr d'avoir décidé lord Althorp à passer sur tous les embarras de sa position et de lui faire reprendre sa place dans le Cabinet (1). Il dit que sans lord Althorp, on ne pourrait jamais gouverner la Chambre des Communes; il se flattait aussi de décider lord Lansdowne à rester en place, mais cela n'était pas certain. Enfin, dans sa persuasion, fondée ou non, que l'arrivée des tories ou celle des radicaux amènerait une révolution, il faisait sincèrement, et avec le plus grand zèle, tous ses efforts pour rajuster ce même misérable Cabinet par lequel il vient d'être trahi, ne sentant pas, ou ne voulant pas comprendre, que c'est, nécessairement, sous un très léger masque, du radicalisme, tout aussi bien que si on en était déjà à un ministère O'Connell ou Cobbett.

J'ai dîné à côté du Chancelier chez la duchesse-comtesse de Sutherland. Il était de fort bonne humeur et m'a proposé de boire à la date du jour, le 14 juillet. « Au dessert! » lui ai-je répondu, sachant bien que sa mobilité d'esprit lui ferait oublier son toast; et, en effet, il n'y a

(1) Le nouveau Cabinet fut ainsi constitué : Premier lord de la Trésorerie, lord Melbourne. Chancelier, lord Brougham. Président du conseil, marquis Lansdowne. Affaires étrangères, vicomte Palmerston. Colonies, M. Spring Rice. Chancelier de l'Échiquier, lord Althorp. Amirauté, lord Auckland. Postes, marquis de Conyngham. Payeur général de l'Armée, lord John Russell. Irlande, M. Littleton. Chancelier du duché de Lancastre, lord Holland. Intérieur, vicomte Duncannon. Conseil du Contrôle, M. Charles Grant. Commerce, M. Poulett Thomson. Guerre, M. Ellice. Sceau privé, lord Mulgrave. La plupart de ces ministres avaient fait partie du Cabinet précédent.

plus songé! J'aurais été, en tout cas, incapable de l'accepter, car cette date, déjà si malheureuse, ne s'est, certes, pas purifiée hier.

Le Chancelier m'a demandé si j'avais vu lord Grey, si je n'avais pas été frappée de sa naïveté, qui est telle, me dit-il, qu'il ne sait rien cacher, rien dissimuler, rien contenir : c'est un enfant pour la candeur, pour l'imprévoyance, cédant à toutes les impressions du moment. « C'est une très noble nature, une âme bien pure », ai-je répliqué. — « Oui, oui, assurément, » a-t-il repris, « celle d'un charmant enfant, et cela me fait souvenir que M. Hure, un ami de M. Fox, de Fitz-Patrick et de Grey, n'appelait jamais celui-ci autrement que *Baby Grey*. »

Don Carlos est décidément parti. Les uns disent qu'il s'est embarqué sur la Tamise, pendant qu'on le croyait à l'Opéra, et qu'il va débarquer sur un des points de l'Espagne où on lui suppose des intelligences; les autres prétendent, et ceci est la version de M. de Miraflorès, qu'il a passé par la France, que c'est M. Calomarde qui, de Paris, a mené toute cette intrigue, mais par l'instigation de lui, Miraflorès, pour faire tomber don Carlos dans un piège. Tant il y a qu'il est parti, et que, quel que soit le résultat de son entreprise, elle ne saurait, en elle-même, être indifférente.

Londres, 16 *juillet* 1834. — Le successeur de lord Melbourne, au ministère de l'Intérieur, est connu; c'est lord Duncannon qui passe à cette place de la Direction des Eaux et Forêts, qu'il abandonne à sir John Cam-

Hobhouse. Celui-ci est connu par ses relations avec lord Byron, ses voyages en Orient et ses opinions très libérales, moins cependant que celles de lord Duncannon, qu'on dit être des plus vives. Il est donc bien évident que le Cabinet a pris une couleur plus tranchée et plus avancée en tendance révolutionnaire.

Si, hier matin, le départ de Londres de don Carlos était hors de doute, le soir, son arrivée en Espagne était certaine. Les tories prétendent savoir qu'il est arrivé en Navarre, après avoir traversé toute la France; c'est aussi la version de M. de Miraflorès, qui regrette peut-être maintenant de s'être vanté de lui avoir tendu des pièges et de l'avoir entouré d'espions, qui devaient, disait-il, le livrer au premier poste espagnol ennemi; mais voici qu'au contraire, il est parvenu sain et sauf au milieu des siens, dont on assure qu'il a été très joyeusement reçu.

Le ministère anglais se disait, hier, instruit de son arrivée en Espagne, qui aurait eu lieu le 9 : mais il prétend que don Carlos a débarqué dans un des ports de la Biscaye, et qu'il y est arrivé n'ayant avec lui qu'un seul Français; que ses partisans lui avaient fait grand accueil. On assure qu'il ne s'est rendu en Espagne que sur l'invitation des provinces du Nord, et sur la menace de celles-ci de se déclarer indépendantes de l'Espagne et de se constituer en République, si leur chef naturel ne se rendait pas au milieu d'elles. Il est évident qu'il fallait de grandes espérances d'une part, et de grandes craintes d'une autre, pour décider un homme aussi timide et aussi inhabile que don Carlos à courir de semblables hasards. Du reste, sa

conversation avec le duc de Wellington, que j'ai rapportée plus haut, prouve que le projet d'aller en Espagne occupait son esprit depuis plusieurs semaines.

Londres, 17 *juillet* 1834. — Les amis du nouveau ministère s'évertuent à assurer que le système d'alliance avec la France n'éprouvera aucune altération. Je le crois, mais j'aurais préféré, pour les deux pays, que cette alliance s'affermît sur un terrain de bon ordre, au lieu de ne se continuer que par des sympathies révolutionnaires. Celles-ci inquiètent, à juste titre, le reste de l'Europe, et peuvent amener des crises dans lesquelles il serait difficile de désigner d'avance les vainqueurs.

Nous sommes de plus en plus décidés à retourner en France, aussitôt après la clôture du Parlement, peut-être même avant.

Notre avenir plus éloigné, je ne le prévois point encore, mais l'exemple de lord Grey est une preuve de plus que, pour bien finir, les grandes figures historiques doivent choisir elles-mêmes le terrain de leur retraite, et ne pas attendre qu'il leur soit imposé par les fautes ou par la perfidie d'autrui.

Nous avons reçu, hier, les deux premiers volumes d'un livre qui a pour titre : *Monsieur de Talleyrand*. J'y ai à peine regardé, mais M. de Talleyrand l'a lu. Il dit que rien n'est si bête, si faux, si ennuyeux, si mal inventé, et qu'il ne donnerait pas cinq shellings pour que ce livre n'eût pas été publié. J'avoue que je suis moins philosophe et que dans des occasions de ce genre, qui sont si fré-

quentes à une époque aussi libellique que la nôtre, je me souviens toujours d'un mot de La Bruyère, qui m'a beaucoup frappée par sa justesse. Il dit : « Il reste toujours quelque chose de l'excès de la calomnie, ainsi que de l'excès de la louange. » En effet, le monde se partage entre les malveillants et les imbéciles, c'est ce qui fait qu'il y a toujours des gens pour croire l'invraisemblable, surtout quand il est hostile.

Londres, 18 *juillet* 1834. — La fatuité est, chez les hommes, le résultat d'une disposition qui s'étend d'un point à tous les autres. M. de Miraflorès, fort avantageux et pas mal ridicule auprès des femmes, n'est pas moins présomptueux en politique; il s'y lance en enfant perdu, et s'attribue, avec une simplicité toute naïve, des succès qu'il n'a dû qu'aux passions personnelles des autres, et que, d'ailleurs, les résultats définitifs ne se chargeront peut-être pas de justifier; c'est ainsi qu'il se proclame l'inventeur de la Quadruple Alliance dont l'idée première lui a été inspirée par lord Palmerston. Maintenant que la rentrée de don Carlos sur le territoire espagnol renouvelle les difficultés, le petit Marquis, *proprio motu* et sans attendre les ordres de son gouvernement, fait, par une note, chef-d'œuvre de ridicule, véritable *olla podrida*, un appel à l'Angleterre et à la France, pour étendre les termes du traité dont on croyait l'objet accompli.

Les circonstances actuelles sont cependant fort différentes. Il y a trois mois, les deux prétendants, Miguel et Carlos, étaient, l'un et l'autre, acculés dans un petit coin

de Portugal, et, par le fait, plus spécialement du ressort de l'Angleterre; maintenant, c'est dans le Nord de l'Espagne qu'est don Carlos, près des frontières de France. L'Angleterre poussera-t-elle ses passions révolutionnaires jusqu'à laisser entrer les armées françaises dans la Péninsule, et ne sera-ce pas pour lord Palmerston le signal de sa sortie du ministère? D'autre part, la France peut-elle, après s'être prononcée contre don Carlos, lui laisser ressaisir un pouvoir qu'il emploiera contre elle? Ce n'est pas que le gouvernement, de plus en plus anarchique, de la Régente offre un voisinage bien rassurant. Le Roi Louis-Philippe se trouve donc placé ainsi dans la double alternative d'avoir à redouter, de l'autre côté des Pyrénées, le principe républicain ou le principe légitimiste ; le *mezzo termine* ne peut se soutenir que par la force armée, la conquête, enfin!

Cela me rappelle un mot bien vrai de M. de Talleyrand qui m'est souvent revenu à l'esprit depuis quatre ans : il a été dit au travers de l'enivrement des grandes journées de 1830. M. de Talleyrand répondit alors à quelqu'un qui était tout en espérances et en illusions, en phrases patriotiques et en attendrissements sur la scène de l'Hôtel de ville, les accolades La Fayette et la popularité de Louis-Philippe : « Monsieur, ce qui manque à tout ceci, c'est un peu de conquête. »

On dit Martinez de la Rosa dépassé en Espagne et ne pouvant plus se soutenir au ministère : il serait remplacé par Toreno et passerait à la Présidence de la Chambre des Pairs. On dit aussi que la Régente l'a nommé Marquis de l'Alliance.

Londres, 19 *juillet* 1834. — Tout ce qui se passe ici fait reporter la pensée vers les premières scènes de la Révolution française. L'analogie est frappante, c'est presque une copie trop servile ; les aristocrates, la minorité de la noblesse, le tiers état, il y a de tout cela dans les tories, les whigs, les radicaux. Les jalousies, les ambitions personnelles aveuglent les whigs, qui ne veulent voir d'autres ennemis que les tories, qui n'aperçoivent d'autres courants que de ce côté, et qui, pour échapper à des rivaux de pouvoir, se précipitent, eux et toute leur caste, dans l'abîme creusé par les radicaux.

En causant, hier, de tout cela, M. de Talleyrand rappelait un mot que lui disait l'abbé Sieyès pendant l'Assemblée constituante. « Oui, nous nous entendons fort bien maintenant qu'il ne s'agit que de *liberté,* mais quand nous arriverons sur le terrain de *l'égalité,* c'est alors que nous nous brouillerons. »

A la séance très vive d'avant-hier, à la Chambre des Lords, le ministère a bien nettement marqué la ligne qu'il veut suivre, et les mêmes hommes, qui, sous lord Grey, tenaient, il y a moins de quinze jours, les clauses répressives du « Bill de coercition » pour indispensables, sont venus en annoncer l'abandon, au milieu des injures, des moqueries de la Chambre ! C'était déclarer que le Cabinet, pour vivre, se plaçait aux ordres de la majorité radicale des Communes, ne comptait l'opposition des Lords pour rien, et prendrait tous les moyens pour l'annuler. L'irritation qui en résulte est, comme de raison, vivement exprimée par les Lords. Les ministres n'ont que les éloges

gracieusement accordés par O'Connell pour les encourager et les consoler.

Londres, 20 *juillet* 1834. — Je préfère, de beaucoup, le second discours de lord Grey, prononcé avant-hier, à la Chambre des Pairs, pour bien éclaircir sa position, qui avait été mal représentée par les deux côtés de la Chambre, au premier discours dans lequel il avait annoncé sa retraite. Je trouvais celui-ci trop long, trop larmoyant, entrant dans des détails trop minutieux de ses affaires de famille. Dans le discours d'avant-hier, plus laconique, plus serré, il est d'une dignité remarquable, et tout en évitant des personnalités aigres, tout en se mettant au-dessus de ressentiments personnels, il montre quel a été le mauvais jeu devant lequel il s'est retiré ; il reste indulgent pour les plus coupables, bienveillant pour ses successeurs comme individus, mais il se sépare de leur système. Il rentre dans ses propres instincts aux acclamations des gens sensés, à l'humiliation de ceux qui l'ont quitté, à la grande déplaisance de tous ceux qui sont les vrais fléaux de l'ordre social.

Il faut en convenir, il y a quinze jours, lord Grey n'apparaissait plus que comme un vieux homme éteint, miné, tiraillé, presque au moment d'être déconsidéré. Depuis sa retraite, un beau rayon de lumière a éclairé ses derniers actes politiques ; son beau talent oratoire, si longtemps exercé dans l'opposition, reprend, en y rentrant, toute son énergie, et il est vrai de dire que lord Grey, tombé de chute en chute, vient de remonter à la première place,

depuis qu'il s'est dégagé des honteuses entraves, par lesquelles il s'était laissé garrotter. Le Cabinet le redoute beaucoup maintenant ; et, en effet, il tomberait bien bas, si lord Grey ne jetait, miséricordieusement, sur eux, le manteau de sa charité ! Ses collègues, qui, naguère, parlaient de lui avec plus de pitié que de respect, tremblent, aujourd'hui, devant ses paroles. Ah ! que l'on fait bien de ne pas se survivre, et que l'à-propos est nécessaire, surtout dans la vie politique !

Une retraite à la fois moins importante et moins honorable, c'est celle du maréchal Soult (1). Des querelles intestines sur le choix d'un gouverneur civil ou militaire de l'Algérie, sur un discours de la Couronne plus ou moins détaillé au 31 juillet prochain, mais surtout la terreur du budget de la Guerre, que le Maréchal aurait des raisons pour ne pas affronter à la prochaine session, voilà les motifs, assure-t-on, de cette démission, acceptée par le Roi, peu regrettée dans le Cabinet, en général, et dont on veut offrir la vacance au maréchal Gérard.

Il paraît que fort heureusement pour la régente d'Espagne, elle a éprouvé un accident qui lui permettra de se montrer à l'ouverture des Cortès. Elle a bien besoin que quelque bon hasard vienne rétablir sa position, si étrangement compromise par ses légèretés et ses inconséquences.

Lord Howick, fils aîné de lord Grey, dont l'esprit est aussi de travers que le corps est repoussant, et dont le

(1) Le maréchal Soult était Président du Conseil depuis 1832. Il quitta ces fonctions en juillet 1834.

public ne pensait pas grand bien, vient aussi de se relever en quittant sa place de sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, et de suivre ainsi l'exemple et la destinée de son père. C'est la seule fidélité à sa fortune qu'aura trouvée lord Grey.

J'ai rencontré, hier, lady Cowper chez elle ; elle m'a paru triste et soucieuse. Il est difficile, en effet, qu'avec son esprit intelligent elle ne soit pas affligée de voir ses parents et ses amis dans une route si peu honorable. Elle me faisait remarquer, avec raison, l'aspect si différent de la société et de la vie de Londres, le soin qu'on met à s'éviter, l'hostilité du langage, l'inquiétude des esprits, la défiance du présent, les tristes prévisions de l'avenir, le décousu général, l'éparpillement du Corps diplomatique et l'absence de tout gouvernement et de toute autorité. Ce langage était frappant de la part de la sœur du premier ministre et de l'ami intime du ministre des Affaires étrangères.

Elle a mis du prix à me persuader que tous les sujets de plainte donnés par celui-ci au Corps diplomatique, et à M. de Talleyrand en particulier, ne devaient être attribués à aucune mauvaise intention, mais seulement à quelques négligences dans les formes, excusables chez un homme accablé de travail. Elle m'a paru surtout embarrassée de l'idée que M. de Talleyrand pourrait donner la conduite de lord Palmerston, envers lui, comme raison de sa retraite ; enfin elle a mis tout son esprit, son bon goût et sa grâce, et elle a beaucoup de tout cela, à servir ses amis et à diminuer l'amertume qu'ils ont provoquée. Je

l'ai quittée, parfaitement contente de ses expressions, mais peu convertie sur le fond des questions.

Londres, 21 *juillet* 1834. — Le besoin qu'a le ministère anglais actuel de quelque orateur à la Chambre Haute moins discrédité que le Chancelier, plus habile que ses collègues pairs et ministres, a inspiré la plus inconcevable des propositions, produite par le manque absolu de bon sens, et l'absence de toute élévation, qui caractérisent Holland-House. C'est très sérieusement qu'on est venu proposer à lord Grey de rester, non comme chef, mais comme garde du Sceau privé. Il a eu le bon goût d'en rire, comme d'une chose trop grotesque pour s'en fâcher. Mais de quel air a-t-on pu lui adresser une pareille demande ?

Du reste, tout est si étrange en ce moment qu'il ne faut plus s'étonner de rien. Voici, par exemple, le récit exact de la manière dont lord Melbourne s'est acquitté de l'ordre du Roi, de chercher par tous les moyens à arriver à un ministère de coalition, où tous les partis fussent représentés. Je comprends que la chose fût impraticable, mais il faut convenir que lord Melbourne s'est acquitté d'une singulière façon de cette mission royale. Il a écrit au duc de Wellington et à sir Robert Peel, de la part du Roi, pour leur dire de quelle commission il était chargé, en ajoutant que, pour leur éviter la fatigue des détails, il leur envoyait, en même temps, une copie de la lettre qu'il venait d'écrire au Roi sur sa manière personnelle d'envisager la question. Cette lettre ne contenait autre chose

que la plus forte argumentation contre tout rapprochement et l'énumération de toutes les difficultés qui rendaient le projet de coalition impossible. La réponse du duc de Wellington et de sir Robert Peel n'est qu'un accusé de réception, avec un remerciement respectueux de la communication qui leur était faite au nom du Roi. Le Roi, s'étant étonné que ces messieurs ne fussent entrés dans aucun autre détail, leur a fait dire qu'il demandait leurs observations : « Elles sont toutes contenues dans la lettre de lord Melbourne au Roi, nous n'avons rien à y ajouter, » ont-ils répondu ; et c'est ainsi que s'est terminée cette singulière négociation.

Londres, 22 *juillet* 1834. — L'espèce de calme et de bonne mine qu'avait repris le gouvernement français, semble un peu troublé par les discussions des ministres entre eux, qui ont amené la retraite du maréchal Soult. Il paraît qu'on s'inquiète et se divise aussi sur le plus ou moins de durée et d'importance de la petite session annoncée pour le 31 juillet. Elle arrive mal à propos, pour discuter les événements de la Péninsule, et embarrasser le gouvernement par tout le bavardage de la tribune. Le triomphe de don Carlos fixerait un ennemi personnel sur nos frontières ; celui de la Régente, qu'elle ne peut obtenir qu'en se jetant, de plus en plus, dans le *mouvement*, nous donnerait un voisinage de révolution et d'anarchie. Cela ne saurait être indifférent à notre gouvernement, qui n'a déjà que trop à lutter contre de semblables éléments. Il paraît, du reste, que les deux armées

étaient trop en regard l'une de l'autre, pour qu'elles n'en vinssent pas aux prises, et le premier succès éclatant restant à l'un ou à l'autre des deux compétiteurs fixera, probablement, leurs destinées ultérieures. Aussi en attend-on l'issue avec une grande et inquiète curiosité.

Maintenant que la querelle ne se règle plus en Portugal, mais en Espagne, les Anglais se mettent sur le second plan et ne donneront que de légers secours à leur cher petit Miraflorès ; le grand fardeau est réservé à la France, et il se présente hérissé de difficultés.

On répandait, hier, à la Cité, la nouvelle de la mort de la Reine régente. Les uns disaient qu'elle avait péri par le poison, d'autres à la suite de l'accident qui l'avait conduite dans la retraite. La nouvelle est probablement fausse, mais dans un semblable pays, à travers la guerre civile, le fanatisme religieux, les querelles et les jalousies de famille, les passions de toute espèce qui y sont déchaînées, des crimes ne sont pas plus invraisemblables que les folies et les désordres qui s'y passent journellement.

Le ministre Stanley qui remplace lord Howick, comme sous-secrétaire d'État au ministère de l'intérieur, et qui n'a rien de commun avec le M. Stanley dernièrement ministre, est une espèce de *faux dandy* parfaitement radical et de la plus mauvaise et vulgaire sorte. Il a été, un moment, secrétaire particulier de lord Durham.

Celui-ci a dédaigneusement refusé l'ambassade de Paris, qu'on ne lui offrait, à ce qu'il a bien compris, que pour se débarrasser de lui ici. Il a répondu qu'il n'accepterait aucun emploi d'un Cabinet qui refusait de le recevoir

dans son sein. Lord Carlisle a donné sa démission de lord du Sceau privé.

Londres, 24 *juillet* 1834. — On disait assez généralement, hier, que l'Infante Marie, princesse de Portugal, femme de l'Infant don Carlos, avait, secrètement aussi, quitté l'Angleterre, pour suivre son mari en Espagne, laissant ses enfants ici, à la duchesse de Beïra, sa sœur. On dit que l'Infante Marie a beaucoup de courage et de décision. Probablement, elle s'en croit plus qu'à son mari, et elle pense que sa présence près de lui inspirera au prétendant toute l'énergie dont il a besoin dans la crise actuelle. Toutes ces Princesses de Portugal sont des démons, en politique ou en galanterie, et quelquefois les deux ensemble. L'aventure qui a fait, d'une de ces Princesses, une marquise de Loulé, explique l'éclat qu'elle vient de donner à Lisbonne, à l'occasion d'un officier de la marine anglaise. M. de Loulé s'est fâché, et a renvoyé sa femme en gardant les enfants. Dom Pedro a exigé que son beau-frère reprît sa femme ; je ne sais comment cela a fini.

L'Infante Isabelle, qui pendant sa régence a aussi fait parler d'elle, et que dom Miguel a voulu, dit-on, faire empoisonner avec un bouillon aux herbes, est maintenant à Lisbonne, réunie au reste de sa famille, ou pour mieux dire, de ses parents, car il règne des affections et des haines si également dénaturées dans cette maison de Bragance, qu'il ne peut être question pour elle des liens naturels de famille.

A propos de prétendants et de mœurs singulières, lord Burghersh m'a beaucoup parlé, hier, de la comtesse d'Albany, qu'il a connue à Florence. Elle y avait, pour cavalier servant, M. Fabre, le peintre, qui, depuis la mort d'Alfieri, demeurait chez elle. Ils se promenaient seuls, n'ayant que le grand chien de M. Fabre en tiers, ils dînaient seuls. De huit à onze heures, Mme d'Albany recevait tout Florence. M. Fabre allait, pendant ce temps-là, chez une maîtresse d'un ordre inférieur. A onze heures, il reparaissait chez la Comtesse, ce qui était le signal de la retraite pour tout le monde, afin de les laisser souper tête à tête. Jamais on ne les invitait l'un sans l'autre, ce qui est d'étiquette en Italie, et poussé à un point de naïveté étrange. En voici un exemple : lord Burgersh, ministre d'Angleterre à Florence, ouvrit sa maison par un grand bal, où il crut avoir prié toute la grande compagnie, mais, n'étant pas encore très au fait des relations de la société, il oublia d'inviter un monsieur attaché à une belle dame ; le matin du bal, le maître d'hôtel vint chez my lord avec une lettre ouverte, qu'il venait de recevoir, et qu'il pria son maître de parcourir ; lord Burghersh y lut ce qui suit : « *Sapete, caro Matteo, che sono servita, da il cavalier un tel ;* il n'est pas invité chez lord Burghersh, ce qui, comme vous le sentez, me met dans l'impossibilité d'aller à son bal : faites réparer cette erreur, je vous prie. » Elle le fut en effet, et lord Burghersh n'oublia pas la leçon. Le *sapete*, adressé à un valet, le *sono servita,* tout est d'une naïveté incroyable, et néanmoins parfaitement dans les convenances italiennes. Mais, pour en revenir à la com-

tesse d'Albany et à M. Fabre, la Comtesse étant morte, M. Fabre fit le portrait du chien, le compagnon de leurs promenades, le fit graver, et en envoya une épreuve à chacun des amis de la Comtesse, avec l'inscription suivante : « Aux amis de la comtesse d'Albany, le chien de M. Fabre. »

Londres, 25 *juillet* 1834. — Le ministère devient bien aigre pour lord Grey : on lui sait mauvais gré de sa noble retraite, de son juste dédain pour cette absurde proposition du Sceau privé. On le dit faible, incapable, capricieux, enfin on joint l'outrage à la perfidie, et le voile léger dont on couvre cette déloyale conduite ne la dérobe pas assez, aux yeux de lord Grey, pour qu'il ne commence aussi à en être aigri. Je sais qu'il a dit que si ses successeurs faisaient un pas de plus dans la route révolutionnaire, il cesserait non seulement de voter pour eux, mais encore se déclarerait contre eux. Décidément, il est rentré dans ses vrais instincts, et je crois qu'il aura à cœur de se laver, autant que cela se pourra, de l'imputation d'avoir entraîné l'Angleterre dans une route de perdition.

Lord John Russell, le plus doux, le plus spirituel, le plus honorable, le plus aimable des Jacobins ; le plus naïf, le plus candide des révolutionnaires ; le plus agréable, mais aussi, par son honnêteté même, le plus dangereux des ministres, me disait, hier, qu'il avait eu, il y a quelques mois, une violente discussion avec lord Grey, à propos d'une mesure sur laquelle ils n'étaient pas d'accord, et à l'occasion de laquelle lord Grey lui déclara que

jamais il ne consentirait à mettre son nom à un acte révolutionnaire. Lord John ajouta, avec son petit air doux : « C'était, après la réforme, une grande faiblesse et une inconséquence. — Vous auriez raison, » ai-je repris, « si lord Grey, en vous laissant faire la réforme, en eût prévu toutes les conséquences ; mais vous conviendrez avec moi qu'il ne les a pas aperçues, et que vous vous êtes bien gardé de les lui signaler *in time*. » Lord John s'est mis à rire et m'a dit, de fort bonne grâce : « Vous n'exigez pas que je me confesse? » Si tous les révolutionnaires étaient de l'espèce de Cobbett et O'Connell, ou de l'inconvenante et cynique nature de lord Brougham, on se tiendrait plus aisément en garde ; mais dans la spirituelle et délicate personne du fils du duc de Bedford, comment soupçonner de tels travers dans le jugement, et dans la nature physique la plus frêle, et, en apparence, la plus éteinte, comment s'attendre à une semblable persévérance dans la pensée et à une telle violence dans l'action.

Londres, 29 *juillet* 1834. — Une course à Woburn Abbey a interrompu ce journal. Ce troisième séjour que j'ai fait dans ce bel endroit, beaucoup plus agréable pour moi, personnellement, que les deux premiers, ne m'a cependant rien fourni à ajouter aux descriptions que j'en ai faites. Il ne s'y est rien passé non plus, qui sortît du cours habituel de la vie de château en Angleterre. Grande et large hospitalité, avec un peu plus de pompe et de parure qu'il ne faut dans la vie de campagne, telle qu'on la comprend sur le Continent!

Un voyage, à Woburn surtout, est une chose arrangée, comme l'est un dîner en ville. Vingt ou trente personnes qui se connaissent, mais sans familiarité, sont invitées à se réunir pendant deux ou trois jours ; les maîtres de la maison se rendent chez eux, exprès pour y recevoir leurs hôtes et s'en retournent à leur suite ; ils paraissent, ainsi, y être eux-mêmes en visite. Mais enfin, il y a tant à voir, tant à admirer, le duc de Bedford est si poli, si parfaitement grand seigneur, la Duchesse si attentive, qu'il est impossible de ne pas rester sous une impression agréable. La mienne l'a été, beaucoup, et cela en dépit du voile assez triste qui couvrait quelques-unes des figures principales, lord Grey par exemple, qui s'est affaissé tout à coup d'une manière frappante, souffrant et abattu, et ne se donnant aucune peine pour dissimuler ses dispositions, qui deviennent de plus en plus amères. Les abdications les plus volontaires sont toujours suivies de regrets ; on mourrait dans la tourmente, on s'éteint dans le repos. C'est si difficile d'être satisfait de soi-même et des autres!

Mme de Lieven aussi, malgré tous ses efforts, succombait sous le poids des adieux, du départ, de l'absence ; elle est vraiment fort malheureuse et me fait grande pitié. Elle est bien plus à plaindre, encore, que toute autre ne le serait en pareille situation, car jamais personne d'esprit n'a trouvé moins de ressources en elle-même. Elle les demande constamment à ses alentours. Le mouvement des nouvelles et de la conversation lui est indispensable, et elle ne connaît d'autre emploi à la solitude que le sommeil. Elle pleure de quitter l'Angleterre, elle redoute Péters-

bourg, mais sa plus grande terreur, c'est celle de la traversée, huit jours de solitude! car son mari et ses enfants ne comptent pas pour elle. Elle s'arrêtera un jour à Hambourg, uniquement pour échanger quelques paroles avec des visages nouveaux ; elle a saisi avec avidité l'idée de lui assurer la visite du baron et de la baronne de Talleyrand qu'elle n'a jamais vus et qu'elle sait ne pas être amusants! Elle a éprouvé un soulagement évident en décidant lord Alvanley à prendre sa route pour Carlsbad, par Hambourg, dans le même bateau qu'elle, et cela quoique lord Alvanley la prévînt que le mal de mer le rendait de fort mauvaise compagnie ; enfin l'ennui fait, chez elle, l'effet de la mauvaise conscience : elle ne songe qu'à se fuir elle-même.

En revenant à Londres, nous avons appris les massacres de Madrid : toujours cette horrible fable des puits empoisonnés, qui, partout où le choléra fait des ravages, a excité l'ignorance populaire et l'a changée en fureur et en atrocités. Les moines en ont été victimes, et, malgré le fanatisme religieux, les couvents ont été pillés. L'autorité a été faible, et par conséquent impuissante ; le gouvernement était retiré à Saint-Ildephonse, terrifié et hésitant, ne sachant si, dans ces tristes circonstances d'épidémie, de désordre et de guerre civile, il devait proroger les Cortès ou les réunir, ni dans quels lieux, ni sous quels auspices! Il est impossible d'imaginer un plus triste concours de circonstances fatales pour l'Espagne et un voisinage plus incommode pour la France.

Louis-Philippe a grande répugnance à intervenir osten-

siblement et directement dans les destinées de l'Espagne. Il a même assez montré son éloignement à cet égard, pour en avoir laissé comprendre le secret par les ambassadeurs à Paris, qui s'en prévalent puissamment. Le ministère français, qui compte davantage avec les vanités et les susceptibilités nationales, s'est moins nettement prononcé. C'est ainsi qu'on doit paraître après-demain devant les Chambres.

Un des principaux motifs indiqués de la retraite du maréchal Soult était son insistance pour qu'on envoyât un gouverneur militaire à Alger, en opposition avec le reste du Cabinet, qui exigeait que ce fût un gouverneur civil. Il paraît que les exigences du maréchal Gérard ont porté sur le même objet, et que, fort de l'amitié du Roi, il l'a emporté, car c'est le général Drouet d'Erlon qui vient d'être nommé à cet emploi.

Londres, 31 *juillet* 1834. — L'année dernière le Roi d'Angleterre disait à M. de Talleyrand à son départ pour le Continent : « Quand reviendrez-vous? » L'année d'avant, il lui avait dit : « J'ai chargé mon ambassadeur à Paris de dire à votre gouvernement que je tiens à vous conserver ici. » Cette année-ci, il dit : « Quand partez-vous? » Il me semble qu'on peut retrouver, dans ses expressions si différentes, la trace des influences *palmerstoniennes*.

Hier au Lever du Roi, lord Mulgrave a reçu le Sceau privé abandonné par lord Carlisle.

On parlait, dans notre salon, du talent de certaines personnes pour raconter des histoires de revenants. Cela

m'a rappelé l'intérêt avec lequel j'avais entendu, il y a deux ans, à Kew (1), Mme la duchesse de Cumberland nous conter une apparition qu'elle avait vue elle-même et dont le souvenir paraissait encore l'émouvoir beaucoup. Elle nous fit d'autant mieux participer à ses impressions qu'il était tard et qu'un gros orage bien effrayant grondait au dehors.

Voici cette histoire; elle se passa à Darmstadt, où Mme la duchesse de Cumberland, alors princesse Louis de Prusse, était allée voir sa famille du côté maternel. Elle fut logée dans un appartement d'apparat du château, qui n'était habité que rarement, et dont l'ameublement, quoique magnifique, était resté le même depuis trois générations. Fatiguée de sa route, elle ne tarda pas à s'endormir, mais elle ne tarda pas, non plus, à sentir passer sur son visage un souffle qui l'éveilla; elle ouvrit les yeux, et vit la figure d'une vieille dame qui se penchait sur la sienne. Saisie de cette apparition, elle tira bien vite sa couverture sur ses yeux, et resta quelques instants immobile; mais le manque d'air lui fit changer de position, et la curiosité la pressant, elle rouvrit les yeux et vit la même figure vénérable, pâle et douce, la fixer encore. Alors, elle se mit à crier bien fort, et la nourrice du prince Frédéric de Prusse, qui couchait avec l'enfant, dans la pièce voisine, dont les portes étaient ouvertes, accourut

(1) Kew est situé sur la rive droite de la Tamise. Ce château fut pendant quelque temps la demeure du duc et de la duchesse de Cumberland, avant qu'ils n'héritassent du trône de Hanovre. Il y a à Kew un observatoire et un jardin botanique créés par le Roi George III.

et trouva sa maîtresse baignée dans une sueur froide ; elle demeura près d'elle tout le reste de la nuit. Le lendemain, la Princesse raconta à sa famille l'événement de la nuit, et demanda instamment de changer d'appartement, ce qui eut lieu. Du reste, son récit n'étonna personne, car il était admis dans la famille, que chaque fois qu'une personne, descendante de la vieille duchesse de Darmstadt, qui avait habité cet appartement, s'y trouvait couchée, cette vieille aïeule venait faire visite à ses arrière-petits-enfants, et on citait, à l'appui de cette tradition, l'exemple du duc de Weimar et de plusieurs autres Princes. Beaucoup d'années plus tard, la duchesse de Cumberland, princesse de Solms, et habitant Francfort, fut invitée par son cousin, le grand-duc de Hesse-Darmstadt, à venir assister à une grande fête qu'il préparait. La Princesse s'y rendit, mais avec l'intention de revenir la même nuit chez elle à Francfort. Le souper fini, elle passa dans une pièce où on avait préparé sa robe de voyage et où, pendant sa toilette, elle fut suivie par sa cousine, la jeune Grande-Duchesse nouvellement mariée : celle-ci demanda à la princesse de Solms si ce qu'elle avait entendu raconter de l'apparition était vrai. Elle désira en avoir le récit détaillé et, après l'avoir entendu, elle voulut savoir si l'impression avait été assez forte pour que la Princesse se souvînt encore des traits de leur vieille aïeule : « Oui, certainement, » assura la Princesse. — « Eh bien ! » dit la Grande-Duchesse, « son portrait est dans la chambre où nous nous trouvons, avec deux autres portraits de famille de la même époque. Prenez la lumière,

approchez-vous, et dites-moi lequel vous croyez être celui de l'apparition ; je verrai si vous devinez juste. » Au moment où la Princesse, non sans quelque répugnance, s'approcha des portraits et reconnut celui de la vieille grand'-mère, il se fit au-dessus de la chambre un bruit épouvantable, le cadre et le portrait se détachèrent, et sans leur fuite précipitée, les curieuses eussent été tuées par la chute du tableau.

Je ne sais si cette histoire est bien belle en elle-même, mais je sais qu'elle me fit beaucoup d'impression, parce qu'elle fut très bien racontée, et que, dans ce genre de choses, quand on entend dire : « J'ai vu, j'ai entendu, » on ne se permet plus de tourner la chose en moquerie. D'ailleurs, le sérieux de la Duchesse était parfait, et son émotion vive, de sorte que je ne me suis jamais permis de douter de l'exactitude du récit.

L'absence de Mme la duchesse de Cumberland a laissé, pour moi du moins, un vide sensible à Londres. Elle a de l'esprit, de l'instruction, les plus belles manières, les plus royales, de la grâce, de la douceur, des restes de beauté, surtout dans la taille. Elle m'a traitée avec une bonté d'autant plus parfaite qu'elle l'a reportée, depuis, sur mon second fils. Enfin, quelque jugement qu'on porte sur son caractère, qui n'est pas également honoré par tout le monde, il est impossible de ne pas lui reconnaître de grandes qualités, et de ne pas être touché de la grande affliction dont elle est frappée, dans l'infirmité de son fils, le prince George. Celui-ci est un aïmable et beau jeune homme, privé à l'âge de quinze ans, et après de vives

douleurs, de la vue; c'est un objet tout à la fois de pitié et d'admiration, résigné comme un ange, sans impatience, sans regrets, sans humeur, dissimulant sa tristesse à sa mère. Il soutient le courage de ceux qui l'entourent, par celui qu'il témoigne lui-même, et il inspire déjà dans son jeune âge tout le respect d'une grande vertu. L'improvisation sur le piano est la distraction à laquelle il préfère se livrer ; ses mélodies sont toujours tristes et graves, mais lorsqu'il reconnaît le pas de sa mère, il passe à un thème gai et animé pour lui donner le change sur ses impressions. Aussi longtemps que, par des remèdes, on a espéré lui rendre la vue et arrêter les progrès de l'inflammation, on a suspendu son éducation; mais lorsque son précepteur, qui est un homme excellent, a jugé que l'éducation en souffrait sans que la vue y gagnât, il a proposé au jeune Prince de reprendre le cours de ses études, et lui a soumis un plan, pour continuer autant que cela se pouvait, sans le secours de la vue. Le Prince s'est tu pendant quelques instants, puis, d'un air pénétré, il a dit : « Oui, Monsieur, vous avez raison, je suivrai vos avis; car je sens que, quoiqu'une porte se soit fermée pour moi, il faut que je cherche avec d'autant plus de soin à en ouvrir une autre. »

Londres, 1^er^ *août* 1834. — Quel triste dîner que celui d'hier chez lord Palmerston! Dîner d'adieu pour la princesse de Lieven, où elle est venue malgré elle, où nous n'allions qu'à cause d'elle, où lady Cowper faisait de visibles efforts pour paraître à son aise, où lady Holland voulait

des explications sur les derniers torts de lord Palmerston envers M. de Talleyrand, où chacun pressentait que notre départ serait aussi définitif que celui de cette pauvre Princesse. M. de Bülow, pâle et embarrassé, avait l'air d'un filou pris sur le fait; le pauvre Dedel avait, lui, l'air d'un orphelin qui voit enterrer ses parents; lord Melbourne ne faisait à personne, avec sa grosse tournure de fermier normand, l'effet d'un premier ministre.

L'échec *volontaire* éprouvé la veille par le ministère à la Chambre des Communes, où il s'est laissé battre par les radicaux, dans la question du Clergé irlandais, ne donnait pas bonne mine à ces messieurs. Enfin il y avait, sur tout et sur tous, une gêne lugubre répandue qui m'oppressait à un point extrême.

Je ne me sens pas le courage d'aller, ce matin, dire un dernier adieu à cette pauvre Princesse, tuée de fatigues et d'émotions. C'est un bon procédé que ne pas augmenter son agitation. Ce départ qui me peine, puisqu'il éloigne, sans grandes chances de revoir, une personne distinguée, m'afflige encore par les retours qu'il me fait faire sur tous les changements qui se sont opérés ici depuis quatre ans, et qui, tous, les uns après les autres, ont tendu à ternir cette belle et brillante Angleterre. Dans le Corps diplomatique seul, que de pertes! M. Falk, si aimable, si doux, si fin, si spirituel, si instruit, remplacé d'abord par l'âcre M. de Zuylen, l'est maintenant par le bon mais insignifiant Dedel. La bonne humeur, l'entrain ouvert et naïf de Mme Falk a fait faute aussi. M. et Mme de Zea étaient gens plus intelligents, de beaucoup, que les lilliputiens de Mira-

florès. M. et Mme de Münster étaient fort supérieurs aux Ompteda à tous égards. L'excellente Mme de Bülow n'a pu être remplacée pour moi, et je crois, d'ailleurs, que son absence a trop laissé les mauvaises tendances de son mari sans le contrepoids que la simple et honnête nature de sa femme leur opposait. Esterhazy est l'objet d'un regret universel : sa parfaite bonne humeur, sa sûreté sociale, sa facilité de caractère, ses habitudes de grand seigneur, la finesse de son esprit, la droiture de son jugement, la bienveillance de son cœur, tout le faisait chérir ici et rien ne saurait l'y faire oublier. Wessenberg aussi a laissé une place vacante qui n'a pas été remplie. Le départ des Lieven élargit la brèche sociale et le nôtre achèvera cette démolition générale. Le terrain neutre des maisons diplomatiques est surtout appréciable dans un pays divisé par l'esprit de parti, et où, la politique ayant rompu tant d'autres liens, la société ne saurait plus se réunir sous les anciens auspices.

Nous avons appris, hier, télégraphiquement, que la Reine régente d'Espagne avait ouvert elle-même les Cortès le 24, à Madrid, que la ville était tranquille, que le choléra y diminuait un peu et que don Carlos se retirait de plus en plus vers la frontière de France.

Londres, 3 *août* 1834. — Il me semble que rien ne témoigne mieux de l'état dans lequel est tombée la politique intérieure du gouvernement anglais que ce que disait, hier, lord Sefton : « Savez-vous, » me disait-il, « que malgré mon admiration pour lord Grey, je trouve que nous

en sommes venus à un point où il est non seulement heureux pour lui-même, mais encore fort avantageux pour le pays qu'il se soit retiré? Jamais il n'aurait consenti à la moindre courtoisie, encore moins à un peu de flatterie pour O'Connell et ses amis, et cependant il n'y a plus moyen de ne pas les satisfaire; il est urgent de les adoucir par les bassesses contre lesquelles lord Grey se serait révolté, et qui répugnent moins à ses successeurs, à commencer par mon ami le Chancelier. Ainsi vous voyez qu'il est heureux que nous ayons pour gouvernants des gens tout disposés à faire les bassesses nécessaires! »

Il me semble qu'on s'accorde à beaucoup louer le discours de la Reine d'Espagne. Pour l'apprécier il faudrait connaître, mieux que je ne puis le faire, l'état de ce pays; tout ce que je puis lui souhaiter de mieux, c'est qu'elle ne soit plus dans le cas d'en faire de si longs et dans de semblables circonstances. On dit qu'elle l'a prononcé de fort bonne grâce. On doit lui savoir gré d'avoir repris courage et d'être rentrée dans la contagion pour le prononcer.

Le choléra enlève beaucoup de monde à Madrid ; la police sanitaire y est mauvaise, la chaleur extrême, la propreté nulle. Les femmes y sont atteintes dans une proportion double des hommes. La mère de Mme de Miraflorès est parmi les victimes.

Don Carlos est, à ce qu'il paraît, sur le point de repasser la frontière; il en est même, dit-on, assez près pour que les vedettes françaises aperçoivent les siennes.

Je ne sais quel mauvais vent souffle sur Paris, mais je serais disposée à croire que tout n'y est pas aussi tranquille

en réalité qu'en apparence. Voici, à cet égard, ce que je trouve dans une lettre de Bertin de Veaux : « Il paraît qu'il est dans la destinée du prince de Talleyrand, et dans la vôtre, de ne venir à Paris que pendant les crises ministérielles, car notre ministère n'est pas plus solide que celui de Londres. Au surplus, dans ce pays-ci, on a pris son parti de vivre au jour le jour ; excepté les acteurs, personne ne pense à la pièce. Cependant, quand vous arriverez, votre salon sera bientôt plein, et c'est devant vous et devant le Prince, que tous les acteurs, grands et petits, iront *poser,* comme on dit à présent. »

Dans une autre lettre, il est fort question des dangers du jour, de ceux du lendemain, de vœux apparents, de velléités sourdes, de mésintelligences, d'associations, de la grande ambition de certains petits hommes, de l'humeur et de la bouderie des autres. A propos de mécomptes éprouvés par M. Decazes, on ajoute : « Ce pauvre M. Decazes a beau frapper la terre de tous côtés, il n'en peut rien faire sortir ; on dit qu'il veut maintenant la place de Semonville, et qu'il a peut-être quelques chances, parce que Semonville est très commode à désobliger ; il ne fait peur à personne. Cette mode d'enterrer les gens, avant qu'ils ne soient morts, ne me plaît guère ; je croyais qu'on en était dégoûté depuis l'épreuve faite sur MM. de Marbois et Gaëte, qui n'a pas eu de succès dans le public. Comme, en rentrant chez soi, on se trouve bien de ne pouvoir être dépossédé de rien ! »

Londres, 4 août 1834. — Il paraît certain que, la veille

de l'ouverture des Cortès, on a découvert une conspiration républicaine fort étendue, dans laquelle beaucoup de personnes marquantes auraient été compromises. Palafox et Romero sont arrêtés; on dit que c'est en Galice surtout qu'ils avaient le plus de partisans; dans l'Aragon et la Catalogne ce sont les carlistes qui dominent et s'agitent. Ainsi, voilà trois drapeaux différents, sous lesquels l'Espagne se range et se divise.

Quand M. Backhouse a été trouver don Carlos sur le *Donegal*, celui-ci lui a dit qu'il avait entendu parler du traité de la Quadruple Alliance, mais qu'il désirait en connaître le texte. L'ayant lu, il l'a remis à M. Backhouse, sans réflexions, mais avec un sourire très ironique, qui est devenu un rire dédaigneux lorsque M. Backhouse lui a dit qu'il croyait qu'il se faisait illusion sur la force de son parti en Espagne. A cela près, le Prince a été poli et doux dans son accueil et même obligeant.

On avait annoncé la clôture du Parlement pour le 12, et la plus grande partie des membres comptaient quitter Londres même avant ce jour-là, quand le duc de Wellington a réuni, avant-hier, tous ceux de son parti chez lui ; il les a priés dans l'intérêt et *pour le salut de la Patrie* de rester à leur poste et de profiter de leur majorité, reconnue imposante dans la question des *dissenters* pour défendre encore l'Église à l'occasion des autres mesures qui restent en discussion. La crainte de laisser le Clergé protestant d'Irlande sans aucun moyen d'existence, si le « Bill sur les dîmes », œuvre d'O'Connell, est rejeté, laisse, à la vérité, quelques doutes sur la marche définitive que la Chambre

Haute adoptera, mais les évêques paraissent croire que ce Bill serait aussi pernicieux pour eux que l'absence de toutes mesures pécuniaires. Il est certain que la semaine actuelle est une des plus critiques ; si ce Bill est rejeté, les deux Chambres se trouveront en collision. Le ministère quittera-t-il? ou bien demandera-t-il carte blanche au Roi? avancera-t-il ainsi dans la route révolutionnaire? ou bien s'en tiendra-t-il, comme le Chancelier le disait hier, à laisser le Clergé protestant d'Irlande mourir de faim? Lord Grey disait que ce ne serait pas si aisé de laisser ces prêtres mourir de faim, puisqu'une loi obligeait de pourvoir à leur existence, soit en prélevant les dîmes, soit de toute autre manière. Et quant à une fournée de Pairs, sur l'observation qu'il en faudrait nommer cent cinquante, lord Grey a dit que deux cents ne suffiraient pas, parce que toute l'ancienne Pairie, lui en tête, se révolterait contre un gouvernement assez fou et assez mauvais pour se porter à une telle extrémité. Il resterait d'ailleurs à savoir si le Roi y consentirait. Celui-ci est souffrant, triste, abattu ; il en convient et surtout de sa préoccupation morale, qu'il ne cherche pas à cacher. On remarque en lui une oppression extrême et particulièrement l'affaiblissement d'un œil qu'il ne peut presque plus ouvrir.

Voici ce qui s'est passé à l'occasion de la Jarretière, vacante par la mort de lord Bathurst : le Roi l'a envoyée à lord Melbourne, comme étant son premier ministre. Celui-ci l'a respectueusement refusée, en disant qu'il suppliait le Roi de la donner à celui auquel lord Grey aurait désiré qu'elle arrivât, c'est-à-dire au duc de Grafton. Le Roi l'a,

en effet, envoyée au Duc, mais celui-ci, vivement affecté de la mort de son fils favori, se sentant, d'ailleurs, âgé et hors du monde, a prié le Roi de la donner à quelqu'un qui pourrait se montrer plus souvent à ses yeux et qui serait plus utile à son service. On suppose qu'elle ira au duc de Norfolk ; mais il est catholique, et ce serait le premier exemple de cette grâce donnée à un dissident religieux.

Un rude coup vient de frapper le duc de Wellington, au milieu des soucis multipliés de chef de l'opposition : Mme Arbuthnot, femme d'esprit et de sens, discrète et dévouée, amie fidèle du Duc, vient de mourir en peu de jours d'une maladie vive. Elle était dans toute la force de l'âge et d'une santé jusque-là très robuste. Le Duc a donc perdu, dans la même semaine, lord Bathurst, son plus ancien ami, et Mme Arbuthnot, sa confidente, sa consolation, son *home!* Les morts, les départs rendent Londres bien triste en ce moment; tout le monde a la mine longue et déconfite; on est consterné de cette mauvaise veine, qui fait que chaque jour est marqué par une catastrophe.

Londres, 5 *août* 1834. — Dom Miguel a, décidément, signé sa protestation. Le duc d'Alcudia et M. de Lavradio sont près de lui; ils se disposent tous à venir rejoindre don Carlos, au moindre succès de celui-ci.

Lady Holland et lady Cowper font tous leurs efforts pour que M. de Talleyrand et lord Palmerston se quittent sur de bons termes. Je comprends que les amis de celui-ci le désirent, et qu'il leur importe, d'une part, que l'on ne puisse pas s'en prendre aux inconvénients personnels de

lord Palmerston de la dispersion totale du haut Corps diplomatique, et que, de l'autre, le mauvais renom du ministère anglais dans toute l'Europe ne soit pas fortifié du langage de M. de Talleyrand sur lui à Paris. On arrivera, en effet, à faire qu'ils se quitteront poliment, sans éclat, sans rupture; mais il est impossible qu'un levain qui fermente depuis si longtemps, ne laisse pas un germe de mal-être, d'embarras et de rancune. M. de Talleyrand ne saurait oublier qu'il a été traité légèrement par plus jeune et moins capable que lui. Lord Palmerston, moins impertinent, peut-être, dans les formes, s'en vengerait sur le fond des choses, et d'autant plus aisément que l'âge et la paresse de M. de Talleyrand le rendraient, chaque jour, plus facile à entraîner dans de fausses démarches. Rien ne serait donc plus mal avisé que de se remettre en présence, et malgré tous les souvenirs si doux et si satisfaisants qui m'attachent à l'Angleterre, j'avoue que j'éprouverai, à l'égard de M. de Talleyrand, un soulagement véritable à le voir hors des affaires publiques.

Londres, 6 *août* 1834. — C'est décidément le duc de Norfolk qui a la Jarretière.

L'Espagne demande des articles additionnels au Traité du 22 avril, dit de la « Quadruple Alliance ». Elle demande à l'Angleterre des vaisseaux en croisière sur les côtes de la Biscaye; au Portugal, un corps d'armée; à la France, de l'argent, des munitions, des troupes sur la frontière française; et à ses alliés réunis, l'appui moral d'une déclaration favorable à la cause de la Régence, et qui étendrait et

expliquerait plus amplement le but du premier Traité.

L'incertitude et l'ignorance prolongée des mouvements de Rodil inquiètent sur ses succès, et on attribue à l'alarme qui en résulte la baisse des fonds à Paris, les malheurs particuliers qui en sont résultés et qui ont amené de sinistres catastrophes. Les Rothschild, qui avaient inondé l'Europe d'effets espagnols, et qui en étaient restés eux-mêmes assez encombrés, sont de très mauvaise humeur et prodigieusement inquiets.

Il y a des gens d'esprit qui prétendent que le grand danger pour la Régente n'est pas dans don Carlos, mais dans le parti dit du *mouvement*. On est bien disposé à se ranger à cette opinion quand on songe à l'horrible propos tenu par Romero Alpuende, qui appelait les massacres du 17 juillet à Madrid : « *Un léger soulagement patriotique.* »

Londres, 8 *août* 1834. — Rodil paraît avoir obtenu, décidément, un succès très marqué sur toute la ligue des carlistes. Dans une guerre régulière cela pourrait mettre fin à la lutte, mais dans une guerre civile les règles communes ne s'appliquent plus et ce qu'on croit anéanti aujourd'hui reparaît demain.

M. de Talleyrand a pris congé du Roi avant-hier. Le Roi a été gracieux pour lui et pour moi, regrettant qu'en l'absence de la Reine, sa vie de garçon l'empêchât de m'engager à aller à Windsor où il aurait été charmé de me voir avant mon départ. Ceci est plus obligeant qu'exact, car la princesse Auguste fait les honneurs du château, des

dames y sont invitées, entre autres lady Grey et sa fille; mais enfin la rédaction est gracieuse et, dans le monde, c'est tout ce qu'on peut exiger.

Le Roi a beaucoup dit encore que les affaires étaient bien sérieuses et les cartes bien mêlées, ce à quoi M. de Talleyrand a répondu : « Quant à nous, Sire, nous jouons nos cartes sur la table de Votre Majesté. »

Londres, 9 août 1834. — Je ne connais rien de si embarrassant pour des maîtres de maison que l'hostilité montrée et rapprochée des convives entre eux. Le Chancelier, auquel nous espérions avoir échappé, nous est arrivé hier au dessert. Il a prolongé notre dîner en mangeant fort à son aise et avec sa saleté ordinaire; il parlait en mangeant, touchant à tous les sujets, comme à tous les plats, sans arrêt, sans délicatesse. Nous en souffrions, surtout pour lord et lady Grey. Enfin il nous a mis tous bien mal à l'aise et a augmenté, s'il est possible, mon dégoût et mon mépris pour lui.

Lord John Russell, qui dînait chez nous, est aussi un petit radical, mais, du moins, il a toutes les habitudes de bon goût et de bonne grâce qui distinguent son père.

A propos de popularité et des frais qu'il est convenable que les grands seigneurs fassent pour les classes secondaires de la société, lord John me disait, hier, que rien ne pouvait vaincre la répugnance du duc de Bedford pour le petit monde de son entourage, et qu'un jour l'intendant du Duc lui ayant demandé d'inviter ce monde à dîner et le Duc s'y étant refusé, l'homme d'affaires lui dit : « Mais,

monsieur le Duc, par ces politesses vous épargnerez peut-être quinze mille louis aux élections prochaines. — Cela se peut, répondit le Duc, mais l'argent dépensé à m'éviter de l'ennui et de la déplaisance me paraîtra fort bien employé. Je payerai les quinze mille louis, mais je ne donnerai pas de dîner. » Le duc de Bedford est cependant très magnifique, très charitable, faisant faire des travaux considérables uniquement pour employer les pauvres du Comté. Eh bien ! il n'y est pas populaire ; l'amour-propre blessé des classes intermédiaires se fait plus sentir que les besoins satisfaits des indigents ne se font jour.

Lord, lady Grey, leurs enfants, avaient, disaient-ils, envie de se distraire, de changer le cours de leurs idées, d'aller en France et de nous y faire visite ; mais l'espèce de triomphe qui y serait décerné à lord Grey a épouvanté le ministère actuel, qui aurait craint la comparaison entre les honneurs rendus à leur victime et la déconsidération sous laquelle ils gémissent. Aussi a-t-on persuadé à lord Grey que s'il se rendait en France maintenant, il aurait l'air d'y aller pour chercher une ovation et que ce serait manquer de délicatesse ; nous ne l'y verrons donc pas. Je le regrette pour lui ; je crains que dans la disposition irritée et pénible dans laquelle il se trouve, la solitude et l'ennui ne lui fassent un mal réel, ainsi qu'à sa femme, qui est plus blessée et plus profondément atteinte que lui-même. Lord Grey s'est, moralement et physiquement, détruit aux affaires ; quelle différence s'il s'en était éloigné six semaines plus tôt, en même temps que les quatre membres vraiment distingués et honorables du Cabinet !

Lord Grey se serait alors retiré avec tous les honneurs de la guerre au lieu de mettre bas les armes!

Le goût des voyages a, du reste, gagné tout le monde, et le Chancelier, comme les autres, voulait employer ses vacances à faire un pèlerinage pittoresque et amoureux aux bords du Rhin, à la suite de Mrs Peter. Mais, à ce qu'il m'a dit, hier, lui-même, le Roi n'a pas voulu le lui permettre; depuis lord Clarendon, aucun Chancelier d'Angleterre n'a quitté le pays, et ce précédent n'est pas encourageant, car ce Chancelier-là n'était en voyage que parce que son Roi était en fuite. D'autres personnes disent que le Roi n'est pour rien dans les changements de projets de lord Brougham, mais que l'obligation de céder quatorze cents louis de son traitement pour établir une Commission des sceaux en son absence est la véritable cause qui le fait rester.

Londres, 11 *août* 1834. — Lord Palmerston nous a donné un dîner d'adieu. C'est dans son goût : il aime à fêter les partants; mais il ne s'était pas donné grand'peine pour la réunion. Il n'y avait, outre quelques diplomates inférieurs, que Mrs Peter; pas un Anglais considérable, personne de ceux réputés nos amis. C'était un acquit de conscience, ou plutôt de mauvaise conscience, et voilà tout. Peut-être lord Palmerston a-t-il plus de haine contre les Lieven que contre nous, mais il affichera autant de dédain pour les uns que pour les autres.

A dîner, il a amené, à propos des Flahaut, une petite explication sur ce qu'il n'avait accepté aucune de nos in-

vitations. Je lui ai dit à ce sujet, moitié riant, moitié aigrement, quelques petites vérités qui ont assez bien passé! Il y a eu beaucoup de sous-entendus, de *hints*, de coups de patte, dans notre conversation, qui m'a rappelé celles du bal de l'Opéra où la pensée est d'autant plus vraie que l'apparence est plus voilée et dissimulée. Je me suis amusée aussi à faire peur au *jeune homme*, comme l'appelait Mme de Lieven. Il a cru qu'il devait se montrer fort désireux de notre prompt retour; je l'ai pris au mot, en lui disant que j'allais plus loin que lui, et que j'étais d'avis que M. de Talleyrand ne partît pas du tout. Il a pris, alors, une figure toute sotte et, revirant de bord, il n'a cessé de dire que le changement d'air était nécessaire, indispensable, qu'on avait besoin de se renouveler au physique et au moral; enfin, il ne voulait plus que nous faire partir au plus vite.

Je l'ai regardé, et de près, hier; il est rare d'avoir, aussi bien que lui, le visage de son caractère. Les yeux sont ternes et fauves; son nez retroussé, impertinent; son sourire amer, son rire forcé; rien d'ouvert, ni de digne, ni de comme il faut, ni dans ses traits, ni dans sa tournure; sa conversation est sèche, mais, je l'avoue, elle ne manque pas d'esprit. Il y a, en lui, une empreinte d'obstination, d'arrogance et de mauvaise foi que je crois être un reflet exact de sa nature véritable.

Londres, 12 *août* 1834. — Il est difficile, malgré le peu de progrès de don Carlos, d'être rassuré sur l'état de l'Espagne. Le général Alava, qui y retourne après beau-

coup d'années d'exil, paraît frappé de la démoralisation et de la confusion qu'il y remarque; tous les liens naturels sont détruits par l'esprit de parti; la férocité et la violence de ces fanatiques méridionaux ne se tournent plus contre l'étranger, mais se replient cruellement sur eux-mêmes. L'esprit républicain gagne partout où l'esprit religieux n'appuie pas le parti légitimiste; il apparaît, avec tout le pathos, devenu trivial, du langage révolutionnaire dans l'adresse des Procuradores à la Régente. Déjà, le ministère est en lutte, dès le début des Cortès, avec cette seconde Chambre, et on ne saurait imaginer comment le faible gouvernement d'une telle régence pourra triompher de tant de mauvaises conditions.

J'ai vu, dernièrement, chez lord Palmerston, auquel la Régente l'a envoyé, un portrait de la petite Reine Isabelle II. Elle n'a, sur ce portrait, aucune des grâces de l'enfance; elle paraît avoir des yeux insignifiants et la méchante bouche de son père; c'est, en tout, une laide petite Princesse. C'est dommage, les femmes destinées au trône, et surtout aux trônes contestés, ne sauraient presque, sans péril, se passer de beauté.

L'espèce de banqueroute déclarée par M. de Toreno et qui atteint, d'une manière si fatale, une foule de petits rentiers, à Paris, y dépopularise la cause de la petite Reine. Il me semble que c'est une sorte de bonheur; car si la vanité et la *furia francese* avaient poussé le gouvernement à prendre une part trop effective au succès de cette petite voisine, il se serait trouvé entraîné dans une série d'embarras et dans une solidarité de dangers, dont

les conséquences eussent été incalculables. Le Roi Louis-Philippe a tout ce qu'il faut de discernement et d'éveil sur ses propres intérêts dynastiques pour ne pas rester froid et en arrière dans cette lutte qui ne peut, en définitive, tourner que désagréablement pour lui, soit que l'anarchie triomphe sous le drapeau d'Isabelle II, soit que la légitimité l'emporte avec don Carlos. Dans cette double et importune alternative, il ne serait pas convenable de heurter, par une intervention précise, nos autres voisins, car nous avons des voisins et non pas des alliés. L'Angleterre, seule, est en alliance avec nous, mais, ruinée comme elle l'est par tant de plaies intérieures, peut-elle peser encore de tout son poids dans les destinées européennes ? Non, sans doute, et il faut bien qu'elle en ait la conscience, puisque ni dans la question d'Orient, ni dans aucune de celles qui se sont présentées depuis deux ans, l'Angleterre n'a soutenu, par ses actions, la jactance de son langage.

Le choléra continue ses ravages à Madrid : il atteint surtout les classes élevées et particulièrement les femmes. Il reparaît aussi, quoique légèrement, à Paris et à Londres.

Londres, 13 *août* 1834. — Le « Bill sur les dîmes d'Irlande » a été rejeté, comme on s'y attendait à la Chambre des Pairs, à une si grande majorité qu'il est difficile de créer assez de nouveaux Pairs pour changer la balance. Et cependant comment se figurer la prochaine session s'ouvrant avec la même Chambre Haute et avec le même

ministère? Celui-ci déclare ne vouloir pas quitter la partie, ne compter pour rien la Chambre des Pairs, marcher uniquement avec les Communes et ne se soucier ni du Clergé, ni de la Pairie, et probablement fort peu de la Royauté. Ce sera à celle-ci de se prononcer. Hélas! elle est bien peu éclairée!

Lord Grey me disait qu'il ne partageait pas l'opinion du Chancelier, qui ne voulait voir d'autres obstacles que ceux venant de la Chambre Haute; il croit qu'il y en aura aussi de très vifs aux Communes où M. Stanley, l'ex-ministre, se prépare, dit-on, à faire la guerre la plus acharnée à l'administration actuelle. Lord Grey s'est abstenu de paraître à la Chambre des Pairs; il a cru qu'il serait peut-être obligé de parler, et que, ne pouvant s'empêcher d'exprimer son aversion pour l'alliance du Cabinet avec O'Connell, il aurait fait évidemment un tort au ministère dont il ne veut pas être coupable.

Londres, 14 *août* 1834. — Les Grands d'Espagne ont, à ce qu'il paraît, le ton fort libre et fort dégagé avec leurs souverains, avec lesquels ils fument des cigares et dont, souvent, ils achèvent ceux commencés : le duc de Frias, jadis ambassadeur ici, distrait, bizarre, ridicule et ne se gênant avec personne, est revenu, il y a quelque temps, passer quatre jours à Londres; il a voulu aller au Lever du Roi et, approchant sa grotesque petite figure, il a dit au Roi : « Vous devez me connaître. » Le Roi, qui d'abord ne se souvenait pas trop de lui, et choqué de cette façon dégagée, répondit : « Non, je ne vous connais pas. —

J'étais ambassadeur ici quand vous n'étiez *que* duc de Clarence, » répliqua le petit Duc. Sur quoi le Roi, presque en colère et faisant un geste pour le faire passer, répéta vivement : « Non, non, je ne vous connais pas. » Et, s'adressant au ministre des Pays-Bas qui suivait, il lui demanda tout haut : « Quel est cet arlequin ? » Cela a fait une assez drôle de scène.

Londres, 18 *août* 1834. — Depuis plusieurs jours, soumise à l'influence cholérique qui domine à Londres, vivement agitée de la maladie de mes amis, importunée de tous les préparatifs de mon prochain départ, j'ai négligé mes notes. J'aurais voulu y retracer quelques-uns de mes derniers souvenirs de Londres, qui se sont obscurcis par la maladie, l'inquiétude, les regrets, mais qui ne m'en sont pas moins précieux.

J'ai vu le duc de Wellington et lord Grey me dire adieu avec une expression d'amitié et d'estime qui m'est très honorable. Je laisse ce dernier, cherchant, pour échapper à des retours pénibles sur lui-même, à se faire quelque illusion sur la marche trop rapide des affaires du pays; il les a mises dans une voie dont ses successeurs accélèrent la pente.

Le duc de Wellington voit les choses aussi sombres qu'elles le sont, mais décidé à lutter jusqu'à la dernière minute, il ne sait pas ce que c'est que le découragement ; non pas qu'il veuille faire de l'opposition à toutes les propositions du ministère, non pas que, systématiquement, il veuille entraver l'administration et arrêter les rouages

du gouvernement ; il est trop honnête homme pour cela ; mais il croit de son devoir, et de celui de la Chambre Haute, de se placer comme une digue et une barrière protectrice des bases anciennes et fondamentales de la Constitution. La personnalité du Roi est un obstacle à presque toutes les chances de salut ; le successeur, une enfant, présente encore plus d'inconvénients peut-être, et d'autant plus, que sa mère, Régente future, paraît joindre beaucoup d'obstination à des idées fort étroites.

Il est impossible de ne pas songer avec effroi à l'avenir de ce grand pays, si brillant encore, si fier, il y a quatre ans, quand j'y suis arrivée, si terni aujourd'hui que je le quitte, peut-être pour toujours.

Je n'admets pas la chance d'y voir revenir M. de Talleyrand : trop de bonnes raisons se pressent pour l'en détourner ; je les ai détaillées dans une lettre que je lui ai écrite et qui peint assez exactement sa position, aussi je veux, pour la conserver, l'insérer ici :

« J'ai de grands devoirs à remplir envers vous ; je n'en suis jamais plus pénétrée que lorsque votre gloire me paraît compromise. Je vous irrite parfois un peu en vous parlant, je me tais alors, avant d'avoir dit toute ma pensée, toute la vérité. Permettez-moi donc de vous l'écrire, et veuillez passer sur ce que les mots pourraient avoir de déplaisant, en faveur du dévouement consciencieux qui les dicte. Sans prétendre, d'ailleurs, m'attribuer une grande part d'intelligence, je ne puis la croire bornée, lorsqu'il s'agit de vous que je connais si bien et dont je suis placée pour juger les difficultés

et apprécier les embarras. Ce n'est donc pas légèrement que je vous engage à quitter les affaires et à vous retirer de la scène où une société en désordre se donne tristement en spectacle. Ne restez pas plus longtemps à un poste où vous seriez, nécessairement, appelé à démolir l'édifice que vous avez soutenu avec tant de peines. Vous savez à quel point j'éprouvais, dès l'année dernière, des craintes, en vous voyant revenir en Angleterre. Je pressentais tout ce que votre tâche, avec les instruments donnés, pouvait vous préparer de dégoûts ; mes prévisions, convenez-en, se sont réalisées en grande partie. Cette année-ci la question s'est encore aggravée de mille incidents fâcheux : songez aux circonstances dont vous seriez entouré ! Et permettez-moi de vous les signaler. Que voyons-nous en Angleterre ? Une société divisée par l'esprit de parti, agitée par toutes les passions qu'il inspire, perdant chaque jour de son éclat, de sa douceur, de sa sûreté ; un Roi sans volonté, principalement influencé par celui de ses ministres dont vous avez le plus à vous plaindre ; et ce ministre, léger, présomptueux, arrogant, n'ayant pour vous aucun des égards que votre âge et votre position exigent, quelles entraves ne met-il pas aux affaires ? Sa pensée unique est de faire triompher ses propres idées, bien loin de s'éclairer des vôtres ; il vous promène d'incertitudes en incertitudes, vous jette dans la contradiction, l'ignorance et le vague, fait à côté de vous les affaires qu'il devrait faire avec vous, et se glorifie ensuite du succès de sa fausseté ou de son dédain. Est-ce avec un pareil homme que vous con-

serveriez plus longtemps l'attitude imposante qu'il vous convient de garder? Ne sentez-vous pas qu'elle est déjà changée dans le fond, qu'elle ne tarderait pas à l'être aux yeux du public? Croyez-vous, d'ailleurs, que le rôle d'ambassadeur grand seigneur, d'homme de *conservation* tel que vous, puisse convenir auprès d'un gouvernement entraîné par le mouvement révolutionnaire, lorsque vous n'avez déjà que trop à lutter avec un mouvement analogue dans le pays que vous représentez? L'alliance établie par vous sur la base du bon ordre, de l'équilibre, de la conservation, pourrait-il vous plaire de la continuer sur celle des sympathies anarchiques? Ne perdez pas de vue, non plus, que l'appui et la consolation que vous avez trouvés, pendant plusieurs années, dans l'amitié, la confiance, le respect, le bon esprit de vos collègues, vous manqueraient, maintenant que le Corps diplomatique de Londres n'est plus le même. La nouvelle Espagne, le nouveau Portugal, l'informe Belgique y paraissent seuls, et sous des formes impertinentes ou vulgaires. Vous trouvant ainsi isolé en Angleterre, et soumis à tant de mauvaises conditions, sur quoi vous appuieriez-vous? Est-ce sur le gouvernement que vous représentez? Les petitesses, les indiscrétions, la vanité, l'intrigue qui règnent à Paris, vous n'avez pu les dominer que du haut de votre position à Londres ; mais ce n'est pas avec le soutien de nos petits ministres, qui sont plus à lord Granville qu'à nous, que vous en imposeriez ici. Vous y êtes venu, il y a quatre ans, non pour faire votre fortune, votre carrière, votre réputation ; tout cela était fait depuis longtemps ; vous y

êtes venu, non pas davantage par affection pour les individus qui nous gouvernent, et que vous n'aimez, ni n'estimez guère ; vous n'y êtes venu que pour rendre, à travers un tremblement de terre, un grand service à votre pays ! L'entreprise était périlleuse à votre âge ! Après quinze ans de retraite, reparaître au moment de l'orage et le conjurer était une œuvre hardie ! Vous l'avez accomplie, que cela vous suffise ; vous ne pourriez désormais qu'en affaiblir l'importance. Souvenez-vous des paroles, si vraies, de lord Grey : *A un âge avancé, quand on a conservé sa santé et ses facultés, on peut encore en temps ordinaire, s'occuper utilement des affaires publiques; mais il faut, dans les temps de crise, comme ceux dans lesquels nous vivons, un degré d'attention, d'activité et d'énergie, qui n'appartient qu'à la force de la vie et non à son déclin.* En effet, dans la jeunesse, tout moment est bon pour entrer en lice ; dans la vieillesse, il ne s'agit plus que de bien choisir celui pour en sortir. Lord Grey offrait ici une dernière digue, déjà trop faible, à l'esprit révolutionnaire ; vous y avez été la dernière digue aux luttes des puissances entre elles. Lord Grey a senti trop tard qu'il était emporté par le torrent, ne sentez pas trop tard, vous, que votre influence est devenue aussi insuffisante que la sienne. Un dernier rayon de lumière est venu éclairer les nobles et touchants adieux de lord Grey, sa retraite est devenue un triomphe ; un jour de plus, il était effacé ! Que les deux derniers champions de la vieille Europe quittent donc en même temps la scène publique ; qu'ils emportent, dans la retraite, la

conscience de leurs efforts et de leurs services, et que l'histoire fasse, un jour, ce rapprochement honorable pour tous deux. C'est ainsi, mais ce n'est qu'ainsi, que je comprends le dénouement de votre vie politique. Toutes les considérations qui pourraient vous le faire envisager différemment me paraîtraient indignes de vous. Pourriez-vous, en effet, faire entrer dans la balance un peu plus ou un peu moins d'amusement et de ressources sociales? Faut-il compter pour quelque chose la petite agitation des dépêches, des courriers, des nouvelles? L'intérêt qui en résulte n'est que trop souvent le hochet d'un enfant. Devrions-nous, même, songer au plus ou moins de tranquillité matérielle? Les secousses, les tourmentes révolutionnaires sont-elles finies en France? Je n'en sais rien. Sont-elles plus ou moins prochaines en Angleterre? Je l'ignore. Faudra-t-il redouter la solitude? Chercher la distraction des voyages? Quels seront, en un mot, les détails de la vie privée? Peu nous importe. Je suis plus jeune que vous, et je pourrais plus naturellement, peut-être, y faire quelque attention; mais je croirais indigne de votre confiance, et de la vérité que j'ose vous dire aujourd'hui, si un retour quelconque sur mes convenances personnelles me faisait vous la dissimuler. Quand, comme vous, on appartient à l'histoire, on ne doit pas songer à un autre avenir qu'à celui qu'elle prépare. Elle juge plus sévèrement, vous le savez, la fin de la vie que son début. Si, comme j'ai l'orgueil de le croire, vous attachez du prix à mon jugement autant qu'à mon affection, vous serez aussi vrai avec vous-même que je me permets de

l'être en ce moment, vous renoncerez aux illusions volontaires, aux arguties spécieuses, aux subtilités de l'amour-propre, et vous mettrez fin à une situation qui bientôt vous déplacerait autant aux yeux des autres qu'aux miens. Ne marchandez pas avec le public. Imposez-lui son jugement, ne le subissez pas ; déclarez-vous vieux, pour qu'on ne vous trouve pas vieilli ; dites noblement, simplement, avant tout le monde : *l'heure a sonné !* »

Dom Miguel est parti de Gênes, on l'a rencontré à Savone : cela déplaît tout particulièrement à lord Palmerston !

Londres, 19 *août* 1834. — Il paraît que pendant que dom Miguel était à Savone, on a vu en mer plusieurs bâtiments, qui ont arboré le pavillon anglais, et qui ont fait force signaux, d'après lesquels dom Miguel serait retourné à Gênes : voilà ce qu'on disait hier sans y joindre d'autre explication.

Londres, 20 *août* 1834. — M. de Talleyrand a quitté, hier, Londres, probablement pour ne plus y revenir ; c'était, du moins, ce qu'il disait.

Il y a toujours quelque chose de solennel et de singulièrement pénible à faire une chose pour la dernière fois, à quitter, à s'absenter, à dire adieu, quand on a quatre-vingts ans. Je crois qu'il en avait le sentiment ; je suis sûre de l'avoir eu pour lui. D'ailleurs, entourée de malades, malade moi-même, touchant à l'anniversaire de la

mort de ma mère qui est aujourd'hui, me souvenant de tout ce qui m'est arrivé de si heureux et de si doux en Angleterre, et me voyant à la veille de tout quitter, je me suis sentie extrêmement faible et découragée ; j'ai dit adieu à M. de Talleyrand avec le même serrement de cœur que si je ne devais pas le revoir dans quatre jours, et j'aurais pu lui dire aussi comme je disais à Mme de Lieven : « Je pleure mon départ dans le vôtre. »

Les dernières impressions que M. de Talleyrand a emportées de sa vie publique ici n'ont pas été précisément agréables. Après un grand nombre d'heures passées au Foreign Office, en regard de M. de Miraflorès, de M. de Sarmento et de lord Palmerston, qui s'est fait beaucoup attendre, comme à son ordinaire, ils ont enfin signé, au milieu de la nuit, des articles additionnels assez peu importants, au traité du 22 avril de la Quadruple Alliance. Lord Palmerston aurait voulu donner plus d'extension à ce traité, tandis que M. de Talleyrand, au contraire, désirait plutôt en restreindre les obligations. L'absence de Paris de lord Granville avait laissé le gouvernement français libre de toute obsession de ce côté, aussi il a tenu bon ; il a autorisé M. de Talleyrand à rester dans la mesure qu'il voulait et lord Palmerston en a été pour ses velléités, lord Holland pour sa rédaction et Miraflorès pour ses sauteries.

Il y a deux anecdotes que j'ai trop souvent entendu conter à M. de Talleyrand pour qu'elles aient encore le même mérite pour moi, mais elles m'ont paru assez piquantes, la première fois que je les ai entendues, pour

que je veuille les écrire ici. Elles se rattachent, toutes les deux, aux campagnes de l'Empereur Napoléon qui ont fini par la paix de Tilsitt.

L'Empereur reçut à Varsovie, où il s'arrêta pendant une partie de l'hiver de 1806 à 1807, un ambassadeur persan (1), qui, à ce qu'il paraît, était homme d'esprit. Du moins, M. de Talleyrand prétend que l'Empereur Napoléon ayant demandé au Persan s'il n'était pas un peu surpris de trouver un Empereur d'Occident si près de l'Orient, l'ambassadeur répondit : « Non, Sire, car Tahmasp-Kouli-Khan a été encore plus loin. » J'ai toujours soupçonné la réalité de cette réplique que je crois avoir été inventée par M. de Talleyrand, dans un de ses moments d'humeur contre l'Empereur, humeur qu'il répandait en petites malices, et le plus qu'il pouvait, en les mettant dans la bouche d'autrui. Il y en a d'autres, cependant, dont il n'a pas renié la paternité, et que je lui ai entendu dire de premier jet, entre autres ce mot dit en 1812, si souvent répété depuis, appliqué à tant de choses, qui est devenu du domaine public, et presqu'une locution commune : « *C'est le commencement de la fin !* » Cette malheureuse campagne de 1812 inspira plus d'un mot piquant à M. de Talleyrand. Je me souviens qu'un jour, M. de Dalberg vint dire, chez ma mère, que tout le matériel de l'armée était perdu : « Non pas, » dit M. de Talleyrand, « car le duc de Bassano vient d'arriver. » Le duc de Bassano était, tout particulièrement alors,

(1) Myrza-Rhyza-Kan, envoyé extraordinaire de Seth-Ali, Schah de Perse, près de Napoléon Ier, à Varsovie, en mars 1807.

l'objet de la déplaisance de M. de Talleyrand, et cela se comprend. L'Empereur avait désiré rappeler M. de Talleyrand aux affaires ; il avait été convenu que celui-ci le suivrait à Varsovie, mais cela devait rester secret jusqu'au jour du départ. L'Empereur en prévint, cependant, le duc de Bassano, qui, inquiet d'un retour de faveur qui pouvait menacer la sienne, vint le dire à sa femme ; celle-ci se chargea de faire manquer la chose : elle se servit pour cela de M. de Rambuteau, bavard, important et mielleux, prétentieux et souple, qui se croyait amoureux de la Duchesse et valetaillait auprès du mari. M. de Rambuteau donc, bien endoctriné par la duchesse de Bassano, s'en fut partout colporter la nouvelle du voyage à Varsovie, disant que M. de Talleyrand s'en vantait et le confiait à tout le monde. L'Empereur en prit de l'humeur, et M. de Talleyrand resta en France, à préparer ses représailles...

Mais pour en revenir à la seconde histoire que M. de Talleyrand raconte souvent, la voici. Il dit que cet ambassadeur persan, qui faisait des réponses si spirituelles et si fines à l'Empereur Napoléon, était un homme de haute taille, de belle mine, de beaucoup de dignité et de présence d'esprit, tandis qu'un autre ambassadeur d'Orient, celui de Turquie (1), qui avait été aussi à Varsovie complimenter l'Empereur Napoléon, était un petit homme court, épais, commun et ridicule. A un grand bal chez le comte Potocki, ces deux ambassadeurs montant en même temps l'escalier, le petit Turc s'élança pour entrer dans la

(1) Eminin-Effendi, accrédité par le Sultan Mustapha IV auprès de l'Empereur Napoléon Ier, à Varsovie, en mars 1807.

salle de bal avant son collègue ; celui-ci, se voyant dépassé, étendit son bras de façon à en faire une espèce de joug, sous lequel il laissa alors tranquillement passer le Musulman.

Londres, 22 *août* 1834. — Les ministres anglais ont voulu insérer dans le discours prononcé par le Roi, à la clôture du Parlement, une phrase très offensante pour la Chambre Haute, en punition de son rejet du « Bill sur les dissenters », et de celui « sur les dîmes du clergé protestant d'Irlande ». Mais le Roi s'y est opposé, et avec assez de fermeté pour qu'après une lutte plutôt vive et prolongée, qui a retardé l'heure de la séance royale, cette phrase ait été abandonnée.

La Reine est revenue de son voyage. Elle a été reçue avec pompe et cordialité par la ville de Londres, dont les premiers magistrats ont été à sa rencontre. Sa santé est meilleure. Je pense avec plaisir à toutes les consolations que la Providence, dans son équité, lui réserve.

M. de Bülow annonce qu'il a demandé un congé pour affaires de famille et qu'il est sûr de l'obtenir. Il dit vouloir aller à La Haye, pour y faire tête à l'orage, et, après l'avoir conjuré là, aller affronter plus hautement celui qu'il prévoit à Berlin. Je crois, en effet, qu'il ira à La Haye, mais bien plus pour rentrer en grâce par quelques platitudes que pour vider la querelle à coups de lance ; il ne veut arriver à Berlin qu'après avoir été gracié à La Haye ; c'est du moins là mon opinion.

Londres, 23 *août* 1834. — Je termine ici mon journal de Londres avec le regret de ne l'avoir pas commencé plus tôt. Il aurait eu peut-être plus d'intérêt. Mais je n'avais, il y a quatre ans, quand je suis arrivée dans cette ville, ni bons souvenirs du passé, ni intérêt au présent, ni pensée d'avenir ; ne demandant alors aux journées, à mesure qu'elles se succédaient, qu'un peu de distraction, je ne songeais pas à ce qui les marquait plus particulièrement l'une après l'autre...

Douvres, 24 *août* 1834. — J'ai été tout étonnée de trouver qu'on m'attendait ici et tout le long de la route. Le duc de Wellington, qui la suit pour se rendre à Walmer Castle, sa résidence comme gouverneur des Cinq Ports, m'avait annoncée. Une même famille Wright, gens tout à fait comme il faut, tient presque toutes les auberges sur cette route.

L'année dernière, j'avais été, après une tempête, recueillie ici par une très jolie Mrs Wright, qui tenait l'hôtel du *Ship ;* elle avait l'air d'une reine ; ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai appris qu'elle l'avait été, mais de théâtre, et que ses extravagances avaient ruiné son mari. L'hôtel est tenu maintenant par des gens nommés Waburton qui y mettent de la magnificence. J'ai encore été frappée de la respectueuse politesse avec laquelle on est accueilli en Angleterre dans les auberges, aux relais de poste ; du bon langage, des manières convenables, chez les gens les plus inférieurs. Sur la route, on me parlait du duc de Wellington, de la mort de Mrs Arbuthnot, du passage de M. de

Talleyrand, du désir de nous voir revenir en Angleterre, et de tout cela dans une mesure charmante.

Je vais partir sur un paquebot français ; le temps est beau, la mer est calme. Adieu donc à l'Angleterre, mais non pas au souvenir des quatre belles années que j'y ai vécu, et qui ont passé avec une rapidité qui s'explique par l'intérêt des événements et les motifs particuliers de satisfaction et de douceur que j'y ai trouvés ! Adieu encore à cette terre hospitalière dont je ne m'éloigne qu'avec les regrets de la reconnaissance !

Paris, 27 *août* 1834. — Je suis arrivée ici hier au soir à dix heures. J'ai trouvé M. de Talleyrand qui m'attendait. L'impression générale qu'il m'a faite, était d'être assez triste et ennuyé ; cependant il se dit fort content du Château (1), où il paraît être très à la mode. Il dit aussi qu'il est tellement populaire à Paris, que les passants s'arrêtent devant sa voiture et lui tirent leur chapeau ; mais malgré tout cela, il répète qu'il ne connaît personne ici, qu'il s'y ennuie, que tout le monde est vieilli, usé.

Paris, 28 *août* 1834. — J'ai été hier à Saint-Cloud : le Roi m'a fait l'honneur de causer beaucoup avec moi, peut-être trop, car il m'a fallu dire quelque chose de mon côté, et c'est un lieu où je n'ai jamais qu'une envie, celle de me taire. Cependant cette conversation a eu beaucoup d'intérêt, car le Roi qui a de l'esprit sur tout, et de l'intelli-

(1) Les Tuileries

gence de tout, a parlé aussi de tout : l'Angleterre actuelle, dont la dégringolade n'est pas rassurante pour ses voisins ; la retraite de lord Grey, qui a affligé ici ; le départ de don Carlos d'Angleterre ; le plus ou moins de part qu'y avait eu le duc de Wellington, qu'on en suppose l'auteur, ce que j'ai vivement réfuté, croyant ma conscience engagée à le faire ; puis l'intervention en Espagne, puis la loi salique ; enfin, tout ce qui préoccupe en ce moment, le Roi en a parlé, et fort bien parlé. Il a beaucoup insisté sur ce qu'à lui seul, il s'était opposé à l'intervention immédiate que voulaient les ministres ; en me disant cela, il fermait sa grosse main, et me montrant le poignet : « Voyez-vous bien, madame ? Il m'a fallu retenir, par les crins, des chevaux qui n'ont ni bouche ni bride. »

A propos de la loi salique, il m'a dit : « Je suis « loi salique » jusqu'au bout des doigts : les Ducs d'Orléans l'ont toujours été, ma protestation en fait foi ; mais quand je luttais pour elle, on trouvait que c'était m'ôter des chances que de la détruire, aussi tout le monde s'est prêté à sa destruction, au lieu de m'aider à la faire maintenir ; on m'a laissé seul contre les vanités et les ignorances françaises et toutes les autres difficultés ; puis, maintenant, on me reproche d'avoir abandonné ma propre cause dans celle de don Carlos. Je n'ai aucune haine contre lui, aucune affection pour Isabelle, mais on a voulu que les choses tournassent comme elles l'ont fait. Ce sont les deux années qui ont précédé mon règne qui ont préparé ce qui se passe aujourd'hui dans la Péninsule et qui est déplorable. Du reste, que ce soit l'anarchie sous Isabelle, ou l'Inquisition

sous don Carlos qui triomphe, je puis être importuné, mais non pas ébranlé par ce voisinage. Nous avons fait des progrès immenses au dedans, mais je conviens qu'il reste beaucoup à faire encore, et avec quels instruments ! »

Le Roi est alors entré dans beaucoup de détails sur la pesanteur de sa charge, et il a fini par dire : « Madame, songez donc qu'il faut, pour que les choses aillent, que je sois le *Directeur de tout et le Maître de rien*. »

A propos de l'état de l'Angleterre, et des complications qui y surviendront par suite de l'âge et du sexe de l'héritière du trône, le Roi a dit : « Quelle déplorable chose, dans un temps comme celui-ci, que toutes ces petites filles Rois ! ! » Il est parti de là pour faire un morceau, vraiment très éloquent, sur les inconvénients des règnes de femmes ; puis, tout à coup, il s'est arrêté, m'a fait une phrase polie, avec une sorte d'excuse qui n'était nullement nécessaire, et je lui ai dit que je croyais qu'on pouvait dire des femmes ce que M. de Talleyrand disait de l'esprit, que *servant à tout, elles ne suffisaient à rien*.

Le Roi m'a longuement entretenue ensuite des restaurations de Versailles et de Fontainebleau. Il a fait remeubler la chambre de Louis XIV, à Versailles, telle qu'elle était, c'est-à-dire avec une tenture brodée par les demoiselles de Saint-Cyr. Un panneau représente le sacrifice d'Abraham ; le second, celui d'Iphigénie ; le troisième, les amours d'Armide. Le Roi a fait replacer, dans cette même chambre, un portrait de Mme de Maintenon donnant une leçon à Mlle de Nantes. Versailles sera le vrai musée de l'histoire de France. Je sais gré au Roi de son respect pour

la tradition; les monuments historiques lui devront beaucoup.

Quelle triste lettre que celle qu'Alava m'écrit de Madrid. Il fait de l'Espagne le plus déplorable tableau et ne prévoit qu'une série de circonstances plus fatales les unes que les autres. Il me dit que l'ignorance et la présomption y sont poussées au dernier degré, et que le demi-savoir, importé de France et d'Angleterre, y fait peut-être encore plus de mal que l'ignorance complète. La banqueroute est flagrante, le choléra y a été plus hideux qu'ailleurs, augmenté par la stupidité du peuple, qu'on voyait aux enterrements des cholériques manger des concombres et des tomates crus, tandis que la Junte de santé, à Ségovie par exemple, ordonnait que, dans toute maison frappée par l'épidémie, tous les meubles du décédé seraient brûlés, tous les survivants enfermés à l'hôpital, y compris le prêtre qui aurait assisté le mourant.

Paris, 29 *août* 1834. — Que tout le monde est agité, affairé à Paris! comme les esprits travaillent! comme la tranquillité, le calme sont choses inconnues ici! Cependant, il y a des progrès, des améliorations, mais sans régularité, sans mesure! Tant de petites intrigues, de petites passions, de petites combinaisons travaillent les hommes, qui ne savent jouir de rien de ce qui est bon, ni reposer leur pensée dans un avenir de quiétude! Cette vie fiévreuse est dévorante, et je trouve tous les membres du Cabinet français vieillis d'une façon effrayante! Ce sont tous de petits vieillards, qui ont la plus triste mine du monde!

M. Thiers a passé par une série de dégoûts et d'embarras qui lui ont fait désirer sa retraite; il s'est senti humilié et découragé. Le Roi l'a soutenu, remonté, protégé, et n'a pas été fâché de faire sentir cette protection; il a même dit : « Il n'y a pas de mal que messieurs les gens d'esprit s'aperçoivent de temps en temps qu'ils ont besoin du Roi. »

M. le duc d'Orléans est venu passer une heure chez moi. Il est désireux de se marier et décidé à le faire; fatigué tout à la fois de la vie dissipée et des frivolités de jeune homme qui lui nuisent et le diminuent, dégoûté de l'inactivité réelle de sa vie publique, il désire un intérieur, une maison; il veut prendre racine, grouper autour de lui, se fixer, s'asseoir; se vieillir enfin. Toutes ces vues sont sages et convenables.

Le choix pour sa femme est d'autant plus difficile à faire, qu'il y a plus de préventions que jamais à vaincre. La grande-duchesse de Russie serait ce qu'il y aurait de plus éclatant, mais voudrait-on de lui? Puis, il y a quelques regrets poétiques donnés ici à la Pologne, qui ne rendraient ce mariage ni agréable en France, ni peut-être possible en Russie. Une archiduchesse d'Autriche ne serait pas bien facile non plus à obtenir et, d'ailleurs, il semble qu'il y ait quelque mauvais sort attaché à ces alliances-là. La nièce du Roi de Prusse, pour laquelle penche Louis-Philippe, paraît d'un extérieur chétif, d'une santé délicate, les habitudes de son éducation sont rétrécies, et les sujets de collision qui peuvent naître entre deux puissances qui se disputent le Rhin, éloignent M. le duc d'Orléans de la

princesse de Prusse. Celle qui, par les rapports qui en ont été faits, plaît davantage au jeune Prince, c'est la seconde fille du Roi de Würtemberg : elle est grande, bien faite, jolie, spirituelle, animée. Elle a de qui tenir : sa mère, la grande-duchesse Catherine de Russie, était une des femmes les plus distinguées de son temps, et, quand elle le voulait, parfaitement agréable ; mais aussi, elle était ambitieuse, intrigante, agitée, et j'espère que la ressemblance de la fille à la mère n'est pas générale. M. le duc d'Orléans a voulu l'avis de M. de Talleyrand et le mien; nous avons demandé quelque temps de réflexion.

Le Prince s'est annoncé à Valençay pour le commencement d'octobre, afin de reparler plus à notre aise de tout ceci. Il a de la raison, de la justesse d'esprit, de l'ambition, de fort bonnes qualités, mais ce qu'il y a de bien comme ce qui lui manque exige également que sa femme soit distinguée.

On dit le maréchal Gérard peu satisfait de son poste de ministre de la Guerre. Il paraît qu'il ne l'a occupé que sur la promesse d'un portefeuille pour son beau-frère, M. de Celles; idée folle et impraticable, mais sur laquelle on s'était engagé afin de le décider, et après, on ne s'est pas fait scrupule de lui manquer de parole.

Quant au mariage du Prince Royal, je vois que la question de religion est, pour lui, une chose indifférente, secondaire pour le Roi, et que la Reine seule tiendrait à une conversion préalable; mais ce ne sera jamais sur ce point qu'il y aura rupture.

Les exigences exagérées du Roi de Naples pour les con-

ditions dotales de la princesse Marie ont suspendu toute idée de mariage de ce côté-là. C'est un regret général dans la famille royale, excepté de la part de la Princesse elle-même, qui rêve de continuer ici l'existence de sa tante, qu'elle trouve charmante.

Paris, le 30 *août* 1834. — D'après ce que m'a dit M. Thiers, le Roi, à la retraite du maréchal Soult, a pensé à appeler M. de Talleyrand à la présidence du Conseil. Cette idée se présente même encore à son esprit lorsqu'il songe à la retraite probable du maréchal Gérard. Mais M. de Talleyrand n'accepterait à aucune condition, et pour le coup, comme l'a dit Thiers au Roi, « Mme de Dino ne le voudrait pas ».

A dîner hier à Saint-Cloud, le Roi m'a parlé avec une grande aigreur du duc de Broglie, comme ayant voulu le rendre étranger à toutes les affaires. Il s'en est plaint vivement. Il se plaint de pas mal de monde ; il s'arrange de Rigny et compte sur M. Thiers.

M. de Talleyrand est on ne peut plus à la mode au Château, parce qu'il répète beaucoup qu'il faut laisser faire le Roi. J'y suis aussi, parce que j'écoute et que je dis de même, ce que je pense du reste, que le Roi est le plus habile homme de France. Le Roi parle de tout très bien, longuement, beaucoup ; il s'écoute, et a, au moins, la conscience de sa capacité. Il aime le souvenir de M. le Régent ; Saint-Cloud l'y ramène tout naturellement. Il me racontait que Louis XVIII aimait la mémoire du Régent, montrait une grande horreur pour les calomnies dont il

avait été l'objet, et ajoutait : « Sa meilleure justification, c'est moi. » Mais quand Louis XVIII racontait tout cela, il finissait singulièrement, car après avoir insisté sur l'horreur des calomnies, il disait : « Mais néanmoins les vers de Lagrange-Chancel sont si beaux, que je les ai retenus et que j'aime à les réciter (1). » Ce qu'il faisait alors, en s'adressant au Roi actuel : c'était une singulière conclusion!

Paris, le 1er septembre 1834. — J'ai vu ce matin M. de Rigny, il m'a dit que les nouvelles d'Espagne étaient fort embarrassantes. Martinez de la Rosa commence à dire que sans l'intervention armée de la France, tout ira à la diable. Le Roi est, au plus haut degré, contre cette intervention, beaucoup plus que ses ministres, qui me paraissent être très agités de ce terrible voisinage.

La haine contre lord Palmerston est si générale ici, que personne ne se gêne pour l'exprimer. M. de Rigny en est assourdi de tous les côtés. Il m'a dit à ce sujet que les arrogances de Palmerston, et ses démonstrations hostiles n'ayant jamais été suivies d'aucune action véritable, elles ne faisaient plus d'impression, et qu'au dehors, on se bornait à dire : « Ah! c'est une boutade de Palmerston! » puis on n'y pense plus.

M. Guizot a succédé chez moi à Rigny; il est fort content de l'état intérieur du pays, mais il dit, avec raison,

(1) Compromis dans la conjuration de Cellamare, Lagrange-Chancel lança contre Philippe d'Orléans trois virulents pamphlets en vers, bientôt suivis de deux autres. (*Philippiques*, 1720).

que s'il faut avoir, avec les difficultés du dedans, à se mêler d'une révolution en Espagne, et en voir venir une en Angleterre, il n'y aura plus moyen de se tirer d'affaire. Il paraît certain que la Chambre des députés nouvelle vaut infiniment mieux que la précédente, qu'elle est prise dans un ordre moins bas ; les progrès matériels aussi sont sensibles. La France livrée à elle-même, sans embarras extérieurs, est évidemment dans une fort bonne voie.

Le prince Czartoryski est venu à son tour, assez languissant, comme toujours, et décidément fixé à Paris.

Enfin, j'ai pu sortir, et aller chez les Werther, où j'ai entendu de nouvelles plaintes contre le Palmerston. En rentrant, M. de Talleyrand m'a fait ranger des papiers ; j'y ai retrouvé une lettre curieuse, signée : « Ferdinand, Carlos, Antonio, » écrite, par ces trois Princes, de Valençay, à M. de Talleyrand pour lui exprimer leur reconnaissance et affection.

Paris, 2 septembre 1834. — J'ai eu la visite de M. Thiers, qui m'a conté ceci. Tous les rapports d'Espagne s'accordent à dire que don Carlos aura autant d'hommes que de fusils, et qu'il n'attend qu'un arrivage d'armes pour marcher sur Madrid, où tout va à la diable ; que dom Miguel se prépare à reparaître, à son tour, dans la Péninsule. Si donc le blocus n'est pas assez effectif pour empêcher le secours d'armes, la cause de la Reine est désespérée, à moins que la France ne se mêle activement des affaires d'Espagne. D'un instant à l'autre, cette question peut se présenter, et il y a, là-dessus, forte divi-

sion. Bertin de Veaux et quelques autres sont pour l'intervention armée, dans le cas où elle deviendrait nécessaire pour sauver la Reine, parce que, disent-ils, si don Carlos triomphe, le carlisme, de partout, redevient audacieux, que la France aura un ennemi implacable sur ses frontières, et qu'avec un danger aussi réel derrière elle, tous ses mouvements restent paralysés et ses chances plus mauvaises, dans une guerre qu'on sera d'autant plus tenté de lui faire. Le Roi et M. de Talleyrand disent à cela : « Mais la guerre, vous l'aurez bien plutôt si vous intervenez ! d'ailleurs, avec qui marcherez-vous ? L'Angleterre, dévorée par ses plaies intérieures, pourra-t-elle vous aider ? » A cela on réplique : « Sa neutralité nous suffit. — Bon ! mais pouvez-vous y compter, sur cette neutralité ? Ne dépend-elle pas de la durée et de la composition du Cabinet actuel, dont l'existence est fort douteuse ? »

M. de Rigny est très tiraillé entre ces avis si divers : c'est un embarras énorme ; je les vois, tous, se cassant la tête, pour trouver un expédient.

Rochecotte, 7 *septembre* 1834. — Le temps, qui était mauvais depuis deux jours, s'est remis hier, et j'ai eu, en arrivant, mon soleil d'Austerlitz, qui perçait les nuages pour me souhaiter la bienvenue (1). A Langeais (2), j'ai

(1) Rochecotte est un château bâti à la fin du dix-huitième siècle, que la duchesse de Dino acheta en 1825, qu'elle agrandit et perfectionna beaucoup. En 1847, elle en fit cadeau à sa fille la marquise de Castellane. — Rochecotte est situé à mi-côte, d'une manière charmante, dans la vallée de la Loire, dominant le village de Saint-Patrice, dans le département d'Indre-et-Loire.

(2) Langeais est un gros bourg, à un peu plus de deux lieues de Roche-

eu ma voiture entourée de toute la ville et tout le long du chemin jusqu'ici force coups de chapeau et mines réjouies, ce qui m'a touchée.

La vallée est très fraîche, la Loire pleine, et la culture admirable de soins et de richesse, les chanvres, une des industries du pays, élevés comme des plantes du Tropique ; enfin, je suis très satisfaite de tout ce que je vois.

Rochecotte, 8 septembre 1834. — Ma vie, ici, n'est ni politique, ni sociale; elle ne peut être d'aucun intérêt général, mais je n'en noterai pas moins les petits incidents qui me touchent.

Hier, après le déjeuner, pendant que je reposais ma pauvre tête enrhumée sur une chaise longue du salon, l'abbé Girollet, assis à côté de moi, dans un grand fauteuil, m'a dit qu'il avait une grâce à me demander : c'était que je restasse seule chargée de sa succession, qui n'était rien comme valeur et dont les charges absorberaient au moins la totalité mais qu'il n'y avait que moi qui lui inspirât assez de confiance pour qu'il mourût tranquille sur le sort de ses domestiques et de ses pauvres. Je lui ai dit que je le priais de faire ce qui lui conviendrait, de disposer de moi comme il l'entendrait, mais de m'épargner des détails qui m'étaient pénibles et que j'apprendrais toujours trop tôt. Il m'a demandé ma main, m'a

cotte, et situé sur la rive droite de la Loire. Il est dominé par un château bâti en 992 et réédifié au treizième siècle par Pierre de la Brosse. En 1491, le mariage du Roi Charles VIII et d'Anne de Bretagne y fut célébré.

beaucoup remerciée de ce qu'il appelle mes bontés pour lui, puis, après cet effort momentané, il est retombé dans un état de silence et presque de somnolence, dont il ne sort qu'à de rares intervalles.

Valençay, 11 *septembre* 1834. — Je suis arrivée hier soir ici, après m'être arrêtée quelques instants à la jolie campagne de Bretonneau, près de Tours, et avoir parcouru et admiré la charmante route de Tours à Blois, qui est si pleine de souvenirs. Il faisait nuit, au clair de lune près, quand j'ai atteint le relais de Selles, où on savait que j'allais passer. Au premier coup de fouet du postillon, chaque fenêtre s'est éclairée des chandelles des habitants, cela a fait comme une jolie illumination ; pendant qu'on relayait, ma voiture a été entourée par toute la population, avec des cris infinis de bienvenue. Jusqu'à la Sœur Supérieure de l'hôpital, une de mes anciennes amies, qui est venue à ma portière quoiqu'il fût neuf heures du soir. J'étais toute assourdie et ahurie, mais, en même temps, fort touchée. Il y avait plus de quatre ans que je n'avais passé par là, et j'étais loin de m'attendre qu'on s'y souviendrait de quelques bons offices que j'y ai rendus dans les temps passés.

Enfin, à dix heures, je suis entrée, par le plus beau clair de lune, dans les belles cours de Valençay. M. de Talleyrand, Pauline, Mlle Henriette (1), Demion et tous les domestiques étaient sous les arcades avec force lumières. Cela faisait un joli tableau.

(1) Mlle Henriette Larcher, gouvernante de Mlle Pauline de Périgord.

Valençay, 12 *septembre* 1834. — Voici le principal passage d'une lettre adressée par Madame Adélaïde à M. de Talleyrand : « Vous vous rappellerez sûrement la discussion qui a eu lieu dans mon cabinet, sur le ridicule, le danger et l'inutilité de faire une déclaration de guerre à don Carlos. Il paraît, néanmoins, qu'on veut remettre cette question sur le tapis. Vous l'avez, en ma présence, traitée d'une manière si lucide et si convaincante, qu'on ne devait pas craindre qu'on s'en occupât davantage. Cependant, je crois bien faire de vous avertir qu'il faut y prendre garde, et que vous ferez bien de faire sentir en Angleterre le danger de cette fausse démarche, qui ne peut conduire qu'à du mal. Il paraît qu'on est embarrassé en Angleterre, de la promesse de fournir une force navale à l'Espagne, et que, pour s'en tirer, on a songé à cette absurdité. Je crois donc que vous feriez bien d'écrire tout de suite en Angleterre sur cela. J'y tiens beaucoup, parce que personne ne peut le faire aussi bien et d'une manière plus efficace. »

Voici maintenant la réponse de M. de Talleyrand (1) : « Je conjure le Roi de persister dans son refus de déclaration de guerre contre don Carlos ; je trouve que ce serait la plus déplorable manière, pour nous, d'aplanir les embarras des ministres anglais. Je ne suis nullement surpris de ceux qu'ils éprouvent; il y a si longtemps que je les prévois ! et je n'ai jamais compris la légèreté avec laquelle,

(1) Cette lettre a déjà été publiée dans le livre que la comtesse de Mirabeau a donné en 1890, sous ce titre : *le Prince de Talleyrand et la Maison d'Orléans.*

depuis deux ans, ils se sont jetés dans toutes les difficultés de la Péninsule. En 1830, Londres était le véritable terrain, le seul convenable pour les grandes négociations ; mais aujourd'hui qu'on y est d'autant plus près du désordre que la France s'en éloigne davantage, ce n'est plus à Londres, c'est à Paris qu'il faut les ramener, et c'est sous l'œil d'aigle du Roi qu'il faut qu'elles soient conduites. L'Angleterre n'osera pas se risquer seule, et les autres puissances se rangeront de notre côté pour désapprouver la déclaration de guerre ; ainsi nous ne risquerons rien à la repousser. Il n'y a pas de mal à gagner du temps et l'absence de lord Granville, de Paris, peut nous servir de prétexte pour ajourner une réponse péremptoire. Si j'hésite à obéir à Madame et à écrire sur ce sujet en Angleterre, c'est que je dois supposer que ma lettre y produirait l'effet contraire à celui que je désirerais obtenir. Le Cabinet anglais m'a trouvé, dans les derniers temps, réservé et froid, évitant avec soin d'engager mon gouvernement dans toutes les fâcheuses complications de la Péninsule. Je ne puis douter qu'on ne se soit méfié de moi dans toutes les transactions qu'on a faites, qu'on ne m'en ait voulu de ma tiédeur, et qu'aujourd'hui que les ministres anglais sont embarrassés des engagements que je leur ai laissé prendre, sans vouloir y faire participer la France, ils recevraient avec d'autant plus d'humeur mes conseils et mes avertissements. »

Mme de Lieven m'écrit des tendresses de Pétersbourg ; elle va bientôt rester seule, avec son élève qui lui plaît fort. L'Empereur va à Moscou, l'Impératrice à Berlin, et

c'est alors que les Lieven entreront en fonctions, et qu'ils seront établis chez eux, ce dont elle me paraît, avec raison, très pressée. Elle me semble déjà sur les dents, quoique consolée par ses augustes hôtes.

Valençay, 16 *septembre* 1834. — Labouchère, qui est arrivé ici hier, dit que rien n'est comparable à la conduite de M. de Toreno, que celle des Rothschild (1). Le premier, avant de déclarer la banqueroute du gouvernement espagnol, a vendu énormément d'effets; il a fait la spéculation inverse des Juifs, et, comme il était dans le secret, il a changé sa position personnelle, qui était fort dérangée, en des profits énormes, tandis que presque toutes les places de l'Europe sont frappées de la façon la plus déplorable.

Valençay, 25 *septembre* 1834. — Voici l'extrait d'une lettre de M. de Rigny à M. de Talleyrand : « On s'est calmé à Constantinople, mais Méhémet-Ali est furieux, lui, des velléités qu'a montrées la Porte et il parle d'indépendance; nous allons tâcher de calmer cet accès de fièvre. Toreno, d'adversaire qu'il était des créanciers français, s'est fait presque leur champion; nous saurons demain ou après la résolution adoptée par les Cortès. Mais, en attendant, les choses ne vont pas mieux en Espagne, et on commence à parler fort haut à Madrid de la nécessité de notre intervention. On voulait remplacer Rodil par Mina.

(1) Voir la *Chronique* du 6 août 1834, p. 211.

« Maison s'est mis fort en froid à la Cour de Saint-Pétersbourg pour n'avoir pas voulu assister à l'inauguration de la colonne.

« J'ai vu, hier, une lettre de lord Holland, qui se félicite de l'assiette du ministère anglais ; je ne sais quelle valeur cela peut avoir.

« Semonville a donné sa démission par écrit ; il aurait voulu être remplacé par Bassano, il l'est par Decazes, ce que vous ne trouverez peut-être pas mieux. Molé refuse d'être vice-président ; il est blessé de ce qu'on ait mis Broglie avant lui, c'est là toute sa raison ; est-ce bien de la raison ? Villemain ne veut pas être secrétaire perpétuel à la place d'Arnaud : « Ce serait, dit-il, abdiquer « toutes les *chances politiques* ». Par contre, Viennet abandonnerait volontiers les siennes pour le fauteuil à perpétuité.

« Nous venons d'avoir deux ou trois mauvaises élections. Quant à l'amnistie, elle est négativement décidée ; je crains qu'on ne regrette ce parti, lorsque nous serons au milieu du feu croisé du procès, des avocats, de la tribune, des journaux. Il faut voir les choses quelques mois en avant dans ce pays-ci ! »

Une lettre de lady Jersey mande que lord Palmerston a refusé le gouvernement général de l'Inde et que Mme la duchesse de Berry est au moment d'accoucher, mais, pour le coup, d'un enfant légitime.

Valençay, 28 *septembre* 1834. — En rentrant hier de la promenade, nous avons trouvé le château rempli de

visiteurs, hommes et femmes, venus en poste et visitant toutes choses en curieux. Le régisseur nous a dit que c'était Mme Dudevant avec M. Alfred de Musset et leur compagnie. A ce nom de Dudevant, les Entraigues ont fait des exclamations auxquelles je n'entendais rien et qu'ils m'ont expliquées : c'est que Mme Dudevant n'est autre que l'auteur d'*Indiana, Valentine, Leone Leoni*, George Sand enfin !... Elle habite le Berry, quand elle ne court pas le monde, ce qui lui arrive souvent. Elle a un château près de La Châtre, où son mari habite toute l'année et fait de l'agriculture. C'est lui qui élève les deux enfants qu'il a de cette virtuose. Elle-même est la fille d'une fille naturelle du maréchal de Saxe ; elle est souvent vêtue en homme, mais elle ne l'était pas hier. En entrant dans mon appartement, j'ai trouvé toute cette compagnie parlementant avec Joseph (1), pour le voir, ce qui n'est pas trop permis quand je suis au château. Dans cette occasion cependant, j'ai voulu être polie pour des voisins : j'ai moi-même ouvert, montré, expliqué l'appartement et je les ai reconduits jusqu'au grand salon, où l'héroïne de la troupe s'est vue obligée, à propos de mon portrait par Prud'hon, de me faire force compliments. Elle est petite, brune, d'un extérieur insignifiant, entre trente et quarante ans, d'assez beaux yeux ; une coiffure prétentieuse, et ce qu'on appelle en style de théâtre, *classique*. Elle a un ton sec, tranché, un jugement absolu sur les arts, auquel le buste de Napoléon et le Pâris de Canova, le

(1) Concierge du château de Valençay.

buste d'Alexandre par Thorwaldsen et une copie de Raphaël par Annibal Carrache (que la belle dame a pris pour un original) ont fort prêté. Son langage est recherché. A tout prendre, peu de grâces; le reste de sa compagnie d'un commun achevé, de tournure au moins, car aucun n'a dit un mot.

J'ai eu, dans la soirée, une autre visite qui m'a été droit au cœur : celle d'une Sœur de l'Ordre des religieuses qui sont à Valençay. Elle y a fait son noviciat, et, quoiqu'elle n'ait que trente-trois ans, elle est déjà première assistante de la maison mère, d'où elle vient en inspection ici. Elle regarde Valençay comme son berceau; elle y est venue, à l'époque où j'ai fondé ce petit établissement; elle était alors d'une beauté et d'une fraîcheur remarquables; maintenant, elle est maigre et pâle, mais toujours avec le plus doux regard. Malgré sa sainteté, qui l'a élevée si vite dans son ordre, elle m'aime beaucoup, et m'a embrassée comme si j'en étais digne, avec la plus grande joie du monde de retrouver une pauvre pécheresse telle que moi!

Valençay, 7 *octobre* 1834. — J'ai eu, hier, une longue conversation avec M. de Talleyrand sur ses projets de retraite; elle m'a conduite à traiter avec lui plusieurs points importants de sa position, et à lui parler avec sincérité. J'ai eu le courage de lui dire la vérité; il en faut toujours pour la dire à un homme de son grand âge.

C'est pourtant une utile chose que la vérité, ce premier des biens, toujours inconnu par les âmes qui ne sont pas

fortement trempées; que l'esprit dédaigne souvent, que les caractères élevés savent seuls apprécier; qui effarouche la jeunesse, qui effraye la vieillesse; qu'on n'aime et qu'on n'accueille que lorsqu'on joint aux leçons de l'expérience toute la vigueur de l'âge et de la santé. Que de réflexions j'ai faites, depuis hier, sur ce sujet! et que j'ai béni l'homme, habile et bon (1), qui a guidé mes premières années, et qui m'a donné cette habitude précieuse, devenue depuis un besoin, de me rendre un compte sévère de moi-même, d'être la première à me maltraiter ; c'est ce qui a sauvé mon âme, car cela m'a toujours empêchée de confondre le bien avec le mal; je ne les ai jamais mis à la place l'un de l'autre dans mon esprit, ni dans ma conscience, et si j'ai chargé celle-ci de fautes, je l'ai, du moins, tenue libre d'erreurs. Grande différence, qui permet toujours de revenir sur ses pas; car, ce qui perd, c'est la *fausse conscience*. Vérité de l'esprit, vérité du cœur, voilà ce qu'il s'agit de préserver : c'est ce qui conserve de la dignité au caractère, et fait arriver au terme, non sans fautes, mais bien sans lâchetés.

Valençay, 9 *octobre* 1834. — M. de Montrond, qui est ici depuis plusieurs jours, a demandé hier matin à me voir, pour me parler d'une chose importante. Je l'ai vu, et après quelques plaisanteries que j'ai reçues assez froidement, il m'a dit qu'il venait pour m'annoncer son départ; que je ne serais probablement pas étonnée,

(1) Scipion Piattoli, qui avait été précepteur de l'auteur de cette *Chronique*.

d'après la manière inconcevable dont M. de Talleyrand le traitait. Il s'est fort étendu en plaintes, en aigreurs; il est profondément blessé et cela lui fait dire beaucoup de mauvaises choses. Il a ajouté qu'il savait bien que je ne l'aimais guère, mais que j'avais, cependant, été polie et obligeante pour lui, qu'il venait m'en remercier et me dire que, quoiqu'il pensât bien que je ne voudrais pas en convenir, il était impossible que je ne m'ennuyasse pas à la mort, et que la vie que je menais devait m'être insupportable, quoiqu'il fût difficile de la prendre de meilleure grâce. Enfin, il a mis, je ne sais trop pourquoi, du prix à se faire bien venir de moi.

J'avoue que je me suis sentie fort mal à mon aise pendant ce discours, qui, quoique haché et saccadé, à sa manière, a été long. Voici en résumé, ma ou mes réponses : « Que je regrettais tout ce qui ressemblait à de la brouillerie, parce que je ne la trouvais bonne pour personne, mauvaise surtout pour lui, M. de Montrond, à qui le monde donnerait tort, puisque son ton rude avec M. de Talleyrand expliquerait le manque de patience de celui-ci; que, de se plaindre, et d'expliquer ses griefs par les motifs qu'il venait de me donner serait de bien mauvais goût, et qu'il y avait de certaines choses, qui, lors même qu'elles auraient une apparence de vérité, ne se disaient pas, ou ne devaient jamais se dire, après quarante années d'une liaison qui, du côté de M. de Talleyrand, pouvait s'appeler du patronage; que pour ce qui me regardait, je ne pouvais m'ennuyer, au centre de mes devoirs et de mes intérêts de famille; que, d'ailleurs, il y avait fort

longtemps que ma vie, mes habitudes, et toute mon existence, étaient absorbées dans les convenances de M. de Talleyrand; que c'était là ma destinée, que je m'en satisfaisais très fort et que je n'en admettais pas d'autre. »

A cela, il a repris : « Il est clair que vous êtes destinée à l'enterrer; puis, vous avez beaucoup d'esprit, un grand savoir-faire et savoir-dire, et vous êtes assez grande dame pour savoir prendre les choses d'une certaine manière; mais quant à moi, je n'ai qu'à m'en aller. »

J'ai répliqué alors : « Vous avez quelque chose de plus à faire, c'est de vous en aller poliment, sans esclandre, et de ne dire à personne que vous l'avez fait par humeur; vous avez, surtout, à ne jamais parler, je ne dis pas seulement mal, mais encore légèrement de M. de Talleyrand. » Il a dit : « Vous faites de fort jolis discours ce matin; mais si je fais ce que vous voulez, que ferez-vous de moi? — Je vous garderai le secret sur la vraie raison de votre départ. — Vous êtes trop habile, madame de Dino. — Je suis de bon conseil. » Il m'a demandé si je voulais lui donner la main, et lui promettre d'être *good-natured* pour lui. « Oui, si vous ne parlez pas de travers de M. de Talleyrand. — Alors, je n'irai pas tout droit à Paris; je vais aller aux Ormes, chez d'Argenson, me faire passer la bile, et quand j'aurai retrouvé *ma nature d'agneau*, j'irai causer avec le Roi, et m'excuser sur quelque affaire de n'avoir pas attendu son fils ici. — Faites ce que vous voudrez, mais faites ce qui convient à un *gentleman*. » Il est parti.

A déjeuner, il a dit qu'il avait reçu une lettre qui l'obligeait à partir aujourd'hui.

Le fait est que je m'attendais à quelque chose de semblable. M. de Talleyrand, après des années d'une longanimité déplacée, a versé subitement vers l'autre extrémité, sans mesure aucune; et, avant-hier, il lui a si fort indiqué qu'il était de trop ici, qu'il a bien fallu comprendre. Il est possible que M. de Montrond prenne quelques précautions de langage, tout juste ce qu'il faudra pour ne pas être tracé comme mauvais procédé, mais il me paraît impossible qu'il n'y ait pas quelque vengeance sourde, car il est blessé et dérangé. Partir la veille de l'arrivée d'une nombreuse société anglaise, à laquelle il se préparait à faire les honneurs de Valençay, ne pas être ici quand M. le duc d'Orléans y est attendu, voilà deux sensibles mécomptes, qu'il ne pardonnera pas à M. de Talleyrand.

Dans la première et très virulente partie de sa conversation, le nom du Roi et celui de M. de Flahaut sont revenus fort souvent, et de façon à me persuader qu'il va se ranger absolument du côté du dernier, pour rendre auprès du premier de mauvais offices à M. de Talleyrand. Qu'attendre d'un pareil être ? Mais aussi quel enfantillage de perdre patience au bout de quarante ans ! (1) M. de Montrond me disait : « Il devait me traiter avec la douceur et l'intimité d'une ancienne amitié, ou bien avec la poli-

(1) En 1793, Montrond s'était réfugié en Angleterre, et s'y était mis sous la protection de M. de Talleyrand; de là provenait leur longue amitié.

tesse d'un maître de maison. » Mais à cela, j'ai répliqué : « M. de Talleyrand n'aurait-il pas aussi le droit de vous dire qu'il n'a trouvé en vous, ni la déférence due à un hôte, ni la bonne grâce due à son âge et à vos anciens rapports? Dans quelle autre maison auriez-vous blâmé toutes choses comme vous le faites ici? Vous avez critiqué ses voisins, ses domestiques, son vin, ses chevaux, toutes choses enfin. S'il a été rude, vous avez été hargneux; et, en vérité, il y a trop de témoins de votre perpétuelle contradiction, pour que vous puissiez vous plaindre de l'humeur qu'elle a causée. »

Valençay, 14 *octobre* 1834. — Nous avons eu visite lady Clanricarde, M. et Mme Dawson Damer et M. Henry Greville. Je me suis longtemps promenée en calèche hier avec lady Clanricarde; j'ai beaucoup causé avec elle de son père, le célèbre M. Canning; de sa mère, non moins distinguée, mais que sa fille paraît aimer peu. Lady Clanricarde a de l'esprit, de la mesure, du bon goût, de la dignité, mais, à ce qu'il semble, assez de sécheresse de cœur, et un peu de raideur d'esprit; ses manières, son caractère, je crois, ont une valeur réelle, sans abandon, ni séduction; mais, à tout prendre, c'est assurément une personne distinguée, et de la meilleure et plus exquise compagnie. Quant à Mme Damer, c'est une bonne enfant, mais rien que cela.

Valençay, 18 *octobre* 1834. — En causant avec lady Clanricarde de lord Palmerston et de lady Cowper, nous

sommes arrivées à nous demander ce qui faisait conserver à de certaines personnes tant d'influence sur telles autres. Je lui ai fait alors une observation sur la justesse de laquelle elle s'est récriée. Je lui disais que « c'était par l'exigence que les hommes conservaient leur influence sur les femmes, mais que c'était par des concessions que celles-ci conservaient la leur sur les hommes. »

Valençay, 21 *octobre* 1834. — On a reçu, hier, la nouvelle du terrible incendie de Westminster à Londres. C'est une horrible catastrophe, et qui semble d'un caractère tout *ominous ;* l'édifice matériel croulant avec l'édifice politique! Ces vieilles murailles ne voulant plus se déshonorer en prêtant asile aux profanes doctrines du temps! Il y a là de quoi frapper, non seulement l'esprit de la multitude, mais encore celui de toute personne sérieuse.

Les Anglais qui sont ici sont tentés de croire à la malveillance comme cause de ce feu, parce qu'il a commencé par la Chambre des Pairs. Le *Globe*, qu'on avait envoyé à M. de Talleyrand, nous a tous fait veiller fort tard, car nous avons voulu connaître toutes les versions. Il paraît que la perte en papiers et documents a été énorme, non seulement par le feu, mais aussi par l'éparpillement. Quel dommage ! On dit que cela va jeter du trouble et d grandes lacunes dans le cours de la justice.

J'ai mené, hier, lady Clanricarde et Mme Damer voir le petit couvent, l'école et tout le petit établissement des Sœurs de Valençay ; c'est un genre de choses qui touche peu

les Anglaises; elles ont beau avoir de l'esprit, de la bonté, elles ne sont pas charitables dans le vrai sens du mot; elles ont une aversion singulière pour se mettre en contact avec la pauvreté, la misère, le malheur, la maladie, la souffrance, et cet éloignement, de leur part, pour les petites gens, qui, socialement, a tant d'avantages, me glace et me froisse quand je le vois s'étendre jusqu'à l'indigence. Ainsi, lady Clanricarde, si agréable en société, n'a rien trouvé à dire à mes pauvres Sœurs, si simples et si dévouées; elle a à peine mis le nez à la porte de l'école, et rangeait sa belle robe, pour ne pas être froissée par les petites filles qui étaient à l'entrée de la classe; ces deux dames n'en revenaient pas de tout ce que j'avais trouvé à dire, et elles étaient surtout fort surprises de m'avoir vue arrêtée plusieurs fois dans le bourg par des gens qui voulaient me parler de leurs affaires. Cette façon de vivre est complètement incompréhensible pour une Anglaise, et, dans ce moment-là, lady Clanricarde, malgré tout son esprit et sa bienveillance pour moi, s'est étonnée, j'en suis sûre, que je susse manger proprement à table, et que je portasse une robe faite par Mlle Palmyre.

Valençay, 23 *octobre* 1834. — Il a plu outrageusement hier toute la journée; il n'y a pas eu moyen de sortir. Nos Anglais ont fait une musique assez barbare pendant toute la matinée; le soir sont arrivées trois lettres au château. L'une, de lord Sidney à Henry Greville, disant que M. de Montrond était de retour à Paris, y répétant à tout le monde que Valençay était devenu inhabitable, que les

Damer et Greville s'y ennuieraient à la mort, que lady Clanricarde seule s'en arrangerait. H. Greville a lu cela à demi-voix : lady Clanricarde a repris tout haut, M. de Talleyrand a demandé ce que c'était, on lui a lu tout le passage.

La seconde lettre, de M. de Montrond à M. Damer, pour lui demander comment il se trouvait à Valençay; que quant à H. Greville, qui aimait les caquets, il n'en était pas inquiet, parce qu'il y trouverait de quoi se satisfaire : ceci a été lu tout haut par M. Damer.

La troisième lettre, de M. de Montrond à moi, calme au possible. Je l'avais passée à M. de Talleyrand, qui, d'humeur de ce qu'il venait d'entendre, a lu, à son tour, tout haut. Cela m'a fait souvenir du billet de Célimène ! Je ne sais quelles réflexions cette petite scène aura provoquées, car j'ai été me coucher aussitôt après.

Valençay, 26 *octobre* 1834. — Le temps s'est un peu rajusté hier : en ce moment, il fait un froid vif, mais sec, avec un soleil éclatant. Pourvu que cela dure pour l'arrivée de M. le duc d'Orléans que nous attendons ce soir ! Car les populations d'une quarantaine de communes, et du monde de Châteauroux, même d'Issoudun, à dix ou douze lieues d'ici, sont en mouvement. Le dimanche facilite cette satisfaction de curiosité, et, quoi qu'en disent les journaux, nous n'aurons d'autres magnificences, d'autres fêtes, d'autres préparatifs que ceux du nombre. Je crois que M. le duc d'Orléans sera très bien reçu par les populations rurales. Jamais, depuis la Grande Mademoiselle,

aucun Prince, d'aucune dynastie, n'est venu ici : tout le pays entre Blois et Châteauroux, si bien traité par les Valois, était comme frappé de disgrâce, d'oubli; jamais aucune des administrations n'a voulu rien faire pour ce coin de Berry. Quand je suis venue ici pour la première fois, tout y était, en fait de civilisation, comme au temps de Louis XIII. M. de Talleyrand, et même moi, lui avons fait faire quelques progrès; ce n'est cependant que cette année que nous avons une poste aux chevaux organisée ; il n'y a pas même encore de diligences, et les communications ont lieu, pour bien du monde, même aisé, en patâches, c'est-à-dire en voitures non suspendues. Dans un pays aussi reculé, un Prince est encore *quelqu'un;* nos communes sont flattées qu'il s'en égare un dans nos sauvageries, et elles crieront : *Vive le Roi !* avec fureur : c'est tout ce qu'il y a de mieux.

Parmi les arrivants au château, hier soir, nous avons eu le baron de Montmorency et Mme la comtesse Camille de Sainte-Aldegonde. Le baron de Montmorency a été, autrefois, au moment d'être le Lauzun de la Mademoiselle du temps (1), et, quoiqu'il ait décliné l'honneur de l'alliance, il est resté fort intime avecNeuilly. Mme de Sainte-Aldegonde habite un joli château entre ici et Blois; elle est Dame de la Reine, et grande amie du baron de Montmorency. Elle a été, d'abord, la femme du général Augereau; elle est du même âge que moi, et nous avons

(1) Madame Adélaïde avait fait offrir sa main au baron de Montmorency, mais à la condition qu'elle ne changerait point son nom, ce que M. de Montmorency refusa.

fait notre entrée dans le monde à la même époque. Nous avons, toutes deux, été Dames du Palais de l'Impératrice Marie-Louise; nous ne nous sommes, cependant, pas vues beaucoup, parce qu'elle suivait son mari à l'armée et ne venait guère à la Cour. A la chute de l'Empire, nous nous sommes perdues de vue complètement. Mme de Sainte-Aldegonde a été extrêmement belle, et si elle avait une expression plus agréable, elle le serait encore; mais elle n'a jamais eu l'air doux, grâce à des sourcils trop noirs et remontés; le moelleux de la première jeunesse étant passé, il en résulte quelque chose de cru qui n'est pas attirant. Elle a le verbe un peu haut, et quoique polie et assez bien élevée, elle manque de cette aisance et de cette obligeance faciles qui ne s'acquièrent que dans les premières habitudes élégantes de la vie : quand elles manquent au berceau, on peut être convenable, on n'est jamais distingué; mais enfin, à tout prendre, elle est bien.

Valençay, 27 *octobre* 1834. — M. le duc d'Orléans est arrivé hier par un assez mauvais temps, et une heure plus tôt qu'il ne s'était annoncé, ce qui a fort dérangé les curieux ainsi que nous. Cependant, il a trouvé notre petite garde nationale, le corps municipal, et pas mal de monde sur son passage. Il n'y a point eu de harangue, ce qui, je crois, l'a soulagé.

M. le duc d'Orléans a commencé par causer un instant dans le salon avec M. de Talleyrand, M. et Mme de Valençay et moi. Il m'a annoncé, à ma grande surprise,

que nous allions avoir MM. de Rigny, Thiers et Guizot; ma surprise n'a pas diminué, lorsque Monseigneur m'a dit que le Roi poussait beaucoup ses ministres à venir ici, parce que c'était une bonne excuse pour suspendre, pendant quelques jours, les Conseils; que ceux-ci étaient devenus impossibles par les fureurs du maréchal Gérard; qu'une crise était inévitable, mais qu'on désirait la retarder, et, pour cela, ne pas mettre le Cabinet en présence; que, du reste, le maréchal Gérard était seul de son bord d'un côté, et les autres ministres, jusqu'à présent, réunis de l'autre.

Quand Monseigneur s'est retiré chez lui, j'ai été faire ma toilette, et suis redescendue tout de suite pour être la première au salon. J'y ai trouvé le général Petit, commandant de la 5e division militaire, puis le général Saint-Paul, commandant du département de l'Indre, et, de la suite du Prince, le général Baudrand et M. de Boismilon, son secrétaire.

Après le dîner, il y a eu un peu de solennel que j'ai bientôt rompu, en me mettant tout simplement à mon ouvrage, comme de coutume, ce dont le Prince m'a fort remerciée. Tout le monde, alors, s'est groupé, arrangé. Plus tard, M. de Talleyrand a fait sa promenade accoutumée du soir; en rentrant il nous a trouvés jouant, lady Clanricarde, le Prince, H. Greville et moi, à un whist assez gai, la musique jouant dans le vestibule; enfin la glace s'était rompue.

Après le thé, le Prince s'est éclipsé, et à onze heures tout le monde est allé se coucher.

Valençay, 28 *octobre* 1834. — Voici l'emploi de la journée d'hier : après le déjeuner, M. le duc d'Orléans a vu le château et ses entours immédiats, mon fils et moi les lui montrant; tous ceux de nos hôtes pour qui c'était une nouveauté suivaient.

En rentrant, trois calèches, un phaéton et six chevaux de selle attendaient. Chacun s'est casé : M. le duc d'Orléans, la marquise de Clanricarde, le baron de Montmorency et moi dans la première calèche; M. de Talleyrand, Mme de Sainte-Aldegonde, le général Baudrand et M. Jules d'Entraigues dans la seconde, et ainsi de suite. Après avoir traversé le parc et une partie détachée de la forêt, nous nous sommes arrêtés à un joli pavillon, d'où la vue est belle. La musique militaire était cachée derrière les arbres, qui ont encore beaucoup de feuilles; le concours de monde était considérable; c'était une très jolie scène forestière. Nous nous sommes ensuite lancés dans la forêt même et ne sommes revenus que pour notre toilette du dîner.

Après le dîner, nous avons mené le Prince au bal de l'Orangerie : les cours, le donjon, les grilles étaient illuminés et d'un très bel effet; la salle fort bien décorée, remplie de monde au point de pouvoir à peine passer; mais il n'y avait pas d'empressement grossier, tout au contraire, et des cris à se boucher les oreilles, mais qui font toujours plaisir aux Princes. Il a parcouru toutes les parties de la salle; il a beaucoup salué, un peu causé; enfin, on en a été fort content, et, quoiqu'il n'y soit pas resté plus d'une heure, on a été si satisfait de lui qu'à deux heures du matin, on criait encore sous ses fenêtres.

Valençay, 29 *octobre* 1834. — Hier, avant le déjeuner, notre Royal visiteur a été, avec son aide de camp, mon fils et le baron de Montmorency, visiter la filature et les carrières d'où on a extrait les pierres dont le château est bâti; il a trouvé ces carrières superbes.

Après le déjeuner nous l'avons mené aux forges. Il y avait de la foule, des cris; les ouvriers ont bien fait leur besogne; on a coulé, forgé, et dans l'intérieur du bâtiment où l'on coule la gueuse et qui est très beau, on a opéré, à deux reprises, des feux d'artifice, avec la fonte en fusion, liquide et enflammée. C'était joli et a fort amusé nos dames anglaises. En revenant, nous avons fait un petit détour qui nous a conduits aux ruines de Veuil (1). La musique était cachée dans une des vieilles tours, un grand feu était allumé dans la seule chambre qui reste intacte et où on avait servi un goûter. Dans la cour, et à travers des arceaux à moitié détruits, des gardes nationaux et des paysans criaient en jetant leurs chapeaux en l'air. Cette petite station a été vraiment très jolie, malgré le temps couvert; le soleil l'aurait complétée, ou plutôt la lune.

A dîner, outre les convives de la ville, nous avons eu les Préfets d'Indre-et-Loire (2), de Loir-et-Cher (3), le général Ornano et le colonel Garraube, député, celui qui

(1) Veuil domine la vallée du Nahon, et fut réuni à la seigneurie de Valençay en 1787 par M. de Luçay qui en était alors propriétaire. Le château, qui devait être remarquablement joli, est maintenant une ruine, dont une partie seulement peut être habitée par un fermier.

(2) M. Amédée d'Entraigues.

(3) Le comte de Lezay-Marnésia.

nous a envoyé la musique qui fait nos délices. Après le dîner, le whist, quelques tours de valse, etc...

Il y a eu, le soir, un vrai bal avec souper pour les gens de l'office, en l'honneur des gens du Prince Royal; il a été vraiment très joli.

A dîner, hier, j'ai été un peu surprise de ce que m'a dit mon Royal voisin. Il m'a demandé quand nous allions à Rochecotte. — « Je l'ignore, Monseigneur. — Mais vous ne pouvez passer tout l'hiver dans ce lieu-ci qui est bien froid. — Il n'a jamais été question que nous y passions tout l'hiver. — Viendrez-vous à Paris? — Je n'en sais rien. — Car pour l'Angleterre, il ne peut plus en être question, puisque lord Palmerston ne va pas aux Indes. » J'ai regardé le Prince entre les deux yeux, avec un peu de surprise, et je lui ait dit : « Je crois, en effet, que le départ de lord Palmerston aurait rappelé les ambassadeurs à Londres, et que, lui restant, cela les en éloignera; mais les projets de M. de Talleyrand sont très incertains, et soumis d'ailleurs aux désirs du Roi. — Votre oncle m'a dit qu'il croyait que nous avions tiré de l'Angleterre tout ce qu'elle pouvait nous donner; que ce ne serait plus à Londres que se traiteraient les grandes affaires; qu'il fallait les appeler à Paris auprès de mon père. — En effet, c'est là la pensée de M. de Talleyrand, parce que l'habileté et la sagesse du Roi ont inspiré à l'Europe de la confiance, en raison inverse de la méfiance que la politique anglaise des derniers mois a généralement propagée. — Mon père désire beaucoup que M. de Talleyrand retourne en Angleterre, mais avant de causer avec votre oncle à ce

sujet, j'avais dit au Roi que ce retour me paraissait impossible. — En effet, Monseigneur, il est difficile. — Mais vous, madame, que désirez-vous? — Ce qui sera agréable au Roi, Monseigneur; et si M. de Talleyrand ne retourne pas à Londres, c'est qu'il sera persuadé qu'avec les données actuelles, il ne saurait y être utile. Personnellement, j'aime extrêmement l'Angleterre; mille liens de reconnaissance et d'admiration m'y attachent, surtout les bontés de la Reine, l'amitié de lord Grey et du duc de Wellington; mais il y a de certains amis qu'on ne perd pas pour les avoir quittés, et j'espère bien, dans le cours des années, aller remercier ceux que j'ai eus en Angleterre, de toutes leurs bontés pour moi pendant les quatre dernières années (1). — Mais, quittant l'ambassade, que fera M. de Talleyrand? — Ce qui plaira au Roi : si le Roi désire le voir, il ira lui offrir ses hommages; si Sa Majesté lui permet de se reposer, il restera dans la retraite, à soigner ses jambes, qui, comme vous le voyez, sont bien faibles et bien douloureuses; en un mot, Monseigneur, il sera toujours le serviteur dévoué du Roi. » Et nous en sommes restés là, de cette conversation assez singulière.

Valençay, 30 *octobre* 1834. — Hier matin, tous les voisins de Tours, de Blois, des environs, sont partis de bonne heure, ainsi que M. Motteux, qui a laissé un joli chien anglais à M. de Talleyrand. Ce bon petit Motteux nous a quittés avec des regrets infinis, s'étant parfaitement

(1) La duchesse de Dino n'est jamais retournée en Angleterre malgré le bon souvenir qu'elle gardait à ce pays.

amusé ici, passant sa vie à la cuisine, au pressoir, au marché; ne causant guère, mais n'étant ni indiscret, ni importun, ni mal disant.

Avant le déjeuner, M. le duc d'Orléans a visité les deux ateliers de bonneterie (1), y a acheté et fait des commandes. Après le déjeuner, il a voulu voir nos écoles et l'établissement des Sœurs ; il a beaucoup donné pour les pauvres. Il a paru vraiment frappé de la bonne tenue du petit couvent, et particulièrement des manières de la Supérieure. A cette occasion, il m'a raconté qu'un de ses aïeux, ayant prêté de l'argent au Saint-Siège, que celui-ci n'avait pas rendu au terme indiqué, le Pape envoya, en compensation, une Bulle par laquelle il créait tous les descendants mâles de la famille *sous-diacres-nés*, et chanoines de Saint-Martin de Tours, avec le droit de toucher, sans gants, aux vases sacrés, et de se placer à l'église du côté de l'évangile, au lieu du côté de l'épître. Le Roi Louis-Philippe a été reçu chanoine de Tours, à l'âge de sept ans.

Plus tard nous avons conduit le Prince aux étangs de la forêt, auprès desquels était un grand feu de bivouac.

Avant le dîner, le Prince a encore voulu causer seul avec M. Talleyrand, puis avec moi. Après, on a joué une poule au billard, cela a été très animé ; les dames étaient de la partie. Le thé pris, et les lettres arrivées par la poste reçues, celles-ci annonçant la retraite du maréchal Gérard,

(1) En entrant dans cette bonneterie, fort célèbre alors en France, on pouvait voir, surmontées d'une inscription portant leurs noms, les jambes moulées de toutes les amies du prince de Talleyrand, que ces dames avaient fait faire, afin de donner un modèle exact au fabricant de Valençay.

M. le duc d'Orléans est rentré chez lui, a mis son costume de voyage, et à onze heures et demie, après force gracieusetés, il est parti.

Quoique tout se soit bien passé pendant son séjour ici, et que le Prince ait vraiment été à merveille pour tout le monde, je n'en suis pas moins singulièrement soulagée de son départ. Je craignais à chaque instant quelque accident, ce qui m'a fait m'opposer formellement à toute chasse ; je craignais les mauvais cris, le mauvais temps, mille choses, et enfin, j'étais harassée de fatigue.

Comme je le prévoyais, le voyage de M. le duc d'Orléans a éclairci notre avenir, en ce sens que M. de Talleyrand a dit au Prince qu'il n'y avait plus rien à faire pour lui à Londres, que le caractère personnel de lord Palmerston, la route actuelle suivie par le Cabinet anglais, l'absence de tout le haut Corps diplomatique de Londres, et la tendance évidente de toutes les Cours de retirer leur action de cette capitale et de centraliser la haute politique ailleurs ; que, par-dessus tout cela, la fatigue de ses jambes lui faisait une nécessité de ne plus retourner en Angleterre, à moins d'une réaction qui le rendît, lui, M. de Talleyrand, plus propre que tout autre à y traiter les affaires de la France ; mais que pour le moment, il croyait que n'importe qui ferait aussi bien, si ce n'est mieux que lui. M. le duc d'Orléans nous a positivement dit qu'il avait été chargé par le Roi de connaître les intentions de M. de Talleyrand, et, en même temps, de lui exprimer, s'il ne retournait pas à Londres, le désir de le voir à Paris pour causer avec lui; qu'il tenait beaucoup à ce que M. de

Talleyrand n'eût pas l'air de retirer son intérêt et sa participation à l'œuvre à laquelle il avait tant travaillé.

M. le duc d'Orléans m'a raconté un petit fait curieux : c'est que Lucien Bonaparte lui avait écrit, il y a dix-huit mois, une lettre assez plate pour le prier d'obtenir pour lui le poste de ministre de France à Florence !

J'apprends, à l'instant, que le Roi a positivement refusé d'appeler le duc de Broglie à la présidence du Conseil, en remplacement du maréchal Gérard. Il est évident que c'est la crise ministérielle qui a empêché les trois ministres qui devaient venir ici de s'y rendre. Je n'en suis pas fâchée, car cela a ôté tout caractère politique au séjour du Prince.

Il m'a parlé beaucoup de Rochecotte et de son désir d'y revenir l'été prochain.

Valençay, 31 *octobre* 1834. — Nous avions ici M. le comte de la Redorte. C'est un homme qui a du savoir positif ; il a beaucoup étudié, beaucoup voyagé ; il se souvient de tout, mais, malheureusement, au lieu d'attendre qu'on frappe à sa porte, comme ferait un Anglais, il l'ouvre toute grande et force les gens à y entrer. Quoique d'une belle figure, et de manières douces, avec un charmant son de voix, il est tout simplement assommant, et par les faits, les dates, les chiffres dont il remplit sa conversation, les détails minutieux dans lesquels il entre, les lourds sujets d'économie politique dans lesquels il se plonge, tête baissée, il fatigue, éteint, écrase ses auditeurs. Avec cela des opinions faites sur tout, des jugements absolus, des rédactions arrangées d'avance ; c'est d'un ennui à périr !

Nos Anglais, ici, le portaient sur leurs épaules! Il est parti après le déjeuner. Au moment où il est sorti, M. de Talleyrand a dit : « Voilà un esprit arrêté avant d'être arrivé. » Il a dit aussi un mot assez piquant sur Mme de Sainte-Aldegonde, qui est également partie ce matin. A propos de ses sourcils si noirs qui surmontent des yeux sans beaucoup d'expression : « Ce sont », a-t-il dit, « des arcs sans flèches ».

Voici l'extrait d'une lettre reçue de Paris hier soir ; elle est du 29 : « Les chevaux de poste étaient, dimanche 26, dans la cour de M. de Rigny, qui allait partir avec Bertin de Veaux, lorsque le Roi l'a fait chercher, et lui a ordonné de différer son départ d'un jour ; le moment opportun pour partir ne s'est plus retrouvé. Hier, à quatre heures, le maréchal Gérard a forcé le Roi à accepter sa démission. La résolution de M. de Rigny est de ne pas accepter la Présidence qu'on veut bien lui offrir ; il ne se reconnaît ni les talents, ni la consistance nécessaires pour remplir ce poste. Il ne peut pas se dissimuler que l'embarras seul d'un choix le fait porter sur lui, et si ce refus doit lui faire perdre sa place, il s'en consolerait, en pensant qu'il vaut mieux quitter les affaires sur une pareille question que d'en sortir, plus tard moins honorablement. Mais comment cela va-t-il finir? Ce qui paraît le plus vraisemblable, c'est l'entrée de M. Molé au ministère. M. Thiers voudrait bien arriver à la Présidence, mais il n'ose pas encore y prétendre formellement. M. Molé ne resterait pas longtemps ; ses moyens, son caractère, son entourage, tout le fera promptement tomber ; ce sera suffisant à M. Thiers

pour arriver à son but, du moins il s'en flatte. Il eût bien mieux aimé cependant que M. de Rigny se fût chargé du rôle qu'il destine à M. Molé ; mais là, toute son éloquence a échoué ! »

Valençay, 1er *novembre* 1834. — On m'écrit, de Paris, qu'un article très injurieux pour M. de Talleyrand et pour moi vient de paraître dans une revue périodique ; il y a bien des années que je suis agonisée d'injures, de libelles, de mille saletés, calomnies et horreurs, et j'en aurai ainsi pour le reste de ma vie. Vivant dans la maison et dans la confiance de M. de Talleyrand, me trouvant, d'ailleurs, à l'époque la plus libellique, la plus vaniteuse, comment aurais-je échappé à la licence de la presse, à ses attaques, à ses injures? J'ai été longtemps à m'y accoutumer : j'en ai été cruellement atteinte, bouleversée, malheureuse ; je n'arriverai même jamais à y rester indifférente. Une femme ne saurait l'être, et aurait, ce me semble, mauvaise grâce à le devenir ; mais comme il serait également absurde de laisser son repos à la merci des gens qu'on méprise, j'ai pris le parti de ne rien lire en ce genre, et plus j'y suis directement intéressée, plus je désire ignorer. Je ne veux pas savoir le mal qu'on pense, qu'on dit ou qu'on écrit de moi ou de mes amis. Si ceux-ci font des fautes, ou que moi j'aie des torts, je les connais de reste, et désire les oublier. Quant à la calomnie, elle me dégoûte et m'indigne, et je ne vois pas pourquoi j'en recevrais les éclaboussures dans mes affections et dans mes intérêts les plus chers. Si on pouvait

lutter, combattre et éclairer, à la bonne heure ; il faudrait alors savoir pour être en état de répondre ; mais comme répondre serait déplorable et que le silence est prescrit, ne vaut-il pas mieux éviter une connaissance pénible et stérile? Les peines, les amertumes sont si nombreuses dans la vie, il en est un si grand nombre d'inévitables, que je ne songe plus qu'à en écarter le plus que je puis, sûre qu'il restera toujours suffisamment de quoi exercer mon courage et ma résignation.

Un autre de mes motifs pour ne pas approfondir la malveillance, c'est que j'ai trop de peine à la pardonner ; car si la reconnaissance est une des qualités les plus profondément gravées dans la bonne partie de ma nature, je crains toujours que la rancune lui serve de contrepoids : je n'ai jamais oublié ni un service, ni un mot d'amitié, mais je me suis trop souvent peut-être souvenue d'une injure ou d'une parole hostile. Ce n'est pas, Dieu merci, que la rancune me conduise à la vengeance, non ; ma mémoire, quelque amère qu'elle puisse rester, ne m'a jamais inspirée hostilement contre ceux qui m'ont offensée ; mais alors c'est moi-même qui souffre ; je ne connais rien de plus douloureux au monde que d'éprouver de la malveillance, et tout inoffensive et silencieuse qu'elle reste au dehors, elle me ronge en dedans, et me fait mal en rongeant l'âme et rompant l'équilibre.

Je n'ai eu, hélas ! que trop d'occasions de scruter, d'analyser, d'anatomiser, de disséquer mon *moi moral*. Qui est-ce qui n'a pas sa maladie chronique morale, comme sa maladie physique? Et qui est-ce qui, à un certain âge,

ne sait pas ou ne doit pas savoir le régime qui convient le mieux à son esprit comme à son corps?

Valençay, 4 novembre 1834. — J'arrive d'une course que nous avons faite à Blois et dans les environs, avec nos Anglais qui retournaient à Paris. Avant-hier, nous avons visité Chambord, qui a paru, ce qu'il est en effet, bizarre, original, curieux, riche de détails, du reste dans un assez vilain pays et dans un état déplorable. La fenêtre de l'oratoire de Diane de Poitiers, sur laquelle François Ier avait écrit ses deux vers impertinents sur les femmes, existe encore (1), mais les carreaux sont brisés ; ces vers étaient peu honorables pour un Roi chevalier. Le lieu où le *Bourgeois gentilhomme* fut représenté pour la première fois devant Louis XIV existe aussi, ainsi que la table sur laquelle on a ouvert et embaumé le corps du maréchal de Saxe qui est mort à Chambord ; c'est même le seul objet mobilier qui soit resté dans le château.

Nous sommes revenus assez tard à Blois, et hier, dans la matinée, nous avons visité le château de Blois, maintenant une caserne, et certes, un des plus curieux monuments de France. Bâti des quatre côtés, il offre quatre architectures différentes. La partie la plus ancienne date d'Étienne de Blois, Roi d'Angleterre, souche des Plantagenet ; la seconde de Louis XII, où son emblème, un porc-épic avec le motto : *Qui s'y frotte, s'y pique*, se trouve encore. Puis la partie François Ier, avec tout l'élé-

(1) Souvent femme varie,
Bien fol est qui s'y fie!

gant cachet de la Renaissance ; c'est là que le duc de Guise a été assassiné, que Catherine de Médicis est morte ; c'est là qu'est la salle des fameux États généraux de Blois : on voit la cheminée dans laquelle on a brûlé le corps de Guise et le cachot où le cardinal et l'archevêque de Lyon ont été enfermés ; la petite niche où Henri III a placé les moines auxquels il ordonnait de prier pour le succès de l'assassinat ; la fenêtre par laquelle Marie de Médicis s'est sauvée, et l'appartement où la veuve de Jean Sobieski est morte (1). Le quatrième côté enfin, bâti par Gaston d'Orléans dans le style des Tuileries, n'a jamais été achevé. Près du château est un vieux pavillon où étaient les bains de Catherine de Médicis ; à côté, une vieille masure qui servait de retraite aux mignons de Henri III.

En revenant de cette course ici, j'ai eu la triste nouvelle de la mort de la princesse Tyszkiewicz, qui a expiré avant-hier à Tours. C'est moi qui ai dû l'apprendre à M. de Talleyrand. A son âge, de semblables pertes frappent davantage la pensée que le cœur ; on y voit plutôt un avertissement personnel qu'on n'y trouve une affliction. Il était plus saisi que moi ; moi plus affligée que lui, car j'aimais réellement la Princesse ; je lui étais profondément reconnaissante de tout ce qu'elle a, jadis, été pour moi et, quoiqu'elle se soit survécu à elle-même, je ne puis songer sans peine à toute cette partie du passé qui s'enterre avec elle. Car on perd, avec des amis, non seulement eux-mêmes, mais encore une partie de soi-même.

(1) Marie-Casimire d'Arquien, morte en 1716.

M. de Talleyrand a été du même avis que moi, qu'il ne fallait pas laisser reposer au milieu d'étrangers cette pauvre et illustre personne, nièce du dernier Roi de Pologne, sœur unique de l'infortuné maréchal prince Poniatowski : elle sera enterrée à Valençay.

Une lettre arrivée hier soir ici, de Paris, disait ceci : « Il n'y a rien de fait pour le ministère ; cela finit par être extrêmement ridicule ; les intrigues se continuent. Avant-hier, on croyait tout fait et que Thiers partait pour Valençay ; hier tout était changé, et on en est au même point. Il n'y a jamais eu un dissolvant pareil à Thiers ; nous payons cher son talent de parole ; il faudrait cependant bien en finir. M. de Rigny est tout prêt à se retirer, M. Guizot porte toujours Broglie pour la présidence du Conseil et Thiers pousse Molé. »

Valençay, 6 novembre 1834. — L'autre jour, M. Royer-Collard m'a raconté quelque chose d'amusant, parce que cela le peint très bien. Il me disait que la seconde Mme Guizot lui reprochait vivement de renier la *doctrine*, de se refuser à en être le père, l'appui, le défenseur, et de ce qu'en se plaignant, comme il le faisait, d'être réclamé par eux, il causait beaucoup d'embarras à ceux qui en étaient ; que c'était mal et qu'elle le priait, par cette considération, de ne plus les attaquer, les tourner en ridicule et les renier, comme il le faisait à chaque occasion : « Ah ! madame ! vous voulez donc qu'en laissant le public dans l'erreur, je me prive de ma consolation et de ma vengeance ! » Elle était furieuse... La seule, mais très vive

irritation de M. Royer-Collard est contre tout ce qui touche à M. Guizot et tout ce qui en porte le nom; cette irritation n'est peut-être pas sans quelque fondement. M. Royer n'a aucun goût pour M. de Broglie, dont la haute vertu ne lui a pas paru être à la hauteur des dernières circonstances; et quant à Mme de Broglie, il l'aime encore moins, parce que sa dévotion ne la préserve d'aucune des agitations et même des intrigues politiques; le contraste que cela produit lui déplaît.

Valençay, 7 *novembre* 1834. — Voici une anecdote parfaitement certaine qui m'a été contée par un témoin oculaire et qui m'a beaucoup frappée. M. Casimir Perier est mort, comme on sait, du choléra; mais en outre il était complètement fou dans les derniers dix jours de sa vie, disposition qui s'était déjà manifestée chez plusieurs membres de sa famille. Eh bien! quelques heures avant sa mort, deux des ministres ses collègues, avec deux de ses frères, causaient dans un coin de sa chambre des embarras que l'arrivée de Mme la duchesse de Berry produisait en Vendée, des difficultés qui en résultaient pour le gouvernement, du parti qu'il y aurait à prendre, de la responsabilité qui en résulterait, et de la terreur de chacun de l'affronter. Cette conversation fut, tout à coup, interrompue par le malade, qui, se dressant sur son lit, s'écria : « Ah! si le président du Conseil n'était pas fou! » Puis, retombant sur son oreiller, il se tut et mourut bientôt après. Cela n'est-il pas frappant et ne fait-il pas frissonner comme le *Roi Lear*?

Valençay, 9 *novembre* 1834. — J'ai été hier à Châteauvieux voir M. Royer-Collard. Il avait reçu des lettres de plusieurs des ministres démissionnaires. On lui mande qu'aussitôt les cinq démissions données, toutes cinq *galamment* acceptées, le Roi a fait chercher M. Molé, et lui a confié, avec la présidence du Conseil, la recomposition totale du Cabinet. M. Molé a demandé vingt-quatre heures pour réfléchir sur lui-même et voir avec qui il pourrait s'entendre, mais chacun ayant décliné le fardeau dont il offrait le partage, il a été obligé de s'y soustraire également, et tout était retombé dans le vague et peut-être l'impossible.

Il y a un déchaînement nouveau dans presque tous les journaux contre M. de Talleyrand; les uns le tuent, les autres le disent malade de corps et d'esprit, d'autres l'injurient grossièrement et salement. M. Royer-Collard explique cette nouvelle reprise de fureur par la crainte que la présidence du Conseil ne soit offerte à M. de Talleyrand et acceptée par lui. Il paraît que beaucoup de gens, frappés de la pénurie d'hommes, voudraient qu'on s'adressât ici, et que la terreur que cela inspire à de certains autres envenime toutes leurs démarches, leurs paroles et leurs écrits. Quel triste honneur que d'être ainsi le pis-aller de quelques-uns et l'objet de la haine de plusieurs autres, et cela à un âge où le besoin seul du repos doit dominer et où la seule et dernière condition permise est de finir honorablement!

Valençay, 10 *novembre* 1834. — Voici l'extrait d'une

lettre que j'ai reçue hier de M. Royer-Collard : « Je dirai fort sérieusement à M. de Talleyrand, qu'après quatre années d'absence, je ne m'étonne pas qu'il mette plus d'importance aux articles de journaux qu'ils n'en ont réellement aujourd'hui. Il ne sait pas à quel point le prestige de la presse est usé comme tous les autres; qui répondrait à un journal après deux ou trois jours ne serait pas compris, on aurait oublié. Il n'est plus donné à la témérité des paroles d'élever ou d'abaisser un personnage ; dans le débordement de la louange, comme de l'injure, on reste ce que l'on est. C'est le procès de nos mauvais jours !

« Non, il n'y a rien de fait à Paris; c'est que rien de spécieux n'est possible. Ici se révèlent les véritables conséquences de la dernière révolution. M. de Talleyrand a eu l'habileté et le bonheur de la faire tourner à sa gloire, mais il ne recommencerait pas ce miracle. Sa dernière habileté sera de finir à temps, je dirais volontiers de rompre à la fois avec l'Angleterre et la France, telles que cette année-ci les a faites. Je reviens souvent à l'idée qu'il aurait fallu dénouer dès l'année dernière, et se mettre en sûreté; il était naturel de s'y tromper, je m'y suis trompé aussi. Vous seule, madame la Duchesse, disiez vrai. Dans ce même fauteuil d'où je vous écris aujourd'hui, je vous combattais en aveugle, car vous seule pouviez bien savoir, bien juger. J'ai eu tort; c'est un hommage de plus que j'aime à vous rendre. »

Valençay, 11 *novembre* 1834. — M. Damer mande de Paris ce qui suit : « Avez-vous entendu une horrible his-

toire relative à Mme et à Mlle de Morell, sœur et nièce de M. Charles de Mornay, et qui est arrivée à l'École militaire de Saumur (1)? Un jeune homme de cette ville, nommé M. de La Roncière, assez mauvaise tête, est devenu amoureux de Mme de Morell; elle a fait, ou non, quelques coquetteries pour lui, c'est ce que je ne sais pas exactement, mais finalement, elle lui a donné son congé. Il a résolu alors de se venger, et a fait la cour à la fille, jeune personne de dix-sept ans; il lui écrivait continuellement et la menaçait de tuer son père et sa mère si elle ne l'écoutait pas. Elle a été trouvée, une nuit, dans une espèce d'état de folie. Le jeune homme, ayant appris son état, s'est enfui de l'École, mais a été arrêté depuis. Il a montré alors des lettres, supposées ou non, qu'il prétend lui avoir été écrites par la mère et par la fille et qui les compromettraient gravement. On dit que Charles de Mornay est arrivé à Paris à cause de cette affaire. »

Valençay, 12 *novembre* 1834. — Une lettre écrite avant-hier de Paris, pendant que le Roi signait, dans le cabinet voisin, l'ordonnance créatrice du nouveau ministère, qui n'a pu paraître que dans les journaux d'hier matin, nous est arrivée ici hier soir. Elle apporte des noms inattendus et presque nouveaux. Il n'y aurait peut-être pas grand mal à cela, s'ils l'étaient tous également, mais il en

(1) Cette affaire amena un procès criminel qui fit grand bruit. Émile de La Roncière fut traduit devant le jury d'Angers en 1835, et malgré l'habileté de son défenseur, Me Chaix-d'Est-Ange, il fut condamné à dix ans de réclusion. En 1843, le Roi Louis-Philippe lui fit remise de deux années de détention qui lui restaient encore à faire.

est un, vieilli dans les fastes de l'Empire, et auquel on en a attribué la perte, le duc de Bassano; il en est un autre, celui de M. Bresson, qui ébahira probablement, et qui, pour l'invraisemblable, aurait mérité la fameuse lettre sur le mariage de M. de Lauzun. Je n'ai pas besoin de dire les réflexions qu'il nous a fait faire, à nous, gens de Londres, qui avons vu naître, se perdre et ressusciter l'individu, le tout avec une si merveilleuse rapidité ! Je n'ai pas besoin de dire, non plus, que cette solution ministérielle fixe toutes les irrésolutions de M. de Talleyrand et donnera des ailes à sa démission de l'ambassade de Londres.

Valençay, 13 *novembre* 1834. — Voici l'impression produite sur M. Royer-Collard par la nouvelle phase ministérielle : « Mais c'est un ministère Polignac ! Je m'attendais à tout plutôt qu'à cette aventure. Je suis bien étonné que M. Passy, qui a du mérite et de l'avenir, se soit enrôlé dans cette troupe. Voilà l'ancien Cabinet jeté dans l'opposition; mais soit qu'il attaque, soit qu'il appuie traîtreusement, il se fraye un chemin au retour; il reviendra, cela me paraît infaillible. » Le mot *aventure* est le mot propre, car assurément, ce que tout ceci est le moins, c'est une *combinaison*.

Valençay, 16 *novembre* 1834. — Nous avons appris, par le courrier d'hier au soir, que le ministère de fantaisie avait vécu « ce que vivent les roses, l'espace d'un matin ». La comparaison n'est pas choquante. Ce sont MM. Teste et Passy qui, le 13 au soir, sont venus remettre

au Roi leur démission, motivée sur la situation pécuniaire du duc de Bassano. Ces démissions devaient entraîner les autres, et, en effet, le lendemain matin, M. Charles Dupin est venu offrir la sienne, et M. de Bassano a reconnu qu'il ne pouvait plus rien faire et que, dès lors, « tout était dit et fini ».

Avant-hier 14, à quatre heures du soir, rien n'était arrangé, ni projeté, ni espéré. Quelle cruelle et déplorable situation pour le Roi! Si on voulait faire une pièce de théâtre de cette crise ministérielle, on ne pourrait même pas lui appliquer la règle des vingt-quatre heures!

Je trouve la conduite de MM. Teste et Passy impardonnable! Il paraît que c'est eux qui avaient le plus insisté, dans l'origine, pour que le duc de Bassano obtînt la Présidence avec le ministère de l'Intérieur, et, certes, ils n'en étaient pas alors à apprendre la situation pécuniaire de M. de Bassano; car, depuis deux ans, elle était connue de tout le monde.

Valençay, 18 *novembre* 1834. — Voici le passage important d'une lettre écrite hier par M. de Talleyrand à Madame Adélaïde : « Quel soulagement! Je remercie de bon cœur le maréchal Mortier d'avoir accepté la présidence du Conseil! Je voudrais faire comme lui, et remonter à la brèche; mais l'Angleterre pour moi est hors de question! Vienne me plairait, sans doute, à beaucoup d'égards, et conviendrait d'ailleurs à Mme de Dino, que tout son dévouement pour moi console difficilement de quitter Londres, où elle a été si bien appréciée; mais, à

mon âge, on ne va plus chercher les affaires si loin de ses foyers ! S'il ne s'agissait que d'une mission spéciale, auprès d'un Congrès ; d'une réunion telle que celles de Vérone et d'Aix-la-Chapelle, je serais prêt. Et si pareille circonstance, qui n'est rien moins qu'invraisemblable, se présentait et que le Roi me crût encore capable de bien représenter la France, qu'il me donne ses ordres et je pars à l'instant, heureux de lui consacrer mes derniers jours. Mais une mission permanente ne peut plus me convenir, à Vienne surtout, où l'on m'a vu, il y a vingt ans, l'homme de la Restauration. Mademoiselle a-t-elle bien songé à un pareil rapprochement ? Et cela en regard de Charles X, de Madame la Dauphine qui vient souvent à Vienne, et qui reçoit tous les honneurs dus à son rang, à ses malheurs, et à sa proche parenté ? Simples particuliers en Angleterre, les Bourbons de la branche aînée sont des Princes, presque des prétendants en Autriche ; c'est, pour l'ambassadeur du Roi, une énorme différence ; peu sensible peut-être pour tel ou tel, mais décisive pour moi dans la vie duquel 1814 reste écrit en gros caractères. — Non, Madame, il n'y a plus pour moi d'autre existence que celle d'une retraite sincère et complète, d'une vie privée simple et paisible. Ceux qui voudront me supposer quelque arrière-pensée seront de mauvaise foi : à mon âge, on ne s'occupe plus que de ses souvenirs, etc. (1)... »

(1) Cette lettre, dont il n'est cité ici qu'une partie, a été donnée tout entière par la comtesse de Mirabeau dans son livre : *Le prince de Talleyrand et la Maison d'Orléans*, et se trouve aussi dans le tome V des *Mémoires* du prince de Talleyrand, parus en 1892.

Le *Journal des Débats* annonce la démission de M. de Talleyrand, et, dans son intrigue, cherche à la rattacher au ministère Bassano (1). Assurément, de tout, c'est ce

(1) Voici, en entier, cette lettre de démission, quoiqu'elle ait déjà paru dans les *Mémoires* de M. de Talleyrand :

Lettre du prince de Talleyrand à M. le ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Ministre,

Lorsque la confiance du Roi m'appela, il y a quatre ans, à l'ambassade de Londres, la difficulté même me fit obéir ; je crois l'avoir accomplie utilement pour la France et pour le Roi, deux intérêts toujours présents à ma pensée. Dans ces quatre années, la paix générale maintenue a permis à toutes nos relations de se simplifier ; notre politique, d'isolée qu'elle était, s'est mêlée à celle des autres nations ; elle a été acceptée, appréciée, honorée par tous les honnêtes gens de tous les pays. La coopération que nous avons obtenue de l'Angleterre n'a rien coûté ni à notre indépendance, ni à nos susceptibilités nationales ; et tel a été notre respect pour le droit de chacun, telle a été la franchise de nos procédés, que loin d'inspirer de la méfiance, c'est notre garantie que l'on réclame aujourd'hui, contre cet esprit de propagandisme qui inquiète la vieille Europe. C'est assurément à la haute sagesse du Roi, à sa grande habileté, qu'il faut attribuer des résultats aussi satisfaisants. Je ne réclame pour moi-même d'autre mérite que celui d'avoir deviné, avant tous, la pensée profonde du Roi, et de l'avoir annoncée à ceux qui se sont convaincus, depuis, de la vérité de mes paroles. Mais aujourd'hui que l'Europe connaît et admire le Roi ; que, par cela même, les principales difficultés sont surmontées ; aujourd'hui que l'Angleterre a, peut-être, un besoin égal au nôtre, de notre alliance mutuelle, et que la route qu'elle paraît vouloir suivre doit lui faire préférer un esprit à traditions moins anciennes que le mien ; aujourd'hui, je crois pouvoir, sans manquer de dévouement au Roi et à la France, supplier respectueusement Sa Majesté d'accepter ma démission, et vous prie, Monsieur le Ministre, de la lui présenter. Mon grand âge, les infirmités qui en sont la suite naturelle, le repos qu'il conseille, les pensées qu'il suggère, rendent ma démarche bien simple, ne la justifient que trop, et en font même un devoir. Je me confie à l'équitable bonté du Roi pour en juger.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le prince de Talleyrand.

Valençay, 13 novembre 1834.

[Le *Moniteur universel* du 7 janvier 1835 donna cette lettre.]

qui l'aurait le mieux expliquée, mais elle n'a été motivée par aucun des noms français qui ont successivement occupé le public depuis quinze jours. Il y avait une manière plus convenable, plus élevée, plus vraie d'en parler; mais l'esprit de parti dénature tout à son propre profit! A la bonne heure, nous n'avons plus à y regarder.

On assure que, pendant la crise ministérielle, M. de Rigny s'est conduit avec fermeté, dignité et convenance. Il n'en a pas été ainsi de tout le monde, et voici un détail curieux sur l'exactitude duquel on peut compter. Dans ce fameux Conseil d'il y a dix jours, dans lequel chacun a jeté son masque et où M. Guizot a voulu imposer M. de Broglie au Roi, comme ministre des Affaires étrangères, le Roi a dit en levant la main : « Jamais cette main ne signera l'ordonnance qui rappellera M. de Broglie aux Affaires étrangères. » Alors M. Guizot a sommé le Roi de déclarer pourquoi il s'y refusait : « Parce que, a répondu celui-ci, M. de Broglie a failli me brouiller avec l'Europe. J'en appelle au témoignage de M. de Rigny ici présent (lequel a fait silencieusement un signe d'acquiescement), et si on voulait me faire violence, je parlerais. — Et nous, Sire, nous écrirons, » a repris M. Guizot... Peut-on rien imaginer de semblable? Et voit-on après cela toutes ces mêmes figures assises au même tapis vert et réglant, d'un commun accord, les destinées de l'Europe?

Valençay, 19 *novembre* 1834. — Nous avons appris, hier au soir, par une lettre de Londres, le grand événe-

ment du changement de ministère en Angleterre, et le retour des Tories au pouvoir (1). Ce matin déjà, un courrier du Roi est arrivé ici, porteur d'une lettre de la main même de Sa Majesté, et d'une de Mademoiselle. Caresses, prières, supplications, il y a de tout dans ces lettres. Mon nom même, répété sans cesse, est appelé à l'aide. Tout cela est employé pour déterminer M. de Talleyrand à reprendre son ambassade de Londres. Le Prince royal m'écrit dans ce sens de la manière la plus pressante; toutes les autres lettres reçues par la poste sont dans le même esprit. Mme Dawson Damer m'écrit qu'elle espère que le changement du Cabinet anglais fera retirer la démission de M. de Talleyrand, et que la Reine d'Angleterre ne me pardonnerait pas s'il en était autrement. Lady Clanricarde me dit qu'elle a d'autant plus peur de voir échouer les Tories dans leur essai, que cela ferait retomber l'Angleterre dans les griffes de lord Durham, et qu'elle ne voit qu'un côté agréable à tout ceci, c'est la presque certitude de mon retour à Londres. C'est fort gracieux, mais nullement concluant.

M. de Rigny m'écrit des excuses de son long silence et me paraît fort en dégoût de la dernière quinzaine, peu rassuré sur les chances futures du ministère français, quoique M. Humann eût accepté et que le replâtrage fût consommé; puis il ajoute le morceau obligé sur l'*impos-*

(1) Le Cabinet whig, présidé par lord Melbourne, était tombé le 15 novembre, et fit place à un ministère tory, qui ne devait pas, d'ailleurs, durer plus de trois mois. Il était présidé par sir Robert Peel et, au ministère des Affaires étrangères, le duc de Wellington remplaçait lord Palmerston.

sibilité pour nous de ne pas retourner à Londres, et sur la *volonté* positive du Roi à cet égard.

M. Raullin, de son petit coin, croit aussi devoir faire sa petite hymne d'occasion ; il dit que les doctrinaires, chez Mme de Broglie, en disaient autant, mais que, du reste, toute cette coterie, ainsi que la Bourse et les Boulevards, étaient dans la plus grande agitation des nouvelles d'Angleterre. Il me mande des drôleries sur le duc de Bassano et sur M. Humann. Le courrier qui est parti pour aller trouver celui-ci l'a trouvé à Bar ; il a dit qu'il ne répondrait que de Strasbourg. J'aime ce flegme alsacien.

On dit aussi que l'amiral Duperré se fait tirer l'oreille pour accepter la marine. Jusqu'à hier matin, il n'y avait que des ministres *in petto*. M. de Bassano signait imperturbablement et travaillait au ministère de l'Intérieur avec la plus belle ardeur.

M. de Talleyrand a reçu aussi beaucoup de lettres. M. Pasquier, en réponse à la lettre d'excuse de ne pouvoir assister au procès (1), insinue une phrase sur les immenses services qu'on est encore appelé à rendre. Mme de Jaucourt écrit quatre lignes sous la dictée de M. de Rigny, pour dire : « Venez, on ne peut se passer de vous ; sauvez-nous. » Et enfin M. de Montrond, qui se taisait depuis longtemps, mande que les nouvelles d'Angleterre sont venues tomber sur tout le monde comme des flots d'eau bouillante, qu'on déraisonne à l'envi, que lord Granville prend le changement chez lui de travers. Il se dit aussi

(1) D'Armand Carrel, du *National*.

chargé par le Roi de nous faire comprendre la *nécessité* de notre retour en Angleterre ; que MM. Thiers et de Rigny le désirent comme leur salut.

Valençay, 24 *novembre* 1834. — M. de Talleyrand persiste, heureusement, dans sa démission ; mais tel est le singulier prestige qui s'attache à lui que la Bourse de Paris baisse ou se relève selon les chances plus ou moins probables de son départ pour Londres, que les lettres de toutes parts l'appellent au secours, et que des gens que nous ne connaissons pas même de nom, lui écrivent pour le supplier de ne pas abandonner la France. Cela tient évidemment à deux choses : c'est que le public français ne veut jamais voir dans le duc de Wellington qu'un croquemitaine en personne, et dans M. de Talleyrand que quelqu'un que le diable emportera un jour, mais qui, en attendant, grâce au pacte qu'ils ont ensemble, ensorcelle à son gré l'univers. Que c'est bête, le public ! Il est si crédule dans sa foi ! si cruel dans les vengeances de ses mécomptes !

Valençay, 27 *novembre* 1834. — Une lettre du Roi, arrivée hier et qui est la réponse à celle où M. de Talleyrand persistait dans sa démission, dit, entre autres choses ceci : « Mon cher Prince, je n'ai rien vu de plus parfait, de plus noble, de plus honorable, de mieux exprimé que la lettre que je viens de recevoir de vous. J'en suis profondément touché. Sans doute, il m'en coûte beaucoup de reconnaître la justesse de la plupart de vos motifs pour ne

pas retourner à Londres, mais je suis trop sincère et trop ami de mes amis pour ne pas dire que vous avez raison (1). »

A la suite de cet exorde vient une nouvelle invitation à arriver au plus vite à Paris, pour causer de toutes choses. M. Bresson écrit à M. de Talleyrand une lettre fort spirituelle et fort habile, où il lui demande de vouloir bien lui écrire toutes les moqueries que, sans doute, sa *gloire rapide* lui aura inspirées ; il n'en veut perdre aucune.

M. de Montrond mande que le Roi dit qu'il n'y a rien de plus beau que la lettre de M. de Talleyrand et qu'il faut se rendre à ses raisons ; que du reste, les embarras sont grands ; que l'on regrette le maréchal Soult ; qu'on cherche à le ravoir. Quelle nouvelle ignominie pour nos petits ministres ! Il paraît que l'armée se désorganise.

Les Polonais qui sont venus ici pour l'enterrement de la princesse Tyszkiewicz disent, à ce qu'il paraît, du bien de nous à Paris. Il n'y a qu'auprès du Prince Royal que Valençay ait eu un succès contesté par l'influence Flahaut ; M. de Montrond enrage du bien qu'on dit de Valençay, dont il a fait tant de moqueries !

Valençay, 1^er^ *décembre* 1834. — Lorsque je passai, il y a trois mois, à Paris, j'y vis M. Daure qui écrivait, en assez mauvaise compagnie, dans le *Constitutionnel* et me

(1) Cette lettre, dont on ne cite ici que le commencement, porte la date du 25 novembre, et a été donnée tout entière dans le livre de la comtesse de Mirabeau : *Le prince de Talleyrand et la Maison d'Orléans ;* elle se trouve aussi dans le V^e^ volume des *Mémoires* du Prince.

parut assez pauvre garçon. Je lui offris de m'intéresser auprès de M. Guizot pour lui faire obtenir de l'emploi dans la recherche des anciens manuscrits et chartiers du Midi, dont le ministère de l'Instruction publique s'occupe. Je fis en effet ma demande ; elle fut bien accueillie. Je partis pour ici et n'entendis plus parler de Daure ni de ma demande à M. Guizot ; mais, il y a quinze jours, je reçus une lettre de ce dernier pour m'annoncer la nomination de Daure à la place que j'avais demandée pour lui. J'écrivis tout de suite à Daure en lui envoyant la lettre ministérielle, mais ne connaissant pas son adresse, je fis faire à Paris des démarches qui restèrent infructueuses et ma lettre attendait quelques lumières sur ce pauvre homme, lorsque hier au soir j'ai reçu deux lettres, timbrées de Montauban, l'une de l'écriture de Daure, l'autre inconnue. J'ouvris d'abord cette dernière : elle est d'un abbé, ami de Daure, qui d'après les dernières volontés de ce malheureux, m'annonce sa mort ; mais quelle mort ! Le suicide ! La lettre de Daure, écrite peu avant cet acte de folie, est la plus touchante, je dirai même la plus honorable pour moi. Il y a un mot sur ceux qu'il aimait à Londres. Je me reproche très vivement de ne l'avoir point engagé à venir ici cette année, cela l'aurait sans doute détourné de cette cruelle fin !

Il m'est revenu cette nuit à l'esprit que l'automne dernier, à Rochecotte, marchant avec lui tête à tête en allant visiter mes écoles, je lui parlais de sa destinée, de son avenir, je le prêchais sur son désordre, sur son manque d'économie. Il me répondit avec beaucoup de reconnais-

sance, en me priant de n'être nullement inquiète de lui, qu'il avait une ressource en réserve dont il ne pouvait parler à personne, qui était préparée depuis longtemps, et qui lui demeurerait, tout le reste manquant; qu'il n'était pas aussi imprévoyant qu'il en avait l'air, et qu'il était sans souci de l'avenir parce qu'il pouvait l'être. Je crus, tout bonnement, qu'il avait amassé un peu d'argent... Sotte que j'étais! Il s'est tué précisément au moment où nous enterrions ici la pauvre princesse Tyszkiewicz. Quel triste mois de novembre!

Voici un petit passage de politique, extrait d'une lettre d'hier : « La position des ministres français sera décidée dans huit jours; ils comptent profiter de la première petite circonstance et elle ne tardera pas à se présenter, pour parler franchement de tout ce qu'ils ont fait, de tout ce qui s'est passé, de manière à arranger leur position pour qu'elle soit tolérable, ou bien pour se retirer tout à fait. Ils ne tiennent pas à rester au pouvoir, de la manière dont ils sont abreuvés de dégoûts. Il faut voir ce que la Chambre va faire et quelle sera son attitude. Il avait été question de faire un discours du trône, mais il a été décidé que cela ne serait pas, et je crois qu'on a sagement fait. »

Valençay, 2 *décembre* 1834. — Me voici à la veille d'une nouvelle peine : la mort, probable, du duc de Gloucester m'en sera une réelle. Comment ne pas regretter une estime, une confiance, une amitié aussi sincères, aussi solidement éprouvées?

M. Daure a aussi écrit à M. Raullin. Il parait qu'il était

particulièrement préoccupé de l'idée de ne pas reposer dans un cimetière ; il a cherché un lieu isolé et désert. Il finit sa lettre à Raullin par le salut des gladiateurs au peuple romain : « *Ave, morituri te salutant !* » Ses dernières lettres ne sont rien moins que d'un fou, et cependant, comment ne pas supposer du désordre de tête ? car il était religieux, il avait toujours la Bible dans sa poche et la lisait souvent. Il faut que son imagination inquiète et maladive ait un instant égaré son courage et obscurci sa foi.

On m'écrit de Paris qu'on ne nommera de nouvel ambassadeur pour Londres que quand sir Robert Peel aura constitué un gouvernement. Il a dû traverser Paris hier, à ce que l'on croyait. Une autre raison pour laquelle on ne nommera pas de huit à dix jours, c'est que personne ne se soucierait d'accepter, avant que le sort des ministres français ne soit éclairci, et il est des plus précaires. On remarque le peu d'empressement que mettent les députés à se rendre à la Chambre, comme symptôme du peu de goût qu'ils ont à s'occuper des querelles des ministres. Celles-ci sont sourdes, mais réelles ; toujours même révolte contre l'orgueil pédantesque de l'un et les intrigues croisées de l'autre ; l'effroi seul de la Chambre les fait encore aller ensemble.

On dit le Roi fort attristé, et peut-être ces messieurs ne doivent-ils leur conservation qu'à ce que la peur de la Chambre agit sur lui comme sur eux. Il paraît qu'on se moque beaucoup à Paris d'une lettre de M. Bresson en réponse à un mot de *la Quotidienne*. On me mande sur cette lettre : « Voilà M. Bresson qui nous fait sa généa-

logie et qui nous apprend qu'il a toujours été un homme important depuis le jour où il remettait les dépêches au *malheureux et trop méconnu Bolivar*, jusqu'à celui où il a failli être ministre des Affaires étrangères ! Nous voilà bien heureux d'être représentés à Berlin par quelqu'un d'aussi considérable ! Comprenez-vous cette manie de correspondre avec les journaux ? Et puis on s'étonne de la prodigieuse importance de ceux-ci ! »

M. de Talleyrand est dans une véritable colère de ce que les communications diplomatiques se colportent à la Bourse et à l'Opéra. C'est ce qui, avec tant d'autres choses, rend de certaines gens impossibles à servir.

Paris, 7 *décembre* 1834. — Nous voici rentrés dans ce Paris dont la vie dévorante et hachée convient si peu à M. de Talleyrand et à moi-même. Hier déjà nous avons été envahis par mille devoirs et visites.

A midi, j'ai reçu M. Royer-Collard qui, en allant à la Chambre, venait savoir de mes nouvelles. Il n'a fait qu'entrer et sortir, et n'était venu réellement, je crois, que pour s'acquitter d'une commission de M. Molé. Celui-ci l'a chargé de me dire qu'il désirait revenir chez nous, mais, pour début, venir d'abord chez moi et me trouver seule. Ce rendez-vous a été fixé à demain lundi, entre quatre et cinq heures.

M. Royer-Collard sorti, M. le duc d'Orléans est arrivé, et, à peine assis, il est revenu sur un commérage de Mme de Flahaut. Tout cela s'est passé de fort belle humeur, de fort bonne grâce, mais sans que j'aie, ce me semble,

perdu de mes avantages. J'ai été douce, mesurée, à mille lieues de l'hostilité. Mon terrain principal a été celui-ci : « Les propos de Mme de Flahaut sur moi ne sauraient m'atteindre, je n'y regarde pas ; il n'y a pas chance que des personnes de mondes, d'habitudes et de situations si différents qu'elle et moi, puissions jamais nous combattre, ni moi être heurtée par elle. Je ne lui en veux que du tort qu'elle vous fait à vous, Monseigneur. — Mais ma principale raison pour l'aimer, c'est qu'elle ne l'est par personne. — Ah ! si c'est comme calcul de proportion, Monseigneur doit en effet l'adorer ! » Nous nous sommes mis à rire et tout a fini là.

Il m'a parlé d'autre chose, par exemple du tort qu'il avait eu d'être resté si longtemps sans nous écrire, après son voyage à Valençay. J'ai répondu : « En effet, Monseigneur, cela n'était pas trop bien élevé de la part de votre jeunesse, à l'égard du grand âge de M. de Talleyrand, mais il y a une grâce et une franchise dans vos procédés, qui font qu'on est ravi de vous pardonner. »

Il est arrivé alors aux questions générales. Il est fort embarrassé et peiné de l'état des choses, irrité contre son cher ami Dupin de l'étrange façon dont, la veille, il avait traité la Royauté, étonné de lord Brougham dont il m'a rapporté le fait suivant. Le jour de l'arrivée de lord Brougham à Paris, M. le duc d'Orléans l'a rencontré chez lord Granville ; il fut question (je ne trouve pas que le lieu fût bien convenable) de l'amnistie, dont l'ex-Chancelier se déclara le partisan violent. Le duc d'Orléans contesta, mais sans, du moins en apparence, le convaincre. Le lende-

main, aux Tuileries, lord Brougham tira un papier de sa poche et, en montrant un coin au Prince Royal, lui dit : « Voici mes réflexions sur l'amnistie, que je vais montrer au Roi. » (Autre manque de convenances de la part d'un étranger.) Il remit en effet ce papier. C'était le plaidoyer le plus animé contre l'amnistie ! Quand la mobilité va jusqu'à un certain point, elle est, ce me semble, un symptôme évident de démence !

M. le duc d'Orléans a fini sa visite chez moi en voulant me faire sentir l'indispensable obligation dans laquelle était M. de Talleyrand de se rattacher d'une manière publique au gouvernement. J'ai répondu par l'état de ses jambes. Nous nous sommes fort bien quittés.

En redescendant, j'ai trouvé l'entresol plein : Frédéric Lamb, Pozzo, Mollien, Bertin de Veaux, le général Baudrand. Malgré ces échantillons si divers, on parlait aussi librement de toutes choses que si on eût été sur la place publique. Le plus vif était Pozzo, déversant un inconcevable mépris sur le ministère français, plaignant le Roi et en parlant très bien, gémissant sur les embarras de ses ambassadeurs au dehors à travers tout ce qui se passe ici, et fort irrité de certains passages du discours prononcé la veille par M. Thiers.

Nous avons été plus tard dîner chez le comte Mollien où se trouvaient M. Pasquier, le baron Louis, Bertin de Veaux et M. de Rigny qui est arrivé tard, apportant le vote de la Chambre ; vote favorable si on veut, mais qu'on fera payer cher au ministère, et dont M. de Rigny, du moins, a le bon sens de ne rien conclure pour le courant de la session.

Il paraît qu'après le discours de M. Sauzet, qui a été admirable, à ce que l'on dit, la Chambre a été hésitante, et que le ministère s'est cru perdu. M. Thiers n'osait plus se risquer; cependant, il l'a fait, presque en désespoir de cause, et il a, dit-on, parlé *miraculeusement* et fait virer de bord tout le monde. La veille, il avait fait *fiasco*, et les Anglais surtout jettent feu et flamme contre lui de sa très singulière phrase sur l'Angleterre qui, en effet, est inconcevable; mais hier, il a eu évidemment le triomphe le plus complet.

Un fait singulier, et dont je suis certaine, c'est celui-ci : M. Dupin avait promis au Roi, il y a trois jours, de soutenir l'ordre du jour motivé. Avant-hier, il a voté contre; hier il a parlé encore une fois contre, et... il a voté pour! — Pourquoi? Parce qu'après le discours de M. Sauzet, les ministres, se croyant perdus, ont été dire à M. Dupin : « Monsieur le Président, préparez-vous à aller chez le Roi, et ayez votre Cabinet tout prêt, car d'ici à une heure, nous aurons donné nos démissions. » M. Dupin, très empêtré, a dit : « Mais je ne croyais pas que tout ceci deviendrait si sérieux; je ne veux pas votre chute, car je ne me soucie nullement que le « paquet » me retombe sur les bras. » En disant cela, il cherchait à s'esquiver, et à laisser un vice-président à sa place, lorsque Thiers, le prenant par le bras, lui a dit : « Non, monsieur le Président, vous ne sortirez pas d'ici que la question ne soit vidée; si elle l'est contre nous, vous n'irez pas ailleurs que chez le Roi où vous serez condamné à être ministre. » C'est, sans doute, fort curieux; mais quel monde! Quelles gens!

Paris, 8 *décembre* 1834. — Hier, en rentrant chez moi, à quatre heures, j'ai été étonnée d'y voir arriver le duc d'Orléans, que je croyais déjà sur la route de Bruxelles; mais il ne devait partir qu'une heure plus tard, et il était venu pour me dire que sir Robert Peel avait passé par Paris et avait envoyé son frère, à lui, duc d'Orléans, qu'il connaît beaucoup, prier le Prince Royal de l'excuser auprès du Roi, s'il ne demandait pas à avoir l'honneur de lui faire sa cour, mais Sa Majesté comprendrait aisément que dans les circonstances actuelles, les heures étaient des siècles. Nous avons conclu deux choses de cette démarche. La première, c'est que sir Robert Peel était décidé à accepter le ministère, puisqu'un simple particulier ne se serait pas cru assez d'importance pour envoyer un tel message; et la seconde, c'est que la courtoisie des paroles prouvait plutôt de bonnes dispositions pour la France que le contraire.

A propos de sir Robert Peel, j'ai reçu hier une lettre de lui, écrite de Rome, à l'occasion du ministère Bassano, très polie, obligeante, et dans laquelle il dit que ce qui l'effraye le plus dans cette combinaison, c'est la crainte qu'elle n'empêche M. de Talleyrand de retourner à Londres.

Paris, 9 *décembre* 1834. — Frédéric Lamb, qui est venu chez moi hier matin, m'a raconté des choses fort curieuses; il m'a appris encore pis que ce que je savais déjà sur lord Palmerston; des détails inconcevables, par exemple, sur la conduite de celui-ci dans la question

d'Orient, dont nous n'avions pu, nous autres, à Londres, juger que la superficie, et sur mille autres choses. Il m'a dit que, lors de la querelle entre l'Angleterre et la Russie, à propos de sir Stratford Canning, Mme de Lieven avait désiré que la chose pût s'arranger, de façon à ce que Frédéric Lamb fût à Pétersbourg et sir Stratford Canning à Vienne. Cela fut proposé au prince de Metternich qui répondit : « Cet arrangement n'arrangera rien, car le seul ambassadeur que nous soyons décidés à ne jamais recevoir, c'est sir Stratford Canning. »

Il m'a dit encore que M. de Metternich disait de lord Palmerston : « C'est un tyran, et nous ne sommes plus au siècle de la tyrannie. »

Frédéric Lamb déteste lord Granville ; du reste, il ne croit pas au succès du Cabinet tory, mais il ne croit pas non plus que son héritage tombe nécessairement aux radicaux. Il croit à la rentrée de lord Grey et cherche les moyens d'évincer lord Palmerston et lord Holland. Il dit, comme Pozzo, comme M. Molé, des choses inouïes de M. de Broglie ; jamais on n'a fait plus de fautes que celui-ci, à les en croire.

En rentrant chez moi, hier à quatre heures, j'ai reçu M. Molé. Tout s'est passé comme si nous nous étions vus la veille : lui, me parlant, comme jadis, de lui, de ses affections, intimités, dispositions d'esprit, avec ce charme qui lui est propre. Il m'a dit que j'étais beaucoup plus aimable qu'il y a quatre ans ; il est resté près d'une heure. J'ai toujours trouvé qu'on ne causait avec personne aussi parfaitement bien, rapidement, agréablement,

qu'avec lui ; il est de très bon goût, à une époque à laquelle personne ne l'est plus ; il n'a, peut-être, pas l'âme assez haute pour dominer, mais il a l'esprit assez élevé pour ne pas se dégrader, et c'est déjà beaucoup.

Bien des noms propres, bien des faits et des choses ont repassé devant nos yeux dans cette heure, et j'ai été très satisfaite du naturel avec lequel il a tout abordé. Il m'a dit que j'avais dans l'esprit une équité qui rassurait toujours, ceux même qui pourraient craindre mon inimitié ; enfin, tout a été pour le mieux. Je ne suis pas sûre que cela se passe aussi bien entre M. de Talleyrand et lui. Je suis chargée d'arranger leur entrevue, et tous deux, ce qui est assez drôle, m'ont priée d'être présente à cette première rencontre.

M. Molé m'a raconté avoir, la veille, écrit à M. Dupin pour refuser de dîner chez lui, en motivant son refus sur la manière dont celui-ci avait, à la tribune, travesti les rapports purement officieux et nullement officiels qu'ils avaient eus ensemble, il y a quinze jours. M. Molé m'a dit encore qu'il ne songeait pas du tout, comme quelques personnes le prétendaient, à l'ambassade d'Angleterre, parce qu'il ne voulait rien accepter du ministère actuel.

Il ne voit plus du tout le duc de Broglie. Il croit que Rayneval est le seul ambassadeur possible à Londres en ce moment et compte aussi en parler au Roi, avec lequel il dit qu'il est très bien. Il salue à peine Guizot et n'est que très froidement avec Thiers.

Paris, 10 *décembre* 1834. — C'était, hier soir, une

défilade assourdissante de visites chez M. de Talleyrand. Il s'est dit beaucoup de choses, dont voici les seules qui m'ont paru piquantes.

C'est Frédéric Lamb, qui est venu le premier, et avec lequel nous avons été assez longtemps seuls, qui nous les a contées. Il nous a beaucoup parlé de M. de Metternich et de son dire, il y a quatre mois, sur le Roi Louis-Philippe : « Je l'ai cru un intrigant, mais je vois bien que c'est un Roi. » Il nous a dit encore que le jour de la chute du dernier ministère anglais, lord Palmerston en avait mandé la nouvelle au chargé d'affaires d'Angleterre, à Vienne, en l'invitant à la transmettre à M. de Metternich, et en ajoutant : « Vous ne serez jamais dans le cas de faire à M. de Metternich une communication qui lui fasse plus de joie. » Le chargé d'affaires porte cette dépêche au Prince, et, je ne sais pourquoi, la lit tout entière, même cette dernière phrase. M. de Metternich a répondu ceci, que je trouve de très bon goût : « Voici une nouvelle preuve de l'ignorance dans laquelle lord Palmerston est des hommes et des choses ; car je ne puis me réjouir d'un événement dont je ne puis mesurer encore les conséquences. Dites-lui que ce n'est pas avec joie que je l'accepte, mais bien avec espérance. »

Paris, 12 *décembre* 1834. — Nous avons dîné hier aux Tuileries, M. de Talleyrand, les Mollien, les Valençay, le baron de Montmorency et moi. J'étais assise entre le Roi et le duc de Nemours ; ce dernier a un peu vaincu sa timidité ; il lui en reste cependant beaucoup. Il est blanc,

blond, rose, mince et transparent comme une jeune fille, pas joli à mon gré.

On ne saurait avoir une conversation plus intéressante que celle du Roi, surtout lorsque, laissant la politique de côté, il veut bien fouiller dans les nombreux souvenirs de son extraordinaire vie. J'ai été frappée de deux anecdotes qu'il m'a racontées à merveille, et quoique je craigne de les défigurer en les racontant moins bien, je veux cependant les dire. Un portrait de M. de Biron, duc de Lauzun, qu'il vient de faire copier sur celui que M. de Talleyrand lui a prêté, était là, et a fait naturellement parler de l'original. A ce sujet, le Roi m'a conté qu'en revenant à Paris en 1814, à sa première réception, il vit approcher un homme âgé qui lui demanda de vouloir bien lui accorder quelques minutes d'entretien un peu à part de la foule. Le Roi se plaça dans l'embrasure d'une croisée, et là, l'inconnu tira de sa poche une bague montée avec le portrait de M. le duc d'Orléans, père du Roi, et dit : « Lorsque le duc de Lauzun fut condamné à mort, j'étais au Tribunal révolutionnaire ; en sortant, M. de Biron s'arrêta devant moi qu'il avait quelquefois rencontré, et me dit : « Monsieur, prenez cette bague et promettez-moi que, si « jamais l'occasion s'en présente, vous la remettrez aux « enfants de M. le duc d'Orléans, en les assurant que je « meurs fidèle ami de leur père et serviteur dévoué de leur « maison. » Le Roi fut, comme de raison, touché du scrupule avec lequel, après tant d'années, la mission avait été accomplie. Il demanda à l'inconnu de se nommer ; il s'y refusa en disant : « Mon nom ne peut vous être utile à

« savoir ; il réveillerait peut-être des souvenirs fâcheux ; j'ai « acquitté ma parole donnée à un mourant, vous ne me « reverrez ni n'entendrez jamais parler de moi. » En effet, il ne s'est jamais manifesté depuis.

Voici la seconde anecdote. Lorsque le Roi actuel était encore en Angleterre, ainsi que Louis XVIII et M. le comte d'Artois, celui-ci voulait absolument obliger son cousin à porter l'uniforme des émigrés français et notamment la cocarde blanche, ce à quoi M. le duc d'Orléans s'est constamment refusé, disant que jamais il ne la prendrait. Il était toujours en frac ; cela avait même donné lieu à quelques explications assez aigres. En 1814, M. le duc d'Orléans prit la cocarde blanche avec toute la France, et M. le comte d'Artois l'habit de colonel-général de la garde nationale. Le premier jour que M. le duc d'Orléans fut chez M. le comte d'Artois, celui-ci lui dit : « Donnez-moi votre chapeau. » Il le prit, le retourna, et jouant avec la cocarde blanche dit : « Ah ! ah ! mon cousin ! qu'est-ce que c'est donc que cette cocarde ? Je croyais que vous ne deviez jamais la porter ? — Je le croyais aussi, Monsieur, et je croyais en outre que vous ne deviez jamais porter l'habit que je vous vois ; je regrette bien que vous n'y ayez pas joint la cocarde qu'il entraîne. — Mon cher, » reprit Monsieur, « ne vous y trompez pas : un habit ne signifie rien. On le prend, on le quitte, et c'est assez égal. Mais une cocarde, c'est différent : c'est un symbole de parti, un signe de ralliement, et votre signe particulier ne devait pas être vaincu. » Ce que j'ai aimé chez le Roi, qui avait la bonté de me raconter cette scène, c'est qu'il s'est

hâté d'ajouter : « Eh bien, madame, Charles X avait raison, et il avait trouvé là une explication plus spirituelle qu'on ne l'aurait attendue. — Le Roi dit vrai, » ai-je repris, « l'explication de Charles X était celle d'un gentilhomme et d'un chevalier, et il est certain qu'il avait de l'un et de l'autre. — Oui, sûrement, » a ajouté le Roi, « et même il a très bon cœur. » J'ai été bien aise de voir cette justice rendue là.

A neuf heures, j'ai été avec Mme Mollien chez la comtesse de Boigne. Elle était venue la première chez moi et m'avait fait dire, par Mme Mollien, qu'elle serait très flattée si je voulais venir quelquefois chez elle le soir. C'est le salon important du moment ; la seule maison comme il faut, qui appartienne, je ne dirais pas à la Cour, mais au Ministère, comme celle de Mme de Flahaut appartient à M. le duc d'Orléans et celle de Mme de Massa à la Cour proprement dite. Il n'y en a pas une quatrième. Chez Mme de Boigne, qui reçoit tous les soirs, on s'occupe avant tout de politique, on en parle toujours ; la conversation m'a paru tendue, assez incommode par les questions directes poussées jusqu'à l'indiscrétion, qu'on se jette à la tête : « Le duc de Wellington se maintiendra-t-il ? Croyez-vous que M. Stanley se joindra à sir Robert Peel ? S'ils croulent, cela tournera-t-il au profit des whigs ou des radicaux ? Pensez-vous que lord Grey veuille se réconcilier avec lord Brougham ? » Voilà par quelles questions j'ai été naïvement assaillie. Je me suis tirée d'affaire en plaidant ignorance complète, et en finissant par dire, en riant, que je ne m'attendais pas, dans une belle

soirée, à répondre à des *questions de conscience*. Cela a fini là, mais je n'en avais pas moins reçu une impression désagréable, malgré les excessives gracieusetés de la maîtresse de maison, et j'ai été bien aise de m'en aller.

Paris, 14 décembre 1834. — Hier, lady Clanricarde a déjeuné chez moi, et nous sommes parties à onze heures et demie pour l'Académie française. M. Thiers, le récipiendaire, nous avait fait garder les meilleures places, et, ce dont je lui ai su gré, loin de sa famille, qui était dans une petite tribune du haut avec la duchesse de Massa. Il n'y avait, dans notre groupe, que Mme de Boigne, M. et Mme de Rambuteau, le maréchal Gérard, M. Molé, M. de Celles et Mme de Castellane. Celle-ci est engraissée, épaissie, alourdie, mais elle a toujours une physionomie agréable, et de jolis mouvements dans le bas du visage. Elle a eu l'air si ravie, si émue, si touchée de me revoir (j'ai été intimement liée avec elle, et au courant de ses intérêts à un point incroyable pour l'imprudence de sa brouillerie subséquente), que cette émotion m'a gagnée ; nous nous sommes serré la main. Elle m'a dit : « Me permettez-vous de revenir chez vous ? » J'ai dit : « Oui, de très bon cœur. »

Voici notre histoire. Dans le moment du récri des Tuileries contre moi, sous la Restauration, Mme de Castellane m'a reniée et, sans se souvenir du tort qu'il était en mon pouvoir de lui faire, elle a rompu avec moi. J'ai été amèrement blessée parce que je l'aimais tendrement, mais me venger eût été une bassesse, et, à travers toutes mes

fautes, je suis incapable d'une vilenie ; je crois qu'au fond du cœur, elle m'a su gré de l'avoir ménagée.

M. de Talleyrand, comme membre de l'Institut, est entré dans la salle, appuyé sur le bras de M. de Valençay. On ne saurait croire quel effet il a produit ! Spontanément, tout le monde s'est levé, dans les tribunes comme dans l'enceinte, et cela, avec un certain mouvement de curiosité sans doute, mais aussi de considération, auquel il a été très sensible. J'ai su que, malgré la foule qui obstruait les avenues, tout le monde lui avait fait faire place.

A une heure, la séance a commencé. M. Thiers est si petit qu'entouré de Villemain, de Cousin et de quelques autres, il est entré sans qu'on l'ait vu venir ; on ne l'a aperçu que lorsque, seul, debout, il a commencé son discours. Il l'a dit avec le meilleur accent, la prononciation la plus nette ; avec une voix soutenue, peu de gestes, pas trop de volubilité. Il était pâle comme la mort, et, dans les premiers moments, tremblant de la tête aux pieds, ce qui lui a beaucoup mieux réussi que s'il avait eu de cette insolence qu'on lui reproche souvent. Malgré son mauvais son de voix, il n'a jamais frappé l'oreille désagréablement, il n'a été ni monotone, ni glapissant, et enfin lady Clanricarde en était à le trouver *beau !*

M. de Talleyrand et M. Royer-Collard étaient en face de lui, et il semblait ne parler que pour eux ! Son discours est éclatant. Je ne sais pas s'il est précisément académique, quoiqu'il soit plein d'esprit, de goût et de beau langage dans de certaines parties ; mais ce qu'il est sans aucun doute, c'est politique, et il l'a dit bien plus comme

une improvisation que comme une lecture. Il a eu de ces mouvements de tribune qui ont produit aussi, sur l'assemblée, un effet bien plus parlementaire que littéraire, mais toujours favorable, et, par moments, cela a été jusqu'à l'enthousiasme. M. de Talleyrand en était à l'émotion, et M. Royer-Collard faisait faire à sa perruque des hauts et des bas qui prouvaient la plus vive approbation! Le passage sur la calomnie a été dit avec une conviction intime qui a été contagieuse et a valu une salve d'applaudissements.

Le discours est anti-révolutionnaire au plus haut degré; il est orthodoxe dans les principes littéraires; il est — et c'est ce que j'en aime surtout — il est traversé d'un bout à l'autre par un sentiment honnête qui m'a fait plaisir et qui doit être utile à M. Thiers dans le reste de sa carrière. Enfin, ce beau discours, pour ressortir, pouvait se passer de l'ennuyeuse réponse de M. Viennet, que personne n'a écoutée et qui a permis à tout le monde de s'apercevoir qu'il était tard et qu'il faisait une chaleur affreuse.

On m'a dit que, pendant le discours de M. Thiers, M. de Broglie faisait force quolibets; M. Guizot était renfrogné, et médiocrement satisfait, je pense, de voir à son rival, dans la même semaine, un double succès, politique et littéraire.

Paris, 16 *décembre* 1834. — Hier, j'ai fait quelques visites; j'ai trouvé Mme de Castellane qui ne m'avait pas rencontrée chez moi. Elle a voulu que j'entendisse son histoire des douze dernières années; elle la raconte bien.

Il m'a semblé qu'elle avait dû la roucouler ainsi à d'autres qu'à moi. Elle n'a plus de jeunesse du tout, c'est une grosse personne, courte, trapue; ce n'est plus du tout, au sourire près, celle que j'avais connue, au physique du moins; moralement, il m'a paru qu'elle s'était faite grave plutôt qu'elle n'était devenue sérieuse. Elle est spirituelle, caressante, comme toujours; elle a beaucoup parlé, moi très peu. J'avais le cœur serré par mille souvenirs du passé, et, quoiqu'elle ait été douce, je n'ai pu reprendre confiance, mais j'ai bien reçu toutes ses paroles et je ne suis pas fâchée de ne plus en être à l'amertume avec elle.

Paris, 17 *décembre* 1834. — Je me suis laissé décider par Mme Mollien, à aller, hier, avec elle, à la Cour des Pairs, non pas dans une tribune en évidence, mais dans une tribune retirée d'où on voyait et entendait sans être vu, celle de la duchesse Decazes. Je n'y avais jamais été, les séances n'étant pas publiques avant 1830. La journée d'hier était fort annoncée et excitait la curiosité générale; aussi la salle était remplie.

A quelque époque qu'on arrive à Paris, on est toujours sûr d'y trouver quelque drame scandaleux qui amuse le public. Hier, c'était le procès contre Armand Carrel du *National*.

M. Carrel n'a nullement répondu à mon attente. Il a été impertinent, il est vrai, mais sans cette espèce d'insolence courageuse et énergique, sans cette verve de talent qui frappe, même alors que le sujet en lui-même déplaît. Il n'a produit que peu d'effet par son discours écrit, et a

très positivement choqué, dans sa mauvaise improvisation. C'est le général Exelmans qui a vociféré sur l'*assassinat* du maréchal Ney, au scandale de tout le monde, car il y allait comme un homme ivre; il était hors de lui, et cela était d'autant plus ridicule qu'on ne pouvait s'empêcher de se souvenir de ses platitudes pendant la Restauration, qu'on a, du reste, assuré lui avoir été très durement reprochées, hier au soir, chez le ministre de la Marine. Le matin, à la Chambre des Pairs, il n'a été soutenu que par M. de Flahaut, qui s'agitait beaucoup et dont le maintien a été très inconvenant; il a révolté tout le monde par ses cris de : « *Continuez, continuez,* » adressés à Carrel, lorsque le Président lui ôtait la parole. C'est même cet encouragement qui a fait résister Carrel et qui l'a fait argumenter avec M. Pasquier, sur ce que celui-ci n'avait pas le droit de lui ôter la parole, lorsqu'un membre de la Chambre, un de ses juges enfin, l'engageait à continuer.

A cette occasion, j'ai appris de toutes les bouches que M. de Flahaut était insupportable à tout le monde, par son arrogance, son humeur, son aigreur et son ignorance; il deviendra bientôt aussi *impopular* que sa femme.

M. Pasquier a présidé avec fermeté, mesure, dignité et sang-froid, mais j'avoue que je partage l'opinion de ceux qui auraient préféré qu'il arrêtât M. Carrel, lorsqu'il a parlé des *jeunes gens qui avaient glorieusement combattu dans les troubles d'avril,* au lieu de le faire à propos du procès du maréchal Ney : la première question, touchant à des intérêts matériels, aurait trouvé, ce me semble, plus d'écho au dehors comme au dedans.

Nous avions du monde à dîner hier : une douzaine de personnes; Pauline, ma fille, faisait la douzième. Il n'y a pas de mal à ce qu'elle apprenne à écouter sans ennui de la conversation sérieuse; elle a bon maintien dans le monde, où elle me paraît plaire par sa physionomie ouverte et ses manières bienveillantes. Après le dîner, les visites ont recommencé, comme si nous étions des ministres. Le fait est que c'était jeudi, jour de réception aux Affaires étrangères et à la Marine, et que, sur le chemin des deux, on nous a pris, je suppose, en allant et en venant.

Paris, 19 *décembre* 1834. — M. le duc d'Orléans est revenu de Bruxelles : il est venu me voir, hier, et m'a invitée à un bal qu'il donne le 29. Il n'est resté qu'un instant, le Roi l'ayant envoyé chercher; j'ai su, plus tard, à quel propos.

M. Guizot est venu ensuite; il avait l'air moins à son aise que de coutume; il a cherché à s'y mettre en faisant de la doctrine sur l'Angleterre, sur la France, sur toutes choses, mais il m'aura trouvée peu digne de l'entendre; en effet, j'écoutais froidement, parce que c'était parfaitement ennuyeux, et il est parti.

Mme de Castellane m'est arrivée, tout essoufflée, de la part de M. Molé, pour que je prévienne M. de Talleyrand de ce qui se passait. M. le duc d'Orléans, entraîné par cette déplorable influence Flahaut, se proposait aujourd'hui, à l'ouverture de la séance de la Chambre des Pairs, et à la lecture du procès-verbal de la séance d'hier, de

protester, avec son groupe, contre l'*assassinat* du maréchal Ney, et de demander la revision du procès. Heureusement que M. Decazes en a été averti; il a été en prévenir M. Pasquier, celui-ci a couru chez M. Molé, un des vingt-trois Pairs restants du procès du Maréchal. Grande et juste rumeur dans le camp; on a été à Thiers, celui-ci a couru chez le Roi, qui ignorait tout et qui est entré en grande colère. Il a fait chercher son fils partout, et, après une scène très vive, lui a défendu toute démarche. Son grand argument a été celui-ci : « Si vous demandez la revision du procès du maréchal Ney, que répondrez-vous à tel ou tel Pair carliste qui viendra (et il s'en trouvera) demander la revision du procès de Louis XVI, bien autrement un assassinat? » J'ai su cette dernière partie de l'incident par M. Thiers, qui est venu chez M. de Talleyrand, tout à la fin de la matinée. Bertin de Veaux, qui avait eu vent de la chose, arrivait aussi tout époufflé.

Enfin le bon sens du Roi a arrêté cette belle équipée; mais qu'elle se soit présentée à l'esprit de quelqu'un, et de qui? est une des grandes étrangetés du temps!

Paris, 20 *décembre* 1834. — J'ai reçu hier une lettre de Londres, du 18, et l'ai portée tout de suite à M. de Talleyrand. Je lui ai lu ce qui était relatif à l'effroi causé par ce nom de M. de Broglie comme ambassadeur à Londres, et à la nécessité de nommer un successeur à M. de Talleyrand. Il a très bien senti cela, et a écrit immédiatement qu'il désirait voir le Roi. A ce moment est arrivé

M. de Rigny, lui apportant une autre lettre particulière. M. de Talleyrand a insisté sur le choix de Rayneval, ce qui n'a pas plu, je crois, à M. de Rigny, si j'en juge par ce que celui-ci m'a dit à dîner : « Il y a un inconvénient immense à envoyer M. de Rayneval à Londres, mais c'est le secret du ministre des Affaires étrangères; si c'était le secret de l'amiral, je vous le dirais. » Je n'ai pas insisté.

Je sais que chez le Roi, à cinq heures, il a été convenu que Rigny écrirait à Londres une lettre à la fois ostensible et confidentielle, dans laquelle on dirait que le Roi portera son choix sur Molé, Sainte-Aulaire ou Rayneval et qu'on serait bien aise de savoir lequel de ces trois noms serait le plus agréable au duc de Wellington. Je me suis permis de dire à M. de Talleyrand que cela me paraissait fort maladroit, puisque si le choix du Duc porte sur Rayneval, on sera très embarrassé ici de ne pas le nommer, et cependant on me paraît décidé à ne pas le faire; que si le Duc désire Molé, on éprouvera un refus de ce dernier, et, qu'en définitive, il faudra nommer Sainte-Aulaire, qui n'est désiré ni par le Roi, ni par le Conseil, ni par le Duc. Comme tout est mal dirigé et mal conduit ici! Il n'y a nulle part ni bon sens, ni simplicité, ni élévation, et on prétend, cependant, gouverner non seulement trente-deux millions de sujets, mais encore l'Europe tout entière!

Paris, 21 *décembre* 1834. — J'ai su, de bien bonne part, ces trois faits : que l'on ne veut pas envoyer Rayneval comme ambassadeur à Londres, et que c'est la

fraction doctrinaire et Broglie en sous-main qui s'y opposent; que l'on a, officiellement, proposé hier Londres à Molé, qui l'a officiellement et formellement refusé; et qu'enfin ce matin, on en était à Sébastiani, sans rien d'arrêté cependant.

Paris, 24 décembre 1834. — On parlait de Sébastiani, hier, comme devant être dans le *Moniteur* de demain, mais à mesure que ce nom circule dans le public, il excite une véritable rumeur. M. de Rigny grille de se démettre de son ministère pour demander l'ambassade de Londres, mais on craint de voir la machine, ici, se détraquer sur nouveaux frais, par la sortie d'un des membres importants du Cabinet. Il paraît que c'est l'état des affaires financières de Rayneval qui empêche de songer à lui; on le dit criblé de dettes et presque en banqueroute.

Paris, 28 décembre 1834. — J'ai su, par M. Molé, que M. de Broglie avait une influence étonnante dans le ministère actuel, dont le Roi ne se doutait pas; que M. Decazes allait, chaque matin, lui rendre compte de ce qui se passait au ministère; que M. de Rigny et M. Guizot se laissaient beaucoup influencer par lui, et qu'aucun choix ne se faisait sans lui avoir été préalablement soumis.

Comment comprendre que dans le *Journal des Débats* on traduise tout le discours de sir Robert Peel et qu'on en retranche, quoi? Le passage flatteur pour le duc de Wellington et qui, certes, n'avait rien de choquant pour la France! Et cela quand le Duc est ministre des Affaires

étrangères, qu'il est à merveille pour la France et que les *Débats* sont réputés organe officieux du gouvernement! On est ici, malgré tout l'esprit français, d'une merveilleuse gaucherie!

Paris, 29 *décembre* 1834. — Cette pauvre petite Mme de Chalais est morte cette nuit. Elle était si heureuse, de ce bonheur honnête et régulier qu'il n'est donné qu'à certaines femmes de rencontrer! La vie se retire toujours trop lentement de ceux qui sont fatigués de leur pèlerinage, toujours trop rapidement de ceux qui la parcourent joyeusement. Sous quelque forme qu'on implore la Providence, soit qu'on l'importune de ses prières, soit qu'on se laisse deviner dans un discret silence, elle dit presque toujours non, et le plus souvent un non irrévocable.

Quelle douleur à Saint-Aignan! Elle y était l'enfant de tous les habitants. Il me semble que j'entends les cris de tous ses vieux serviteurs, que je connais et pour qui elle était la troisième génération qu'ils servaient. Les pauvres, les malades, les gens aisés, tous la chérissaient. Elle était si secourable, si obligeante, si gracieuse! C'est plus qu'une mort : c'est la destruction d'un jeune bonheur et d'une race antique et illustre! Je suis vraiment ébranlée très profondément.

Paris, 31 *décembre* 1834. — J'ai eu, hier matin, une bonne longue visite de M. Royer-Collard. Il m'a raconté toute l'histoire de son professorat; il m'a montré un coin de son système philosophique, puis il m'a beaucoup parlé

de Port-Royal. Ce sont vraiment des heures précieuses que celles qu'il me donne; trop rares et trop courtes pour tout ce qu'il y a à apprendre d'un esprit comme le sien.

Mme de Castellane est venue ensuite ; si je m'y prêtais le moins du monde, elle se ferait ma garde-malade! J'ai su, par elle, que M. Molé écrivait ses *Memoires* et qu'il y en avait déjà cinq volumes.

M. le duc d'Orléans m'est venu ensuite ; il m'a raconté beaucoup de choses de son bal de la veille. Voici ce qui, comparé à ce qui m'a été dit d'ailleurs, m'est resté : la plus grande élégance, la plus grande recherche; de la magnificence, du joli monde; un souper superbe, des fleurs, des statues groupées avec art, des lumières à aveugler, du blanc et or partout; des livrées neuves, des valets de chambre en habits habillés, l'épée au côté, vêtus de velours, tous poudrés à blanc, et beaucoup de diamants dans les parures des femmes; la Reine charmée, Madame Adélaïde piquée, disant : « C'est du Louis XV » ; tous les hommes en uniforme, mais en pantalons et bottes, et M. le duc de Nemours arrivant en habit d'officier général, extrêmement brodé, en culottes courtes, bas et souliers, joli, à ce que l'on dit, ayant bonne grâce et l'air fort noble. M. le duc d'Orléans m'a demandé si, pour un militaire, je ne préférais pas le pantalon et les bottes; voici ma réponse : « L'Empereur Napoléon, qui a gagné quelques batailles, était tous les soirs, quand il dînait seul avec l'Impératrice, en bas de soie et en souliers à boucles. — Vraiment? — Oui, Monseigneur! — Ah! c'est différent. »

Mais voici le revers de la médaille : c'est que des dé-

putés priés (je veux dire priés comme simples députés, car il y en avait d'autres comme ministres et généraux), comme simples députés, donc, il n'y en avait que trois : MM. Odilon Barrot, Bignon et Étienne : le premier en frac pour faire plus d'effet!

Il y a de singuliers contrastes dans le Prince Royal : le goût et les prétentions aristocratiques dans ses habitudes et une détestable tendance dans la politique. Hier même, nous avons eu pour la première fois maille à partir ensemble à l'occasion du duc de Wellington. Il m'a dit : « *Vous voilà comme le Roi*. Aussi mon père sait-il que vous me parlez toujours dans son sens et vous aime-t-il beaucoup. — Monseigneur, je ne parle jamais que dans mon propre sens et dans celui de votre intérêt, mais je n'en suis pas moins très fière de l'approbation et de la justice du Roi. » Cela à, du reste, très bien fini entre nous, puisqu'il m'a demandé la permission d'ajouter son portrait à ceux que j'ai réunis à Rochecotte.

Me voici donc finissant l'année 1834, mémorable dans ma vie, puisqu'elle termine cette part de mon existence consacrée à l'Angleterre. Ces quatre années, que je viens d'y passer, m'ont placée dans un autre cadre, offert un nouveau point de départ, dirigée vers une nouvelle série d'idées; elles ont modifié le jugement du monde sur moi. Ce que je dois à l'Angleterre ne me quittera plus, j'espère, et traversera, avec moi, le reste de ma vie. Maintenant, faisons des provisions de forces pour les mauvais jours qui ne manqueront pas probablement et pour lesquels il est convenable de se préparer.

1835

Paris, le 3 janvier 1835. — J'ai eu hier la visite du duc de Noailles qui m'avait écrit un billet fort aimable pour me prier de le recevoir. Il est venu me parler de la nièce de sa femme, Mme de Chalais, qu'il aimait comme son enfant et qu'il savait être vivement regrettée par moi. Nous avons pleuré ensemble; puis il m'a parlé un peu de politique avec bon sens et bon goût; un peu de la société; beaucoup de Maintenon. Il est resté très longtemps et paraissait à son aise et se plaire fort. Il m'a exprimé le désir de me voir souvent et d'entrer un peu dans nos habitudes. C'est un des hommes que M. Royer-Collard compte davantage : il est fort laid et a l'air vieux sans l'être; il est studieux, distingué et de très bonne compagnie. J'ai beaucoup vu sa femme quand elle s'appelait Mlle Alicia de Mortemart et qu'elle demeurait chez sa sœur la duchesse de Beauvilliers, qu'elle suivait à Saint-Aignan. Nous sommes, d'ailleurs, fort parents des Mortemart, la vieille princesse de Chalais, chez laquelle M. de Talleyrand a été élevé, étant Mortemart, fille de M. de Vivonne, frère de Mme de Montespan.

J'ai été hier à la grande réception du soir aux Tuileries, la Reine m'ayant fait dire par Mme Mollien que je pourrais

arriver et m'en aller par les appartements particuliers, et, par conséquent, ne pas attendre ma voiture. C'était le dernier jour de réception; j'y ai mené ma belle-fille, Mme de Valençay. Le palais, éclairé, est vraiment superbe; beaucoup de choses ont très bon air; beaucoup d'autres font contraste. Ainsi, par exemple, les fracs isolés à travers la grande majorité des uniformes, quelques femmes fort parées, puis d'autres en bonnet de comptoir; point de désordre, mais aucune distinction de salles, de places; on ne défile pas, c'est la Cour qui entre quand tout le monde est arrivé et qui fait le tour des dames, après quoi, les hommes seuls défilent; il y a un petit monsieur en uniforme qui précède et qui demande à chaque dame son nom, ce qui me paraît pour les trois quarts et demi indispensable.

On a été très gracieux pour moi et je crois qu'on attachait du prix à ce que j'allasse un jour de grande réception qu'on peut bien appeler *publique*. On craignait que je ne voulusse me borner aux audiences particulières. C'eût été, ce me semble, de mauvais goût; peut-être aimerais-je mieux ne pas aller du tout, mais, quand on trouve bon de voir les gens en particulier, il ne faut pas avoir l'air de s'en cacher et de les renier en public. Aussitôt vue, la Reine m'a elle-même dit de m'en aller, on m'a fait ouvrir la petite porte et je me suis sauvée, ravie d'être quitte de cette corvée!

Paris, 7 janvier 1835. — M. Molé est venu me voir hier, il m'a dit bien des choses singulières, et entre autres,

celle-ci, qu'il se croyait « la mission de purger le gouvernement de l'influence doctrinaire ». Il a une terrible haine pour les doctrinaires; car il sait haïr. Il m'a même surprise à ce sujet et je me suis demandé s'il savait aussi bien aimer. Je suis restée embarrassée devant la réponse.

Paris, 8 *janvier* 1835. — Madame Adélaïde m'ayant demandé de lui mener Pauline, je l'ai fait hier. Le Roi m'a fait dire de l'attendre chez sa sœur, ce qui fait que j'y ai passé trois heures. Le Roi venait d'apprendre la scène étrange qui a eu lieu parmi les amnistiés du Mont-Saint-Michel : le jour même de leur délivrance, tous les amnistiés républicains (les carlistes ont dit des prières et sont retournés tranquillement dans la Vendée) ont chanté des chansons atroces, et ont fini par jurer sur leurs couteaux de table l'assassinat du Roi. Celui-ci avait sous les yeux les rapports de police et nous en a dit tous les détails.

Il a causé longtemps, et de toutes choses; je dois dire avec beaucoup de bon sens, d'esprit, de lucidité et de prudence; comprenant parfaitement les destinées anglaises, jugeant bien l'Europe, parlant de son fils avec une grande raison. Il m'a particulièrement dit deux choses qui m'ont frappée. La première, c'est que, sans avoir été entraîné aussi loin que son fils, il avait lui-même, cependant, donné dans de certaines erreurs dont la pratique l'avait guéri. Il est revenu sur la Révolution de Juillet, et a mis du prix à s'en montrer étranger dans le principe, aussi m'a-t-il raconté que lors de la décoration de Juillet, ses ministres avaient voulu la lui faire porter, et qu'il s'y était refusé,

disant qu'il ne la porterait jamais, n'y ayant eu aucune part que celle d'en arrêter les résultats destructeurs. Il a ajouté : « Madame, vous ne me l'avez jamais vu porter, cette décoration ! »

Il est de plus en plus embarrassé pour son ambassadeur à Londres, car les nouvelles reçues hier matin même de Naples prouvent que Sébastiani est hors d'état. Je crois que le Roi aimerait M. de Latour-Maubourg, mais celui-ci est malade et ne parle que de se retirer à la campagne. M. de Sainte-Aulaire arrivera dans trois ou quatre jours et je m'imagine que la chance tournera vers lui. Il a été question, entre le Roi et moi, de M. de Rigny pour Londres, mais le Roi dit à cela : « Le seul ministre possible aux Affaires étrangères pour remplacer Rigny serait Molé, mais Guizot n'oserait pas rester avec lui à cause de la fureur de Broglie, et on ne croit pas pouvoir se passer de Guizot à la Chambre. » L'objection contre Sainte-Aulaire, c'est l'influence qu'exerce sur lui M. Decazes, qui est mauvaise en elle-même et à juste titre désagréable au Roi.

La lettre de M. de Talleyrand du 13 novembre a été enfin lue au Conseil hier, elle paraîtra dans le *Moniteur* d'aujourd'hui, et sa publication sera accompagnée d'une réponse très polie de M. de Rigny. On a seulement demandé le changement d'un mot qui a été accordé, parce qu'en réalité, il ne fait qu'éclaircir la pensée sans l'altérer. On a prié M. de Talleyrand de permettre qu'on mît : *cet esprit de propagande*, au lieu de *certaines doctrines*.

J'ai été hier soir au grand bal des Tuileries. M. le duc d'Orléans m'a encore attaquée sur les élections anglaises :

il a une peur étrange qu'elles ne tournent au profit du Cabinet tory. Voici la seconde fois que nous avons maille à partir à ce sujet; hier, je cherchais à décliner la discussion, mais lui a voulu l'entamer, disant que « peut-être je le convertirais ». A quoi j'ai répondu : « J'en serais d'autant plus fière, Monseigneur, que ce serait vous convertir à votre propre cause. »

Il venait de relire la lettre de démission de M. de Talleyrand. Il a dit que c'était un chef-d'œuvre, un vrai document historique; qu'elle aurait un grand retentissement au dehors; que rien ne pouvait être si noble, si simple, si bien pour le Roi que personne ici n'avait le courage de louer; mais que M. de Talleyrand s'y montrait terriblement conservatif, et que cela allait donner lieu à une grande controverse dans les journaux. Je lui ai répondu : « Cela se peut, Monseigneur, mais qu'importe. Que M. de Talleyrand parle ou se taise, il est toujours attaqué par la mauvaise presse. A son âge, et quand on fait ses adieux au public, on a bien le droit de le faire de manière à se satisfaire soi-même et à se montrer tel qu'on est, tel qu'on a toujours été, un homme d'un bon esprit, ami de son pays et du bon ordre, et qui plus est, un homme de sa caste, ce qui n'implique pas nécessairement un homme à préjugés. Enfin, M. de Talleyrand, *seul*, dites-vous, a le courage ici de louer le Roi, et pourquoi? Parce qu'il est un gentilhomme, un grand seigneur, et par conséquent un conservatif. Il faudra toujours que la Royauté revienne à ceux-là; soyez-en bien sûr. » Il a repris : « Oh! au dehors, cette lettre sera extrêmement admirée. — Oui, Monseigneur, elle

le sera au dehors, mais elle le sera aussi par tous les honnêtes gens du dedans, et Monseigneur me permettra de ne compter que ceux-là! » Voilà encore un échantillon de mes conversations avec ce jeune Prince, qui ne manque ni d'intelligence, ni de courage, ni de grâce, mais dont le jugement est encore bien dépourvu de prudence et d'équilibre.

Le Roi qui, lui, est prudent par excellence, et de plus fort gracieux pour moi, est venu à moi et, en riant, m'a dit : « Avez-vous raconté à M. de Talleyrand notre longue conversation? — Sans doute, Sire; elle était trop riche et trop curieuse pour que je ne lui procurasse pas le plaisir d'en apprendre quelque chose. — Ah! ah! je suis sûr que vous n'aurez pas oublié mon anecdote sur la décoration de Juillet. — En effet, Sire, c'est la première chose que j'ai citée à M. de Talleyrand; je la conterai à mon fils, à mon petit-fils; je veux que mes descendants s'en souviennent pour répéter un jour ce que je dis sans cesse, c'est que le Roi a un *grand* esprit. » Il y a longtemps qu'on a dit que, lorsque la flatterie ne réussissait pas, c'était la faute du flatteur et non de la flatterie; il me semble qu'hier, le flatteur n'était pas en défaut.

Rochecotte, 12 *mars* 1835. — Nos lettres de Paris nous disent que le refus de M. Thiers de rester au ministère, avec le duc de Broglie, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, refus auquel le Roi ne veut pas entendre pour ne pas se trouver livré si uniquement aux doctrinaires, arrête de nouveau toute la machine. La

Chambre des députés commence à s'émouvoir, et il est impossible de bien apprécier où tout ceci précipite.

Il doit y avoir, à Saint-Roch, une quête pour les salles d'asile dirigées par Madame Adélaïde, c'est donc elle qui choisit les quêteuses. Elle a désigné Mmes de Flahaut et Thiers. La première, furieuse, dit-on, du *pendant,* a refusé; et cette petite difficulté a trouvé moyen de se faire remarquer à travers toutes les grandes impossibilités du moment.

Rochecotte, 14 *mars* 1835. — Les lettres d'hier ne laissent plus aucun doute sur le dénouement de la crise ministérielle.

C'est, à peu de chose près, la répétition du mois de novembre dernier : le maréchal Gérard fut alors remplacé par le maréchal Mortier ; aujourd'hui M. de Broglie remplace Mortier à la présidence et Rigny lui cède les Affaires étrangères, pour prendre l'intérim de la Guerre, jusqu'à l'arrivée de Maison, auquel on a envoyé un courrier. Si celui-ci accepte, l'ambassade de Pétersbourg serait à donner, mais on croit qu'il refusera. Alors Rigny restera-t-il définitivement à la Guerre ou ira-t-il à Naples en cédant la place à quelque général secondaire? C'est ce qu'on ignore encore. Ainsi, avec Broglie et Maison de plus et Rigny de moins, ou à peu près, chacun reste à son poste. C'était bien la peine de faire tant de bruit.

Voici ce qu'on mande relativement à M. Thiers, qui, d'abord, s'était refusé à entrer avec M. de Broglie. Il a été travaillé, tiraillé en tous sens, Mignet et Cousin pour le

dissuader, Salvandy pour le faire accepter. Pendant ce temps-là, une réunion nombreuse de députés s'assemblait chez M. Fulchiron. Thiers, le sachant, a dit que si cette réunion le demandait, il accepterait; Salvandy d'y courir et de revenir avec une députation, pour obtenir le consentement de Thiers, qui, cette fois enfin, l'a donné pour ne pas être accusé de faire manquer la seule combinaison possible, et fort, d'ailleurs, d'une expression solennelle de la majorité parlementaire. On croit qu'il ne tardera pas, cependant, à se repentir d'avoir cédé... La balance n'est plus en équilibre; ils vont être deux contre un dans le Conseil. Il n'y a pas là condition de durée.

J'ai reçu une lettre de M. Molé qui me mande : « Vous laissez ici un vide que rien ne peut ni ne saurait remplir; personne ne l'a senti et n'en a souffert comme je l'ai fait depuis quelques jours. J'ai l'espérance que vous m'auriez approuvé, j'ose dire que j'en suis sûr ; vous êtes du très petit nombre pour lesquels je me pose la question avant d'agir. Ce n'est plus pour des noms propres qu'on a lutté, c'est pour l'amnistie. L'amnistie pleine et entière était ma condition; ceux qui se retiraient, pour s'imposer, ont provoqué, à la Chambre, un hourra contre ; moi seul ai soutenu qu'il tomberait devant la réalité. Quelques-uns, qui voulaient l'amnistie avec moi, ont cependant perdu courage, et, en ce moment, l'ancien ministère va se reformer sous la présidence de M. de Broglie. Plusieurs de ses membres montrent en cela peu de fierté, tous acceptent une position que l'avenir jugera, ainsi que bien d'autres choses. »

Rochecotte, 16 *mars* 1835. — M. Royer-Collard m'écrit ceci, sur la dernière crise ministérielle : « C'est mardi 10 que le Roi a chargé Guizot d'avertir M. de Broglie. Vous vous attendez à l'insolence d'un vainqueur? Point du tout. M. de Broglie, instruit par Guizot, avait déposé, non seulement son arrogance, mais cette dignité personnelle à laquelle il ne faut pas renoncer, même pour être président du Conseil. Il s'est aussi excusé fort humblement du passé, il a promis d'être sage à l'avenir. Tenez cela pour certain, l'orgueil Necker, qui est le type de l'orgueil Broglie, a fléchi. »

Plus loin, et à propos du papier signé par la soi-disant réunion Fulchiron chez Thiers, il y a ceci : « C'est sur cette pièce que Thiers a capitulé; il rentre donc, mais séparé et dégagé des doctrinaires qu'il a humiliés. Il *rentre* au lieu que Guizot *reste*. Personne ne gagne, je crois, à ce replâtrage. »

Plus loin encore ceci : « Quand M. Molé est entré hier chez moi, je l'ai embrassé comme un naufragé sauvé. Il sort de là plus considéré, il s'est surpassé. »

Rochecotte, 23 *mars* 1835. — J'ai eu, hier soir, une très gracieuse réponse de la duchesse de Broglie à la lettre de félicitations que je lui avais adressée. Le triomphe politique se dissimule sous d'humbles citations bibliques; la bienveillance y domine, et, au fait, je suis contente d'elle, elle est une personne de mérite.

J'avais écrit aussi à M. Guizot, à l'occasion de la mort de son frère; il a attendu la fin de son deuil pour répondre,

mais enfin il a répondu, et hier m'est arrivée une lettre de lui très cajolante. Voici la seule phrase politique : « Je suis de ceux qui doivent dire que la crise est finie; mais je suis aussi de ceux qui savent qu'il n'y a jamais rien de fait en ce monde, et qu'il faut recommencer chaque jour. Un effort continuel pour un succès toujours incomplet et incertain, voilà notre vie. Je l'accepte sans illusion, comme sans découragement. »

J'ajouterai un extrait d'une lettre de M. Royer-Collard, arrivée aussi hier soir : « Ce qui s'est passé est fort triste, le dénouement comme la crise. Voyez-y le Roi et Thiers vaincus par Guizot, et par contre-coup M. de Talleyrand dans ce qui lui reste de vie politique. Il est vrai que cette victoire n'a pas l'aspect et ne fait pas le bruit d'un triomphe; elle est obscurcie par l'incertitude de la Chambre; mais Guizot est savant dans l'intrigue et obstiné de toute la force de sa présomption, de toute l'ardeur de sa soif de domination personnelle : il ne s'arrêtera que vaincu lui-même par la force des choses, et je ne sais pas s'il y a quelque part aujourd'hui une telle force. Thiers a eu le plaisir de se faire attendre trente-six heures et de se séparer à la tribune; mais il reste qu'il a reculé, et que c'est la peur que lui fait Guizot avec les petits doctrinaires qui l'a empêché d'entrer, malgré sa bonne volonté, dans le ministère Gérard-Molé ; jusqu'à nouvelle circonstance, il est absorbé dans la soumission. M. Molé est sorti de ce chaos avec un surcroît de considération, dont il vous doit, soyez-en sûre, une partie : vous lui avez apparu plus d'une fois et vous l'avez secouru. Il vous aime fort et a besoin de

votre approbation; ce qui me l'a tout à fait donné, c'est d'avoir contribué, à ce qu'il croit, à le rapprocher de vous. »

Rochecotte, 10 *mai* 1835. — J'ai reçu, hier, un assez curieux compte rendu de ce qui s'est passé au comité secret de la Chambre des Pairs à l'occasion de la forme du jugement (1). Plusieurs Pairs ont déclaré qu'on ne pouvait en finir en jugeant les prévenus par défaut, c'est-à-dire en jugeant les banquettes. De cet avis ont été MM. Barthe, Sainte-Aulaire, Séguier et, à ce que l'on croit, de Bastard. M. Decazes et quelques autres ont prétendu qu'il fallait les juger un à un. M. Cousin a adressé les plus violents reproches à M. Pasquier, pour n'avoir pas admis les défenseurs, et à la Chambre pour avoir eu la faiblesse de maintenir la décision de son président. M. Pasquier, dans sa réponse, a fait de la sensibilité, du pathétique. Mais l'incident le plus grave est la déclaration de M. Molé, qui a dit, formellement, que si on jugeait les prévenus en son absence, il se récuserait. Cette déclaration a fait le plus grand effet, et plusieurs Pairs, parmi lesquels le duc de Noailles, se sont rangés à cette opinion. On ajoute ceci : « Vous voyez bien que dans cette déclaration, il y a le noyau d'un nouveau ministère Molé, dans le cas où l'impossibilité du procès forcerait les ministres actuels à céder

(1) Une ordonnance royale avait chargé la Cour des Pairs de juger les auteurs des insurrections républicaines qui eurent lieu du 7 au 13 avril 1834 dans plusieurs villes de province et à Paris. Les arrêts de condamnation ne furent rendus qu'en décembre 1835 et janvier 1836.

leurs places; mais, d'un autre côté, faiblir devant de tels accusés serait si dangereux, que la nécessité de résister l'emportera sur toute autre considération : reste à savoir comment ! Ce procès est une hydre ! »

* * * * * * * * * * * * * * * * * *

Langenau (Suisse), 18 *août* 1835. — Il y a quelque temps que cette petite *Chronique* a été interrompue. J'ai été souvent malade, toute application m'était impossible; ma paresse a augmenté, puis est survenu le dégoût de la plume et de rédiger ma propre pensée, après avoir si longtemps mis en œuvre celle des autres, ou, pour parler plus exactement, leur avoir prêté la mienne; puis les déplacements, les voyages, tout enfin a concouru à rompre mes habitudes. Trop de tableaux nouveaux ont distrait mon esprit, le temps m'a manqué pour la vie recueillie et appliquée, toute inspiration d'ailleurs était éteinte. J'avais vécu en prodigue pendant quatre années ; mes provisions étaient courtes, elles se sont trouvées épuisées ! Bref, pour me servir du mot, peu filial, de M. Cousin parlant de son père, devenu imbécile, *l'animal seul est resté*.

Mes lettres ont raconté, dans le temps, le séjour de M. le duc d'Orléans à Valençay; le drame (je peux bien le nommer ainsi) de la démission de M. de Talleyrand de son ambassade de Londres; le changement du ministère, à Paris, qui n'a eu que trois jours de durée; celui du Cabinet anglais, qui, au bout de trois mois, s'est retiré devant un Parlement imprudemment renouvelé; le mécontentement de tous ces événements autour de moi; l'in-

trigue à facettes qui a fait Sébastiani ambassadeur à Londres, tandis que M. de Rigny y aspirait en cachette; tout cela est bien connu, je n'en dirai donc plus rien.

A Maintenon, où j'ai passé quelques heures chez le duc de Noailles, j'ai eu plaisir à entendre un long récit du séjour que Charles X y fit en 1830, en quittant Rambouillet pour s'embarquer à Cherbourg. Le duc de Noailles raconte avec émotion, et par conséquent avec talent, cette scène dramatique. Je ne l'ai malheureusement pas écrite le jour même où il me l'a contée et aujourd'hui je craindrais que ma mémoire ne la défigurât. Je repasserai un jour ou l'autre par Maintenon et, à défaut du récit que je n'entendrai plus, je dirai ce que cette ancienne et curieuse demeure sera devenue entre les mains du duc de Noailles, qui y fait beaucoup d'embellissements.

Notre paisible séjour à Rochecotte aurait pu aussi fournir quelques pages, dues aux récits piquants de M. de la Besnardière, à la correspondance souvent agitée de Madame Adélaïde pendant la rentrée, en mars dernier, du ministère doctrinaire, et à quelques traits caractéristiques de M. de Talleyrand, aux prises avec une solitude comparative, cherchant, presque toujours, à mettre les autres dans leurs torts pour se créer des émotions, s'y plaçant lui-même et guerroyant ainsi tout seul dans une atmosphère toute pacifique.

J'aurais dû, pendant les jours que Mme de Balbi a passés chez moi, écrire les mille traits animés qui peignent si bien son époque et son genre d'esprit. Sa conversation en était semée; ils se lient, presque toujours, à des scènes,

à des personnages et à des situations qui leur ôtent toute trivialité et en font de vraies données historiques. Si j'avais été en train alors, je n'aurais pas, certes, passé sous silence l'apparition bavarde, pompeuse, médisante, en somme grotesque, quoique travaillant sur un fond spirituel et animé, du comte Alexis de Saint-Priest, contraste frappant avec la mesure, le bon goût et la malice incisive de Mme de Balbi. Le manque de toute convenance est ce qui choque le plus dans M. de Saint-Priest, qui se croit diplomate par droit de naissance et qui ne l'est sûrement pas par tempérament. Il s'occupe aussi de littérature, de Mémoires historiques, pour lesquels il s'est cru le droit de demander à Mme de Balbi, dès le premier jour de leur rencontre à Rochecotte, de lui communiquer les lettres que, sans doute, elle devait avoir, en grand nombre, de Louis XVIII. La prétention était trop forte pour ne pas faire changer en sérieux la gaieté habituelle de Mme de Balbi, qui lui répondit, fort sèchement, qu'elle manquerait à tous les sentiments de respect et de reconnaissance qu'elle conservait pour le feu Roi, si une seule de ces lettres était publiée ou seulement montrée tant qu'elle vivrait.

Pendant le mois de juin, que j'ai passé à Paris, Versailles, que le Roi a eu la bonté de nous montrer, aurait dû me donner le besoin de retracer ici l'impression profonde que m'avait faite la pensée première et la restauration actuelle. A Paris, où tout s'efface si vite, Versailles cependant est resté net et éblouissant dans ma pensée, mais c'était le *trop à dire* que j'ai craint. Il est douteux que je

revoie ce château d'une manière aussi curieuse, entre M. de Talleyrand qui refaisait le Versailles de Louis XV, de Louis XVI et de l'Assemblée constituante, et le Roi Louis-Philippe, au milieu de la salle de 1792, reporté aux premiers souvenirs de sa jeunesse, et les faisant revivre par ses récits aussi bien que par les beaux portraits et les curieux tableaux qu'il leur a consacrés. Au mois d'avril 1812, j'avais visité Versailles avec l'Empereur Napoléon, lorsque, rêvant d'y établir sa Cour, il était allé y inspecter les travaux qu'il y faisait exécuter et qui, les premiers, ont retiré Versailles du désordre et de la destruction que la Révolution y avait portés ! Cette première visite méritait bien de me revenir à la mémoire lors de la seconde. M. Fontaine, l'habile architecte, et moi, étions les seuls qui pouvions faire le rapprochement de ces deux restaurations.

Berne, 19 *août* 1835. — Le mois de juin, passé à Paris, a été assez rempli d'événements divers. Je me reproche vraiment d'en avoir laissé l'impression s'affaiblir au point d'en avoir à peine conservé une trace légère ; plusieurs conversations en tiers entre le Roi et Madame Adélaïde, les petites intrigues des doctrinaires tournant avec défiance autour de moi, par l'entremise de M. Guizot, en qui j'ai souvent remarqué une *hypocrisie dégagée* qui me paraît être un charlatanisme assez nouveau ; les accès de découragement et d'enivrement de M. Thiers ; mille circonstances enfin qui donnaient à chaque jour un mouvement particulier, auraient bien mérité quelques notes.

J'aurais dû dire un mot d'un dîner à la villa Orsini, chez M. Thiers, où quinze personnes, bizarrement rapprochées, donnaient à cette partie un cachet de mauvais goût qui l'a rendue embarrassante pour moi et qui a fait dire à M. de Talleyrand : « Nous venons de faire un dîner du Directoire. »

Des intérêts personnels aussi ont été touchés. La mort de la jeune Marie Suchet, la douleur de sa mère ; la confirmation de ma fille Pauline, qui m'a fait rencontrer, après cinq années de séparation, Mgr l'archevêque de Paris, ont été autant d'événements qui ont marqué les jours, en les détachant, pour ainsi dire, les uns des autres, ne permettant pas de les confondre.

J'ai été plus particulièrement frappée de mon entrevue avec M. de Quélen, parce qu'elle a amené une conversation que je ne veux pas livrer à l'oubli. L'Archevêque, revenant sur un sujet qui, de tout temps, l'a fortement préoccupé, celui de la conversion de M. de Talleyrand, m'en a reparlé avec la même vivacité que du temps de M. le cardinal de Périgord. A tous ses vœux, à l'assurance que toutes les tribulations de sa vie épiscopale avaient été acceptées avec joie dans l'espérance d'obtenir de Dieu, par ses propres souffrances, le retour de M. de Talleyrand dans le sein de l'Église ; à d'instantes exhortations pour me faire travailler à une œuvre aussi méritoire, il a ajouté que, connaissant la sûreté de mon caractère, et croyant, d'ailleurs, bien faire de me prévenir sur sa conduite dans cette question, il devait me confier qu'ayant cru trouver, dans la dernière phrase de la lettre de démis-

sion de M. de Talleyrand, du 13 novembre dernier, un retour vers des idées graves, il s'était, lui, M. de Quélen, flatté que le moment d'agir efficacement était venu, et qu'il avait alors écrit à Rome, directement au Pape, pour demander quelle ligne le Saint-Père lui tracerait : « La réponse du Saint-Père ne s'est pas fait attendre », m'a dit M. de Quélen, « elle est en termes doux et affectueux pour M. de Talleyrand ; elle me donne le droit d'absoudre et de réconcilier, et elle étend même mes pouvoirs jusqu'à me permettre de les déléguer aux prélats dans les diocèses desquels M. de Talleyrand pourrait être atteint de sa dernière maladie, nommément aux archevêques de Bourges et de Tours ; enfin le Pape m'a même témoigné la disposition d'écrire lui-même à M. de Talleyrand. » Mes réponses à M. de Quélen n'ont pu être que dilatoires. J'ai montré cependant d'une manière précise que toute démarche directe provoquerait probablement un effet opposé à celui désiré et que, quant à moi personnellement, je ne pourrais jamais me renfermer que dans un rôle purement passif.

Assurément, je ne puis que me tenir également éloignée de toute action contraire au but désiré par l'Église, et de toute action qui pourrait troubler un repos qui m'est confié, sans amener le résultat souhaité. Si jamais ce résultat peut être atteint, c'est à une voix plus haute et plus puissante que la voix humaine à l'obtenir.

L'Archevêque m'a aussi parlé de ses propres tribulations, de celles qu'il a éprouvées depuis 1830 : elles ont été étranges et douloureuses. Je regrette que, dernière-

ment, il ne les ait pas un peu plus oubliées, lorsque, retournant aux Tuileries après l'attentat du 28 juillet (1), et rouvrant Notre-Dame au Roi, il n'a pas accompagné ses actes de paroles plus franches, plus nettement pacifiques. Il aurait évité ainsi le reproche d'avoir parlé à deux adresses, l'une à Prague, l'autre à Paris. Le malheur de l'Archevêque, c'est de n'avoir pas tout à fait la portée d'esprit nécessaire pour le rôle difficile dans lequel les circonstances l'ont placé; il n'a pas, non plus, le degré d'énergie qui supplée, souvent avec avantage, à ce qui manque à l'esprit. Il n'est, certes, point dépourvu d'excellents sentiments, ni des meilleures intentions; il est doux, charitable, affectueux, reconnaissant, sincèrement attaché à ses devoirs et toujours prêt au martyre; mais il reçoit trop facilement toutes les impressions. Il est aisé d'obtenir sa confiance et d'en abuser, en le poussant dans une route dont il ne découvre pas assez vite le but; il s'intimide du blâme et sans cesse le provoque, par une hésitation et un manque d'équilibre qui tiennent à l'incertitude de l'esprit et aux scrupules d'une conscience qui ne sait jamais si le bien d'hier est encore le bien d'aujourd'hui. Bon pasteur en temps ordinaire, il n'a eu, à notre époque, où personne ne semble fait pour la place qu'il occupe, qu'une attitude sans force publique et sans tranquillité privée. Cependant, comme il a beaucoup de nobles et bonnes qualités et qu'il porte à tout ce qui se nomme Talleyrand un intérêt extrême et qui lui fait hon-

(1) Tentative criminelle de Fieschi, pour tuer le Roi Louis-Philippe.

neur, puisqu'il est puisé dans sa reconnaissance pour le cardinal de Périgord, je lui souhaite de bien bon cœur une vie plus douce que celle des dernières années et la fin de toutes ses tribulations. Un autre aurait su, peut-être, en tirer parti; il ne sait, lui, qu'y succomber...

Le séjour de quatre semaines que j'ai fait dernièrement à Baden-Baden m'a plu. J'y ai trouvé d'anciennes connaissances, j'y ai fait quelques rencontres agréables. C'est bien là encore que j'aurais dû fixer mes souvenirs par quelques lignes consacrées à Mme la princesse d'Orange, ce chef-d'œuvre d'éducation de princesse; au Roi de Würtemberg, à ses filles les princesses Sophie et Marie, à l'hostilité assez mal dissimulée entre Mmes de Lieven et de Nesselrode, à la douce philosophie de M. de Falk, au bon langage de M. et de Mme de Zea, enfin à tout ce qui, en bien et en mal, m'a frappée dans cette réunion de personnes dont chacune avait sa part de distinction.

Elles se groupaient toutes, plus ou moins, autour de Mme de Lieven dont l'éclat passé et l'infortune récente (la mort de ses deux plus jeunes fils dans la même semaine), excitaient l'intérêt ou imposaient des devoirs. Elle m'a fait grande pitié et m'est apparue, d'ailleurs, comme un grand enseignement. Déroutée, jetée au hasard, sans résignation, ne se complaisant pas dans ses regrets, et ne trouvant qu'un vide cruel dans des distractions qu'elle ne se lasse pas de demander à chacun, sans goût d'occupation, sans satisfaction pour elle-même, elle vit dans la rue, dans les promenades, cause sans suite, n'écoute guère, rit, sanglote, et fait, au hasard, des questions sans

intérêt. Cette douleur est d'autant plus lourde qu'elle est sans patience au bout de quatre mois d'infortune. Elle s'étonne déjà de la durée de ses regrets; ne voulant pas subir le mal, il ne s'use pas; elle le prolonge en luttant avec hostilité. Dans le combat la douleur triomphe et la victime crie, mais le son est discordant et ne fait vibrer aucune corde sympathique dans l'âme d'autrui. J'ai vu chacun se lasser de la plaindre et de la soigner : elle s'en apercevait et en était humiliée. Elle a paru me savoir gré d'avoir eu pour elle des soins plus durables, et elle m'a laissé la conviction de lui avoir été, non pas une consolation, mais du moins une ressource, et j'en suis bien aise.

J'ai revu avec plaisir, il y a quelques jours, le beau lac de Constance; j'y avais rêvé, il y a trois ans, un petit château : il a brûlé. J'y rêve maintenant une chaumière; je serais fâchée qu'un asile manquât sur ce promontoire, d'où la vue est si riche, si variée, si calme, où il serait si doux de se reposer.

Du Wolfsberg que j'habitais, j'ai été plusieurs fois à Arenenberg, chez la duchesse de Saint-Leu; elle m'a paru un peu plus calme qu'il y a trois ans. L'élève prétentieuse de Mme Campan, la Reine de théâtre a fait place à une bonne grosse Suissesse, qui babille assez facilement, reçoit avec cordialité et sait gré à ceux qui font diversion à sa solitude. Sa petite demeure est pittoresque, mais elle n'est calculée que pour la belle saison; elle y passe cependant presque toute l'année. L'intérieur est petit et réduit, et ne semble être fait que pour des fleurs,

des joncs, des nattes et des divans ; ce n'est vraiment qu'un pavillon. Les débris des magnificences impériales qui y sont entassés n'y font pas trop bien. La statue en marbre de l'Impératrice Joséphine, par Canova, aurait besoin d'un plus grand cadre. J'aurais voulu, d'un coup de baguette, transporter dans le musée de Versailles le portrait de l'Empereur, comme général Bonaparte, par Gros (sans contredit le plus admirable portrait moderne que je connaisse); il devrait être une propriété nationale, car la vie guerrière et politique, et toutes les gloires et les destinées de la France se rattachent à ce portrait, si parfait, de Napoléon. Dans un petit cabinet, sous un châssis de glace, se trouvent quelques reliques précieuses, mêlées à d'assez insignifiantes babioles. L'écharpe de cachemire portée par le général Bonaparte à la bataille des Pyramides, le portrait de l'Impératrice Marie-Louise et de son fils sur lequel le dernier regard de l'exilé de Sainte-Hélène s'est porté, et plusieurs autres souvenirs intéressants, sont réunis là avec de mauvais petits scarabées et mille petites nippes sans valeur et sans mérite : ainsi un lorgnon oublié par l'Empereur Alexandre à la Malmaison, et un éventail donné par le citoyen Talleyrand à Mlle Hortense de Beauharnais, conservés au milieu des traditions de l'Empire, prouvent une grande liberté d'esprit et pas mal d'insouciance, ou une grande facilité d'humeur et de caractère.

Il est vrai que j'ai vu l'Impératrice Joséphine et Mme de Saint-Leu demander à être reçues par Louis XVIII quinze jours après la chute de Napoléon. J'ai vu, à Londres,

Lucien Bonaparte se faire présenter par lady Aldborough au duc de Wellington, et au congrès de Vienne, Eugène de Beauharnais chanter des romances. Les anciennes dynasties peuvent manquer d'habileté, les nouvelles manquent toujours de dignité.

Fribourg, 20 *août* 1835. — Il y aurait, ce me semble, si ce n'est dignité, du moins bon goût, de la part de Mme de Saint-Leu, à restituer à la ville d'Aix-la-Chapelle le magnifique reliquaire porté par Charlemagne et trouvé à son cou, lors de l'ouverture de son tombeau. Ce reliquaire, qui sous un gros saphir contient un morceau de la vraie Croix, a été donné à l'Impératrice Joséphine par le Chapitre de la Cathédrale pour se la rendre favorable ; se séparer de cette relique a dû être un douloureux sacrifice. Il y aurait eu délicatesse et convenance à le faire cesser ; ce qui pouvait convenir au successeur de Charlemagne ne sied guère à l'habitante d'Arenenberg !

J'ai peu à dire de la tournée qui m'a amenée ici. Saint-Gall est dans une position charmante, l'intérieur de la ville assez laid, l'église, reconstruite trop nouvellement ainsi que les bâtiments qui y tiennent, et qui maintenant servent de siège au gouvernement cantonal, ont manqué leur effet sur moi. Rien n'y retrace la grande et singulière existence des anciens princes-évêques de Saint-Gall ; l'église a cependant un beau vaisseau, mais rien d'ancien, rien de recueilli. Le pont qu'on passe pour prendre la route nouvellement tracée qui conduit à Heinrichsbad est un accident pittoresque dans un pays boisé.

Heinrichsbad est un établissement tout nouveau; on y prend des bains ferrugineux et la situation alpestre de cette maison isolée permet d'y faire des cures de petit-lait. La partie de l'Appenzell qu'on traverse pour atteindre Meynach m'a plus rappelé les Pyrénées qu'aucune autre partie de la Suisse.

J'ai revu avec plaisir le lac de Zurich; celui de Zug, que j'ai longé le lendemain, plus ombragé, plus retiré, m'a semblé plus gracieux. On le voit presque en entier du couvent des dames de Saint-François dont la maison domine et la ville et le lac. Je suis arrivée chez ces Dames pendant une messe chantée, médiocrement, j'en conviens; mais l'orgue, mais ces voix qui partent de lieux et de personnes invisibles s'emparent toujours trop vivement de moi pour me disposer à la critique. Ces religieuses s'occupent de l'éducation de la jeunesse; la sœur Séraphin, qui m'a promenée, parle bien le français; sa cellule était très propre. La règle du couvent ne m'a pas paru très austère.

La chapelle de Kussnach, à l'endroit même où Gessler fut tué par Guillaume Tell, a un mérite historique sans doute, mais comme situation elle est fort inférieure à celle construite sur le lac des Quatre-Cantons, à la place où Tell, s'élançant hors de la barque de son persécuteur, rejeta celle-ci dans l'orage et les flots.

La position de Lucerne, que je connaissais, m'a encore frappée par le tableau pittoresque qu'elle présente. Le lion, sculpté dans le roc, près de Lucerne, d'après le dessin de Thorwaldsen, est un monument imposant, une belle pensée bien rendue.

Berne, où je suis arrivée par l'Immersthal, gracieuse vallée, riche de la plus belle végétation et embellie de charmants villages, a l'aspect grande ville, grâce à de nombreux édifices et à la beauté des avenues. Mais la ville est triste, et même en été on sent combien elle doit être froide en hiver. La terrasse plantée et suspendue à une grande hauteur sur le cours de l'Aar, en face des montagnes et des glaciers de l'Oberland, est une belle promenade, que l'Hôtel de la Monnaie d'un côté et la Cathédrale de l'autre, terminent noblement.

La route de Berne ici n'offre rien de remarquable. Fribourg se présente d'une façon assez frappante et originale. Sa position âpre et sauvage, les tours jetées sur les hauteurs qui l'environnent, la profondeur de la rivière, ou, pour mieux dire, du torrent qui coule au pied du rocher sur lequel pose la ville, le pont suspendu qui s'élève au-dessus de la ville, tout cela est pittoresque. L'intérieur de la ville, avec ses nombreux couvents et sa population de Jésuites à longues robes noires et à grands chapeaux, ressemble à un vaste monastère, auquel ne manque même pas, au besoin, une petite odeur d'Inquisition ; ce n'est pas sur ce point mystérieux et claustral de la Suisse qu'on se sent respirer l'air de la liberté classique de l'Helvétie. Le nouveau collège des Jésuites, par sa position, domine la ville, et, par son importance, y exerce une grande influence. A en juger par le peu qu'il est permis au voyageur de visiter, cet établissement est sur la plus grande échelle et parfaitement bien tenu ; trois cent cinquante enfants, la plupart français, y sont élevés ;

la maison me paraît destinée à en contenir un plus grand nombre. Outre ce grand pensionnat, les Jésuites ont à côté leur propre maison, et, de plus, à une lieue de la ville, une maison de campagne.

J'ai été voir la Cathédrale, qui serait tout à fait indigne d'être visitée, sans un orgue dont on jouait au moment où je suis entrée et dont le son m'a paru le plus harmonieux et le moins aigre et sifflant que j'aie entendu.

Je suis fort aise d'avoir vu Fribourg; je l'avais traversé, il y a onze ans, pour l'examiner. Je comprends mieux, maintenant, l'espèce de rôle que cette ville joue dans l'histoire religieuse du temps actuel.

Lausanne, 21 *août* 1835. — La route large et facile de Fribourg traverse un pays boisé en partie, cultivé aussi, riant et varié, mais il n'est pas précisément pittoresque, si j'en excepte le point de Lussan. La nature ne se grandit qu'au moment où la chaîne de montagnes qui couronne le lac Léman apparaît à la sortie d'un bois de sapins, qui cache assez longtemps le lac et la ville de Lausanne.

Comme toutes les villes de Suisse, Lausanne est laid au dedans, mais dans une situation pittoresque, sur un terrain inégal, qui en rend l'habitation incommode, mais qui offre plusieurs terrasses d'où la vue est fort belle : celles de la Cathédrale et du Château sont les plus citées. Je préfère celle de la promenade Montbadon, moins élevée, mais d'où l'on distingue mieux la campagne ; les toits tiennent trop de place dans les autres vues.

Bex, 23 *août* 1835. — Un peu moins de murs et de vignes, quelques arbres de plus, rendraient la route de Lausanne à Vevey charmante ; ce n'est qu'à Vevey que le pays me plaît tout à fait. Chillon surtout m'a frappée par sa position, et ses souvenirs. J'aurais voulu y relire les vers de lord Byron en parcourant le fameux souterrain; son nom, seul, barbouillé avec du charbon sur un des piliers de la prison, le même auquel François de Bonnivard a été attaché pendant six ans, suffit déjà à rendre ce cachot poétique.

On quitte le lac Léman à Villeneuve pour s'enfoncer dans une gorge étroite et sauvage. La dentelure aiguë et bizarre des rochers entre lesquels passe la route est la seule beauté des quatre grandes lieues après lesquelles on arrive ici. Tout auprès, sur une saillie du rocher veiné de diverses couleurs, s'aperçoit, à demi cachée dans une touffe d'arbres, la ruine du château de Saint-Triphon, qui m'a paru d'un bel effet.

Bex même est un village qui ne ressemble en rien aux beaux villages suisses du canton de Berne. Tout se ressent déjà du voisinage piémontais. Nous sommes tous à l'auberge de l'Union, la seule du lieu, ni bonne, ni mauvaise. L'établissement des bains sulfureux ne s'est pas soutenu, celui du petit-lait, pas davantage. En fait, c'est un endroit dénué de ressources, et assez triste et sombre, éclairé cependant pour moi par la bonne petite mine couleur de rose de Pauline et par l'éclat de ses beaux yeux bleus ; j'ai été charmée de m'y trouver.

On m'a remis ici une lettre que l'amiral de Rigny y

avait laissée pour moi, en passant pour se rendre à Naples. Il me dit qu'il trouve partout sur sa route l'opinion fort arrêtée que la duchesse de Berry était le 24 à Chambéry, et que le 30 Berryer, qui allait aux eaux d'Aix-en-Savoie, en a disparu, quelques heures après l'attentat de Paris, et qu'il a reparu ensuite, fort effaré, à Aix. J'ai trouvé, ainsi que M. de Rigny, cette version établie partout. Les journaux suisses signalent aussi Mme la duchesse de Berry ; il n'y a, cependant, rien de constaté.

Il vient d'y avoir, à Maintenon, chez le duc de Noailles, une réunion de gens d'esprit et d'intrigue. M. de Chateaubriand, Mme Récamier, la vicomtesse de Noailles, M. Ampère, enfin tout ce qui va, le matin, à l'Abbaye-aux-Bois (1). J'en suis fâchée ; le duc de Noailles ne devrait pas quitter une route large pour entrer dans un sentier.

D'après ce que l'on me mande de Touraine, je vois que les atrocités de Paris, du 28 juillet (2), y ont créé de l'indignation, mais une indignation qui craignait de se manifester hautement et qui est peut-être effacée aujourd'hui. Nous vivons dans un temps où l'on voit tant de monstruosités sur la scène, les livres en sont tellement remplis, elles descendent si régulièrement dans la rue, que le peuple, blasé sur l'horrible, y devient indifférent et se

(1) L'Abbaye-aux-Bois était une communauté religieuse de femmes, située à Paris, rue de Sèvres, à l'angle de la rue de la Chaise. Elle servit de prison d'arrêt pendant la Révolution. Rendue, plus tard, à sa destination première, elle offrit, en dehors du cloître réservé aux religieuses, un asile paisible à des dames du grand monde : c'est là que Mme Récamier vint s'établir.

(2) Attentat Fieschi.

trouve ainsi familiarisé avec le crime. Cette ville de Tours, dans le fond si calme, s'est signalée cependant par le refus d'adresses du Tribunal, du Conseil municipal, du Conseil d'arrondissement. Il a suffi de deux hommes de chicane, argumentant sur la lettre de la loi, pour mettre à leur aise tous les indifférents. Il paraît cependant que la garde nationale s'est montrée en grand nombre le jour du service funèbre et qu'elle a fait une adresse d'assez bonne grâce. Quand on voit, d'une part, les passions les plus violentes et les plus criminelles, de l'autre des masses paresseuses ou indifférentes, on se demande si les lois répressives demandées par le ministère français suffiront. Peut-être ne feront-elles qu'irriter !

C'est un fort vilain temps que le nôtre ; les bons siècles sont rares, mais il n'y a guère d'exemple d'un plus vilain que celui-ci. Je plains de tout mon cœur ceux qui sont chargés de le museler, M. Thiers, par exemple, dont la fatigue et l'inquiétude se montrent, dans une lettre que j'ai reçue de lui, hier, et dont voici un extrait. Après m'avoir parlé des dangers personnels auxquels il a échappé lors de l'attentat du 28 juillet, il ajoute : « Mais le seul chagrin, chagrin accablant, c'est l'immense responsabilité attachée à mes fonctions ; je suis debout jour et nuit. Je suis à la Préfecture de police, aux Tuileries, aux Chambres, sans me reposer jamais, et sans être sûr d'avoir pourvu à tout, car la fécondité du mal est infinie, comme dans toute société déréglée, où on a donné à tous les bandits l'espoir d'arriver à tout, en mettant le feu au monde ; les misérables feraient sauter la planète si on les

laissait faire ; ils n'avaient d'autre combinaison, le lendemain de cette horrible boucherie, que celle-ci : « Nous « verrons ; » c'est le principal assassin qui me l'a dit lui-même. Pour prix de tant de tourments, je ne sais quel jour je me reposerai, ni par quelle issue j'échapperai à mon supplice. »

Un mot qui me paraît digne de notre excellente Reine, aussitôt après l'explosion de la machine infernale, et quand elle sut que le Roi et ses enfants n'avaient pas succombé, a été celui-ci : « Comment mes enfants se sont-ils conduits ? » Les jeunes Princes ont été dévoués et touchants. Ils se sont serrés autour du Roi ; le lendemain, lorsqu'on reconnut la trace d'une balle sur le front du Roi, le duc d'Orléans dit : « Pourtant, hier, je me suis fait *le plus grand* qu'il m'a été possible. »

Pendant que Mme Récamier est à Maintenon chez la duchesse de Noailles, la princesse de Poix, ma belle-sœur, va aux lundis de la duchesse d'Abrantès, où on rencontre Mme Victor Hugo ! Le bel esprit et la politique ont étrangement confondu toutes les compagnies, bonnes et mauvaises !

M. le duc de Nemours va faire une course à Londres ; joli, sérieux, digne et réservé, avec le plus grand air de noblesse et de jeunesse possible, il me semble qu'il devrait réussir en Angleterre, mais son excessive timidité lui ôte tellement toute facilité et toute grâce dans la conversation, qu'il sera peut-être jugé inférieur de beaucoup à ce qu'il vaut réellement.

De toutes les lettres de félicitations écrites au Roi des

Français par les souverains étrangers, à l'occasion de l'attentat du 28 juillet, la meilleure, la plus bienveillante est celle du Roi des Pays-Bas. C'est, ce me semble, de très bon goût de sa part, et j'en suis fort aise ; j'ai toujours trouvé que depuis ses malheurs, le Roi des Pays-Bas avait montré de l'esprit, de l'à-propos et une persévérance qui, quel qu'en soit le succès définitif, lui assurera une belle page dans l'histoire de nos jours, où j'en vois si peu pour qui que ce soit.

Pendant que le Roi des Français se soumet aux escortes, aux mesures de sûreté, à des allures plus royales, son président du Conseil vient dîner aux Tuileries, à des dîners d'ambassadeurs, en pantalon de couleur et sans décorations, et ce ministre est le duc de Broglie !

Jérôme Bonaparte, avec toute sa famille, a quitté Florence, et se trouve maintenant à Vevey ; le choléra fait refluer toute l'Italie en Suisse.

Bex, 24 août 1835. — Le temps s'étant éclairci, nous avons été voir des salines près de Bex : ce sont les seules de la Suisse, et elles ne suffisent pas à la consommation du pays. Nous n'avons pas pénétré fort avant dans la mine, à cause du froid humide dont nous nous sommes sentis saisis, mais nous avons vu en détail les étuves de graduation. Le sel m'a paru être d'une grande blancheur.

On nous a ramenés par la vallée du Cretet, le long du torrent de Davanson, qui est le plus abondant et le plus impétueux que j'aie vu dans cette partie-ci des Alpes ; son

cours est assez long et sa pente extrêmement rapide ; il est resserré dans une gorge étroite, haute et boisée. Il sert à faire aller beaucoup d'usines pour les besoins desquelles il se divise en mille petits canaux et aqueducs. Ces établissements sont presque toujours suspendus sur des quartiers de rocher qui semblent s'être détachés des cimes supérieures et être restés suspendus comme par miracle sur l'abîme. Toute cette route, jusqu'au petit château de M. de Gautard, est charmante, et m'a un peu réconciliée avec cette contrée qui m'avait désagréablement surprise au premier aspect.

Je reviens d'une course qui est pleine d'intérêt. Le but principal était la cascade de Pisse-Vache, belle gerbe d'eau, droite, écumeuse, jetant au loin autour d'elle une poussière humide, s'élançant, en un seul jet, d'une brèche de rochers, dont les deux pointes se dressent en longues aiguilles ; l'eau de cette cascade se mêle bientôt à celle du Rhône, près du pont sur lequel on passe ce fleuve, également impétueux depuis sa source jusqu'à son embouchure ; il l'est remarquablement dans la gorge étroite qu'il traverse en quittant le Valais, pour entrer dans le canton de Vaud. La limite est à Saint-Maurice, village pittoresque dont les couvents, le castel, la vieille tour, les fortifications inégalement appuyées sur les flancs de rochers à pic sont d'un curieux aspect. La porte de ce bourg est, pour ainsi dire, formée par l'étroit passage que laissent entre eux deux grands rochers qui séparent les deux cantons. De ce point, on voit, à droite, le canton de Vaud, terminé, au loin et par delà le lac Léman, par le Jura, et à gauche, le

sauvage Valais, fermé par la chaîne neigeuse du Saint-Bernard.

Ce qui, cependant, a fort gâté cette course pour moi, a été la nature de la population. Les crétins sont nombreux, et ceux-là même qui ne sont pas aussi infortunés, sont encore affreusement défigurés par des goitres ; les femmes surtout en ont jusqu'à trois ; les eaux, provenant des neiges fondues, l'action incomplète du soleil, qui n'éclaire que peu les étroites gorges du Valais, y rendent cette infirmité fort commune.

Genève, 26 *août* 1835. — Partis de Bex ce matin, nous avons longé le Rhône jusqu'au point où il se jette dans le lac Léman, de là à Thonon ; route charmante, hardie, taillée dans le roc, suspendue sur le lac, mélange pittoresque de pelouses superbes, de châtaigniers admirables et de rochers majestueux du plus bel effet. A partir de Thonon, la route devient monotone jusqu'à deux lieues de Genève ; aux beautés naturelles de la contrée se joignent alors les nombreux embellissements de jardins soignés comme en Angleterre, de jolies maisons de campagne, d'avenues superbes, le tout groupé, ainsi que la ville de Genève, en amphithéâtre autour du lac.

Nous sommes descendus à l'Hôtel des Bergues. Ma fenêtre donne sur un nouveau pont en fil de fer, qui, en passant sur le Rhône, joint les deux parties de la ville et conduit, en même temps, à une petite île sur laquelle se trouve la statue de Jean-Jacques Rousseau, entourée d'un bouquet de gros arbres. On aperçoit aussi une grande

partie du lac couvert de petites embarcations. Rien ne saurait être plus gai, plus animé.

Genève, 27 *août* 1835. — Le duc de Périgord, que j'ai rencontré hier, ici, et qui est une bonne autorité pour ce qui regarde M. l'archevêque de Paris, m'a expliqué, de la manière suivante, le rapprochement de celui-ci avec le gouvernement actuel. Après l'attentat du 28 juillet, le curé de Saint-Roch, dont l'église est devenue la paroisse de la famille royale, depuis la destruction de Saint-Germain-l'Auxerrois, s'est rendu chez le Roi, qui lui a dit ses intentions pour un service funèbre. Le curé, qui se nomme l'abbé Olivier, a fait alors observer au Roi, qu'après le service funèbre, un *Te Deum* en action de grâces pour la conservation du Roi et de ses enfants, serait aussi indiqué que convenable. Le Roi a adopté cette idée, en ajoutant toutefois : « Ce *Te Deum* aura donc lieu à Saint-Roch, puisque l'Archevêque continue son opposition à mon gouvernement. » Le curé de Saint-Roch a aussitôt prévenu l'Archevêque de l'innovation qu'allait entraîner son éloignement. C'est alors que M. de Quélen s'est décidé à aller chez le Roi : il a été reçu, et, depuis, il a officié aux Invalides et à Notre-Dame. Je saurai, plus tard, ce qui s'est passé entre le Roi et lui.

On m'écrit de Paris, que le maréchal Maison, qui ne se mêle pas des débats de la Chambre, promène tous les jours, à la belle heure, en phaéton, une demoiselle qu'il a ramenée de Saint-Pétersbourg. C'est l'élégant du ministère.

Genève, 29 *août* 1835. — Les environs de Genève ont autant gagné que l'intérieur de la ville ; chaque année, de nouvelles maisons de campagne remplacent et augmentent celles qui peuplaient les bords du lac. La plus soignée appartient à un banquier nommé Bartholony. C'est le goût italien qui domine dans la construction de ces villas ; les jardins et la disposition des fleurs rappellent l'Angleterre ; le cadre général seul reste suisse, et l'on n'en saurait trouver un plus grandiose. Coppet, plus éloigné de Genève, n'a aucun style ; habité maintenant par la jeune Mme de Staël, qui y vit dans toute l'austérité des premières veuves chrétiennes, ce lieu semble désert et lugubre ; le village sépare le château du lac et en ôte la vue. M. et Mme Necker et la fameuse Mme de Staël reposent dans une partie du parc défendue par des broussailles qui en rendent les approches difficiles. D'ailleurs, d'après l'ordre des défunts, personne, pas même leurs enfants, ne peut franchir cette enceinte. Le reste du parc est plein de beaux arbres, mais trop rapprochés : ils manquent d'air et de soin, comme tout l'ensemble de cette demeure. On n'y laisse plus pénétrer les étrangers. J'y ai été jadis : les appartements sont bien distribués et dans d'assez belles proportions, mais arrangés sans goût, sans élégance ; c'est, à tous les égards, l'établissement d'un banquier puritain : vaste et austère, ni noble, ni imposant.

La position de Ferney est très agréable ; les terrasses et la végétation embellissent cette demeure, qui, en elle-même, est petite ; le tout est sur l'ancien modèle français

du siècle dernier. Le salon et la chambre à coucher de M. de Voltaire sont restés seuls ouverts aux visiteurs et consacrés au souvenir du grand esprit qui a fait, pendant trente ans, de ce petit manoir, le foyer d'où sont parties tant d'étincelles brûlantes. Nous sommes restés longtemps à examiner toutes les petites reliques conservées par le jardinier. Il avait quatorze ans à la mort de M. de Voltaire ; il débite assez bien sa leçon : car je ne trouve pas que ses récits aient un caractère original.

Il y a, dans une lettre que j'ai reçue hier de M. le duc d'Orléans, le passage suivant : « C'est le jour où les lois en discussion seront votées, où cette arme dangereuse sera remise entre les mains du pouvoir, que commencera la difficulté. Ce n'est rien de les avoir fait voter, c'est tout de les exécuter. Saura-t-on suffire à cette lutte de tous les instants? Saura-t-on déjouer chaque jour toutes les ruses? résister à toute la ténacité que déploieront, dans la défense de leurs dernières ressources, des hommes poussés à bout, et n'ayant plus qu'une seule pensée, qu'un seul but? Les mauvaises langues, ici, prétendent qu'il est bien plus difficile de gouverner régulièrement et avec suite, que d'emporter d'assaut, à coups de discours, des lois nouvelles, lorsqu'on n'exécute pas même celles dont on est armé. Pour ma part, je me borne à dire, que maintenant que les ministres nous ont engagés dans la lutte si grave que nous venons de commencer, je n'aurais pas de mots pour qualifier leur conduite, s'ils n'usaient pas convenablement de la force qu'ils ont cru devoir demander, ou s'ils voulaient rejeter sur d'autres le fardeau d'exécuter

ce qu'eux seuls ont conçu et exigé dans ce qu'ils croyaient être leur propre intérêt. »

Lons-le-Saulnier, 31 *août* 1835. — Je suis arrivée ici hier au soir, bien tard, après avoir traversé le sauvage, aride et triste Jura. De grands efforts y ont créé une route facile, quoique lentement parcourue à cause des montées et des descentes continuelles ; mais les chemins, arrachés à du roc pur, abrités par des encaissements habilement pratiqués entre les infiltrations de l'eau, sont parfaitement unis, larges et bien défendus contre les dangers d'une nature aussi âpre. Des hauteurs de Saint-Cergues j'ai jeté un dernier regard sur le beau lac de Genève et des Alpes. Ce grand tableau se déploie magnifiquement et laisse dans le souvenir une belle image.

Arlay, 1^er^ *septembre* 1835. — Ce lieu-ci, qui faisait partie de l'ancien duché d'Isenghien, est venu au prince Pierre d'Arenberg du fait de sa grand'mère maternelle, héritière de la maison d'Isenghien, qui descendait de celles de Châlons et d'Orange. Tout cela est fort noble d'origine, et fort présent à la mémoire du propriétaire actuel. La vue, de ma chambre, et celle de toute la maison, est étendue sans être pittoresque, de même que la maison, qui est vaste et bien restaurée, est un peu nue d'ameublement et un peu froide, le coteau qui la domine l'abritant du midi.

Au sommet de ce coteau se voient les restes du gothique manoir tombé en ruines qui n'ont pas assez de caractère. Les arrivées sont courtes. Il n'y a pas d'autre avenue

qu'une cour plantée. Beaucoup de choses manquent à l'agrément et au bon air de l'établissement, mais c'est un bon débris arraché au naufrage révolutionnaire. Les maîtres de la maison et la duchesse de Périgord m'ont reçue avec la plus parfaite obligeance.

J'ai reçu ici une lettre de M. Royer-Collard. Il retournait chez lui, à la campagne, « après avoir acquitté à la Chambre ce qu'il croyait être de son devoir et de son honneur », et sans attendre le vote sur l'ensemble de la loi. Son discours, que j'admire comme pensée, comme sentiment, comme langage (il n'a pas voulu en faire un discours d'effet ou d'entraînement), était pour satisfaire un cri de sa conscience, pour bien faire comprendre sa position, qu'un long silence laissait incertaine dans l'esprit de plusieurs ; c'était pour tracer nettement sa ligne d'opinion, qu'il a, quoique fort souffrant, prononcé ce discours peu étendu, mais si plein de choses ! Depuis cinq ans, c'est la première fois que, sans exciter des murmures, sans paraître ridicule, hypocrite ou imprudent, on a loué, défendu, honoré la Pairie, et que l'esprit religieux, les mots de Dieu et de Providence se sont fait entendre dans l'enceinte de la Chambre des députés. Le respect avec lequel de telles paroles ont été écoutées me paraît, plus que toutes choses, placer M. Royer-Collard à part, dans la haute région qui lui appartient.

L'homme qui semble avoir soudoyé Fieschi, et qui se nomme Pépin, avait été enfin arrêté. C'était une grosse affaire, mais il s'est échappé ! Sur un ordre du Parquet, ce Pépin avait été extrait à minuit, peu d'heures après son

arrestation, de la Conciergerie où il avait été placé, afin de faire, en sa présence, des perquisitions dans sa maison. Il a été conduit, par un commissaire de police et deux hommes seulement ; aussitôt entré chez lui, il a disparu ! Un homme dont l'arrestation était si importante conduit à *minuit* par deux gardes !... sans être attaché, et conduit dans sa propre maison dont il connaissait des issues sans doute inconnues à ceux qui le menaient, c'est d'une étrange imprudence ! Il paraît que depuis les affaires du 6 juin 1832 (1), dans lesquelles cet homme avait été impliqué, sa maison était disposée pour lui fournir les moyens de s'échapper. Le juge d'instruction qui a laissé échapper Pépin, en ne le faisant pas mieux surveiller, se nomme Legonidec ; c'est un jeune juge d'instruction de la Cour d'assises de Paris. Il y a des personnes qui croient qu'il sera fortement compromis par la légèreté, si ce n'est plus, qu'il a apportée dans une circonstance aussi grave.

On m'a menée voir les ruines du vieux château ; elles ont plus d'étendue et d'importance que je n'avais jugé en arrivant. C'était une forteresse considérable, qui, sous Louis XI, dans le temps des guerres contre les Bourguignons, a été démantelée par les ordres de ce souverain.

Dijon, 3 septembre 1835. — J'ai quitté Arlay ce matin, emportant un souvenir reconnaissant du bon accueil qui nous y a été fait, à Pauline et à moi. La princesse d'Aren-

(1) L'enterrement du général Lamarque, mort du choléra, le 2 juin, avait eu lieu le 5 juin, et avait été l'occasion d'une insurrection qui se continua pendant toute la journée du 6.

berg surtout m'a inspiré une véritable amitié ; sa politesse, sa bienveillance, sa simplicité, jointes à beaucoup de raison et d'aplomb, embellies par l'instruction, des talents, le tout se communiquant facilement, assurent à cette jeune femme une place distinguée parmi les personnes de son âge et de son rang, dont bien peu me paraissent la valoir.

J'ai parcouru la nouvelle route, qui passe par Saint-Jean-de-Losne et abrège beaucoup. Le chemin est beau et facile, mais le pays qu'il traverse, riche sans doute, et bien cultivé, n'offre cependant rien de gracieux, et je dirais même rien d'intéressant, sans un assez grand nombre de châteaux, et le canal de Bourgogne orné de beaux rideaux de peupliers.

Pierres, le château de M. de Thiard, est le plus important de ceux qui se trouvent sur cette route. Il m'a paru considérable et noblement entouré, mais dans une position peu agréable ; il est fâcheux qu'on abatte celui de Seurre, placé au bord de la Saône : il m'a semblé offrir une jolie situation ; Toiran, la Bretonnière et quelques autres, prouvent que la province est bien habitée.

Je regrette d'être arrivée trop tard ici pour visiter Dijon. Cette ville se présente bien, elle renferme de beaux édifices, les rues sont animées ; le parc, belle promenade publique, à un quart de lieue de la ville, et qui y tient par de longues avenues, doit être d'un grand agrément pour les habitants.

Tonnerre, 4 septembre 1835. — La route de Dijon à

Montbard est unie, dépouillée, fatigante à l'œil. Montbard est un vieux château féodal des duc de Bourgogne, placé sur une hauteur considérable, et qui avait été donné par Louis XV à M. de Buffon ; celui-ci possédait déjà, au bas du coteau, une assez grande et triste maison dans une des rues de la petite ville. Il a continué d'habiter la maison d'en bas ; elle n'a rien d'intéressant, si ce n'est un assez beau portrait du célèbre propriétaire. Il fit démolir quatre tours sur les cinq qui restaient autour de l'enceinte du vieux château ; une seule subsiste donc ainsi que d'énormes murs de clôture : ceux-ci n'enferment plus, maintenant, qu'une espèce de quinconce de beaux arbres plantés par M. de Buffon, avec de belles allées qui y conduisent à partir de la maison d'en bas. Les beaux arbres offrent d'épais ombrages et une promenade agréable. Au sommet du quinconce est une petite maisonnette qui ne contient qu'une seule pièce où M. de Buffon s'établissait chaque jour pendant plusieurs heures pour travailler sans interruption. Il a fait construire une église, sur une partie d'anciennes fondations du château fort ; c'est dans cette église qu'il est enterré. La maison de M. de Buffon est habitée par sa belle-fille, veuve sans enfants.

Le pays devient plus varié, à mesure qu'on s'approche d'Ancy-le-Franc, grand et noble château construit au seizième siècle par MM. de Clermont-Tonnerre, acheté depuis par le fameux Louvois, et appartenant encore à un de ses descendants. Ce château, parfaitement régulier, se compose de quatre corps de bâtiment joints à chaque angle par une tour carrée ; il n'y a pas d'escalier principal,

chaque tour en contient un assez étroit ; les chambres à coucher sont dans de belles proportions, bien meublées, mais le grand appartement est mal distribué, les pièces ne se lient pas, elles sont assez petites, surtout le salon, que de riches dorures semblent encore rétrécir. Quelques anciens plafonds et des lambris analogues donnent à quelques-unes des pièces un caractère gothique et intéressant. Il entre peu de jour par les fenêtres, peu nombreuses et assez étroites ; la cour intérieure est resserrée et sombre ; le parc entoure tout le château, il est vaste et bien planté ; les eaux sont vilaines et bourbeuses ; je n'ai vu ni serres, ni fleurs, mais les dépendances sont considérables. La grande route traverse l'avant-cour à dix pas du château, c'est pousser la facilité des communications un peu trop loin.

Ce qui me plaît le moins dans cette demeure, c'est sa position : le château, placé dans le fond d'un étroit vallon, manque de jour, d'air et de vue ; le mot anglais *gloomy* semble fait pour Ancy-le-Franc. La chapelle est belle. Il est inutile de dire qu'il y a une salle de spectacle : comment M. de Louvois d'aujourd'hui pourrait-il s'en passer?

J'avais souvent entendu citer Ancy-le-Franc et Valençay comme étant les deux châteaux les plus considérables et les plus remarquables de France. Je ne puis admettre aucune comparaison entre eux ; Valençay est bien autrement imposant, et, en même temps, gai à habiter : sa situation est pittoresque et saine ; le château est bien plus riche d'ornements d'architecture, et sa belle partie qui est du quinzième siècle, de cent ans plus ancienne, par con-

séquent, qu'Ancy-le-Franc, est du pur style Renaissance.

Je n'ai point vu de bibliothèque chez M. de Louvois. C'est une observation qui me revient seulement à présent : je regrette de n'en avoir pas fait la remarque au concierge ; il avait cependant l'air de montrer en conscience.

Je préfère non seulement Valençay à Ancy-le-Franc, mais même, tradition à part, Chenonceaux et Ussé s'il était arrangé et meublé.

Melun, 6 septembre 1835. — Les bords de l'Yonne sont assez agréables, et reposent un peu de la triste route de Dijon ; il est fâcheux, cependant, que la végétation soit, pour ainsi dire, factice, car je n'ai guère vu, jusqu'à Sens, d'autres arbres que des peupliers plantés en quinconces ou en allées ; cela finit par être extrêmement monotone, et par donner trop d'apprêt et de raideur au paysage.

La cathédrale de Sens est belle, dans de justes proportions ; deux objets de sculpture y attirent particulièrement l'attention : le mausolée du Dauphin, père de Louis XVI, et l'autel de saint Leu, où ce bon évêque de Sens est représenté, subissant son martyre, qui lui fut, en effet, imposé à Sens même ; ce groupe en marbre blanc ne laisse pas que de faire impression. Je trouve le mausolée du Dauphin lourd dans son ensemble, manquant de simplicité dans sa composition, mais beau dans quelques-unes de ses parties. Le trésor de la Cathédrale est non seulement fort riche en reliques dont on peut contester l'authenticité, mais encore en vieilleries qui m'ont intéressée, parce qu'elles portent un vrai cachet d'ancienneté. Ainsi le siège

de saint Leu, son anneau pastoral, sa mitre, l'anneau pastoral de Grégoire VII, le peigne dont se servait saint Leu aux ordinations, les vêtements d'église de Thomas Beckett, qui, comme je l'ai lu dernièrement encore dans Lingard, s'était, à une première persécution, réfugié sur le Continent, et avait surtout résidé en France ; ces vêtements sont renfermés dans une caisse en fer, avec beaucoup de soin. Un beau Christ en ivoire par Girardon vaut bien la peine d'être examiné.

Dans une lettre de la princesse de Lieven du 29 août, de Baden, que j'ai trouvée à Sens, il y a ceci : « Les nouvelles qui nous parviennent d'Angleterre sont étranges. Les ministres auront-ils bien le courage de mettre à exécution leurs menaces contre les Pairs ? Ceux-ci fléchiront-ils devant ces menaces ? J'en doute ; mais voilà la collision, si longtemps différée, qui arrive enfin. — En France on marche parfaitement bien, le discours de M. de Broglie est superbe. Lord William Russell ne cesse de dire : *Our alliance is at an end ;* la France répudiant les principes révolutionnaires, et l'Angleterre avançant rapidement dans cette carrière, ne peuvent plus s'entendre ; l'alliance était une alliance de principes : cette identité de principes n'existant plus, l'alliance est morte. »

Paris, 7 septembre 1835. — C'est toujours un grand événement pour moi que de rentrer dans Paris, où j'ai passé tant de mauvais moments : tout mon passé se déroule devant moi, à mesure que je traverse ces rues, ces places, qui me rappellent des souvenirs presque tous pénibles.

En allant le long des boulevards, j'ai jeté les yeux, en frémissant, sur cette maison d'où Fieschi a commis son crime. Elle est toute petite, de mauvaise apparence; la trop fameuse fenêtre est fermée par des planches. Dans quelques années, cette maison sera peut-être démolie; j'en serais fâchée. Un monument expiatoire qu'on élèvera pour l'abattre, au premier tour de girouette, parlera, ce me semble, bien moins à l'esprit que ne le fait la conservation exacte des lieux : ils se mêlent mieux à la tradition en la conservant; chacun en sait l'histoire, et peut y trouver une leçon. La rue de la Ferronnerie existe encore. On a abattu la salle de l'Opéra où M. le duc de Berry a été assasssiné, pour démolir ensuite la chapelle qui l'avait remplacée. Et cependant la chapelle d'où Charles IX tirait sur le peuple est toujours là, toujours montrée, toujours citée. Pourquoi les crimes des Rois resteraient-ils visibles et ceux des peuples ne le seraient-ils pas ?

Je vais tirer quelques extraits des lettres de M. de Talleyrand qui m'attendaient à Paris : « Vous trouverez ici dans le ministère plus de politesse que d'amitié. Être lié intimement avec M. Royer-Collard et ne pas l'avoir empêché de parler contre les lois de la presse, c'est bien mal! Voilà notre véritable délit! Thiers même n'est pas venu ici depuis deux jours. Je ne l'ai pas regretté, parce que je lui aurais dit, fort net, que je trouvais les articles du *Journal de Paris*, qu'il fait ou qu'il inspire, fort inconvenants, et qu'il devrait respecter assez M. Royer-Collard pour garder au moins le silence. La confiance des Tuileries est aussi une des causes du refroidissement ministé-

riel... Thiers a beaucoup perdu aux dernières séances de la Chambre ! Arriver à la tribune avec le *National* d'avant 1830 pour établir qu'on n'a pas dit ! !... c'est se placer bien petitement. Les hommes qui n'ont pas eu une première éducation ont bien de la peine à se grandir : à la première contradiction le bout de l'oreille passe... Vous ne pouvez trop louer le discours de M. de Broglie : tous les encensoirs de Paris ont traversé son salon... L'affaire de l'évasion de Pépin a beaucoup diminué la consistance du ministère ; il s'est montré incapable dans une circonstance grave, ce qui fait dire : « Si le gouvernement ne sert pas « mieux que cela le Roi, où sera notre appui à nous « autres? » Thiers, au lieu d'employer son esprit à faire sa position, l'a employé à la diminuer et à la réduire seulement à de l'esprit. Il s'est mal tiré des dernières séances de la Chambre : d'abord il a été battu dans un amendement de Firmin Didot, puis il a apporté ses titres de journaliste à la tribune, ce qui a fait mauvais effet partout. Et c'est cependant lui qui vaut le mieux dans le ministère, parce qu'il a du cœur, outre tout son esprit : il aime ses amis, il est bon enfant, dans la bonne acception du mot, mais il aurait besoin d'être bien entouré et il l'est très mal... Souvenez-vous que l'espionnage, dans les Chambres, dans les rues, dans les lettres, est poussé au dernier degré... Le Roi, la Reine, Madame Adélaïde comptent le plaisir de vous voir parmi leurs meilleures consolations. Ils en ont besoin, car ils sont, je vous assure, bien malheureux. — Les Guizot et Broglie vous parleront peut-être de ma froideur : vous pouvez leur dire que

la froideur n'est pas venue de mon côté; je l'ai reçue. »

Voici maintenant l'extrait d'une lettre de Mme de Lieven, de Bade, du 2 septembre : « J'ai lieu de croire, d'après quelques mots reçus d'Angleterre, que Peel et lord Grey s'entendent; la querelle des deux Chambres s'arrangera, à ce que me mande lady Cowper. On trouve en Angleterre M. le duc de Nemours très bien. »

Paris, 8 septembre 1835. — M. Thiers est vieilli, souffrant; il n'est malade que de fatigue et d'épuisement, mais aussi, quelle existence! Il en veut à ses collègues de marchander les jours de repos qu'il réclame; il les accuse tout simplement de lâcheté, parce qu'ils reculent devant trois semaines d'une responsabilité qui pèse toute l'année sur lui, mais aussi, quelle responsabilité! Celle de préserver le Roi des coups des assassins! chaque jour voit surgir de nouveaux complots; les déjouer efficacement est une tâche écrasante.

Jusqu'à présent, le crime de Fieschi ne se rattache à rien d'important; quelques obscurs complices de cabaret, et voilà tout; les ministres ne peuvent arriver à rien de plus élevé. M. Thiers trouve même que c'est là le plus funeste symptôme, que pareille atrocité soit le fruit, non des passions exaltées, non du fanatisme, ni même d'une combinaison politique profonde, mais tout simplement le produit de la licence et de l'anarchie qui règnent dans les esprits.

Fieschi a répondu, au médecin qui le pressait sur le motif qui lui avait fait commettre le crime : « Je l'ai fait

comme un gamin fait sauter un pétard. » Horrible insouciance ! Il est positif que tous les clubs et sociétés secrètes, carlistes et autres, étaient informés que le 28 juillet il y aurait une tentative faite pour tuer le Roi. Fieschi avait eu des relations avec quelques brigands comme lui ; ceux-ci avaient parlé à leurs amis, et ainsi un bruit vague s'était répandu dans le public, qui était même arrivé jusqu'au gouvernement, mais sans détails, sans noms propres, sans rien de précis. Quant à Fieschi même, c'est tout simplement une nature de sbire ou de bravo italien, qui prête volontiers son bras pour commettre un crime, même sans grande récompense.

M. Guizot, qui a été chargé d'annoncer l'événement à la Reine, me disait qu'elle avait été saisie de maux de nerfs ; Madame Adélaïde d'un désespoir et d'une sorte de rage, qui lui avait ôté tout empire sur elle-même, et qu'à la lettre, elle ne se connaissait plus. Quant à la duchesse de Broglie, qui était aussi à la Chancellerie, sur la place Vendôme, avec la Reine, elle avait été fort émue, mais plus forte que son émotion. A cette occasion, M. Guizot m'a dit qu'il comparait l'âme de Mme de Broglie à un grand désert avec de belles oasis, qu'il y avait en elle de grandes lacunes, mais cependant beaucoup de force et de puissance.

Paris, 9 septembre 1835. — Les ridicules de Sébastiani se font jour jusque dans le cabinet de Madame Adélaïde ; ils paraissent être, en effet, hors de proportions. On se moque fort de lui à Londres et il s'y déplaît beau-

coup. Il dit, avec sa parole dogmatique et paralytique : « La société anglaise m'est indigeste. » Quant à sa femme, ses bêtises et ses naïvetés sont devenues proverbiales. Ils reçoivent peu, on les délaisse ; lord Palmerston est le seul qui, pour faire contraste avec les insolences dont il honorait M. de Talleyrand, soit aux petits soins avec le général, lui fasse sans cesse des visites du matin, le tienne au courant, avec empressement, de toutes les nouvelles insignifiantes. Enfin, c'est du noir au blanc !

La légion anglaise soulevée par le général Alava vient d'être battue en Espagne ; cette abominable canaille qu'il avait enrôlée a lâché pied tout de suite.

Le compromis entre les deux Chambres en Angleterre a lieu : c'est une trêve jusqu'à la session prochaine.

J'ai vu le Roi, qui m'a raconté le 28 juillet. Ce qui est fort singulier, c'est qu'il ait, dès la veille, averti ses ministres qu'on tirerait sur lui par une fenêtre, parce que cela serait plus sûr pour l'assassiner. M. Thiers et le général Athalin craignaient une attaque à bout portant, et désiraient que le Roi prît des précautions contre ce genre de tentative, à quoi il s'est absolument refusé, comme étant inutile. Ces messieurs se rendirent en partie à l'avis du Roi, mais dirent qu'ils croyaient que le coup, s'il avait lieu, partirait d'une rue étroite ; le Roi, au contraire, soutint qu'ils se trompaient, que la tentative aurait lieu sur le boulevard, à cause des arbres qui masqueraient mieux l'assassin ; enfin, toutes les prédictions du Roi se sont vérifiées. Il m'a dit que, dans une vie aussi remplie que la sienne, le moment le plus cruel avait été celui où

l'ordre de la revue l'ayant ramené au bout d'une demi-heure sur la place même du crime, il avait été obligé de passer au milieu des mares de sang des morts et des blessés, des cris et des larmes de cette population mitraillée à cause de lui ; son premier mot, en revoyant les siens, a été, en fondant en larmes : « Mon pauvre maréchal Mortier est mort. » Il est impossible d'avoir été moins occupé de lui-même, plus simplement courageux et cependant plus ému des malheurs des autres : il a été vraiment admirable et il n'y a qu'une voix à ce sujet.

L'Empereur de Russie s'est borné à faire faire un compliment de condoléances par un chargé d'affaires, sans écrire lui-même, ce qui est d'autant plus mal qu'il a écrit de sa propre main une lettre de condoléances à la veuve du duc de Trévise, celui-ci ayant été ambassadeur à Pétersbourg. Plusieurs petits souverains se sont également tus. Les lettres de l'Autriche ont été cordiales, celles de la Prusse excellentes, celles de la Saxe, tendres; de l'Angleterre, convenables; de La Haye, aimables, d'ailleurs insignifiantes.

Le Roi, qui, avec raison, craint toute secousse, désire garder le ministère actuel aussi longtemps que possible, mais il croit déjà remarquer quelques nouveaux germes de division qu'il redoute de voir se développer pendant le congé de santé qu'a demandé M. Thiers, et qu'il obtiendra. La recomposition d'un nouveau Cabinet serait extrêmement difficile, la difficulté gisant surtout dans la question de la présidence qui met toutes les vanités en jeu. Le Roi voudrait abolir tout à fait cette présidence, et, pour cela,

il voudrait la confier, momentanément, à quelqu'un hors de ligne, qui n'admettrait pas de concurrents et pas de successeurs, et c'est alors qu'il pense à M. de Talleyrand. Du reste, le Roi a au moins autant d'aigreur que par le passé contre le parti doctrinaire du Cabinet, et craint, avant tout, que dans une décomposition partielle, ce ne soit cette fraction-là qui se recrute.

Je suis toujours surprise du mensonge, quand il porte sur des choses qui n'ont aucune utilité. Que les journalistes s'amusent à tromper le public, à la bonne heure ; mais que les ministres s'amusent à faire des contes, c'est étrange ! Ainsi, M. Guizot m'a dit, avant-hier, que c'était lui qui avait annoncé à la Reine la catastrophe du 28 juillet à l'hôtel de la Chancellerie. Eh bien ! c'est encore aux Tuileries, et au moment de se rendre à la Chancellerie, que les Princesses ont été informées par deux aides de camp envoyés par le Roi du danger que celui-ci venait de courir ! La vanité fait faire de bien petites choses ! Y a-t-il rien de plus puéril que de faire une histoire sur un fait de ce genre ?

Paris, 10 *septembre* 1835. — M. le duc d'Orléans regrette le projet de mariage manqué en Wurtemberg. Il veut, dit-il, avoir le cœur net à l'égard de la princesse Sophie, et passer par Stuttgart, au premier voyage en Allemagne. Il dit que s'il en épousait une autre sans l'avoir vue, il croirait avoir manqué sa destinée.

M. le duc d'Orléans est assez aigre sur le ministère en général ; la famille royale est disposée à s'en prendre à la

négligence, à l'étourderie, si ce n'est pire, de la police. Il est sûr qu'elle n'a pas été bien habile depuis quelque temps, mais quant à l'évasion de Pépin, la faute en est uniquement à la négligence de M. Pasquier qui donne, négligemment et rejeté dans son fauteuil, des ordres incomplets, et aussi un peu à M. Martin du Nord qui les transmet, avec encore moins de détails, à des agents inférieurs qui les exécutent avec paresse. M. Legonidec, pour se disculper, porte des charges assez graves contre ses supérieurs; aussi y a-t-il des personnes qui vont jusqu'à expliquer l'incurie de M. Pasquier, par sa crainte de trouver quelque carliste au fond de l'affaire Fieschi. C'est tout ce que désirerait Madame Adélaïde, c'est tout ce que redouterait la Reine. L'opinion du Roi est que le coup est républicain. Arriver, s'il se peut, à la vérité, voilà l'essentiel, et le parti-pris des ministres de ne voir dans toute cette affaire qu'une conspiration de cabaret est peu propre à conduire à de nouvelles découvertes.

Le prince Léopold de Naples, dans la question de son mariage, est accusé d'une duplicité qui aurait pu en dégoûter toute autre que la princesse Marie, mais elle tient à s'établir, il ne se présente pas d'autre parti et, comme dit le Roi : « Vous ne savez donc pas qu'il faut absolument marier des Princesses napolitaines. » Sa fille l'est à moitié.

L'aînée de nos Princesses, la Reine des Belges, avait si peu de goût à épouser le Roi, son mari, qu'elle ne veut plus retourner à Compiègne, où son mariage a été célébré, et c'est pour cela principalement qu'on arrange cette

année-ci un voyage à Fontainebleau. Cependant, l'éloignement de la Reine Louise pour son mari s'est transformé depuis en une passion conjugale, au point qu'elle vit à peu près enfermée avec le Roi dans un tête-à-tête non interrompu, pas même par ses dames ou par le grand-maître de la maison. Tout se traite par écrit avec eux. Le Roi et la Reine s'occupent dans deux cabinets contigus dont la porte reste ouverte. Le Roi, casanier et méfiant, aime assez cette vie qui est surtout du goût de sa femme, car elle n'est qu'aimée, au lieu qu'elle adore. Je tiens ces détails de son frère, M. le duc d'Orléans.

Paris, 11 *septembre* 1835. — Mon fils Alexandre, qui arrive d'Italie, dit qu'elle est couverte de moines, fuyant d'Espagne et apportant les richesses de leurs couvents : les pierres précieuses qui en proviennent se vendent à vil prix.

La Reine des Français, quoique d'une santé délicate, se couche tard ; elle ne se met au lit qu'après avoir parcouru elle-même toutes les pétitions qui lui sont adressées, et cela surtout par la crainte de manquer un avis utile pour la sûreté du Roi, qui pourrait lui être donné sous cette forme.

Au moment même où le Roi a vu, le 28 juillet, ses trois fils autour de lui, il s'est tourné vers Thiers et lui tendant la main il lui a dit : « Soyez tranquille, je vis et je me porte bien. » Ce sont des paroles de Henri IV !

Maintenon, 12 *septembre* 1835. — Ce lieu-ci est tout

arrangé, tout meublé; l'appartement est beau, l'établissement considérable, la rivière vive, les aqueducs grandioses; pour qui n'a pas besoin de vue, et pour qui ne craint pas l'humidité, ce vieux château, si riche en souvenirs, est une des meilleures et des plus nobles habitations.

Courtalin, 13 *septembre* 1835 (1). — Ici, où on est fort au courant de ce qui se passe à la Cour de Charles X, on assure que le langage sur le crime du 28 juillet y a été très doux et très convenable. Cette malheureuse Cour exerce son animosité contre son propre intérieur dans une sorte de guerre intestine ; ce sont les mêmes intrigues, les mêmes rivalités qu'autrefois à Rome, à la Cour du Prétendant.

Rochecotte, 14 *septembre* 1835. — J'ai été ce matin voir le prince de Laval dans son joli manoir de Montigny, qu'il arrange et qu'il orne à merveille, en cherchant à lui conserver son caractère gothique. C'est un lieu qui sied bien aux goûts héraldiques du propriétaire.

J'ai trouvé, à Tours, le préfet un peu irrité d'un ordre ministériel qui provoque un compte rendu exact des journaux auxquels les employés de l'administration sont abonnés; en effet, cette petite inquisition sent un peu la curiosité de la Restauration.

Valençay, 15 *septembre* 1835. — J'ai dîné aujourd'hui à Beauregard, chez Mme de Sainte-Aldegonde; c'est un

(1) Ce château appartenait au duc de Montmorency.

beau château, ancien rendez-vous de chasse de François Ier, lorsque, de Chambord, il allait courre le cerf dans la forêt de Roussé. Il y a une galerie avec cent vingt portraits, assez mauvais, mais curieux, parce qu'ils représentent tous les personnages célèbres de l'époque dans toute l'Europe. Cette galerie est carrelée en faïence du temps. Le château renferme de vieux lambris et de vieux meubles très bien conservés par la propriétaire actuelle.

Je suis arrivée tard à Valençay, où j'ai trouvé M. de Talleyrand maigri, se plaignant de palpitations de cœur et d'une gêne assez pénible dans le bras gauche. Il venait de recevoir une lettre du Roi, qui lui annonçait la nomination de M. de Bacourt au poste de ministre à Carlsruhe. Voici les expressions du Roi qui ont trait au peu de déférence de M. de Broglie pour lui (1) : « Mon cher Prince, le moyen auquel mon *impuissance* m'a décidé à recourir a eu un plein succès, et ce que vous désiriez est fait : j'ai voulu avoir au moins le plaisir de vous l'annoncer moi-même en vous renouvelant de tout mon cœur l'assurance de cette vieille amitié qui vous est connue depuis si longtemps. »

Le Roi des Français n'est pas le seul souverain qui n'aime guère ses ministres; celui d'Angleterre déteste les siens; il parle tout haut, à table, contre eux, ainsi que contre sa belle-sœur, la duchesse de Kent, qui, pendant ce temps-là, promène sa fille de comté en comté, écoute les harangues, y répond, et fait déjà la Régente.

(1) Allusion à la démarche que le prince de Talleyrand avait faite auprès du Roi pour faire nommer M. de Bacourt à Carlsruhe.

Valençay, 16 septembre 1835. — Mlle Sabine de Noailles a seize ans, de la grosse beauté, une voix d'homme, de l'esprit, de l'instruction, de la mémoire comme tous les Noailles, et enfin de la brusquerie dans les manières. A dîner, à Courtalin, elle élève la voix et, s'adressant à M. de Talleyrand dont elle n'était pas la voisine, elle lui dit : « Mon oncle, voulez-vous boire un verre de vin avec moi ? — Très volontiers, mon neveu, » lui répond M. de Talleyrand.

Le duc de Modène fait le petit tyran dans ses États. Une de ses vexations les plus habituelles est de faire couper les favoris et la moustache de ceux dont les passeports offrent la moindre irrégularité ; la mode du temps rend cette tonte plus douloureuse que ne le serait la prison ; celle-ci y est, du reste, jointe assez ordinairement.

La grand'mère du duc d'Arenberg actuel, amie intime de Marie-Thérèse, grande et noble dame à tous égards, vint en France sous le Consulat pour obtenir sa radiation de la liste des émigrés et la restitution de ses biens qui étaient encore sous le séquestre. Elle vint demeurer chez la maréchale de Beauvau avec laquelle elle était liée. Il lui fallut écrire à Fouché et demander une audience ; celle-ci accordée, elle vint à l'hôtel de police ; on ne permit pas à sa voiture d'y entrer, elle fut obligée de descendre à la porte et de se crotter en traversant la cour. Le ministre étant occupé ne put recevoir la duchesse d'Arenberg et la renvoya à son premier commis. Celui-ci lui dit qu'elle pouvait s'asseoir pendant qu'il chercherait le carton qui contenait les papiers relatifs à son affaire. Il se mit

à feuilleter un registre, puis s'écria : « Mais votre affaire est rayée depuis quinze jours ! Vous êtes toute rayée. Oh ! bien ! citoyenne d'Arenberg, puisque je suis le premier à vous donner cette bonne nouvelle, il faut que je vous embrasse ! » Et le voilà prenant la duchesse par la tête et lui baisant les joues. Mais Mme d'Arenberg n'était point encore au bas de l'escalier qu'il la rappelle en lui criant : « Eh ! citoyenne d'Arenberg, je me suis trompé ; ce n'est pas vous, c'est une d'Alembert qui est rayée ! » Et voilà la pauvre Duchesse revenant chez Mme de Beauvau après avoir été embrassée et non rayée ! Le Premier Consul, qui sut cette histoire le lendemain, fit aussitôt rayer la Duchesse, qui rentra dans ses biens.

Valençay, 17 *septembre* 1835. — La princesse de Lieven a eu, à Bade, une conversation assez curieuse avec M. Berryer, l'avocat-député : « Que pensez-vous, monsieur, des nouvelles lois proposées par le gouvernement français à l'occasion de l'attentat du 28 juillet ? — J'en approuve le principe, et c'est pour cela que ne vais pas siéger à la Chambre où, par ma situation, je serais obligé de les combattre. — Croyez-vous à la durée du gouvernement actuel ? — Non. — A la République ? — Non. — A Henri V ? — Non. — Mais à quoi croyez-vous donc ? — A rien ; car, en France, rien n'est possible à établir ! » M. Berryer est parti le lendemain pour Ischl y voir Mme la duchesse de Berry, et de là à Naples.

Valençay, 18 *septembre* 1835. — M. de Talleyrand

m'inquiète, non que je croie grave l'incommodité dont il se plaint, mais il en est frappé. Il parle souvent de sa fin, il en a évidemment effroi, il en repousse l'image avec horreur. Il soupire souvent et hier je l'ai entendu s'écrier avec une profonde tristesse : « Ah ! mon Dieu ! » Les nouvelles, la politique l'intéressent, mais nous ne sommes pas en fonds pour cela ici.

Valençay, 19 *septembre* 1835. — Lord Alvanley, revenant en fiacre du lieu où il s'était battu avec le fils d'O'Connell, donna une pièce d'or au cocher; celui-ci, surpris de cette générosité, dit : « Comment, my lord, une pièce d'or pour vous avoir mené si près ? — Non, mon ami, mais pour m'en avoir ramené ! »

Le bon et excellent docteur Bretonneau que j'ai appelé, de Tours, vient d'examiner M. de Talleyrand; il déclare que son mal n'est que dans les muscles, tiraillés et fatigués par les efforts que M. de Talleyrand est obligé de faire pour s'aider de ses bras, à défaut de ses jambes. De plus, il le trouve dans un état nerveux de langueur et d'ennui, mais, enfin, rien de dangereux. Ce qu'il y a de pis, c'est la faiblesse croissante des extrémités qui peut, d'un instant à l'autre, faire craindre une impotence complète. Bref, toutes les conditions d'une existence difficile, mais aucune d'une existence qui touche à sa fin. J'espère que la présence et les douces et spirituelles paroles de Bretonneau auront calmé l'esprit de M. de Talleyrand.

Valençay, 20 *septembre* 1835. — Le général Sébas-

tiani a manqué de sauter dans Manchester-Square à Londres. Un nouveau Fieschi y avait établi une petite machine infernale; une pauvre femme seule aurait été blessée, on ne sait encore rien de plus. Tout est crime et mystère dans le temps actuel!

M. Royer-Collard nous a parlé hier de son dernier discours à la Chambre des députés. Il dit qu'il se serait cru déshonoré s'il s'était tu, qu'il se serait fait porter à la tribune plutôt que de se taire dans une circonstance qui intéressait la gloire de toute sa vie; enfin, qu'il serait mort s'il n'avait pas parlé, et qu'il ne se porte mieux que parce qu'il a pu dire toute sa pensée.

J'ai eu le courage de toucher la question des cours prévôtales (1) à l'époque de la seconde Restauration, qu'on lui a tant reprochées dernièrement, et voici ce que M. Royer-Collard m'a répondu : « J'ai été, en effet, nommé, avec plusieurs conseillers d'État, pour examiner le projet de loi, avant que le ministère le portât à la Chambre. M. Cuvier et moi combattîmes le projet dans son principe et nous le fîmes beaucoup modifier dans les détails. M. de Marbois, alors garde des sceaux, qui n'aimait guère cette

(1) Les cours prévôtales étaient, en 1789, des tribunaux chargés de punir, promptement et sans appel, certains crimes et délits définis par une ordonnance de 1731. Sous le Consulat et l'Empire, on institua, sous le même nom, des juridictions exceptionnelles pour les désertions, les insoumissions, les délits politiques et la contrebande. Les cours prévôtales de la Restauration, composées de juges de tribunaux de première instance, et dirigées par un prévôt, officier supérieur de l'armée, jugèrent, de 1815 à 1817, sans appel et avec rétroactivité, les crimes et délits portant atteinte à la sûreté publique. Elles furent un instrument de réaction et de vengeances politiques.

loi, désirant la faire porter aux Chambres par des hommes qui y étaient opposés, me nomma Commissaire du gouvernement sans me consulter. Je ne l'appris que par le *Moniteur* et je m'en plaignis avec amertume. Je n'ai point paru à la Chambre comme Commissaire pendant la discussion de la loi, et je porte le défi à qui que ce soit de citer un mot de moi en faveur de cette loi. » Il a ajouté que M. Guizot, alors secrétaire général du ministère de la Justice, n'aurait pas dû se borner à citer charitablement à ses collègues du Cabinet actuel le *Moniteur* qui contient son nom, mais qu'il aurait dû, en même temps, dire de quelle manière les choses s'étaient passées. Si cette accusation, au lieu d'être portée simplement dans les journaux ministériels, l'avait été à la Chambre, M. Royer serait monté à la tribune pour rétablir la vérité des faits.

Il est peiné d'avoir blessé M. Thiers dans son discours; ce n'était pas contre lui qu'il était dirigé, et il aurait désiré pouvoir lui faire une place à part.

M. Royer, qui n'a pas toujours bien pensé ni bien parlé du Roi Louis-Philippe, est fort revenu sur son compte. Il disait, hier, devant le beau portrait du Roi qui est ici, qu'il s'était fort grandi dans sa pensée, et à tel point qu'il n'aimait pas à se l'avouer à lui-même, tant il se trouvait en contradiction avec le passé à cet égard, et sa raison en opposition avec ses goûts.

Valençay, 21 *septembre* 1835.— M. de Talleyrand, qui, le premier jour, avait été rassuré par le dire satisfaisant et consciencieux de Bretonneau, est retombé dans ses préoc-

cupations sur sa santé. Il convient qu'il ne songe pas à autre chose et dit que cela tient à l'ensemble de sa disposition morale qui est triste et ennuyée. En rentrant chez lui, hier au soir, je l'ai trouvé lisant des ouvrages de médecine, étudiant l'article des maladies de cœur et se figurant y avoir un polype. Il souffre cependant fort peu, à de longs intervalles, et ses souffrances s'expliquent tout naturellement. Ce qu'il a, c'est évidemment, pour moi qui m'y connais, mal aux nerfs. Cet étrange Protée lui était inconnu, il le niait chez les autres, il le subit maintenant sans vouloir le reconnaître.

On dit le général Alava nommé président du Conseil à Madrid. Depuis un an, il n'avait, disait-il, accepté la mission de Londres que parce que le duc de Wellington était ministre; il y est resté, malgré la retraite du Duc, parce que, disait-il, Martinez de la Rosa était président du Conseil à Madrid; il n'a pas pu se retirer en même temps que Martinez de la Rosa parce que, disait-il, celui-ci a été remplacé par Toreno qui était aussi son ami! Il a conduit lui-même, en Espagne, la légion anglaise qu'il avait formée à Londres, après avoir juré de se déclarer pour don Carlos, le jour où la Régente appellerait un seul étranger à la défense de sa cause, et enfin, il serait maintenant fait chef du Cabinet espagnol par Mendizabal, qu'il chassait jadis de chez lui parce qu'il était un voleur et un coquin ! C'est, il faut en convenir, pousser la logique de l'inconséquence à ses dernières limites.

Valençay, 22 *septembre* 1835. — C'est la première

fois depuis vingt et un ans que cet anniversaire (1) se passe pour moi loin de M. de Talleyrand, qui est parti hier pour le conseil général de Châteauroux. Je suis restée seule avec la génération qui est destinée à lui succéder ici. Cela m'a fait faire plus d'une réflexion, et surtout celle que le jour où M. de Talleyrand ne serait plus, je viendrais bien rarement à Valençay, non pas que j'aie la crainte qu'on y serait mal pour moi, mais parce que les souvenirs du passé rendraient tout pénible et que le contraste que déjà je remarquais hier tendra toujours à se marquer davantage. Je ne me sentais point appelée à régler, à tenir le salon, je n'étais point chez moi, et je voudrais avoir des ailes à déployer pour prendre mon vol vers Rochecotte.

M. Mennechet, jusqu'à présent rédacteur de *la Mode*, journal carliste, diffamateur par principe, a dit ceci : « Figurez-vous que depuis cinq ans que je combats sur la brèche pour le monde qui est à Prague, je n'ai eu que deux lettres de leur part : la première du Roi Charles X, qui se plaignait amèrement des caricatures que nous lui avions envoyées contre le Roi Louis-Philippe, et qui nous recommandait de cesser d'en faire; la seconde est de Madame la Dauphine, qui m'a écrit il y a deux mois une lettre extrêmement sévère, et qui m'a renvoyé notre journal en déclarant qu'elle cessait son abonnement parce que nous avions inséré un article dans lequel nous disions avoir *vu* ou *reçu* une lettre d'elle qui contenait de bonnes nouvelles de M. le duc de Bordeaux. » M. Mennechet, navré de ces

(1) Le 22 septembre, jour de la Saint-Maurice, était la fête de M. de Talleyrand, dont ce saint était le patron.

deux lettres, a quitté la rédaction du journal. Je trouve les lettres de Prague très raisonnables, et très honorables pour ceux qui les ont écrites.

Valençay, 23 *septembre* 1835. — J'attends avec impatience le retour de M. de Talleyrand de Châteauroux. Quoiqu'il soit devenu triste et irritable, sa présence fait bien ici; elle remplit ce grand château, elle y maintient le bon langage et la bonne tenue. Je sais d'ailleurs, alors, pourquoi je suis ici.

Valençay, 24 *septembre* 1835. — Le dire de Bretonneau s'est vérifié. M. de Talleyrand est revenu de Châteauroux ranimé et satisfait de l'accueil du préfet, de l'empressement de toute la ville et du succès d'une route qui l'intéresse.

Madame Adélaïde me mande que la course que le Roi vient de faire à la ville d'Eu avait été non seulement bonne pour sa santé, mais encore douce à son cœur et consolante pour tous les siens, par les témoignages d'affection impossibles à décrire qu'il a reçus tout le long de sa route.

Pépin a été enfin repris le 22 au matin, à ce que me mande aussi Madame, mais elle venait de l'apprendre et n'ajoute aucun détail.

M. de Rigny est signalé à Toulon, ce qui prouve qu'il n'a pas réussi dans la négociation du mariage napolitain.

Valençay, 28 *septembre* 1835. — M. Brenier, qui

arrive de Londres, me racontait hier que le général Sébastiani a autant d'aversion pour la musique que sa femme, au contraire, a de goût et de plaisir à l'entendre. Le mari ne permet point à sa femme d'aller à l'Opéra ni au concert. Un jour cependant, après de longues instances, Mme Sébastiani obtint la permission de se rendre à un concert chez lady Antrobus; c'était le 18 juin. Le général devait venir, plus tard, y reprendre sa femme. En effet, il s'y rendit au moment où entrait le duc de Wellington, en uniforme, entouré de beaucoup d'officiers, qui venaient tous du grand dîner militaire donné à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Les chanteurs entonnent alors un hymne en l'honneur du vainqueur. Sébastiani furieux dit à M. de Bourqueney, son premier secrétaire d'ambassade, qui l'avait accompagné, d'avertir Mme Sébastiani qu'il fallait se retirer. Celle-ci, qui n'entend pas l'anglais et ne comprenait par conséquent pas les paroles de la cantate, se refusa d'abord à quitter sa place; mais M. de Bourqueney, encouragé par les gestes du général en colère, fit enjamber presque de force les banquettes à la pauvre femme. Ayant enfin rejoint son mari, celui-ci lui dit, de l'air doctoral et sentencieux qui lui est propre : « Je vous avais bien dit, madame, que la musique vous porterait malheur! »

C'est ce même M. de Bourqueney, dont il est ici question et qui écrivait dernièrement dans le *Journal des Débats*, avant d'aller à Londres avec Sébastiani, qui a eu le front d'insinuer que c'était lui qui avait, de Paris, préparé pour M. de Talleyrand le discours que celui-ci a adressé au Roi

d'Angleterre, en lui remettant ses lettres de créance, en 1830. Voici toute l'histoire de ce discours. M. de Talleyrand, achevant sa toilette pour se rendre chez le Roi, me dit qu'il lui était venu à l'esprit qu'il serait convenable de dire quelques mots, que c'était l'ancien usage, et que dans la circonstance particulière de l'époque, il y verrait de l'avantage, mais qu'il manquait de temps pour préparer quelque chose, puis il ajouta : « Voyons, madame de Dino, mettez-vous là et trouvez-moi deux ou trois phrases que vous écrirez de votre plus grosse écriture. » C'est ce que je fis. Il changea deux ou trois mots à mon brouillon ; je recopiai le tout pendant qu'on lui attachait ses décorations et qu'on lui donnait sa canne et son chapeau. Telle est l'histoire exacte de ce petit discours qui, par des allusions heureuses et un rapprochement entre 1688 et 1830, fut assez remarqué dans le temps (1).

Il en est de même de la lettre de démission que M. de Talleyrand a écrite il y a moins d'un an. On prétend généralement qu'elle est de M. Royer-Collard, et voici encore ce qui s'est passé à cet égard. J'avais, dans ma conscience, reconnu qu'il était d'une nécessité absolue pour M. de Talleyrand de donner sa démission ; je familiarisai peu à peu M. de Talleyrand avec cette résolution ; je savais qu'il

(1) Ce discours se trouve aux pièces justificatives de ce volume. J'en détache seulement ici la phrase à laquelle l'auteur fait allusion : « L'Angleterre, au dehors, répudie comme la France le principe de l'intervention dans les affaires extérieures de ses voisins ; et l'ambassadeur d'une royauté votée unanimement par un grand peuple, se sent à l'aise sur une terre de liberté, et près d'un descendant de l'illustre maison de Brunswick. »

était toujours difficile pour lui de rédiger sa pensée, et qu'il lui convenait mieux d'agir. Aussi depuis longtemps j'avais cherché les paroles qu'il faudrait employer. Un jour enfin, au mois de novembre de l'année dernière, dans notre solitude ici, je reparlai à M. de Talleyrand de la convenance qui, chaque jour, devenait plus grande pour lui de donner cette démission, devant laquelle il reculait un peu. Il me dit alors que la lettre pour l'annoncer serait très difficile à faire. Je rassemblais immédiatement tout ce que j'avais préparé en pensée, je le mis par écrit et retournant une demi-heure après chez M. de Talleyrand, je le lui lus. Il en fut frappé, et l'adopta en totalité à l'exception de deux mots qu'il trouvait trop affectés. Je lui demandai alors de soumettre ce projet de lettre à M. Royer-Collard; il le voulut bien. Je partis le lendemain pour Châteauvieux. M. Royer-Collard trouva la lettre bien, seulement il mit à la fin, *les pensées qu'il suggère,* au lieu de *les avertissements qu'il donne* que j'avais mis; puis, au commencement, il changea une expression qu'il trouvait trop pompeuse, et la remplaça par un mot de meilleur goût. Et c'est ainsi que, sans aucune nouvelle altération, cette lettre parut ensuite au *Moniteur* d'où elle a, pendant assez longtemps, occupé le public. Toutes les lettres de cette époque écrites par M. de Talleyrand au Roi, à Madame Adélaïde et au duc de Wellington ont été d'abord jetées sur le papier et remaniées par M. de Talleyrand. La première seule, contenant la démission, a été corrigée par M. Royer-Collard; les autres lui ont été simplement communiquées, il les a toutes approuvées.

Valençay, 1er *octobre* 1835. — Hier, j'ai été à Châteauvieux par un temps épouvantable.

M. Royer-Collard disait que les deux hommes les plus semblables qu'il eût rencontrés étaient Charles X et M. de la Fayette, tous deux également fous, également entêtés, également honnêtes. En parlant de M. Thiers, il a dit : « C'est un polisson, bon enfant, qui a beaucoup d'esprit, quelques lueurs même de grand esprit, mais bon surtout à perdre un Empire par son étourderie et son enivrement. » Revenant sur les dernières lois répressives, il disait : « Je n'ai pas goût à la dictature, mais ma raison me dit qu'elle peut parfois être nécessaire. Nous sommes peut-être dans un de ces moments-là. Mais où prendre le Dictateur? Si on proposait franchement le Roi, je comprendrais, mais les ministres d'aujourd'hui ! »

Valençay, 4 octobre 1835. — J'ai entendu conter hier de singulières histoires sur M. Cousin dont les idées révolutionnaires d'autrefois sont changées en sentiments monarchiques les plus exaltés. On cite de lui des mots charmants à ce sujet. Il paraît que cet illustre Pair a composé un catéchisme monarchique et catholique. L'ouvrage fait, il va le porter à M. Guizot qui l'approuve, ainsi que M. Persil, ministre des cultes. On l'imprime, on l'envoie aux collèges en le recommandant à tous les établissements de l'Université. Tout cela fait, un pauvre prêtre vient, le livre à la main, prouver que tous ces docteurs n'ont oublié qu'un seul petit point de la doctrine catholique, celui du Purgatoire, dont il n'était pas fait la moindre mention

dans le catéchisme doctrinaire, vérifié et approuvé par M. Guizot qui est ministre de l'Instruction publique, et en même temps de la religion calviniste !

Valençay, 10 *octobre* 1835. — Un préfet, pédant et maussade, refusa de mauvaise grâce à M. de Talleyrand, l'autorisation de planter un bouquet de bois, en disant qu'il était *à cheval sur la loi.* — « Ma foi ! » répondit M. de Talleyrand, « vous montez une fière rosse ! »

Le célèbre Alfieri, après avoir donné dans les premières idées de la Révolution française, s'en dégoûta, au point de vouloir quitter la France, parce qu'un matin, menant lui-même à grandes guides quatre chevaux au bois de Boulogne, on les lui avait pris violemment pour le service public ; le soir même, il annonça son départ, et aux instances qu'on lui faisait de rester en France, il répondit : « Eh ! que voulez-vous qu'on fasse dans un pays où les nobles sont sans poignard et les prêtres sans poison ! »

Valençay, 16 *octobre* 1835. — Me voici entrée dans de nouveaux soucis. J'ai été avertie que la princesse de Talleyrand était dans un état de santé alarmant, et qui menaçait d'une fin prochaine. La baronne de Talleyrand, qui me le mande, me prie d'y préparer M. de Talleyrand. J'avoue que j'ai reculé devant cette mission. Les idées sinistres auxquelles M. de Talleyrand revient si souvent depuis quelque temps, la tristesse que lui inspire son grand âge, l'inquiétude qu'il manifeste à chaque petite souffrance, l'impression vive et pénible qu'il reçoit

de la mort de ses contemporains, m'ont fait redouter de lui montrer celle de sa femme comme prochaine. Je ne craignais pas d'affliger son cœur qui n'est nullement intéressé dans cette circonstance; mais la disparition d'une personne à peu près de son âge, avec laquelle il a vécu, qu'il a jadis assez aimée ou à laquelle il a été assez soumis pour lui donner son nom, tout cela m'a fait croire que le danger de la Princesse lui causerait une impression profonde.

Je me suis agitée, tourmentée pour trouver des insinuations détournées, afin d'aborder la question sans causer de saisissement. Mes premières paroles à ce sujet ont été écoutées en silence, sans réponse; puis M. de Talleyrand a aussitôt parlé d'autre chose. Le lendemain cependant, il m'en a reparlé, mais uniquement, le cas échéant, comme d'un embarras de deuil, d'enterrement et de billets de part. Il m'a dit que si la Princesse mourait, il irait passer huit ou quinze jours hors de Paris, et tout cela, il l'a dit, non seulement avec la plus grande liberté d'esprit, mais même avec un soulagement visible. Il a immédiatement abordé les questions d'argent, assez importantes, qui se lient pour lui à la succession de sa femme, par laquelle il rentrerait et dans la jouissance d'une rente viagère, et encore dans d'autres sommes à la propriété desquelles la mort de la Princesse mettrait fin pour elle. Tout le reste du jour, M. de Talleyrand a montré une sorte de sérénité et d'entrain, que je ne lui avais pas vue depuis longtemps, et qui m'a tellement frappée que, l'entendant fredonner, je n'ai pu m'empêcher de lui demander « si c'était son

prochain veuvage qui le mettait si fort en hilarité». Il m'a fait la grimace, comme un enfant qui joue, et a continué à parler de ce qu'il y aurait à faire si la Princesse mourait. Outre la satisfaction de retrouver par là plus de facilité dans son revenu qui, par plusieurs causes, a notablement diminué depuis quelques années, ce dont il dépitait extrêmement, il y a probablement, quoiqu'il n'en convienne pas, même avec moi, dans la perspective de cette mort, le soulagement de voir briser un lien qui a été le plus grand scandale de sa vie, parce qu'il a été le seul irrémédiable.

Valençay, 18 *octobre* 1835. — Après plusieurs mois de silence, pendant lesquels le général Alava a échoué, à la tête des bandits anglais qu'il avait conduits en Espagne, je reçois une lettre de lui, de Madrid, du 6 octobre; elle commence ainsi : « Vous aviez raison, chère Duchesse, de dire dans le temps que c'était tenter la Providence que d'aller en Espagne avec des troupes étrangères. » Cette lettre finit par un nouveau retour vers ma prédiction, qui paraît s'être réalisée pour ce pauvre absurde Alava, beaucoup plus qu'il ne peut le supporter. Il insiste cependant sur ce que son honneur était engagé à cette vie de partisan qu'il ennoblit du titre de chevaleresque et qui n'est qu'un mauvais don-quichottisme.

Il n'a pas besoin d'expliquer pourquoi il a refusé la Présidence, mais il dit avoir accepté les Affaires étrangères, parce qu'il voyait la sûreté de la Régente compromise, sans dire en quoi. Puis il ajoute qu'aussitôt qu'il a été ras-

suré sur ce point, il s'est retiré entièrement du Cabinet, qu'il ne songe plus qu'à aller reprendre son poste à Londres, aussitôt après la session des Cortès. Il paraît sentir tout ce qu'il y a d'incertain dans cette marche, car il s'écrie : « Dieu seul peut savoir ce qui, d'ici là, peut se placer entre moi et Londres. » Il termine en disant que s'il peut se rendre en Angleterre, ce sera par mer, pour éviter Paris qui, d'après lui, est l'endroit le plus dangereux pour un diplomate espagnol.

A l'occasion de la France, il dit ceci : « Puisqu'on a attendu le *casus fœderis* pour agir, le *casus mortis* où nous nous trouvons dispense de penser à notre libération, car les morts n'ont besoin de rien. »

Paris, 23 *octobre* 1835. — Nous sommes revenus à Paris depuis quelques jours.

M. le duc d'Orléans, me parlant hier du mariage manqué à Naples pour sa sœur la princesse Marie, m'a dit qu'il s'était adressé à son beau-frère, le Roi des Belges, qui est ici en ce moment, pour qu'il trouvât quelque cadet de grande lignée en Allemagne, qui, en épousant la Princesse, viendrait s'établir à Paris. La princesse Marie a de l'esprit, mais une imagination vive et inquiète, le goût des arts, très peu l'habitude de la gêne et de la représentation. On verrait dans son établissement à Paris plus d'assurance de bonheur pour elle, et plus de facilité que dans un établissement au dehors. Il ne s'en présente aucun de cette dernière espèce, les chances même paraissent s'éloigner; la Princesse a vingt-trois ans, la Reine s'afflige et s'inquiète.

Les prétentions pour les enfants du Roi se sont, en tout, fort amoindries, car M. Guizot disait l'autre jour à M. de Bacourt qui part pour Carlsruhe, où il faisait remarquer qu'il n'y avait pas d'affaires, que cependant il y en avait une, celle de conserver la dernière princesse de Bade pour M. le duc d'Orléans. Cette Princesse est la fille de Stéphanie de Beauharnais. Je doute qu'un pareil mariage plût au jeune Prince qui, hier encore, à propos des Leuchtenberg, ne s'est pas bien exprimé sur les Beauharnais, les taxant tous d'aimer l'intrigue, et ne voulant pas même faire une exception en faveur de la grande-duchesse Stéphanie de Bade qui, cependant, dans mon opinion, mérite une place à part, car elle a non seulement de la bonté, mais encore de l'élévation d'âme, un peu trop d'activité à la vérité et un peu de prétention au bel esprit, mais ses sentiments sont tous pris dans un ordre supérieur.

La princesse de Talleyrand est mieux, et si peu occupée de son état qu'elle ne songe qu'à se faire assurer de nouveaux bienfaits après la mort de son mari.

Paris, 24 octobre 1835. — M. Pasquier nous disait hier que Fieschi, à qui on a été obligé de couper la phalange d'un doigt à la suite des blessures causées par l'éclat de la machine infernale, avait, de l'autre main, pris le doigt malade, avant que les chirurgiens s'en emparassent, et le regardant, avait dit : « Mon petit, j'en suis fâché, mais tu perdras ta tête avant que je perde la mienne. » Son sang-froid, son courage, sa force physique, ne sont égalés que par l'excès de sa vanité.

J'ai trouvé les Tuileries tristes, Madame Adélaïde vieillie, le Roi rouge et bouffi, tous deux affligés du départ du Prince Royal pour l'Algérie. Châtier un brigand africain ne paraît pas un motif suffisant pour exposer une vie aussi précieuse. Ils en veulent aux ministres d'avoir plutôt encouragé qu'arrêté le mouvement aventureux et fort naturel du jeune Prince.

Le choléra n'est fini ni à Toulon ni en Afrique, il peut en arriver quelque malheur au Roi. Le mariage manqué à Naples leur donne des regrets ; la froideur extrême du nouvel ambassadeur de Russie, tout les jette dans le découragement.

L'Empereur de Russie, dans les trente-six heures passées à Vienne, en hommage apparent au dernier Empereur d'Autriche, et en réalité pour charmer M. de Metternich par sa femme, et l'archiduc Louis par l'archiduchesse Sophie, a couru tout Vienne en fiacre, a forcé le caveau où le dernier Empereur est déposé, et a trouvé moyen, en trente-six heures, de changer quatre fois d'uniforme.

Les carlistes, à propos de la nomination du comte Pahlen comme ambassadeur de Russie en France, disent que rien ne prouve mieux le rapprochement de l'Empereur Nicolas avec le Roi Louis-Philippe, que le choix d'un fils d'assassin comme ambassadeur près du fils d'un régicide.

Paris, 27 *octobre* 1835. — M. de Talleyrand disait hier qu'à son retour d'Amérique, après toutes les horreurs de la Révolution, rencontrant Sieyès, il lui demanda comment

il avait traversé cette cruelle époque, ce qu'il avait fait pendant ces tristes années. « J'ai vécu, » répondit Sieyès! C'était, en effet, ce qu'il y avait de mieux et de plus difficile à faire !

Le gouvernement, désirant arriver à la mise en liberté des prisonniers de Ham (1), a saisi ardemment quelques symptômes de dérangement mental qui se manifestaient chez M. de Chantelauze, pour atteindre ce but. En conséquence, M. Thiers, avec l'arrière-pensée de faire échanger aux prisonniers, au bout de quelque temps, une maison de santé pour les châteaux de quelques amis qui auraient répondu d'eux, avait nommé une commission de médecins célèbres, pour constater l'état de M. de Chantelauze d'abord, et par occasion, celui des autres anciens ministres; mais M. de Chantelauze, aussitôt qu'il entendit parler de l'arrivée des médecins, se hâta de déclarer, positivement, qu'il les recevrait poliment, comme gens de mérite, mais nullement comme médecins; qu'il ne répondrait à aucune de leurs questions, et qu'il veut sa liberté pleine, entière, immédiate, ou rien du tout. Je ne pense pas que ses compagnons d'infortune lui sachent bien bon gré de cette humeur dédaigneuse.

Paris, 14 *novembre* 1835. — Je viens de recevoir des lettres de lord et de lady Grey, très amicales. Ils sont fort

(1) En 1830, les signataires des fameuses ordonnances qui amenèrent la chute de Charles X, MM. de Polignac, de Peyronnet, Guernon de Ranville et Chantelauze, furent traduits devant la Cour des Pairs, privés de tous leurs titres et condamnés à la prison perpétuelle. Ils étaient alors enfermés à Ham.

occupés de leur propriété de Howick, d'où ils m'écrivent, et paraissent complètement détachés de la politique.

Lady Grey dit une chose que je répète de bon cœur avec elle : « If my friends will only love me, and that I can possess a garden in summer, and an arm-chair in winter, I am perfectly happy in leading the life of an oyster. — Don't expose me to Mme de Lieven, she would think me unfit to live ! »

Paris, 16 *novembre* 1835. — M. de Barante est venu me dire adieu. Il part demain pour Pétersbourg, le cœur gros, l'esprit préoccupé. Depuis le fameux discours de l'Empereur Nicolas à Varsovie ( ), que Mme de Lieven elle-même appelle *une catastrophe,* et les articles du *Journal des Débats* qui ont commenté ce discours, la position de l'ambassadeur de France n'est pas rendue facile. Il semble, du reste, dans une direction fort sage et d'autant plus prudente qu'il l'a reçue directement du Roi.

Nous avons dîné, hier, aux Tuileries ; il n'y avait que la famille royale, le service immédiat, et quelques élèves, amis des petits Princes. M. le duc d'Aumale venait d'être

(1) Le discours dont il est ici question a été prononcé le 10 octobre 1835 à Varsovie, par l'Empereur Nicolas, en présence du Corps municipal de cette ville auquel il était adressé. Les paroles de l'Empereur étaient remplies de menaces et de reproches à l'adresse des Polonais, et formulées dans des termes si violents qu'elles firent l'étonnement de l'Europe, où l'on douta même de leur authenticité. Les allusions aux relations clandestines entretenues par l'insurrection polonaise avec l'étranger embarrassèrent plus d'un diplomate et plus d'un gouvernement. Ce discours fut publié par le *Journal des Débats* du 11 novembre 1835. On le trouvera aux pièces justificatives de ce volume.

premier, ce qui le mettait *in high spirits*. C'était le seul qui me parût l'être, de toute la compagnie.

Le Roi a eu la bonté de faire apporter pour moi un portrait charmant de Marie Stuart, d'autant plus curieux que son origine est touchante. Les femmes de Marie Stuart passèrent d'Angleterre en Belgique, aussitôt après l'exécution de leur maîtresse ; elles portèrent avec elles ce portrait, qu'elles placèrent dans un édifice public, où il est encore. La Reine des Belges en a fait faire une copie parfaite qu'elle a donnée au Roi son père, et c'est cette copie que j'ai vue.

Le Roi, dans le courant de la soirée, a longtemps causé avec M. de Talleyrand, et lui a demandé de faire un voyage à Vienne, ce que celui-ci a décliné, en se rejetant sur la saison, sur son âge et sur la présence d'un autre ambassadeur déjà accrédité à Vienne.

Paris, 20 novembre 1835. — L'effet du fameux discours de l'Empereur Nicolas à la municipalité de Varsovie a été non moins grand et non moins désagréable à Vienne qu'à Berlin. Les journaux anglais l'ont attaqué violemment : le *Morning Chronicle,* qui est le journal du Cabinet whig, a été bien plus violent encore que le *Journal des Débats*. A propos de celui-ci, il s'est passé quelque chose de singulier. Le gouvernement, ennuyé de toutes les imprudences et inconvenances que commettent les *Débats,* et qui deviennent gênantes, à cause de sa couleur semi-officielle, a pensé à donner un peu plus d'importance au *Moniteur,* à y faire insérer des articles soignés,

et à ôter ainsi aux *Débats* de leur importance ministérielle. Cette pensée était celle du Roi qui l'avait fait adopter par son Cabinet, mais lorsqu'il s'est agi de savoir sous la direction immédiate de qui se trouverait le *Moniteur,* le duc de Broglie l'a réclamé comme président du Conseil. Le Roi a, alors, aussitôt abandonné et fait abandonner le projet et les choses sont demeurées comme auparavant.

Les lettres d'Angleterre disent le ministère anglais fort embarrassé. Le timide discours de lord John Russell à Bristol, sans satisfaire les conservatifs, a irrité les radicaux et les catholiques d'Irlande à un point extrême, et l'existence du Cabinet paraît sérieusement menacée, quoique la solution soit ajournée jusqu'à la réunion du Parlement.

Plus je vois le comte de Pahlen, le nouvel ambassadeur de Russie, plus je lui trouve les allures d'un homme comme il faut. Je vais en citer une preuve. Je sais de source certaine qu'il a écrit à sa Cour en termes nets, simples, droits, bienveillants sur ce qu'il a trouvé et sur ce qui s'est présenté à lui dans ces derniers temps. Il n'a pas laissé ignorer combien sa situation sociale souffrait des instructions qu'il avait reçues ; il a ajouté qu'il ne se sentait pas appelé à rester dans une semblable position et il a déclaré nettement que son gouvernement devait ou changer ses premières directions, ou le rappeler. C'est hier que cette déclaration est partie. Le Roi et Madame Adélaïde attendent avec impatience la réponse qui décidera, nécessairement, de la nature des relations futures entre ce gouvernement et celui de Russie.

Paris, 23 *novembre* 1835. — Voici les traits saillants d'une lettre que je viens de recevoir du duc de Wellington, qui me devait une réponse depuis longtemps : « Nous sommes toujours sur la grande route où nous sommes entrés il y a cinq ans ; tout ce que nous pouvons espérer, c'est que notre marche ne sera pas trop rapide. L'arrêt et le retour surtout sont impossibles. Robespierre était au moins honnête homme en fait d'argent ; sa puissance était fondée sur le désintéressement ; mais ceux qui veulent et viendront à nous gouverner, ne seront pas touchés par la même considération. Je le crains du moins. »

Paris, 24 novembre 1835. — J'ai passé hier une matinée singulière, dont je veux rendre un compte détaillé. Il faut avant, pour l'intelligence du récit, que je fasse une petite préface.

J'ai, de par le monde, une cousine qui s'appelle Louisa de Chabannes. Dans sa première jeunesse, elle avait été fort jolie ; chantant, dessinant, très bien élevée, mais pauvre, elle ne trouva pas à se marier, devint retirée, sauvage, souffrante et presque laide. Je la voyais jadis, trois ou quatre fois l'an, et toujours j'étais frappée de cette personne affaissée, maigrie, ternie, nerveuse, silencieuse. Il y a sept ans, j'appris qu'elle était entrée aux Grandes Carmélites. Je n'en fus pas surprise, car quoiqu'elle n'eût pas précisément les allures dévotes, il était bien visible qu'elle se sentait froissée dans le monde ; mais, ainsi que tous ses parents, je fus bien convaincue que les austérités de cet ordre rigoureux détruiraient

bientôt cette organisation délicate et souffrante. J'entendais cependant, de loin en loin, son frère Alfred dire qu'elle vivait et se portait mieux que dans le monde.

Hier matin, on me remet une lettre commençant par : « Ma chère cousine, » et finissant par : « Sœur Thérèse de Jésus. » Je fus d'abord un petit moment sans comprendre, puis je me souvins de Louisa de Chabannes. Elle me disait dans cette lettre, qu'ayant enfin obtenu de ses Supérieures la permission de me voir, elle me suppliait de venir aussitôt, la journée d'hier étant une de celles qui, en si petit nombre, sont accordées aux visiteurs; elle ajoutait que, pour ne pas m'effaroucher, elle avait, par grande faveur, obtenu de me voir à visage découvert, et sans témoins. Je me serais fort reproché de désappointer cette pauvre fille, et une visite à M. l'archevêque me conduisant dans ce quartier, je résolus de faire les deux choses le même jour.

Je suis sortie à deux heures et me suis arrêtée au haut de la rue d'Enfer devant un portail surmonté d'une croix. La tourière m'a dit que les vêpres n'étaient pas finies, car ces religieuses disent chaque jour le grand office, je devrais entrer à la chapelle. Je m'y suis placée. Au fond du chœur est une grille armée de pointes en saillie, derrière laquelle est un grand voile brun. C'est de là que partaient les voix des Sœurs. Il n'y avait, en plus de moi, que deux vieilles dames dans la chapelle, qui est ornée d'une statue du cardinal de Bérulle agenouillé, en marbre blanc, et de plusieurs portraits de sainte Thérèse. Je n'avais pas vu ma cousine assez souvent pour reconnaître

sa voix ; d'ailleurs, l'office a fini presque aussitôt. Je suis rentrée chez la tourière, où le médecin du couvent est arrivé.

Pendant qu'on allait avertir de sa présence et de la mienne, il a vu que je tremblais de froid, car, dans cette maison, il n'y a jamais de feu qu'à l'infirmerie et dans la cuisine. Le docteur m'a parlé alors du régime intérieur, qu'il prétend ne pas être malsain, et, pour preuve, il me disait qu'après beaucoup d'observations, il avait constaté que l'âge moyen auquel les femmes parvenaient dans le monde était trente-sept ans et que, chez les Carmélites, il allait à cinquante-quatre ans. Il m'a quittée pour aller à l'infirmerie, et bientôt après, on m'a menée au parloir, toujours sans feu. Un petit fauteuil de jonc, sous lequel s'étendait une natte également en jonc, était placé auprès d'une grille en fer, doublée de petits montants en bois, et derrière cette double séparation un rideau de laine brune.

Au bout de quelques instants, j'ai entendu tourner un verrou, quelqu'un s'avancer vers la grille, et une voix très claire dire : « Deo gratias ». Je ne savais ce qu'il fallait répondre, je me suis tue ; la même voix a repris : « Deo gratias ». Alors, je me suis résignée à dire : « Je ne suis pas prévenue de ce qu'il faut répondre. » Un petit éclat de rire m'a déconcertée : « Ma cousine, c'était pour m'assurer que vous étiez là ! » Le rideau a été tiré, et je me suis trouvée en face d'un visage rond, frais, de deux yeux bleus brillants, d'une bouche souriante. Au lieu d'une voix éteinte, j'ai entendu des accents timbrés, ani-

més, une parole rapide, des pensées douces et bienveillantes, avec des assurances d'un bien-être et d'une satisfaction que ne démentait pas l'aspect le plus consolant qu'on pût avoir d'une religieuse sévèrement cloîtrée. Elle a quarante-huit ans, mais ne paraît pas en avoir trente-six. Elle m'a beaucoup remerciée d'être venue, m'a remis une petite médaille à l'effigie de la sainte Vierge, en me suppliant de la faire porter, à son insu, par M. de Talleyrand. « Cette médaille, a-t-elle dit, ramène à la foi les plus égarés. » Je ne l'ai pas refusée, je n'ai pas refusé d'en faire l'usage désiré, c'eût été une dureté odieuse. D'ailleurs, il y a quelque chose de contagieux dans une foi aussi sincère et aussi vive ! J'ai dit que je guetterais un moment favorable pour remplir ces saintes intentions.

Je suis repartie fort touchée, fort préoccupée, après avoir dit un adieu probablement éternel à cette douce et heureuse personne, qui couche sur une planche, ne se chauffe jamais, fait maigre toute l'année, et qui serait bien fâchée de ne pas dire avec sainte Thérèse : « Souffrir ou mourir. »

J'ai été, de là, rue Saint-Jacques, au couvent des Dames Saint-Michel, pour voir Monseigneur l'Archevêque, auquel je voulais parler d'un projet de mariage pour mon second fils avec Mlle de Fougères. J'ai été menée par une des Sœurs, vêtue de blanc de la tête aux pieds, dans un petit bâtiment séparé, qui donne sur l'immense jardin de ces dames. C'est là que vit habituellement M. de Quélen, depuis la destruction de son palais. L'appartement est joli, propre, très soigné.

J'ai trouvé l'Archevêque en bonne santé et en bonne disposition d'humeur, fort aise de ma visite. Il m'a aussitôt parlé de mes enfants, de leur avenir, de leur mariage. Je n'ai pas hésité à entrer dans des détails avec lui à ce sujet. Il a bien écouté et m'a dit qu'il serait heureux en toute circonstance de témoigner l'intérêt qu'il prenait à la famille de feu M. le cardinal de Périgord et particulièrement à mes enfants ; que je devais bien savoir qu'il avait pour moi un intérêt à part, qui tenait à mes qualités, et à ce qu'il avait toujours vu en moi l'instrument dont la Providence se servirait probablement pour accomplir l'œuvre de sa grâce et de sa miséricorde sur M. de Talleyrand. Je l'ai engagé à venir quelquefois, le matin, de loin en loin, chez M. de Talleyrand, comme il le faisait avant notre départ pour l'Angleterre. Quand je suis partie, il m'a dit : « Traitez-moi, comme jadis, en grand parent, si ce n'est en ami, et laissez-moi croire que vous reviendrez me voir aux approches du jour de l'an. » J'ai dit que oui, et que je lui demanderais alors de lui présenter ma fille, qui avait été baptisée et confirmée par lui. « Et qui, je l'espère, ne sera mariée que par moi », a-t-il repris, et là-dessus je me suis retirée.

Paris, 6 *décembre* 1835. — Voici une histoire que M. Molé m'a contée hier soir. Mme de Caulaincourt (Mlle d'Aubusson) s'est mariée en 1812. En sortant de la cérémonie, elle est rentrée au couvent où elle avait été élevée et son mari est parti pour l'armée. Il a été tué à la bataille de la Moskowa, où son beau-frère, jeune page de

l'Empereur, a disparu, sans qu'on ait pu constater son sort. Mme de Caulaincourt, après son année de veuvage, est entrée dans le monde, sans cependant y aller beaucoup. Elle tenait la maison de son père, veuf depuis longtemps. Son frère aîné, peu de temps après avoir épousé Mlle de Boissy, est devenu fou furieux, et sa sœur, la duchesse de Vantadour, languit dans une lente consomption. Le père, frappé ainsi dans tous ses enfants, a voulu se remarier. Il a, en effet, épousé Mme Greffulhe, mère de Mme de Castellane. Mme de Caulaincourt s'est retirée alors dans un couvent, où elle voulait prendre le voile. Son père s'y opposa, et l'archevêque de Paris, dont le consentement était nécessaire, n'ayant pas voulu le donner aussi longtemps que M. d'Aubusson refusait le sien, Mme de Caulaincourt fut obligée d'y renoncer. Elle suivait cependant tous les exercices de la communauté, en portait l'habit, et ne quittait le couvent que lorsque son père était malade. Le chagrin de se voir contrariée dans sa vocation a miné sa santé, au point d'attaquer mortellement sa poitrine. Sur son lit de mort, elle a enfin obtenu la permission de son père ; alors, elle a fait demander l'Archevêque et lui a exprimé le désir de prendre le voile en recevant l'extrême-onction. Cela a éprouvé quelques difficultés, qui cependant ont été levées, et quarante-huit heures avant d'expirer, elle a reçu les derniers sacrements et le voile tant désiré ! Hier matin elle est morte, jeune encore, en vraie sainte.

Paris, 9 décembre 1835. — Mme la princesse de Tal-

leyrand est morte il y a une heure. Je n'ai encore parlé à M. de Talleyrand que d'agonie. Là même où il n'y a pas d'affection, le mot *mort* est sinistre à prononcer, et je n'aime pas à l'adresser à quelqu'un d'âgé et de souffrant, d'autant plus qu'en se réveillant, il a eu encore une petite angoisse au cœur, qui a cédé, du reste, quand il a mis ses jambes dans la moutarde. Il s'est rendormi, et je ne lui dirai la mort qu'à son réveil. Du reste, il a, je crois, grande hâte d'être, à tout prix, hors des agitations de ces derniers jours.

Paris, 15 *décembre* 1835. — M. Guizot, qui est venu, hier, chez M. de Talleyrand, a raconté qu'on avait trouvé dans les papiers de M. Réal, ancien chef de la police impériale, le manuscrit original des *Mémoires* du cardinal de Retz, raturé par les religieux de Saint-Mihiel ; que le gouvernement l'avait acheté, remis au plus habile chimiste de Paris, qui, après avoir essayé, infructueusement, de divers procédés, en avait enfin trouvé un, qui lui a permis d'enlever les surcharges et de lire le texte primitif. On va faire une nouvelle édition des *Mémoires* d'après ce manuscrit.

Mme d'Esclignac, qui se conduit fort mal à propos de la succession de la princesse de Talleyrand, a eu hier une explication avec la duchesse de Poix. Celle-ci a essayé de lui faire sentir l'inconvenance de sa conduite, l'odieux d'un procès et de la publicité, son ingratitude envers M. de Talleyrand qui l'a dotée et qui paye encore, en ce moment, une pension à sa nourrice qu'elle laissait mou-

rir de faim. A tout cela, Mme d'Esclignac a répondu : « Je ne crains pas le scandale pour moi, et je le désire pour mon oncle ; j'aurai le faubourg Saint-Germain, puisque j'ai fait administrer Mme de Talleyrand par l'archevêque de Paris. »

Paris, 21 *décembre* 1835. — Le comte de Pahlen a reçu, hier, de son gouvernement, des dépêches fort satisfaisantes, et dans lesquelles on l'assure qu'on ne confond pas les extravagances du *Journal des Débats* avec la pensée du Roi et de son Conseil. Ces dépêches, arrivées par la poste, étaient, bien décidément, destinées à être connues du public. L'Ambassadeur attend, d'un jour à l'autre, un courrier, qui apportera sans doute, la pensée secrète du Czar.

La princesse de Lieven, que j'ai rencontrée hier chez Mme Apponyi, m'a parlé de ses propres affaires et m'a dit que, depuis longtemps, son mari et elle avaient placé toutes leurs économies hors de Russie pour être à l'abri des ukases.

Le prince de Laval disait, hier, assez drôlement que l'esprit de M. de Montrond « se nourrissait de chair humaine ! » M. de Talleyrand trouvait cela *très vrai* et *très joli !*

Paris, 30 *décembre* 1835. — J'ai vu, hier, Madame Adélaïde qui était très satisfaite de la séance d'ouverture des Chambres, qui avait eu lieu ce matin même. Elle était contente de l'accueil fait au Roi, à l'arrivée et à la sortie,

et, pendant toute sa route, par la garde nationale. On avait eu beaucoup de peine à s'entendre sur le discours de la Couronne, auquel on travaillait encore, dix minutes avant la séance. Les mots : « L'aîné de ma race », qui font grande sensation, qu'on trouve hardis, mais qui plaisent au Corps diplomatique, et aux gens dont l'esprit veut de la stabilité, ne sortent ni du Château, ni du Conseil. Ils étaient fondus dans une phrase entière que M. de Talleyrand et moi avions rédigée et que le Roi avait adoptée avec attendrissement, mais le Conseil n'a voulu garder que les mots indiqués : « L'aîné de ma race ». Les carlistes les trouvent insolents ! Ils reculent, épouvantés, devant une quatrième race ! Les républicains ne les aiment guère mieux, peut-être moins encore... Le reste approuve beaucoup.

Nous avions hier, à dîner, Mme de Lieven, M. Edouard Ellice, le comte de Pahlen, Matuczewicz et M. Thiers, qui était *in high spirits* et fort brillant de conversation. Il m'a dit, dans un coin, que le Bergeron, celui du Port-Royal, avait voulu tenter une nouvelle entreprise ; qu'il s'était déguisé en femme, avec un de ses amis, que leur projet était que l'on présenterait une pétition au Roi, pendant que l'on tirerait à bout portant. Le projet a manqué, parce que le Roi, au lieu de se rendre à cheval à la Chambre, comme il le devait, y a été en voiture, à cause du verglas. On a fait quelques arrestations, mais comme il n'y a pas eu commencement d'exécution, on suppose qu'il faudra finir par relâcher les gens arrêtés.

On a été frappé des huit chevaux qui, pour la première

fois, étaient attelés à la voiture du Roi. En voici la raison, inconnue du public. Pour plus de sûreté, on a fait monter le Roi (qui ne s'en doutait pas), dans l'ancienne voiture de l'Empereur Napoléon, qui était toute doublée de fer, pour le mettre à l'abri des coups de feu ; elle est extrêmement lourde et exige huit chevaux.

Le comte de Pahlen a reçu hier un courrier qui lui a apporté des modifications à ses premières instructions, si sèches et qui rendaient sa position ici odieuse. Il paraît qu'on a bien compris cela à Pétersbourg et qu'on lui laisse plus de facilités. Cela mettait Mme de Lieven de fort bonne humeur !

FIN DU TOME PREMIER

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Page 375.

Discours adressé au Roi d'Angleterre par M. de Talleyrand, le 6 octobre 1830, en lui remettant les lettres de créance qui l'accréditaient comme ambassadeur de France auprès de S. M. le Roi d'Angleterre (1).

Sire,

Sa Majesté le Roi des Français m'a choisi pour être l'interprète des sentiments qui l'animent pour Votre Majesté.

J'ai accepté avec joie une mission qui donnait un si noble but aux derniers pas de ma longue carrière.

Sire, de toutes les vicissitudes que mon grand âge a traversées, de toutes les diverses fortunes auxquelles quarante années, si fécondes en événements, ont mêlé ma vie, rien, peut-être, n'avait aussi pleinement satisfait mes vœux, qu'un choix qui me ramène dans cette heureuse contrée. — Mais quelle différence entre les époques! Les jalousies, les préjugés qui divisèrent si longtemps la France et l'Angleterre, ont fait place aux sentiments d'une estime et d'une affection éclairée. Des principes communs resserrent, encore plus étroitement, les liens des deux pays. L'Angleterre, au dehors, répudie, comme la France, le principe de l'intervention dans les affaires extérieures de ses voisins, et l'ambassadeur d'une Royauté votée unanimement par

(1) Ce discours fut d'abord inséré dans le *National;* le *Moniteur* le reproduisit quelques jours après.

un grand peuple, se sent à l'aise, sur une terre de liberté, et près d'un descendant de l'illustre maison de Brunswick.

J'appelle avec confiance, Sire, votre bienveillance sur les relations que je suis chargé d'entretenir avec Votre Majesté, et je la prie d'agréer l'hommage de mon profond respect.

II

Page 385.

Discours adressé par S. M. l'Empereur Nicolas au Corps municipal de la ville de Varsovie, le 10 *octobre* 1835 (1).

Je sais, Messieurs, que vous avez voulu me parler; je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous épargner un mensonge, que je ne désire pas qu'il me soit prononcé. — Oui, Messieurs, c'est pour vous épargner un mensonge, car je sais que vos sentiments ne sont pas tels que vous voulez me les faire accroire.

Et comment y pourrais-je ajouter foi, quand vous m'avez tenu ce même langage la veille de la Révolution? — N'est-ce pas vous-mêmes qui me parliez, il y a cinq ans, il y a huit ans, de fidélité, de dévouement, et qui me faisiez les plus belles protestations? Quinze jours après, vous aviez violé vos serments, vous avez commis des actions horribles.

L'Empereur Alexandre, qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, a été payé de la plus noire ingratitude.

Vous n'avez jamais pu vous contenter de la position la plus avantageuse, et vous avez fini par briser vous-même votre bonheur. — Je vous dis ici la vérité, car je vous vois et je vous parle pour la première fois depuis les troubles.

Messieurs, il faut des actions et non pas des paroles, il faut que le repentir vienne du cœur; je vous parle sans m'échauffer; vous voyez que je suis calme; je n'ai pas de rancune et je vous ferai du bien malgré vous.

(1) Nous reproduisons cette pièce d'après le *Journal des Débats* du 11 novembre 1835.

Le Maréchal, que voici, remplit mes intentions, me seconde dans mes vues, et pense aussi à votre bien-être.

(A ces mots, les membres de la députation saluent le Maréchal.)

Eh bien, Messieurs, que signifient ces saluts? Avant tout, il faut remplir ses devoirs, il faut se conduire en honnêtes gens. — Vous avez, Messieurs, à choisir entre deux partis : ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre tranquillement, en sujets fidèles, sous mon gouvernement.

Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et, certes, ce n'est pas moi qui la rebâtirai.

Il m'est bien pénible de vous parler ainsi; il est bien pénible à un souverain de traiter ainsi ses sujets, mais je vous le dis pour votre bien. — C'est à vous, Messieurs, de mériter l'oubli du passé; ce n'est que par votre conduite, et par votre dévouement à mon gouvernement que vous pouvez y parvenir.

Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger, qu'on envoie ici de mauvais écrits et que l'on tâche de pervertir les esprits; mais la meilleure police du monde, avec une frontière comme vous en avez une, ne peut empêcher les relations clandestines; c'est à vous-mêmes à faire le police, à écarter le mal.

C'est en élevant bien vos enfants, en leur inculquant des principes de religion et de fidélité à leur souverain, que vous pouvez rester dans le bon chemin.

Et au milieu de tous ces troubles qui agitent l'Europe, et de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte.

Croyez-moi, Messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection. — Si vous vous conduisez bien, si vous remplissez tous vos devoirs, ma sollicitude paternelle s'étendra sur vous tous, et, malgré tout ce qui s'est passé, mon gouvernement pensera toujours à votre bien-être.

Rappelez-vous bien ce que je vous ai dit!

INDEX BIOGRAPHIQUE

DES NOMS DES PERSONNAGES MENTIONNÉS DANS CETTE CHRONIQUE

A

Abercromby (George-Ralph), 1800-1852. Colonel dans l'armée anglaise, il fut aussi membre du Parlement et lord-lieutenant. Il fit partie du cabinet de lord Grey.

Aberdeen (George-Hamilton-Gordon, lord), 1784-1860. Il servit avec distinction dans la diplomatie anglaise; fit partie de plusieurs ministères, et, en 1852, fut appelé aux fonctions de premier ministre qu'il exerça pendant trois ans.

Abergavenny (Henry, comte), 1755-1843. Il épousa, en 1781, Marie, fille unique de lord Robinson. Le nom de famille est Neville.

Abrantès (Laure de Saint-Martin-Permon, duchesse d'), 1784-1838. Par sa mère, elle descendait de la famille impériale des Comnènes. Née à Montpellier, elle épousa le général Junot à son retour d'Égypte, le suivit dans ses campagnes, étudia et observa beaucoup, et après la mort de son mari en 1813, se voua à l'éducation de ses enfants. Elle composa plusieurs romans, plus faits pour les cabinets de lecture que pour les bibliothèques.

Adélaïde d'Orléans (Madame), 1777-1847. Sœur cadette du roi Louis-Philippe, dont elle fut constamment l'amie dévouée. Cette princesse exerçait sur l'esprit de son frère un grand ascendant, on la surnommait son *Egérie*. Femme de tête, elle contribua, sous la Restauration, à rallier autour de Louis-Philippe les hommes les plus distingués du parti libéral, et, en 1830, à le décider à accepter la couronne. Elle ne se maria pas et laissa son immense fortune à ses neveux.

Adélaïde (la reine), 1792-1849. Fille du duc de Saxe-Meiningen, elle épousa en 1818 le duc de Clarence qui monta sur le trône d'Angleterre sous le nom de Guillaume IV.

Agoult (la vicomtesse d'), Anne-Henriette-Charlotte de Choisy, morte en 1841. Dame d'atour de Madame la Dauphine, qu'elle suivit dans son exil, elle mourut à Goritz. Elle avait épousé le vicomte Antoine-Jean d'Agoult qui mourut en 1828. Il fut grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, gouverneur de Saint-Cloud, pair de France en 1823 et chevalier du Saint-Esprit en 1825.

Alava (don Ricardo de), 1780-1843.

Lieutenant-général de l'armée espagnole. Il fut, en même temps que le prince d'Orange, aide de camp du duc de Wellington pendant la guerre et contracta alors avec le futur roi des Pays-Bas une vive amitié. Il fut ministre plénipotentiaire d'Espagne en Hollande, à Londres et à Paris, après la mort de Ferdinand VII. En 1834, il fut fait sénateur par la reine régente Marie-Christine. Après l'insurrection de La Granja, il se retira des affaires et vint se fixer en France où il mourut.

Albany (la comtesse d'), 1753-1824. Caroline de Stolberg avait épousé en 1773 le prétendant Charles-Edouard, qui avait pris le titre de comte d'Albany. Elle s'en sépara en 1780 et vécut avec le poète Alfieri à qui elle avait inspiré une grande passion, et qui l'épousa secrètement, après la mort du comte d'Albany. Après qu'Alfieri fut mort, la comtesse se retira à Florence, où elle se lia avec le peintre français Fabre.

Alcudia (le comte d'). Homme d'État espagnol. Membre du ministère Calomarde du vivant de Ferdinand VII, il remplaçait aux Affaires étrangères le ministre Salmon; mais il fut toujours un personnage secondaire, et perdit son poste à la mort de Calomarde.

Aldborough (lady), Cornélie, fille aînée de Charles Landry, épousa en 1804 lord Aldborough.

Alexandre le Grand. Roi de Macédoine. 356-323 avant Jésus-Christ.

Alexandre Ier. Empereur de Russie, 1777-1825. Fils aîné et successeur de l'empereur Paul Ier, il eut à soutenir de grandes luttes contre Napoléon Ier.

Alfieri (le comte Victor), 1749-1803, grand poète tragique italien; resté orphelin très jeune, son éducation fut très négligée, mais à l'âge de vingt-cinq ans, il se fit en lui une métamorphose subite. Pour plaire à la comtesse d'Albany, qui lui avait inspiré le goût des lettres et de la poésie, il se jeta dans les études les plus sérieuses, créa un système de composition poétique nouveau et écrivit, en prose, des ouvrages qui devaient le placer à côté de Machiavel.

Allen (George), 1770-1843. Médecin et érudit anglais, qui laissa des ouvrages historiques, métaphysiques et physiologiques nombreux. Très lié avec lord Holland, Allen vivait chez lui.

Althorp (John-Charles-Spencer, lord), 1782-1845. Homme d'État anglais, il fut nommé chancelier de l'Échiquier, après avoir été ministre de l'Intérieur et lord de l'Amirauté. Médiocrement doué au point de vue de l'éloquence et des capacités financières, il fut un ministre laborieux, consciencieux, et d'une honnêteté politique proverbiale.

Alvanley (lord), 1787-1849. Fils de Richard Pepper-Arden, ministre de la Justice, créé en 1801 lord Alvanley, il eut un duel avec Morgan, fils d'O' Connell.

Amélie d'Angleterre (la princesse), 1783-1810. Elle était la dernière des quatorze enfants du roi George III d'Angleterre, la favorite

et la compagne de son père. Elle mourut à vingt-sept ans sans s'être mariée.

Ampère (Jean-Jacques), 1800-1864. Professeur au Collège de France, littérateur distingué, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres et de l'Académie française.

Anne d'Autriche. Reine de France. 1602-1666. Fille aînée de Philippe II, roi d'Espagne, elle épousa Louis XIII, roi de France, et, à sa mort, devint régente pendant la minorité de son fils Louis XIV.

Anne Paulowna. Reine des Pays-Bas, 1795-1865. Elle était une des filles de l'empereur Paul de Russie et épousa en 1816 le roi Guillaume II des Pays-Bas.

Anne Stuart. Reine d'Angleterre. 1665-1714. Fille de Jacques II. Elle lutta contre Louis XIV et réunit l'Écosse à l'Angleterre.

Antrobus (lady), 1800-1885. Anne, fille unique de Hugh Lindsay, épouse de sir Edmond Antrobus.

Apponyi (la comtesse), 1798-1874. Elle était fille du comte Nogarola; elle épousa en 1818 le comte Antoine Apponyi, qui fut pendant de longues années ambassadeur d'Autriche à Paris.

Arbuthnot (Mrs), morte en 1834. Mrs Arbuthnot et son mari Charles Arbuthnot, surnommé *Gosch* dans le monde, étaient les amis les plus intimes du duc de Wellington, chez lequel ils vivaient, et très répandus dans la haute société de Londres.

Arenberg (la duchesse d'), née en 1730. Louise-Marguerite, fille unique et héritière du dernier comte de la Mark, épousa, en 1748, le duc Charles d'Arenberg.

Arenberg (le duc d'), Prosper-Louis, 1785-1861. Il avait épousé une princesse Lobkowitz en 1819.

Arenberg (le prince Pierre d'), 1790-1877. Il épousa en premières noces, en 1829, Mlle de Talleyrand-Périgord, qui mourut en 1842; en 1860, il se remaria avec la fille du comte Kannitz-Rietberg, veuve du comte Antoine Starhemberg.

Arenberg (la princesse Pierre d'). 1808-1842. Alix-Marie-Charlotte, fille du duc et de la duchesse de Périgord.

Argenson (le comte Voyer d'), 1771-1842. Petit-fils de Marc-Pierre d'Argenson, ministre de la guerre sous Louis XV. Il était entré au service militaire en 1791. En 1809, il fut préfet du département des Deux-Nèthes (Anvers). Député sous la Restauration et le gouvernement de Juillet, il se fit remarquer par ses opinions libérales. Il avait épousé la veuve du prince Victor de Broglie, mère du duc Victor.

Arnault (Antoine-Vincent), 1766-1834. Poète tragique et fabuliste français. Il s'attacha de bonne heure à Bonaparte, qu'il accompagna en Égypte et qui le nomma gouverneur des îles Ioniennes; puis, il travailla à l'organisation de l'Instruction publique. Il fut admis à l'Institut dès 1799 et devint en 1833 secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Ashley (sir Antoine), 1801-1881. Homme politique et philanthrope

anglais. En 1830, il épousa lady Emilie Cooper et, en 1851, à la mort de son père, devint *lord Shaftesbury*. En 1826, il était entré à la Chambre des communes, et fit partie de plusieurs ministères.

Athalin (le baron Louis-Marie), 1784-1856. Général du génie en France, il fit avec distinction les campagnes de l'Empire, reçut le titre de baron après la bataille de Dresde et devint, sous la Restauration, aide de camp du duc d'Orléans. Il fut chargé de plusieurs missions diplomatiques et nommé pair de France quand Louis-Philippe monta sur le trône. Après 1848, il rentra dans la vie privée.

Aubusson de la Feuillade (Pierre-Hector-Raymond, comte d'), 1765-1848. Sous le premier empire, il fut chambellan de l'impératrice Joséphine, puis ministre plénipotentiaire et ambassadeur. Il fut nommé pair par l'empereur aux Cent-Jours. La seconde Restauration l'éloigna : il ne rentra à la Chambre des pairs qu'en novembre 1831. Il était père de la duchesse de Lévis; il fut le dernier de son nom, ayant perdu en 1842 son fils, devenu fou.

Augereau (Pierre-François-Charles), 1757-1816. Maréchal de France sous le premier empire, duc de Castiglione, il se signala dans plusieurs campagnes. Il exécuta le coup d'État du 18 fructidor.

Auguste d'Angleterre (la princesse), fille du roi George III; elle ne se maria jamais.

Autriche (l'empereur d'), Ferdinand Ier, 1793-1875. Fils de François II, il monta sur le trône en 1835. Son incapacité et sa mauvaise santé l'obligèrent à laisser le gouvernement à une régence dirigée surtout par le prince de Metternich. Il abdiqua, en 1848, en faveur de son neveu François-Joseph Ier.

Autriche (l'archiduc Louis-Joseph d'), 1784-1864, fils de l'empereur Léopold II et de l'impératrice Marie-Louise, fille du roi Charles III d'Espagne. Il fut directeur général de l'artillerie.

Autriche (l'archiduchesse Sophie d'), 1805-1872. Fille de Maximilien Ier, roi de Bavière, elle épousa en 1824 l'archiduc François-Charles et fut la mère de l'empereur François-Joseph Ier.

B

Backhouse (John), mort en 1845. Homme d'État et écrivain anglais. Il fut, pendant quelques années, secrétaire particulier de Canning. Il a été deux fois sous-secrétaire aux Affaires étrangères.

Bacourt (Adolphe-Fourrier de), 1801-1865. Diplomate français, pair de France. Il fut envoyé à Londres auprès du prince de Talleyrand qui y était ambassadeur du roi Louis-Philippe. Il fut ensuite ministre à Carlsruhe, à Washington et ambassadeur à Turin. Il démissionna en 1848.

Baillot. Jeune officier, fils unique; tué à Paris dans l'émeute du 13 avril 1834 par un coup de pistolet, à

bout portant, pendant qu'il portait un ordre du maréchal Lobau.

Balbi (la comtesse de), 1753-1839. Elle était fille du marquis de Caumont-La Force et avait épousé un Génois, le comte de Balbi. Dame d'honneur de la comtesse de Provence, elle fut honorée de l'amitié du comte de Provence (plus tard Louis XVIII).

Barante (le baron de), 1782-1866. Il fut successivement auditeur au Conseil d'État, chargé de missions diplomatiques, préfet de la Vendée, puis de Nantes, député, pair de France et ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Comme historien, il obtint les plus grands succès et entra à l'Académie.

Barrington (Charles). Jeune Anglais, de l'intimité de lord Holland vers 1832.

Barrot (Odilon), 1781-1873. Homme politique français. Il commença sa carrière dans le droit et prit une part active à la révolution de 1830. Sous le règne de Louis-Philippe, il fut le chef de la gauche dynastique.

Barthe (Félix), 1795-1863. Magistrat et homme d'État français. Affilié aux *carbonari*, il fut un ennemi véhément de la Restauration. Député en 1830, il fut ensuite ministre de l'Instruction publique, garde des Sceaux, président de la Cour des comptes. En 1834, il fut nommé pair. Dans le Cabinet Molé, il fut ministre de la Justice. En 1852, il fut appelé au Sénat.

Bartholony (François), 1796-1881. Riche financier genevois, un des fondateurs de la Compagnie de chemins de fer d'Orléans; il prit une part active à la création du Crédit foncier de France.

Bastard d'Etang (le comte), 1794-1844. Magistrat et homme politique français. Conseiller à la Cour en 1810, il fut appelé en 1819 à la Chambre des pairs. Il instruisit avec intégrité le procès de Louvel, montra beaucoup d'indépendance politique, et après 1830 fut un des membres chargés de l'instruction du procès des ministres de Charles X.

Bassano (Hughes-Bernard Maret, duc de), 1763-1839. Commença par être avocat, et en 1789, publia les bulletins de l'Assemblée nationale, fondant ainsi le *Moniteur universel*. Bonaparte le nomma, après le 18 Brumaire, secrétaire général des consuls, puis ministre. Il accompagna toujours l'empereur, fut nommé en 1811 duc de Bassano, et ministre des Affaires étrangères. Nommé pair de France en 1831 par le roi Louis-Philippe, il fut un instant ministre de l'Intérieur et président du Conseil en 1834.

Bassano (duchesse de), Mme Maret, femme du duc de Bassano, fut dame d'honneur des impératrices Joséphine et Marie-Louise.

Bathurst (Henry, comte), 1762-1834. Homme d'État anglais, un des plus éminents du parti Tory. Il fut ministre des Affaires étrangères, de la Guerre, du Commerce, des Colonies, président du Conseil formé par le duc de Wellington dont il était l'ami intime, et se montra l'ennemi acharné de Napoléon Ier.

qu'il fit reléguer à Sainte-Hélène.

Batthyány (la comtesse), 1798-1840. Elle était née baronne d'Ahrenfeldt et avait épousé le feld-maréchal comte Bubna. Devenue veuve en 1825, elle se remaria en 1828 avec le comte Gustave Batthyany Stratlman.

Baudrand (Marie-Étienne-François, comte de), 1774-1848. Général français, servit sous la République, dans les armées du Rhin et d'Italie, prit part comme chef d'état-major à la bataille du Mont Saint-Jean, devint pair de France sous Louis-Philippe, aide de camp du duc d'Orléans au siège d'Anvers en 1832 et, en 1837, gouverneur du comte de Paris.

Beauharnais (Eugène de), 1781-1824. Fils du général de Beauharnais et de Joséphine Tascher de la Pagerie, plus tard impératrice par son second mariage avec Bonaparte, Eugène de Beauharnais prit une part active aux guerres de l'empire ; en 1805, il fut nommé vice-roi d'Italie et en 1806 il épousa la princesse Auguste, fille du roi de Bavière. Après la chute de Napoléon, il se retira en Bavière, avec le titre de duc de Leuchtenberg.

Beauharnais (Hortense de), 1783-1837. Fille de l'impératrice Joséphine, elle épousa, en 1802, Louis Bonaparte, roi de Hollande, et fut mère de Napoléon III. La Restauration lui donna une pension et le titre de duchesse de Saint-Leu.

Beauharnais (Stéphanie de), 1789-1860. Fille de Claude de Beauharnais, chambellan de l'impératrice Marie-Louise, elle avait épousé en 1806 le grand-duc Charles-Louis-Frédéric de Bade, dont elle devint veuve en 1818.

Beauveau (la maréchale, princesse de), 1720-1807. Marie-Charlotte de Rohan-Chabot avait d'abord épousé en 1749 J.-B. de Clermont d'Amboise ; devenue veuve, elle se remaria en 1764 avec le prince de Beauveau.

Beauvilliers (la duchesse de), 1774-1824. Elle était la septième fille du duc de Mortemart, et de son premier mariage avec Mlle d'Harcourt. Elle épousa le duc François de Beauvilliers de Saint-Aignan, pair de France.

Bedford (John, duc de), 1766-1839. Il épousa d'abord une fille du vicomte de Torrington, et en secondes noces, une fille du duc de Gordon. Son troisième fils fut lord John Russell.

Bedford (la duchesse de), morte en 1853. Fille d'Alexandre, duc de Gordon, elle épousa en 1803 le duc de Bedford.

Beïra (la duchesse de), 1793-1874. Marie-Thérèse, infante de Portugal, devint veuve en 1813 de don Pedro-Charles, infant d'Espagne, se remaria à l'infant don Carlos d'Espagne en 1828 et en devint veuve en 1855.

Belfast (lady), 1799-1860. Anne-Henriette, fille aînée de Richard, comte de Glengall, épousa en 1822 le baron de Belfast.

Belges (la reine des), Louise, princesse d'Orléans, 1812-1850. Seconde femme du roi Léopold Ier de Belgique et fille de Louis-Philippe, roi des Français.

Benkendorff (Alexandre, comte), 1784-1844, officier russe. Lors de la rébellion de 1825, il se montra dévoué à l'empereur Nicolas, qui le prit comme aide de camp, le fit comte et sénateur. Il était frère de la princesse de Lieven.

Béranger (Mme de), morte en 1826. Mlle de Lannois épousa en 1793 le duc de Châtillon-Montmorency. Devenue veuve, elle se remaria en 1806 avec le comte du Gua de Béranger.

Béranger (Mlle Élisabeth de), fille du second mariage de la duchesse de Châtillon, elle épousa le comte Charles de Vogüé, frère du marquis.

Bergami (Barthélemy). Postillon italien des écuries de la Reine Caroline, épouse de George IV d'Angleterre; la reine l'éleva au rang de chambellan, après qu'elle eut quitté l'Angleterre et se fut réfugiée en Italie. Il était très beau. Il avait deux frères, Balloti et Louis. La Princesse donna l'intendance de sa maison à celui-ci et chargea l'autre de sa caisse; leur sœur, qui avait épousé un comte Oldi, devint sa dame d'honneur.

Bergeron (Louis), né en 1811. Journaliste français. Après 1830, il se jeta dans le mouvement républicain et fut accusé, en novembre 1832, d'avoir tiré sur Louis-Philippe; il fut acquitté, mais en 1840, ayant souffleté en plein Opéra M. de Girardin pour une question de polémique, il fut condamné à trois ans de prison.

Berry (le duc de), 1778-1820. Second fils du comte d'Artois (Charles X), il suivit sa famille dans l'émigration et revint en France en 1814. En 1816 il épousa la princesse Caroline de Naples. Il fut assassiné à Paris, le 13 février 1820, par Louvel, qui voulait éteindre en lui la race des Bourbons, mais il laissa un fils posthume, le duc de Bordeaux.

Berry (la duchesse de), 1798-1870. La princesse Caroline, fille de François Ier, roi des Deux-Siciles; elle épousa, en 1816, le duc de Berry, second fils de Charles X, et fut la mère du duc de Bordeaux.

Berryer (Antoine), 1790-1868. Avocat de premier ordre, orateur du parti légitimiste, il fut plusieurs fois député et entra à l'Académie en 1855. Il avait épousé, à vingt ans, Mlle Caroline Gauthier. Ses dernières années se passèrent dans la retraite, dans sa terre d'Augerville.

Bérulle (le cardinal Pierre de), 1575-1629. Aussi distingué par son caractère doux et conciliant que par sa fermeté religieuse et l'étendue de son savoir, il seconda puissamment le cardinal du Peyron dans ses controverses avec les protestants. Il établit en France l'ordre des Carmélites et fonda la congrégation de l'Oratoire.

Bertin de Veaux. 1766-1842. Né à Essonnes; il fonda en 1799 le *Journal des Débats* avec son frère. Il fut conseiller d'État, député et vice-président de la Chambre, ministre à La Haye et pair de France.

Bignon (Louis-Pierre-Édouard, ba-

ron), 1771-1841. Diplomate français, il fut secrétaire de légation en Suisse, en Sardaigne, en Prusse; ministre à Cassel, à Carlsruhe; administrateur en Pologne et en Autriche sous le premier empire; il fut député en 1817 et pair de France en 1837.

Biron (Armand-Louis, duc de), 1747-1793. Connu sous le nom de Lauzun. Il fit la guerre de l'Indépendance en Amérique. En 1792, il fut nommé général en chef des armées du Rhin. Accusé de trahison par le comité du Salut public et traduit devant le tribunal révolutionnaire, il fut condamné à mort et exécuté.

Biron-Courlande (la princesse Antoinette de), 1813-1831, épousa le comte de Lazareff, colonel russe.

Bjoerstjerna (Magnus-Frédéric-Ferdinand), 1779-1847. Après la bataille d'Eckmühl, il fut envoyé en mission auprès de Napoléon Ier; il fut, plus tard, ministre plénipotentiaire à Londres.

Blacas (Pierre-Louis-Jean, duc de), 1770-1839. Il s'attacha à la personne de Louis XVIII pendant son exil, et, à la Restauration, il fut nommé ministre de la maison du roi. En 1815, il entra à la Chambre des pairs et fut envoyé à Naples pour négocier le mariage du duc de Berry avec la princesse Caroline, et à Rome pour conclure un concordat qui n'a jamais été appliqué.

Boigne (la comtesse de), 1780-1866. Adèle d'Osmond épousa en 1798, pendant l'émigration, le comte de Boigne, qui, après une vie d'aventures, était revenu fort riche des Indes. De 1814 à 1859, le salon de Mme de Boigne fut, à Paris, l'un des plus importants du monde aristocratique, diplomatique et politique. Le duc Pasquier en était le plus fidèle habitué.

Boismilon (Jacques-Dominique de), 1795-1871. Professeur français. Il fut choisi comme secrétaire du duc d'Orléans; plus tard, il fut attaché au comte de Paris et promu officier de la Légion d'honneur en 1845.

Boissy (Mlle Rouillé de). Sœur du marquis de Boissy, pair de France, elle avait épousé le comte Pierre d'Aubusson qui devint fou, et dont elle devint veuve en 1842. Elle mourut elle-même en 1855.

Bolivar (Simon), 1783-1830. Le libérateur de l'Amérique. Il affranchit le Venezuela et la Nouvelle-Grenade, qu'il unit, sous le nom de Colombie, en une seule République.

Bonaparte (le général), voir à Napoléon Ier.

Bonaparte (Jérôme), 1784-1860. Roi de Westphalie. Il était le plus jeune frère de Napoléon Ier. Dans sa jeunesse, il avait épousé miss Paterson dont l'Empereur le força à divorcer pour épouser la princesse Catherine de Würtemberg.

Bonaparte (Lucien), 1773-1840. Troisième frère de Napoléon Ier. Plein de talents, mais d'un caractère indépendant, il essuya la disgrâce de son frère et se retira à Rome où le pape Pie VII érigea en principauté sa terre de Canino.

Bonnivard (François de), 1494-1571.

Chroniqueur et homme politique. Prieur de Saint-Victor dans le territoire de Genève. Il se ligua avec les patriotes de cette ville contre Charles III, duc de Savoie, qui en convoitait la possession. Le duc, devenu maître de Genève, emprisonna Bonnivard à Chillon où il resta six ans. Lord Byron l'a mis en scène dans son beau poème *le Prisonnier de Chillon*.

Bordeaux (le duc de), 1820-1883. Fils du duc de Berry et petit-fils de Charles X. Il vécut dans l'exil avec sa famille à partir de 1830, soit à Venise, soit à Frohsdorf en Styrie, où il portait le titre de comte de Chambord. Il avait épousé une archiduchesse d'Autriche et n'eut jamais d'enfant.

Boule (André-Charles), 1642-1732. Ébéniste dont les ouvrages sont très recherchés.

Bourqueney (baron, puis comte de), 1800-1869. Attaché à la rédaction du *Journal des Débats*, puis maître des requêtes au conseil d'État, il entra ensuite dans la diplomatie, et fut secrétaire de l'ambassade de Londres, puis en 1844 ambassadeur à Constantinople, et en 1859 à Vienne. Il quitta bientôt après la carrière diplomatique pour entrer au Sénat.

Bragance (la duchesse de), 1812-1873. Amélie-Auguste, fille d'Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie, et d'une princesse de Bavière, fut la deuxième femme de l'empereur du Brésil dom Pedro Ier, dont elle devint veuve en 1834.

Brenier de Renaudière (le baron), 1807-1885. Il fut chargé en 1828 d'une mission en Grèce, et plus tard secrétaire d'ambassade à Londres, Lisbonne et Bruxelles. En 1855, il était ministre à Naples.

Bresson (Charles, comte), 1788-1847. Diplomate français, il fut chef de division au ministère des affaires étrangères sous Napoléon Ier. Nommé en 1833 premier secrétaire à Londres, il reçut en 1836 le poste de ministre à Berlin où il rétablit les relations d'amitié entre la France et la Prusse. En 1841, il devint ambassadeur à Madrid, et, en 1847, à Naples où il se tua bientôt, dans un accès de démence.

Bretonneau (Pierre, docteur), 1778-1862. Célèbre médecin français, résidant à Tours, son pays d'origine, où il s'était établi, indifférent à la renommée. Il fut une des gloires médicales de la France et fit beaucoup de bien aux pauvres.

Broglie (le duc de), Achille-Charles-Victor. 1785-1870. Membre de la Chambre des pairs, il s'y honora en défendant le maréchal Ney, lors de son procès. Attaché au parti doctrinaire, il fut plusieurs fois ministre sous Louis-Philippe. Il fut membre de l'Académie française. Il avait épousé la fille de Mme de Staël.

Broglie (la duchesse de), 1797-1840. Albertine de Staël épousa en 1814 le duc Victor de Broglie. Mme de Broglie était belle, sérieuse, pieuse et passait pour un peu sévère.

Brooke (lord), né en 1818, il épousa en 1852 Anne, fille du comte de

Wemyss, et succéda en 1853 à son père comme lord Warwick.

Brougham (Henry, lord), 1778-1868. Homme politique et écrivain anglais, il collabora avec éclat à la *Revue d'Edimbourg* et fut, par de grands succès au barreau, conduit au Parlement en 1810. Il fut l'avocat célèbre et heureux de la reine Caroline accusée d'adultère. Il se distingua toujours par la défense des idées libérales. Il devint pair et chancelier sous le ministère de lord Grey, en 1830.

Brougham (lady), morte en 1865. Marie-Anne, fille de sir Thomas Eden, avait épousé d'abord lord Spalding. Devenue veuve, elle épousa lord Brougham en 1819. Une seule fille naquit de ce mariage, elle se nommait Éléonore, et mourut à dix-sept ans d'une maladie de poitrine. Ce fut dans l'espoir de la ramener à la vie que lord Brougham construisit, dans le beau climat de Cannes, une maison qui fut le commencement de la prospérité de cet endroit.

Bülow (Henri, baron de), 1790-1846. Diplomate prussien. En 1827, il fut nommé ministre en Angleterre et prit part aux conférences de Londres en 1831. Plus tard, il fut chargé du portefeuille des Affaires étrangères en Prusse. Il avait épousé la fille de Guillaume de Humboldt.

Burghersh (John, lord), 1811-1859. Après la mort de son père, comte de Westmorland. Ancien aide de camp du duc de Wellington, il passa dans la diplomatie, fut ministre à Florence, à Berlin, à Vienne. Grand musicien, il a composé plusieurs opéras.

Butera (le prince de), mort en 1841. Anglais, du nom de Wilding, qui avait épousé la princesse de Butera, d'une grande famille de Palerme. Par un décret du roi des Deux-Siciles, il fut autorisé en 1822 à ajouter ce titre à son nom. En 1835, un autre décret lui accorda, en toute propriété, le titre de prince de Radoli qu'il porta jusqu'à sa mort. Il ne laissa point d'enfant.

Byron (George-Gordon, lord), 1788-1824. Célèbre poète anglais. Au moment de l'insurrection hellénique, il se rendit en Grèce et mourut à Missolonghi.

C

Calomarde (François-Thadé), 1775-1842. Homme d'État espagnol qui fut l'âme de la politique de son pays après le rétablissement de Ferdinand VII. Il fit partie, en 1824, du ministère de grâce et de justice, où il sut se conserver une influence prépondérante sur les déterminations du roi. Il devint l'âme du parti rétrograde, prit part au décret par lequel Ferdinand VII abolissait la loi salique en Espagne, et fit punir sévèrement les tentatives carlistes. Mais lors de la grave maladie du Roi en 1832, où on le crut mort, Calomarde fut le premier à saluer don Carlos du titre de Roi, et la reine Christine devenue régente l'exila

dans ses terres. Il allait y être arrêté lorsqu'il s'enfuit en France où il vécut dans la retraite jusqu'à sa mort.

Cambridge (la duchesse Auguste de), 1797-1889. Elle était fille du landgrave Frédéric de Hesse-Cassel, et épousa en 1818 le duc Adolphe-Frédéric de Cambridge, septième fils du roi George III d'Angleterre. Elle devint veuve en 1857.

Campan (Mme), 1752-1822. Jeanne Genest, devint à quinze ans lectrice de Mesdames, filles de Louis XV. Elle épousa M. Campan et devint première femme de chambre de Marie-Antoinette. Pendant la Révolution, retirée dans la vallée de Chevreuse, elle y fonda un pensionnat où Mme de Beauharnais fit entrer sa fille. Napoléon Ier nomma, plus tard, Mme Campan surintendante de la maison qu'il fonda à Ecouen pour l'éducation des filles de la Légion d'honneur.

Canino (Charles-Jules-Laurent, prince de), et de Musignano, 1803-1857. Fils de Lucien Bonaparte, il épousa une fille de Joseph Bonaparte. Président de l'Assemblée constituante romaine en 1848, naturaliste distingué, correspondant de l'Institut de France.

Canizzaro (la duchesse de). Elle était Anglaise, et avait épousé François de Plantamone, duc de Canizzaro, qui fut pendant plusieurs années ministre des Deux-Siciles accrédité à la cour d'Angleterre.

Canning (George), 1770-1827. Homme d'État anglais. Il laissa le barreau et se fit nommer à la Chambre des communes en 1793, y soutint Pitt qui le fit nommer sous-secrétaire d'État. Plus tard, il fut dans l'opposition; puis fut ambassadeur à Lisbonne. Il voyagea sur le Continent et ses liaisons avec les libéraux de Paris changèrent ses principes. En 1822, il fut appelé au ministère des Affaires étrangères et s'employa, depuis lors, à des réformes libérales. Il fit des efforts généreux en faveur des catholiques.

Canning (Charles-John, comte), 1812-1862. Homme d'État anglais, fils de G. Canning. Il entra en 1836 à la Chambre des communes du côté de l'opposition dirigée par sir Robert Peel. A la mort de son père, il entra à la Chambre des lords et fut sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères; en 1846, il fut nommé directeur général des Eaux et Forêts; en 1852, directeur général des Postes, puis gouverneur des Indes, où il eut à lutter pendant deux ans contre l'insurrection.

Canning (lady), 1817-1861. Fille aînée de lord Stuart de Rothesay, elle épousa lord Canning en 1835 et mourut sans laisser d'enfants.

Canova (Antoine), 1757-1822. Célèbre sculpteur italien.

Capo d'Istria (Jean-Antoine, comte), 1776-1831. Né à Corfou, il fit son éducation en Italie et entra au service russe. L'empereur Alexandre Ier l'employa à plusieurs missions en Allemagne, en Turquie, en Suisse; il fut plénipotentiaire au deuxième traité de Paris en

1815. Plus tard, retiré en Suisse, il prêta son appui aux Grecs révoltés. Il fut assassiné par les fils du Bey des Mainotes.

Carlisle (Georges-William, vicomte Morpeth, lord), 1802-1864. Petit-fils, par sa mère, de la belle duchesse de Devonshire; il remplit avec distinction les fonctions de lord-lieutenant d'Irlande, sous le ministère libéral de lord John Russell.

Carlotta (l'infante), 1804-1844. Fille du roi des Deux-Siciles, sœur de la reine Marie-Christine d'Espagne et épouse de don Francesco de Paulo, infant d'Espagne.

Caroline (la reine), 1781-1821. Fille du duc de Brunswick, elle épousa en 1795 le prince de Galles qui fut régent en 1810 et devint roi d'Angleterre en 1820 sous le nom de George IV. Son mari l'accusa publiquement d'adultère dans un procès célèbre. L'enquête ne constata que des inconséquences chez cette Princesse.

Carrache (Annibal), 1560-1609. Considéré comme le plus grand des peintres de sa famille, où ils étaient, presque tous, des artistes distingués.

Carrel (Armand), 1800-1836. Célèbre publiciste français. Ancien élève de Saint-Cyr, il prit une part active aux conspirations semi-libérales, semi-bonapartistes sous la Restauration, et, au moment de la révolution espagnole, alla secrètement soutenir les constitutionnels. Il quitta l'épée pour la plume, devint rédacteur en chef du *National*, journal fondé par MM. Thiers et Mignet dans le but de hâter la chute des Bourbons et de préparer l'avènement de la maison d'Orléans. Ce ne fut qu'en 1832 que le *National* arbora le drapeau républicain. Carrel se battit en duel avec M. de Girardin et mourut quarante-huit heures après, des suites de ses blessures.

Castellane (André, marquis de), 1758-1837. Député de la noblesse en 1789, il s'unit au Tiers-État et fut secrétaire de l'Assemblée constituante. Jeté en prison pendant la Terreur il n'échappa à la mort que par la chute de Robespierre. En 1802, il fut nommé préfet des Basses-Pyrénées, et, ensuite, maître des requêtes au conseil d'État. Louis XVIII le nomma pair de France en 1815 et lieutenant-général l'année suivante. Il fut le père du maréchal de Castellane.

Castellane (comtesse de), 1796-1847. Cordelia Greffulhe, épousa en 1813 le comte de Castellane, plus tard maréchal de France

Castlereagh (Robert Stewart, marquis de Londonderry, vicomte), 1769-1822. Entra de bonne heure à la Chambre des communes où il soutint la politique de Pitt. Ennemi acharné de la Révolution française, âme des coalitions contre Napoléon Ier, il fournit des subsides aux puissances pendant qu'il était ministre de la guerre. Lors du congrès de Vienne, en 1815, il sacrifia la Pologne, la Belgique, la Saxe et Gênes; sa conduite fut vivement attaquée au Parlement. Dans un accès de démence, il mit fin à ses jours.

Castries (Armand-Charles-Augustin de la Croix, duc de), 1756-1842. Député aux États généraux, il avait fait comme colonel la guerre de l'Indépendance en Amérique. Il défendit énergiquement les prérogatives de la royauté et blessa au bras Charles de Lameth dans un duel né d'une discussion politique, ce qui l'obligea à passer en Allemagne. En 1814, il fut nommé pair de France, général de division. Plus tard, il se rallia à la monarchie de Juillet.

Catherine d'Aragon, 1483-1536. Fille de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille, elle épousa successivement Henri VII et Henri VIII d'Angleterre. Ce dernier la répudia pour épouser Anne de Boleyn, et ce divorce fut l'origine du schisme en Angleterre.

Catherine de Médicis. 1519-1589. Reine de France. Fille de Laurent II de Médicis, elle épousa Henri II, roi de France, et fut régente pendant la minorité de son second fils Charles IX. Catherine avait apporté d'Italie le goût des arts, elle construisit le palais des Tuileries et continua le Louvre.

Catherine Paulowna (la grande-duchesse), 1788-1819. Fille de l'empereur Paul Ier de Russie, elle épousa d'abord le prince Pierre de Holstein, puis Guillaume Ier, roi de Würtemberg, dont elle eut une fille.

Caulaincourt (la comtesse de), morte en 1835. Blanche d'Aubusson, épousa en 1812 Auguste-Jean-Gabriel de Caulaincourt, qui fut tué à la bataille de la Moskova, et qui était frère du duc de Vicence.

Celles (Antoine-Charles, comte de Visher de), 1769-1841, d'une famille illustre du Brabant, il fut élu député aux États-généraux de cette province. Napoléon Ier le nomma maître des requêtes au conseil d'État et préfet de la Loire-Inférieure, puis du Zuyderzée. Après 1814, devenu sujet du roi des Pays-Bas, il fut élu pendant quelque temps aux États provinciaux. Le roi Léopold l'ayant envoyé comme ministre plénipotentiaire en France, M. de Celles se fit naturaliser, et devint conseiller d'État en France en 1833. Il était le beau-frère du maréchal Gérard.

Chabannes la Palice (le comte Alfred de), 1799-1868. Il fut d'abord garde du corps de Louis XVIII, puis chef d'escadron et colonel après le siège d'Anvers. Il devint général de brigade et aide de camp du roi Louis-Philippe en 1840. Il quitta le service en 1848 et suivit la famille royale en exil.

Chabannes (Louisa de), 1791-1869. Religieuse carmélite ; elle fut supérieure du couvent de Paris pendant plusieurs années, puis de celui de Bruxelles où elle mourut.

Chalais (la princesse de), Marie-Françoise de Rochechouart-Mortemart, épousa en premières noces le marquis de Cany dont elle eut une fille qui fut la grand'mère du prince de Talleyrand. Elle épousa, en secondes noces, Louis-Charles de Talleyrand, prince de Chalais, qui mourut en 1757. Elle était dame du palais de la Reine.

Chalais (la princesse de), morte en 1834. Élolie-Pauline Beauvilliers de Saint-Aignan, épousa en 1832 Hélie-Roger de Talleyrand-Périgord, prince de Chalais, titre que porte le fils aîné du chef de cette maison.

Chantelauze (Victor de), 1787-1859. Député et dernier garde des Sceaux de Charles X, il avait rédigé les fameuses ordonnances qui amenèrent la révolution de Juillet; il fut arrêté et condamné à la prison perpétuelle. L'amnistie do 1837 le rendit à la liberté.

Charlemagne. 742-814. Roi des Francs, chef de la dynastie des Carolingiens; il succéda à son père Pépin le Bref en 768; en 800 le pape Léon III le couronna empereur d'Occident.

Charles Ier. Roi d'Angleterre, 1600-1649. Fils de Jacques Ier, il épousa Henriette de France, fille du Roi Henri IV et sœur de Louis XIII. Victime de la Révolution de 1648, il fut condamné à mort et mourut sur l'échafaud.

Charles IX. Roi de France, 1550-1574. Deuxième fils de Henri II et de Catherine de Médicis. Sous son règne, le royaume fut déchiré par les guerres de religion.

Charles X. Roi de France. 1757-1836. Frère de Louis XVI et de Louis XVIII à qui il succéda en 1824, il porta le titre de comte d'Artois jusqu'à son avènement; il mourut à Goritz en exil.

Charles-Jean. Roi de Suède, 1764-1844. Général Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, maréchal de France, il épousa Mlle Clary, sœur de la femme de Joseph Bonaparte. Après la mort de Charles XIII de Suède qui l'avait adopté, il devint en 1818 roi de Suède et de Norvège.

Charlotte de Prusse (la princesse), 1798-1860. Fille du roi Frédéric-Guillaume III, elle épousa en 1817 le grand-duc Nicolas de Russie qui succéda sur le trône à son frère Alexandre Ier.

Chateaubriand (François-René, vicomte de), 1768-1848. Un des plus illustres écrivains français du dix-neuvième siècle. Il eut des relations avec beaucoup de femmes connues par leur talent, leur grâce ou leur beauté. Sous la Restauration, il fut pendant quelques années dans la diplomatie, et, comme ministre des Affaires étrangères, il prit une grande part à la guerre d'Espagne en 1822.

Chatillon-Montmorency (duc de), mari de Mlle de Lannois. Il périt noyé dans le naufrage de la frégate *la Blanche* à l'entrée de l'Elbe.

Chodron (Jules), 1804-1870. Fils du notaire du prince de Talleyrand, qui obtint pour lui, du roi Louis-Philippe, le nom de Courcel, il entra dans la diplomatie, où il sut se faire une position aussi honorable que distinguée. Son fils fut pendant plusieurs années ambassadeur à Berlin et à Londres.

Choiseul-Stainville (Étienne-François, duc de), 1719-1785. Homme d'État français, ambassadeur, puis ministre, de 1758 à 1770, sous Louis XV, il fit conclure *le Pacte de famille*. Une intrigue de cour

le renversa parce qu'il ne voulait pas plier devant la Dubarry. Relégué dans sa terre de Chanteloup, il y reçut, malgré le roi, le témoignage de l'estime publique. Il avait épousé Mlle Crozat du Châtel, qui paya les dettes que la générosité de son mari lui avait fait contracter, et passa les dernières années de sa vie, après son veuvage, dans un pauvre couvent de Paris.

Clanricarde (marquis de), 1802-1874. Homme politique anglais. Il épousa en 1825 la fille de Canning et fut appelé, l'année suivante, à siéger à la Chambre des lords. Il fut sous-secrétaire aux Affaires étrangères en 1826, ambassadeur en Russie de 1838 à 1841, directeur général des postes de 1846 à 1852 et lord du Sceau privé en 1857.

Clanricarde (lady), morte en 1876. Henriette, fille unique de G. Canning, épouse de lord Clanricarde.

Clarence (duchesse de), 1792-1849. Voir à Adélaïde (la reine).

Clarendon (Edouard-Hyde, comte), 1608-1674. Magistrat et historien anglais. Lors de la guerre civile, sous Charles Ier, il prit le parti du roi Charles II qui le nomma grand chancelier. Il se retira en France et mourut à Rouen.

Clarendon (lord), 1800-1870. Ministre d'Angleterre à Madrid en 1833, plus tard ministre du Commerce et lord-lieutenant d'Irlande. En 1853, il devint ministre des Affaires étrangères, représenta l'Angleterre au Congrès de Paris en 1856, puis fut ambassadeur en Italie en 1868.

Cobbett (William), 1766-1835. Démagogue anglais. Il passa plusieurs années aux États-Unis; à son retour en Angleterre en 1804, il y rédigea un journal radical qui fut souvent poursuivi. Élu en 1832 à la Chambre des communes, il y appuya chaudement la réforme parlementaire.

Cobourg (le prince Ferdinand de), 1816-1888. Ce prince fut le deuxième mari de la reine de Portugal, doña Maria da Gloria, qu'il épousa en 1836. Il reçut le titre de Roi en 1837. Veuf en 1853, il fut régent pendant la minorité de son fils. En 1869, il contracta un mariage morganatique avec Mlle Hensler, qui fut faite comtesse Elice d'Edla. Il était frère du roi Léopold de Belgique et de la duchesse de Kent.

Colmaghi. Marchand de tableaux et de gravures à Londres. L'origine de cette maison, qui existe encore, remonte à 1750, lorsque Paul Colmaghi, Italien venu de Paris à Londres, y ouvrit une boutique en association avec M. Nolteno. Le roi George IV en fut un constant protecteur

Conroy (sir John), 1786-1854. Officier anglais; il fut chevalier d'honneur de la duchesse de Kent. A son avènement, la reine Victoria le fit baron. Il avait épousé en 1808 la fille et héritière du major Fisher, frère de l'évêque de Salisbury.

Conyngham (William, lord), 1765-1854. Avocat irlandais, membre de la Chambre des communes, il appartenait au groupe libéral de-

Burke ; vers la fin de de sa vie il pencha vers les tories. Il fut élevé à la Pairie.

Convngham (Henri, baron), 1766-1832. Il épousa la fille aînée de Joseph Denison.

Convngham (lady). Morte en 1861. Élisabeth, fille de J. Denison, banquier à Londres, épousa en 1794 le baron Henri Conyngham, qui fut créé marquis en 1816. Amie intime du prince régent d'Angleterre, plus tard le roi George IV, elle sut profiter de son pouvoir sur lui.

Convngham (François-Nathaniel, marquis de), 1797-1882. Il portait, du vivant de son père, le nom de Mount-Charles. Il se signala dans les affaires publiques par ses idées libérales, fut sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, lord de la Trésorerie, directeur des Postes en 1834, membre du Conseil privé en 1835 et vice-amiral de l'Ulster en 1849.

Corinne, femme poète de la Grèce, cinquième siècle avant Jésus-Christ.

Cousin (Victor), 1792-1867. Philosophe et écrivain français, pair de France, directeur de l'École normale et membre de l'Académie française. Il fut un instant ministre de l'Instruction publique sous M. Thiers en 1840.

Cowley (lady), 1796-1860. Georgiana-Auguste, fille aînée du marquis de Salisbury, épousa en 1816 l'Honorable Henry Wellesley, créé en 1828 baron Cowley.

Cowper (lady), sœur de W. Lamb, lord Melbourne. Elle épousa en deuxièmes noces, en 1840, lord Palmerston, à l'âge de 50 ans.

Cranmer (Thomas), 1489-1556. Archevêque de Canterbury, promoteur de la Réforme en Angleterre. Il prononça lui-même le divorce que le Pape avait refusé à Henri VIII contre Catherine d'Aragon. A l'avènement de la reine Marie Tudor, il fut arrêté comme hérétique et mourut sur le bûcher.

Cromwell (Olivier), 1599-1658. Protecteur de la République d'Angleterre en 1652, il amena la ruine du parti royaliste et les infortunes du roi Charles Ier, qu'il fit condamner à mort.

Cumberland (Ernest-Auguste, duc de), 1771-1851. Le dernier des fils de George III d'Angleterre. En 1837, il monta sur le trône de Hanovre.

Cumberland (duchesse de), 1778-1841. Frédérique, princesse de Mecklembourg-Strelitz, sœur cadette de la reine Louise de Prusse; elle épousa, en 1793, le prince Louis de Prusse, frère du roi Frédéric-Guillaume III. Devenue veuve, elle épousa en deuxièmes noces le prince Frédéric-Guillaume de Solms-Braunfels, et enfin en troisièmes noces le duc de Cumberland, qui fut appelé au trône de Hanovre en 1837. Elle fut la mère du roi Georges V de Hanovre.

Cuvier (Georges), 1769-1838. Célèbre naturaliste, membre de l'Académie française. Il fut conseiller d'État en 1814 et pair de France en 1831.

Czartoryski (le prince Adam), 1770-

1861. Fils d'Adam-Casimir Czartoryski, qui, à la mort d'Auguste III, roi de Pologne, fut porté candidat au trône, mais que Catherine II en fit écarter au profit de Stanislas Poniatowski. Envoyé comme otage à Saint-Pétersbourg après le partage de la Pologne, il y jouit d'une grande faveur auprès de l'empereur Alexandre Ier, devint ministre des Affaires étrangères de 1801 à 1805, et en 1815 fut sénateur-palatin de Pologne, et curateur de l'Université de Vilna. Il se retira des affaires en 1821, et, après 1830, s'établit à Paris. En 1817, il avait épousé la princesse Anna Sapieha.

D

Dacre (lord), 1774-1851. Thomas Brand. Il épousa, en 1819, Barbe, fille de sir C. Ogle.

Dalberg (le duc de), 1773-1833. Fils du Primat et archichancelier de ce nom; il fut membre du Conseil provisoire à Paris après la chute de Napoléon et plénipotentiaire au congrès de Vienne.

Dauphin de France. Louis, fils de Louis XV, 1729-1765. Il épousa d'abord l'infante Marie d'Espagne qui mourut bientôt. De son second mariage avec la princesse Josépha, fille de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, il eut plusieurs enfants. Il ne régna pas, mais fut le père des rois Louis XVI, Louis XVIII, Charles X. Modèle de toutes les vertus, il vécut comme un saint.

Daure (M.). Répétiteur au collège Henri IV, à Paris; il écrivait dans le *Constitutionnel*.

Davout (Napoléon-Louis). 1810-1853. Fils du Maréchal. Il fit partie de l'état-major du général Gérard, au siège d'Anvers. Il entra à la Chambre des Pairs en 1836 Il portait le titre de prince d'Eckmühl.

Dawson-Damer (George-Lionel), né en 1788, colonel dans l'armée anglaise.

Dawson-Damer (Mrs), morte en 1848. Nièce et enfant adoptive de Mrs Fitzherbert.

Decazes (Élie, duc), 1780-1846. Il fut d'abord avocat, puis attaché au service du roi Louis de Hollande. Il fut fait ensuite ministre et pair de France par Louis XVIII. En 1820, il dut quitter le ministère, les royalistes exaltés ne craignant pas de lui imputer l'assassinat du duc de Berry; créé duc, il fut envoyé comme ambassadeur en Angleterre. Après 1830, il se rallia à Louis-Philippe et fut nommé grand référendaire de la cour des Pairs.

Decazes (la duchesse). Fille du comte de Saint-Aulaire et de Mlle de Soycourt, petite-fille, par sa mère, du dernier prince de Nassau-Sarbrück et petite-nièce de la duchesse de Brunswick-Beovern, qui obtint de Frédéric VI, roi de Danemark, la transmission du duché de Glucksbourg en faveur du duc et de la duchesse Decazes, à leur mariage en 1818. Elle fut la deuxième femme du duc Decazes.

Dedel (Salomon), 1775-1846. Diplomate danois; il fut ambassa-

deur en Suède, en Espagne, en Angleterre. Il mourut à Londres.

Demion (M.). Homme d'affaires de la famille Montmorency, du prince de Talleyrand et des James Rothschild. Il administra pendant plusieurs années les terres de Valençay.

Denison (Albert), 1805-1860. Second fils du marquis de Conyngham. Par sa mère, il hérita des grandes propriétés de son oncle Denison et prit alors ce nom. Il fut créé baron de Londesborough en 1850.

Desages (Émile), 1793-1850. Fils d'un employé superieur au ministère des Affaires étrangères, il entra dans les bureaux de ce ministère dès l'âge de seize ans. En 1820, il fut nommé secrétaire à l'ambassade de Constantinople. En 1830, le général Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, l'appela à la tête de la direction politique de ce département. Il se retira, après 1848, à Menesele, dans la Charente.

Devonshire (William, duc de), 1768-1835. De la maison de Courtenay. Le titre s'étant éteint dans la ligne aînée, le duc parvint à le reprendre, après avoir établi devant la Chambre des lords en 1831 que, par ses lettres patentes de 1553, la reine Marie avait stipulé que le titre, à défaut de ligne directe, passerait aux héritiers de la ligne collatérale.

Devonshire (la marquise de). Morte en 1806. Fille de lord Spencer, elle avait épousé en 1774 le marquis de Devonshire.

Diane de Poitiers, 1499-1586. Fille aînée de Jean de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier, Diane épousa à treize ans Louis de Brézé. Elle fut la favorite du roi Henri II, qui la fit duchesse de Valentinois et lui donna le château d'Anet, un des plus beaux ouvrages de cette époque.

Didot (Firmin), 1764-1836. Il se distingua de bonne heure par les progrès qu'il fit faire à la typographie, déjà illustrée par son père et son frère aîné. Il fut élu député en 1827. Décoré de la Légion d'honneur, il fut nommé par le roi Louis-Philippe imprimeur du roi et de l'Institut de France.

Dino (duchesse de), 1793-1862. Titre que porta la comtesse Edmond de Périgord depuis 1815. Il avait été décerné par le roi de Naples au prince de Talleyrand qui avait si heureusement défendu ses intérêts au Congrès de Vienne, et M. de Talleyrand l'offrit galamment à sa nièce.

Dolomieu (la marquise de), 1779-1849. Dame d'honneur de la reine Marie-Amélie, à qui elle était très dévouée. Mme de Dolomieu était la sœur de Mme de Montjoye, dame de Madame Adélaïde.

Dom Miguel, 1802-1866. Il fut régent du royaume de Portugal, pendant la minorité de sa nièce, la reine doña Maria da Gloria; il en profita pour s'emparer du trône et se faire déclarer Roi en 1828. Dom Pedro Ier revint alors du Brésil, et après une lutte assez vive il parvint à reconquérir la

couronne pour sa fille, et il força dom Miguel à quitter le Portugal.

Don Antonio (l'infant), 1755-1817. Un des infants espagnols internés à Valençay par Napoléon Ier. En revenant de sa captivité, il fut nommé grand-amiral de Castille.

Don Carlos de Bourbon, 1788-1855. Second fils de Charles II et frère de Ferdinand VII, roi d'Espagne, il fut détenu avec son frère à Valençay. Ferdinand VII ayant terminé son règne en 1833 en abolissant la loi d'hérédité et en léguant sa couronne à sa fille Isabelle, don Carlos protesta, fut exilé, rentra en Espagne en 1834 et commença la guerre civile. Vaincu en 1839, il se réfugia en France, puis en 1847 à Trieste où il mourut.

Don Francesco, 1794-1865. Infant d'Espagne; il épousa en 1819 la princesse Carlotta, fille du roi des Deux-Siciles et sœur de la reine Christine.

Donnadieu (Gabriel), 1777-1849. Général français. Il embrassa avec ardeur les principes de la Révolution, s'enrôla et fut attaché longtemps au corps d'armée de Moreau. Soupçonné d'intrigues sous le Consulat et l'Empire, il passa à plusieurs reprises de la grâce à la disgrâce. Il se rallia à Louis XVIII qui lui conféra le grade de lieutenant-général.

Dorset (le duc de), 1795-1815. Il se tua en tombant de cheval, et ne laissa pas d'enfants. Il était le frère de lady Plymouth. Le titre de duc de Dorset a été donné à la famille Sackfield par la reine Élisabeth d'Angleterre.

Dorset (Charles, vicomte de Sackfield, duc de), 1767-1843; oncle du précédent et héritier de son titre. Il ne se maria jamais. — Il était très lié avec le roi Guillaume IV d'Angleterre.

Dosne (Mme), Mlle Sophie-Eurydice Matheron, épousa en 1816 M. Dosne, agent de change. Elle était née en 1788. Ses parents tenaient un magasin de mercerie en gros dans le faubourg Montmartre.

Douglas (le marquis de), 1811-1863. Plus tard duc de Hamilton. En 1843, il épousa la princesse Marie de Bade. Il mourut à Paris des suites d'un accident.

Drouet d'Erlon, 1765-1844. Maréchal de France; il s'était enrôlé sous la République et avait fait les campagnes de l'Empire. Il fut un des plus empressés à reconnaître Napoléon Ier à son retour de l'île d'Elbe, et commanda le premier corps d'armée pendant les Cent-Jours. Il combattit à Waterloo. Condamné par contumace, il trouva un asile en Prusse et ne reprit de service en France qu'en 1830. Il fut nommé gouverneur d'Algérie en 1834.

Duchatel (Charles Tanneguy, comte), 1803-1867. Homme politique français. Il fut successivement conseiller d'État, député, ministre. Il fut membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Duncannon (John-William), 1781-1847. Il avait épousé, en 1805, Marie, fille de lord Westmorland. D'opinions très libérales, il fit

partie en 1834 du ministère Melbourne avec le portefeuille de l'Intérieur; en 1835, il fut créé lord Bessborough.

Duperré (l'amiral), 1775-1846. Il se signala de bonne heure dans des combats contre les Anglais, fut fait contre-amiral et baron en 1811. Il conduisit, en 1830, la flotte qui portait l'armée française en Algérie et contribua à la prise d'Alger, ce qui le fit nommer amiral et pair de France. Il fut plusieurs fois ministre de la Marine.

Dupin (André-Marie), 1783-1865, dit *Dupin l'aîné;* jurisconsulte et magistrat français, député. Il prit une part active à l'élection de Louis-Philippe comme roi des Français. De 1832 à 1840, il fut président de la Chambre des députés. Sous le deuxième empire, il fut appelé au Sénat.

Dupin (Pierre-Charles-François, baron), 1784-1873. Le dernier des trois Dupin. Statisticien français. Membre de l'Institut, de la Chambre des Pairs, il se montra également dévoué à la dynastie d'Orléans et à la Charte de 1830.

Durham (John-Lambton, comte de), 1792-1840. Gendre de lord Grey. Il était entré au Parlement et siégea dans les rangs des Whigs avancés. En collaboration avec lord John Russell, il élabora le grand Bill de réforme en 1831; il fut plus tard ambassadeur en Russie et gouverneur du Canada.

Durham (lady), 1816-1841. Louise-Élisabeth, fille de lord Grey, deuxième femme de lord Durham.

E

Eastnor (lord), 1788-1873. Il avait épousé, en 1815, la fille de lord Hardwick.

Eastnor (lady), morte en 1873. Fille de lord Hardwick, elle était sœur de lady Stuart de Rothesay.

Ebrington (Hughes, comte de Fortescue, lord), 1783-1861. Il entra de bonne heure à la Chambre des communes. En 1839, il fut nommé conseiller privé et vice-roi d'Irlande; en 1846, grand-intendant de la Couronne, et il se retira en 1850. Il appartint toujours au parti whig.

Élisabeth, reine d'Angleterre, 1533-1603. Fille de Henri VIII et d'Anne de Boleyn. Elle ne se maria pas, et laissa sa couronne à Jacques Ier, roi d'Écosse et fils de Marie Stuart.

Ellice (l'honorable Édouard), 1787-1863, gendre de lord Grey. Membre de la Chambre des communes, il contribua à y faire voter le Bill de réforme. Il fut secrétaire du Trésor et de la Guerre. Riche commerçant, il possédait de vastes propriétés au Canada.

Entraigues (Amédée Goveau d'), né en 1785. Préfet à Tours de 1830 à 1847. Il avait épousé une princesse Santa-Croce dont le père avait été mêlé aux événements de 1798 qui enlevèrent Rome au Pape et y firent proclamer la République. Ce prince avait confié sa fille au prince de Talleyrand qui la fit élever et la dota

Entraigues (Jules d'), né en 1787 et mort fort âgé. Frère du préfet

de Tours, il possédait, dans les environs de Valençay, un joli château nommé *la Moustière*.

Esclignac (la duchesse d'), 1801-1868. Georgine, fille du baron Boson de Talleyrand-Périgord, troisième frère du prince de Talleyrand, et de Charlotte-Louise de Puissigneux, elle avait épousé le duc d'Esclignac.

Esterhazy (Paul-Antoine, prince), 1786-1866. Diplomate autrichien, il fut ambassadeur à Londres pendant les conférences de 1831 et membre du Ministère hongrois Batthyàny. Il fut toujours un ami fidèle de la duchesse de Dino.

Étienne (Charles-Guillaume), 1777-1845. Journaliste et auteur dramatique français; il devint député en 1832, vota avec les libéraux et obtint, en 1839, un siège à la Chambre des Pairs.

Étienne de Blois, roi d'Angleterre, 1105-1154. Il avait pour mère une fille de Guillaume le Conquérant. Étienne de Blois épousa l'héritière des comtes de Boulogne.

Exelmans (Isidore, comte), 1775-1852. Un des plus brillants généraux du premier Empire. Exilé au retour des Bourbons, il ne put rentrer en France qu'en 1823. Nommé pair de France par le roi Louis-Philippe, il devint en 1849 grand chancelier de la Légion d'honneur, et, en 1851, maréchal de France. Il mourut d'une chute de cheval.

F

Fabre (François-Xavier), 1766-1837. Peintre français, élève de David. Il se lia, à Florence, avec la comtesse d'Albany, veuve du dernier des Stuart et d'Alfieri, le célèbre poète italien, qu'elle avait épousé en secondes noces.

Fagel (le général Robert). D'une famille néerlandaise, il combattit contre la France pendant les guerres de la République. Il fut nommé ambassadeur des Pays-Bas aux Tuileries sous la Restauration.

Falk (Antoine-Reinhard), 1776-1843. Homme d'État hollandais; il fut secrétaire de légation à Madrid; plus tard, ministre des Affaires étrangères, de l'Instruction publique, du Commerce, des Colonies. En 1824, il fut envoyé comme ambassadeur à Londres; après la séparation de la Hollande et de la Belgique, il fut ambassadeur à Bruxelles où il mourut.

Falk (Mme), 1792-1851. Rose, baronne de Roisin; elle était demoiselle d'honneur de la Reine des Pays-Bas et épousa, en 1817, M. Falk. Après la mort de son mari, elle fut nommée grande maîtresse de la princesse d'Orange, et se démit de ses fonctions en 1849 lorsque la Princesse monta sur le trône.

Farnborough (lord), 1761-1838. Ami intime de Pitt, il fut maître général des Postes.

Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, 1810-1859. Il monta sur le trône en 1830, et amena par son impopularité la chute de sa dynastie. On l'avait surnommé *le roi Bomba*.

Ferdinand VII, roi d'Espagne, 1784-

1833. Fils aîné de Charles IV et de Marie-Louise de Parme. L'année même de son avènement, en 1808, il fut interné à Valençay, mais remonta sur le trône en 1814.

Fergusson (Robert Cutlat), 1768-1838. Avocat et magistrat anglais. Il passa vingt ans à Calcutta, où il fit une grosse fortune, et, en 1826, revint en Angleterre, où il soutint vigoureusement les réformes libérales. En 1830, il se fit l'avocat de la Pologne. En 1831, il épousa une Française, Mlle Auger, dont il eut deux enfants.

Ferrette (Étienne, bailli de), 1747-1831. Il était déjà bailli de l'ordre de Malte en 1767 et ambassadeur de cet ordre à Paris. En 1805, les domaines de Malte à Heitersheim ayant été sécularisés et incorporés au grand-duché de Bade, le baron de Ferrette fut indemnisé par une pension viagère de 60,000 livres et nommé ministre de Bade auprès de l'empereur Napoléon Ier, plus tard, auprès de Louis XVIII. Il démissionna en 1830. Il avait beaucoup de relations à Paris et était un ami du prince de Talleyrand.

Ferrers (lord), 1822-1859. Washington Sewallis, comte Ferrers.

Ferrers (lady), épousa en 1844 lord Ferrers. Elle se nommait Arabella et était fille du marquis de Donegall.

Fieschi (Joseph), 1790-1835; né à Murano (Corse); il tenta de faire périr le roi Louis-Philippe pendant une revue le 28 juillet 1835, à Paris, au moyen d'une machine infernale dressée dans une maison vers le milieu du boulevard du Temple. Le Roi et les Princes échappèrent, mais vingt-deux personnes furent blessées et dix-huit tuées, parmi lesquelles le maréchal Mortier, duc de Trévise, ministre de la Guerre. Fieschi fut condamné à mort avec ses complices Pépin et Morey.

Fitzclarence (Adolphus, lord), 1802-1856. Troisième fils illégitime du roi Guillaume IV d'Angleterre et de l'actrice Mrs Jordan. Il fut contre-amiral et aide de camp naval de la reine Victoria.

Fitz-Patrick (Richard), 1747-1813. Il fut général et se distingua dans la guerre d'Amérique. Il entra au Parlement en 1870, fut secrétaire du duc de Portland, lord-lieutenant d'Irlande, et, en 1783, secrétaire au ministère de la Guerre; il fut un constant ami de Fox.

Fitz-Patrick (M.). Né en 1809, il épousa en 1830 la fille d'Auguste Douglas. Il fut capitaine dans l'armée anglaise et membre du Parlement.

Fitzroy-Somerset (lord), 1788-1855. Plus tard lord Raglan. Fils cadet du comte de Beaufort, aide de camp du duc de Wellington, aux côtés de qui il perdit le bras droit à Waterloo. Il mourut du choléra sous Sébastopol, où il commandait l'armée anglaise.

Fitzroy-Somerset (lady), morte en 1881. Elle était fille de lord Wellesley, et nièce du duc de Wellington, chef et ami de lord Fitzroy-Somerset, qu'elle épousa, en 1814.

Flahaut (le général comte de), 1785-1870. Aide de camp de Napoléon Ier, il fut, sous Louis-Philippe, pair de France, et sous Napoléon III ambassadeur et sénateur. Ses parents étaient pauvres, et le prince de Talleyrand avait contribué en partie aux frais de son éducation.

Flahaut (la comtesse de), morte en 1867. Elle était fille de lord Keith et Noirn, amiral anglais.

Folché (Joseph), duc d'Otrante, 1763-1820. Maître de police sous l'Empire; homme habile, mais sans convictions et sans scrupules.

Fougières (Mlle de). Elle épousa le marquis Christian de Nicolay. Son fils, Antoine, épousa Mlle de Vogüé, et sa fille Aymardine, Paul de Larges.

Fox (Charles-Jacques), 1748-1806. Un des plus grands orateurs de l'Angleterre. Député, il entra dans l'opposition et fut bientôt à la tête du parti whig. Défenseur de la tolérance et de la liberté, il se montra favorable à la Révolution française et ne cessa de conseiller la paix avec la France.

François Ier, Roi de France, 1494-1547. Fils de Charles d'Orléans, comte d'Angoulême, et de Louise de Savoie, il succéda, en 1515, au roi Louis XII dont il avait épousé la fille Claude.

Frédéric II le Grand. Roi de Prusse, 1712-1786. Guerrier illustre, il fonda la puissance militaire de la Prusse. Amateur des lettres et se piquant de philosophie, il attira Voltaire à sa cour et fut en relation avec les encyclopédistes.

Frias (le duc de), 1783-1851. Don Bernardino Fernandez Vilano, comte de Haro, duc de Frias, duc de Meda, marquis de Villena. Depuis 1796, il servit dans la *Guardia Volona* et devint capitaine. Il épousa doña Marianna de Siloa, fille du marquis de Santa-Cruz. Le duc de Frias fut ambassadeur d'Espagne à Londres, et devint ensuite président de la Chambre haute établie par la Charte qu'octroya la reine Marie-Christine en 1834, et appelée *El estatuto Real*. Il était homme de lettres et a laissé des poésies.

Fulchiron (Jean-Claude), 1774-1859. Littérateur et homme politique français. Élève de l'École polytechnique, il servit dans l'artillerie. En 1831, élu député, il se montra, pendant quinze ans, le constant défenseur de la politique conservatrice. Pair de France en 1845, il rentra dans la vie privée en 1848.

G

Gaëte (Martin-Charles Gaudin, duc de), 1756-1841. Ministre des Finances sous Napoléon Ier, qui le créa duc. Il fut député sous la Restauration, et, en 1820, gouverneur de la Banque de France.

Garcia (Manuel), 1775-1832. Compositeur et artiste lyrique espagnol; il fut le père de Mme Malibran et de Mme Viardot.

Garraube (Jean-Alexandre Valleton de), 1790-1859. Il suivit la car-

rière militaire et se signala d'abord par son zèle légitimiste. Son dévouement pour la duchesse d'Angoulême lui valut le surnom de *Chevalier du Brassard*, et une faveur qui, pendant quinze ans, ne se démentit pas. Il se rallia à Louis-Philippe en 1830 En 1831, il était colonel et député. Il se montra, en général, fidèle à la politique des doctrinaires. Il fut admis à la retraite en 1852 avec le grade de général de brigade.

Gaston d'Orléans, 1608-1660. Troisième fils du roi Henri IV et frère de Louis XIII. Il porta le titre de duc d'Anjou jusqu'en 1624, où il reçut en apanage le duché d'Orléans. Il joua un rôle déplorable pendant la Fronde, passant sans cesse d'un parti à un autre. C'était, du reste, un homme spirituel, ami des lettres et des sciences. Il laissa une seule fille, la célèbre Mademoiselle, duchesse de Montpensier.

Gautard (M. de), mort en 1839. Il possédait, près de Bex, le château Grenier. Très estimé, il fut beaucoup regretté quand il mourut des suites d'un accident, l'esprit-de-vin dont il dirigeait la fabrication ayant pris feu et fait explosion.

George III, Roi d'Angleterre, 1738-1820. Il monta sur le trône en 1760, succédant à son grand-père George II. Il étendit les conquêtes de l'Angleterre aux Indes et réunit définitivement l'Irlande. Il combattit de tout son pouvoir la Révolution française, et devint fou dix ans avant sa mort.

George IV, Roi d'Angleterre, 1762-1830. Une jeunesse dissipée, l'énormité de ses dettes et son mariage avec une catholique, Mrs Fitzherbert, lui aliénèrent l'estime de sa nation. En 1795, il épousa la princesse Caroline de Brunswick, à laquelle il intenta plus tard un procès scandaleux. En 1811, le Parlement lui donna la Régence par suite de la démence de son père. Il monta sur le trône en 1820. Ce fut à lui que Napoléon adressa sa lettre pour réclamer l'hospitalité de l'Angleterre, après sa seconde abdication.

George V, Roi de Hanovre, 1819-1878. Il succéda à son père le roi Ernest-Auguste en 1851, malgré sa cécité. En 1866, il perdit ses États, qui passèrent à la Prusse, après avoir absolument refusé toute entente avec elle.

Gérard (Étienne-Maurice, comte), 1773-1852. Ayant adopté la carrière militaire, il fit toutes les campagnes de la République et de l'Empire. La Restauration l'éloigna. En 1830, il devint ministre de la Guerre, et en 1831 maréchal. Commandant de l'expédition de Belgique, il prit la citadelle d'Anvers et fut élevé à la Pairie en 1832.

Gessler (Hermann). Bailli des cantons de Schwytz et d'Uri pour Albert Ier d'Autriche; il fut, par sa cruauté, cause de l'insurrection du pays en 1307, et, selon la tradition, périt de la main de Guillaume Tell.

Gilles le Grand. Type de la comédi bouffonne, tirant son nom d'un

acteur célèbre au dix-septième siècle.

Girardon (François), 1630-1715. Sculpteur : protégé par le chancelier Séguier qui l'envoya étudier à Rome, il fit plusieurs ouvrages très estimés.

Girollet (Jean-Baptiste-Simon, abbé), 1765-1836. Prêtre bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, que la Révolution força d'émigrer. Il trouva en Pologne une situation de précepteur où il connut la princesse Tyszkiewicz. Elle le recommanda au prince de Talleyrand, qui le fit nommer aumônier de la Chambre des Pairs. Il fut très ami de la famille de Talleyrand. Vers la fin de sa vie, il s'établit à Rochecotte, où il fonda une école qui porte son nom.

Gloucester (Frédéric, duc de), 1776-1834. Fils du duc Guillaume-Henri de Gloucester, mort en 1805, il avait épousé en 1816 la quatrième fille du roi George III, et fut, à cette occasion, élevé au rang de prince du sang.

Gloucester (la duchesse de), 1776-1857. Marie, fille de George III d'Angleterre et de la princesse Sophie-Charlotte de Mecklembourg-Strélitz, épouse du duc de Gloucester.

Gontaut-Biron (la duchesse de), 1773-1858, née Montault-Navailles, gouvernante des enfants de France, qu'elle suivit en exil. Charles X l'avait créée duchesse en 1827 : c'était un titre à brevet.

Grafton (Henry Fitzroy, duc de), 1790-1863. Il entra en 1826 à la Chambre des communes parmi les libéraux et les promoteurs de la réforme parlementaire. A la mort de son père, il entra à la Chambre des lords où il conserva son attitude libérale, suivant assez fidèlement la politique de lord John Russell. Il avait épousé une fille de l'amiral Berkeley.

Graham (sir James), 1792-1861. Il devint en 1836, à la mort de son père, duc de Montrose et il siégea alors à la Chambre des lords dans les rangs du parti conservateur. En 1837, il devint chancelier de l'Université de Glascow ; en 1852, grand maître de la maison de la reine : il fut aussi lord-lieutenant et chancelier du duché de Lancastre.

Grant (Charles), plus tard lord Glenelg. Il était né en 1780, fut membre de la Chambre des communes. De 1817 à 1822, il fut secrétaire d'État pour l'Irlande. En 1830, il fit partie du ministère de lord Grey et, en 1835, de celui de lord Melbourne.

Granville (lord), 1773-1846. Fils cadet du marquis de Stafford ; il représenta pendant de longues années l'Angleterre à Paris, où il sut se créer des amitiés précieuses. Sa femme était fille de la belle duchesse de Devonshire.

Granville (lady), Henriette-Élisabeth Cavendish, fille du duc de Devonshire, épousa en 1809 lord Granville et mourut en 1862.

Greffulhe (Mme), 1766-1859. Pauline de Randan-Pully ; elle épousa en 1793 M. Louis Greffulhe, dont elle eut une fille qui fut la comtesse de Castellane. Devenue

veuve en 1821, Mme Greffulhe épousa en secondes noces le comte d'Aubusson la Feuillade, pair de France et ancien ambassadeur, qui mourut en 1848.

Grenville (lord William Wyndham), 1759-1834; attaché au parti de Pitt dont il était le parent, il remplit plusieurs rôles politiques.

Greville (Henry). Il occupa un emploi à la cour vice-royale de Dublin sous lord Clarendon; il eut ensuite un poste au Foreign-office et fut secrétaire privé du duc de Wellington.

Grey (Charles Howick, lord), 1764-1845. Appartenant au parti libéral, lord Grey fut ministre avec Fox et joua un grand rôle dans le procès de la reine Caroline et aussi dans les affaires de Belgique en 1830. C'est à lui que l'Angleterre dut sa réforme électorale.

Grey (lady), 1775-1861. Fille de William Ponsonby et de Louise, fille du vicomte Molesworth, elle avait épousé lord Grey en 1794.

Grey (lady Élisabeth), fille de lord Grey; elle mourut sans s'être mariée.

Grey (lady Georgiana), sœur de la précédente; elle mourut en 1870 sans avoir été mariée.

Grisi (Giulia), 1812-1869. Célèbre cantatrice, fille d'un officier italien au service de la France et nièce de Mme Grassini. Elle naquit à Milan, entra de bonne heure au Conservatoire et devint une artiste renommée, admirée dans toute l'Europe et l'Amérique. En 1836, elle épousa à Paris le comte Gérard de Melcy, mais cette union fut rompue peu après, à la suite d'un duel entre M. de Melcy et lord Castlereagh, neveu du célèbre homme d'État. Elle se remaria plus tard avec son camarade Mario, comte de Candia.

Grosvenor (lady), née en 1797; Élisabeth, fille cadette du duc de Sutherland, épousa en 1819 le duc de Westminster.

Guillaume II, roi des Pays-Bas, 1792-1849. Il épousa, en 1816, Anna Paulowna, fille de l'Empereur Paul de Russie, et eut un règne paisible et conciliateur.

Guillaume IV, Roi d'Angleterre, 1765-1837. Il monta sur le trône à l'âge de soixante-cinq ans, succédant à son frère George IV, et régna de 1830 à 1837. Il avait épousé, en 1818, Adélaïde, fille du duc de Saxe-Meiningen.

Guillaume le Conquérant ou le Bâtard, duc de Normandie, 1027-1087. Il conquit l'Angleterre en 1066 et sut organiser fortement son nouveau royaume en créant une noblesse militaire hiérarchisée.

Guillaume Tell, mort en 1354. Un des chefs de la révolution qui affranchit la Suisse en 1307.

Guise (Henri de Lorraine, duc de), dit *le Balafré*; 1550-1588. Fils aîné de François de Guise, chef de la Ligue, il fut assassiné au château de Blois par ordre de Henri III; il avait dirigé le massacre de la Saint-Barthélemy.

Guizot (François-Pierre-Guillaume),

1767-1874. Homme d'État et écrivain français; il fut ministre sous Louis-Philippe. Ambassadeur à Londres et membre de l'Académie française.

Guizot (Mme), 1803-1833. Élisa Dillon, fut la deuxième femme de M. Guizot, qu'elle épousa en 1828, après la mort de sa première femme, Pauline de Meulan.

H

Haendel (Georges-Frédéric), 1685-1759. Compositeur allemand, né à Halle en Saxe, mort aveugle à Londres.

Halford (sir Henry Wangham), 1766-1844. Premier médecin du roi George III d'Angleterre, jouissant d'une grande réputation. En 1809, il fut créé baron. Il avait épousé, en 1795, la deuxième fille de lord Blestow.

Hardwick (lady), 1763-1858. Élisabeth, fille du comte de Balcarres, épousa, en 1782, Charles-Philippe Yorke, qui, à la mort de son oncle lord Hardwick, prit son nom et son titre. Le mari de lady Hardwick, amiral, fit partie du ministère Derby en 1852.

Hardy (miss Émily), morte en 1866. Elle épousa, en 1839, le Rév. Francis Flewson de Rillarmes.

Harewood (lord Henry), 1767-1841. Il avait épousé lady Louise Thynne, fille du marquis de Bath.

Harispe (le général), 1768-1854. Il fit avec distinction les campagnes de la Révolution et de l'Empire. Écarté par la Restauration, il fut rappelé en 1830, élevé à la Pairie et fait maréchal de France en 1851.

Haydn (François-Joseph), 1732-1809. Compositeur allemand. Auteur de symphonies et d'oratorios remarquables.

Hélène de Troie. Princesse grecque célèbre par sa beauté, et, selon la fable, fille de Jupiter et de Léda. Épouse de Ménélas, elle fut enlevée par Pâris, ce qui détermina l'expédition des Grecs contre Troie.

Henri III, Roi d'Angleterre, 1216-1272. Fils de Jean sans Terre, auquel il succéda à l'âge de neuf ans.

Henri III, Roi de France, 1551-1589. Troisième fils de Henri II. Il porta d'abord le titre de duc d'Anjou, fut élu roi de Pologne, mais abandonna ce royaume au bout de quelques mois pour venir succéder, en France, à son frère Charles IX. Il fut assassiné par Jacques Clément, et avec lui s'éteignit la branche des Valois.

Henri IV, Roi de France, 1553-1610. Fils d'Antoine de Bourbon et de Jeanne d'Albret; il monta sur le trône en 1589, et mourut assassiné par Ravaillac.

Henri V. Les légitimistes appelaient ainsi le duc de Bordeaux.

Henri VIII, Roi d'Angleterre, 1491-1547; succéda en 1509 à son père Henri VII; il se prononça pour Charles-Quint contre François Ier et rompit avec l'Église catholique.

Hertford (lady), morte en 1836. Isabelle, fille aînée de Charles-Ingram Sheffield, vicomte Irvin,

épousa Seymour Conway, marquis de Hertford. Elle était une amie de George IV.

Hesse-Darmstadt (le grand-duc de), 1777-1848. Louis II ; il épousa en 1830 une princesse Wilhelmine de Bade, qui mourut en 1836.

Hesse-Darmstadt (la grande-duchesse de), 1813-1842. Mathilde-Caroline, fille du roi Louis de Bavière et épouse du grand-duc Louis III de Hesse-Darmstadt.

Hesse-Hombourg (la Landgravine de), 1770-1840. Élisabeth, fille du roi George III d'Angleterre, épousa, en 1818, le landgrave Frédéric-Joseph, qui mourut en 1829.

Hesse-Hombourg (la Landgravine de), née en 1778. Auguste, fille du duc de Nassau-Usingen, épousa en 1804 le landgrave Louis de Hesse-Hombourg.

Heytesbury (lord William), 1779-1860. Homme d'État anglais ; conseiller privé, diplomate distingué ; son dernier poste d'ambassadeur fut celui de Saint-Pétersbourg de 1828 à 1833. De 1844 à 1846, il fut lord-lieutenant d'Irlande. Il avait épousé une fille de W. Bouverie.

Hill (lord Rowland), 1773-1842. Général anglais. Il s'illustra dans la guerre d'Espagne et la campagne de 1815. En 1827, il devint gouverneur de Plymouth, et l'année suivante il reçut le commandement en chef de l'armée anglaise.

Hobhouse (sir John Cam), 1785-1869. Écrivain et homme politique anglais. Condisciple de lord Byron à Cambridge, il conserva toujours pour lui une vive amitié. Ils visitèrent ensemble une partie de l'Orient et du Continent et sir J. Hobhouse fit paraître en 1812 un ouvrage, *Voyage à travers l'Albanie*, qui le fit nommer membre de la Société Royale de Londres. S'étant trouvé à Paris lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, sir J. Hobhouse publia, après la bataille de Waterloo, *Lettres écrites par un Anglais pendant les Cent-Jours*, livre qui fit sensation, car il y attaquait vivement le gouvernement et y émettait des idées libérales. Hobhouse entra en 1820 à la Chambre des communes et occupa dès lors plusieurs postes administratifs Il fut élevé à la Pairie en 1851 sous le titre de baron Broughton Gyfford.

Hohenthal (la comtesse de), 1808-1845. Née princesse Louise de Biron-Courlande, sœur de la comtesse de Lazareff et de Mme de Boyen.

Holland (lord), 1772-1840. Neveu de Fox, il fut, comme son oncle, le champion des libertés publiques. Il contribua, avec lady Holland, à adoucir le sort de Napoléon à Sainte-Hélène.

Holland (lady), morte en 1840. Elle fut en premières noces lady Webster. Lord Holland l'avait connue à Florence et l'épousa après avoir eu avec elle une liaison antérieure, et après son divorce d'avec sir Godfrey Webster. Lady Holland était très spirituelle et Holland-House fut pendant longtemps le rendez-vous des notabilités littéraires de l'époque.

Homère. Célèbre poète grec, regardé comme l'auteur de l'*Iliade* et de l'*Odyssée*.

Hope (Thomas), 1774-1835. Riche et amateur des arts, il voyagea beaucoup, puis s'installa à Londres où il forma de riches galeries de peinture et de sculpture.

Howe (Richard-William Penn, lord), mort en 1870, fils du baron Curzon. En 1831, il occupait une charge à la cour de la reine Adélaïde d'Angleterre.

Howick (Henry). 1802-1894. Fils aîné de lord Grey et sous-secrétaire d'État aux colonies dans le ministère de son père en 1830. En 1845, à la mort de lord Grey, il prit son titre et sa place à la Chambre des lords. Il avait des opinions très libérales.

Hugo (Mme Victor), née en 1810; elle se nommait Adèle Foucher, et était la fille de Paul-Henry Foucher, littérateur et homme politique français.

Humann (Jean-Georges), 1780-1842. Financier et homme d'État français. Il siégea à la Chambre des députés à partir de 1820, fut un des deux cent vingt et un signataires qui amenèrent la révolution de 1830, fut ministre des Finances de 1832 à 1836 et de 1840 jusqu'à sa mort.

Hure (M). Grand ami de Fox.

Huss (Jean), 1373-1415. Théologien hérésiarque, de Bohême. Excommunié par le pape Alexandre V pour avoir adopté les doctrines de Wicleff, il en appela au Concile de Trente, et, refusant de se rétracter, il fut brûlé vif.

I

Inès de Castro. Assassinée en 1355. Célèbre par sa beauté et ses malheurs; elle fut épousée par l'Infant Pierre de Portugal. Ferreira fit sur elle, au seizième siècle, une tragédie.

Isabelle (doña), 1801-1876. Régente de Portugal de 1826 à 1828.

Isabelle II, Reine d'Espagne, 1830-1904. Elle succéda à son père le roi Ferdinand VII en 1833, sous la tutelle de sa mère, la reine Christine. Isabelle II épousa son cousin germain, François d'Assise de Bourbon, qui prit le titre de roi. Elle abdiqua, en 1870, en faveur de son fils Alphonse XII, après avoir quitté l'Espagne par suite de la révolution de 1868.

J

Jacob (Louis-Léon, comte), 1768-1854. Marin français. Il inventa en 1805 les signaux sémaphoriques, devint contre-amiral en 1812. Il fut élevé à la Pairie après 1830, et un moment ministre de la Marine.

Jacques Ier, Roi d'Écosse et d'Angleterre, 1566-1625. Fils de Marie Stuart, il fut roi d'Écosse à un an, en 1567, et roi d'Angleterre en 1603 à la mort d'Élisabeth.

Jaucourt (la marquise de), 1762-1848. Mlle Charlotte de Bontemps avait épousé le marquis de Jaucourt, petit-neveu du chevalier de Jaucourt, rédacteur de l'*Encyclopédie*.

Jermingham (Miss). Fille aînée du baron Stafford, elle mourut en 1838.

Jersey (lady), 1787-1867. Sarah, fille du comte de Westmorland. Lord Jersey, son mari, remplit diverses charges de cour et lady Jersey tint longtemps, dans la société de Londres le sceptre de l'élégance.

Joséphine (l'impératrice), 1763-1814. Née à la Martinique, Joséphine Tascher de la Pagerie épousa en 1779 le vicomte de Beauharnais, qui mourut sur l'échafaud en 1794; en 1796, elle épousa le général Bonaparte, et elle devint Impératrice en 1804; mais, en 1809, Napoléon divorça et elle mourut cinq ans après au château de la Malmaison, près de Paris.

K

Kent (la duchesse de), 1786-1861. Fille du duc de Saxe-Cobourg-Saalfeld et mère de la reine Victoria d'Angleterre. Elle avait épousé, en premières noces, le prince Emich de Leiningen, et en secondes noces, le duc de Kent, quatrième fils du roi George III d'Angleterre.

Koreff (David-Ferdinand), 1783-1851. Fils d'un médecin juif, il naquit à Breslau, fit ses études à Halle, à Berlin et à Paris. Il voyagea en Italie avec la famille de Custine et se trouvant à Vienne, en 1814, y fit la connaissance de Hardenberg, chancelier du roi de Prusse, qui l'engagea à entrer au service de l'État prussien. Il se fit alors baptiser. En 1821, il alla à Paris, puis passa quelques années en Angleterre.

Küper (le Rév. Dr William), originaire d'Allemagne et luthérien, il fut pendant de longues années lecteur de la reine Adélaïde d'Angleterre. Il eut pour fils l'amiral Auguste-Léopold Küper.

L

La Besnardière (Jean-Baptiste Goncy de), 1765-1843. En 1805 il accompagna le prince de Talleyrand à la suite de la Grande Armée; pendant les dernières années de l'Empire, il représenta au Conseil d'État, avec MM. d'Hauterive et Dalberg, le ministère des Affaires étrangères; en 1814, il accompagna le prince de Talleyrand à Vienne. En 1819, il se retira en Touraine.

Labouchère (Henri), 1798-1861. Anglais, d'une famille d'origine française, il fut député de Taunton depuis 1830. Il était le deuxième fils de Pierre-César Labouchère, associé de la maison Hope et Cie, d'Amsterdam, et d'une fille de sir Francis Baring. Il épousa une Baring, sa cousine germaine. En 1858 il fut élevé à la Pairie sous le titre de lord Taunton.

La Bruyère (Jean de), 1645-1696. Moraliste français; il fut le précepteur du petit-fils du grand Condé et l'auteur des *Caractères*.

Lacretelle (Jean-Claude-Dominique de), 1766-1855. Auteur de

plusieurs ouvrages historiques où il se recommande plus par une certaine habileté d'arrangement que par la profondeur.

La Fayette (Gilbert Mortier, marquis de), 1757-1834. Après avoir fait, fort jeune, la guerre d'Amérique, il fut nommé en 1788 député aux États généraux : mis hors la loi après le 20 juin 1792, il dut s'enfuir, mais, arrêté par les Autrichiens, il resta cinq ans enfermé à Olmütz. Député en 1814, il vota la déchéance de l'Empereur ; sous la Restauration, il resta toujours dans l'opposition. Chef des gardes nationales en 1830, il contribua à l'avènement de Louis-Philippe.

Lagrange-Chancel (Joseph de), 1676-1758. Littérateur français, auteur de tragédies assez faibles et des *Philippiques*.

Lamb (sir Frédéric), 1782-1852. Diplomate anglais ; frère de lord Melbourne, il fut ambassadeur à Venise, à Münich, en Espagne, et entra en 1821 à la Chambre des lords sous le titre de lord Beauvale. En 1848, il devint vicomte Melbourne, à la mort de son frère William.

Lamennais (Hughes-Félicité-Robert, abbé de), 1782-1854. Écrivain catholique, philosophe réformateur, journaliste révolutionnaire, il rompit avec l'Église, qui avait condamné ses ouvrages.

Langward. Improvisateur allemand peu célèbre.

Lansdowne (Henry, marquis de), 1780-1863. Homme d'État anglais. Whig modéré, il a laissé une réputation méritée de droiture et d'honnêteté politique. Il entra au Parlement de 1802 ; il montra beaucoup de zèle pour l'abolition de l'esclavage, et défendit avec ardeur les catholiques irlandais. En 1830, il entra dans le Cabinet réformiste de lord Grey, et devint président du Conseil privé.

Lansdowne (lady), morte en 1865. Elle était fille de sir Henry Vane Tempest et épousa le marquis de Lansdowne en 1819.

Larcher (Mlle Henriette), 1782-1860. Elle était Genevoise, et fut la gouvernante de Mlle Pauline de Périgord, plus tard marquise de Castellane.

La Redorte (Joseph-Charles-Maurice, comte de), 1804-1886. Élève de l'École polytechnique, il devint lieutenant en 1826 et fut nommé officier d'ordonnance du duc d'Orléans, en 1833. Élu député de Carcassonne en 1835, il quitta la carrière militaire ; fut en 1840 ambassadeur pendant quelques mois, à Madrid, et entra à la Chambre des pairs l'année suivante.

La Rochefoucauld (la vicomtesse Sosthène de), 1790-1834. Elle était la fille unique du duc Mathieu de Montmorency.

La Roncière le Noury (Émile-Clément de), 1804-1874. Fils du général de la Roncière, il s'engagea à dix-sept ans dans la cavalerie et fut détaché comme lieutenant à l'école de Saumur en 1833. A la suite d'un procès qui le condamna à dix ans de réclusion, il rentra dans l'obscurité. Le second Empire l'en fit sortir, et le nomma

successivement inspecteur de la colonisation en Algérie, chef de service à Chandernagor, puis aux îles Saint-Pierre-et-Miquelon.

Latour-Maubourg (le marquis de), 1781-1847. Diplomate français; il fut, sous le premier Empire, chargé d'affaires à Constantinople, puis ministre plénipotentiaire en Würtemberg. Sous la Restauration, il devint successivement ministre en Hanovre, en Saxe, ambassadeur à Constantinople en 1823, à Naples en 1830, et à Rome en 1831. Cette même année il fut appelé à la Pairie.

Laurence (Justin), 1794-1863. Fils d'un orfèvre de Mont-de-Marsan, il fut le champion de l'opposition libérale dans son département. Tour à tour conseiller de préfecture des Landes, avocat général à la Cour royale de Pau, il fut élu député en 1831. En 1844, il fut appelé à la Direction générale des Contributions. La Révolution de 1848 mit fin à sa carrière politique.

Lauzun (le duc de), 1632-1733. Joua un rôle brillant, mais aventureux, à la cour de Louis XIV. Il épousa la Grande Mademoiselle, cousine germaine du Roi.

Laval (le prince Adrien de), 1768-1837. Pair de France, duc de Fernando en Espagne; il fut ambassadeur de France à Rome. Il avait épousé sa cousine, Mlle de Montmorency-Luxembourg.

Lavradio (don Francisco de Almeida, comte de), 1796-1870. Portugais, pair du royaume, conseiller d'État, il fut ministre en 1825 et en 1846. En 1851, il fut ministre à Londres et il venait d'être transféré à Rome lorsqu'il mourut.

Lazareff (le comte Lazare de), 1792-1871. Colonel russe; il épousa la princesse Antoinette de Biron-Courlande.

Legoxidec (Joseph-Julien), 1763-1844. Magistrat français. Avocat au Parlement de Paris, il passa en Amérique le temps de la Révolution et ne revint en France qu'en 1797. En 1815, la Restauration le nomma conseiller à la Cour de cassation où il siégeait encore au moment de sa mort comme doyen de la Chambre civile.

Le Hon (le comte Charles), 1792-1868. Né à Tournay, en Belgique, il joua dans son pays un rôle d'opposition avant 1830. Il fut ensuite, pendant de longues années, ministre de Belgique à Paris où il resta jusqu'en 1852.

Lehzen (Mlle Louise) morte en 1870. Fille d'un pasteur protestant hanovrien, elle vint en Angleterre en 1818 pour être gouvernante de la princesse Féodore de Leiningen, fille du premier mariage de la duchesse de Kent: elle prit les mêmes fonctions auprès de la princesse Victoria, plus tard Reine d'Angleterre. En 1827, le Roi George IV lui conféra le titre de baronne. Elle resta à la cour d'Angleterre jusqu'en 1849 et retourna alors en Allemagne.

Leicester (Richard Dudley, comte de), 1531-1588. Jouissant d'un grand crédit sur la reine Élisabeth d'Angleterre, le comte de

Leicester fut comblé de ses faveurs.

Lenormand (Marie-Anne), 1772-1843. Célèbre devineresse. Elle fut élevée chez les bénédictines d'Alençon, où elle commença son rôle de prophétesse, vint ensuite à Paris en 1790; elle se mit à y prédire l'avenir, par les cartes, et fut consultée par l'impératrice Joséphine et d'autres personnages de distinction.

Léon (la princesse de), morte en 1815. Elle se nommait, avant son mariage, Mlle de Séran. Elle mourut d'un accident, sa robe ayant pris feu. Son mari entra dans les ordres trois ans plus tard; il fut successivement appelé aux évêchés d'Auch et de Besançon et, en 1830, il reçut le chapeau de cardinal. Après la mort de son père, le prince de Léon avait pris le titre de duc de Rohan.

Léon (l'évêque de). Don Joachim Albarca y Blanquès, 1781-1844. Un des conseillers du prétendant don Carlos, qu'il accompagna à Londres en 1834, et qui le nomma plus tard son ministre de grâce et de justice. Il mourut à Turin. Il avait pris possession du siège épiscopal de Léon en 1825.

Léopold Ier, Roi des Belges, 1790-1865. Georges-Chrétien-Frédéric, prince de Cobourg-Gotha, fut élu roi des Belges en 1831. Il avait épousé, en premières noces, en 1816, la princesse Charlotte d'Angleterre, et en deuxièmes noces, la princesse Louise d'Orléans, fille du Roi Louis-Philippe.

Leslie (Charles-Robert), 1794-1839. Peintre anglais; artiste remarquable, excellant surtout à reproduire sur la toile les écrivains à qui il empruntait généralement ses tableaux, Shakespeare, Cervantes, Molière, Sterne, Walter Scott.

Leuchtenberg (le prince Auguste-Charles de), 1807-1835. Il épousa, en 1835, doña Maria, reine de Portugal, et mourut la même année.

Leuchtenberg (le prince Max de), 1817-1852. Fils d'Eugène de Beauharnais; il épousa, en 1839, la grande-duchesse Marie, fille de l'Empereur Nicolas Ier de Russie.

Lezay-Marnesia (Albert, comte de), 1722-1857; il occupa plusieurs préfectures, entre autres celle du Loir-et-Cher, dont il était titulaire en 1834.

Lichtenstein (Aloys-Joseph, prince de), 1796-1858. Diplomate autrichien; il fut attaché aux ambassades de Londres, de La Haye et de Dresde. Il avait épousé une comtesse Kinsky.

Lieven (Christophe, prince de), 1770-1839. Général russe; il fut ambassadeur à Paris et à Londres, puis, en 1834, gouverneur du grand-duc héritier de Russie, plus tard Alexandre II.

Lieven (la princesse de), 1784-1857. Dorothée de Benkendorff, épouse du prince Christophe de Lieven, ambassadeur à Londres; remarquable par son esprit et son jugement, elle fit de son salon à Londres le rendez-vous des hommes les plus distingués, et passa les dernières années de sa vie à Paris,

où elle se vit recherchée par les plus hauts personnages politiques.

Littleton (Édouard-John Walhouse), 1791-1863. Créé baron Hatherton en 1835. Membre du Parlement anglais. En 1812, il épousa une fille du marquis de Wellesley, et en 1858, en secondes noces, la veuve d'Édouard Davenport.

Londonderry (Charles-William, lord), 1778-1854. Soldat et diplomate anglais, il fut ambassadeur à Vienne, général et lord-lieutenant. Il épousa en premières noces une fille de lord Darnley, et en deuxièmes noces, une fille de sir Henry Vane Tempest.

Londonderry (lady), morte en 1865. Fille de sir H. Vane Tempest, elle épousa lord Londonderry en 1819.

Louis (le baron), 1755-1837. Ministre des Finances en France. Il avait reçu les ordres et était très lié avec le prince de Talleyrand. Depuis 1815, il siégea comme député dans presque toutes les assemblées législatives, où il se fit remarquer par la modération et la sagesse de ses vues.

Louis XI, Roi de France, 1423-1483. Fils de Charles VII; aucun prince de son temps ne connut mieux les ruses de la politique et l'art de dominer les hommes.

Louis XII, Roi de France, 1462-1515. D'abord connu sous le titre de duc d'Orléans, il succéda comme roi de France à Charles VIII.

Louis XIII, Roi de France, 1601-1643. Fils de Henri IV et de Marie de Médicis, sous la régence de qui il régna d'abord. Il épousa Anne d'Autriche.

Louis XIV, Roi de France, 1638-1715. Fils de Louis XIII, il n'avait pas cinq ans, lorsqu'il succéda à son père sous la régence de sa mère Anne d'Autriche; il épousa l'infante Marie-Thérèse, et plus tard, secrètement, Mme de Maintenon.

Louis XV, Roi de France, 1710-1774. Fils du duc de Bourgogne et de la princesse Adélaïde de Savoie, il succéda sur le trône à son aïeul Louis XIV.

Louis XVI, Roi de France, 1754-1793. Une des premières victimes de la Révolution, qui le fit périr sur l'échafaud.

Louis XVIII, Roi de France, 1755-1824. Il porta, d'abord, le titre de comte de Provence et épousa, en 1771, Louise-Marie-Joséphine de Savoie; son règne ne commença qu'en 1814.

Louis-Philippe Ier, Roi des Français, 1773-1849. Fils de Philippe-Égalité, duc d'Orléans; il fut proclamé Roi après la révolution de 1830 et l'abdication de Charles X, et obligé, lui aussi, d'abdiquer, à la révolution de 1848.

Louise, Reine de Prusse, 1776-1810. Fille du grand-duc de Mecklembourg-Strélitz et épouse du roi Frédéric-Guillaume III de Prusse. Elle fut la mère des rois Frédéric-Guillaume IV et Guillaume Ier, qui, en 1870, fut proclamé empereur d'Allemagne.

Loulé (la marquise de), 1806-1857. Anne, infante de Portugal, mariée en 1827 à Mendoça, marquis de

Loulé, ministre d'Etat. Le marquis fut créé duc, mais ses enfants ne jouirent jamais d'aucun privilège royal.

Louvois (le marquis de), 1639-1691. Homme d'État français, ministre de la guerre sous Louis XIV; il était fils du chancelier Le Tellier.

Louvois (le marquis de), 1783-1844. Il entra dans la carrière, puis devint chambellan de l'empereur Napoléon Ier. Il établit à Ancy-le-Franc des hauts-fourneaux, une verrerie, un moulin, des scieries qui amenèrent la prospérité dans ce pays Il fut fait pair de France sous la Restauration.

Ludolf (Guillaume-Constantin, comte), 1759-1839. Ministre du roi de Naples à Londres durant de longues années; sa famille était d'origine autrichienne.

Lyndhurst (lady). Sarah Grey; veuve du lieutenant-colonel Charles-Thomas, qui tomba à Waterloo, elle épousa en 1819 lord Lyndhurst dont elle fut la deuxième femme; elle était d'origine juive.

M

Maintenon (la marquise de), 1635-1719. Françoise d'Aubigné, épousa, en 1652, le poète Scarron. Devenue veuve, elle fut chargée d'élever les enfants de Louis XIV et de Mme de Montespan. Après la mort de la Reine, Louis XIV s'unit à Mme de Maintenon par un mariage secret

Maison (le maréchal), 1771-1840. Il fit, avec distinction, les guerres de la République et de l'Empire; fut fait pair de France sous la Restauration. Chargé en 1828 de l'expédition de Morée, il y obtint plein succès et fut créé maréchal. Sous Louis-Philippe, il fut tour à tour ministre des Affaires étrangères, de la Guerre, ambassadeur à Vienne et en Russie.

Malibran (Mme Marie-Félicité), 1808-1836. Célèbre cantatrice, fille de Manuel Garcia. Elle épousa en premières noces le banquier Malibran et en secondes noces le violoniste de Bériot.

Marbois (le marquis François de Barbé-), 1745-1837. Il remplit avant la Révolution plusieurs missions diplomatiques; à la Révolution, il fut déporté à la Guyane, et n'en revint qu'après le 18 Brumaire. Le premier Consul le nomma président de la Cour des comptes. La Restauration le fit pair et ministre de la Justice. Plus tard, il reprit ses fonctions de président de la Cour des comptes, qu'il exerça jusqu'en 1834.

Mareuil (Joseph-Durand, comte de), 1769-1855. Diplomate français. A la seconde Restauration, il fut nommé conseiller d'État, et chargé de diverses missions. Nommé pair de France en 1833 et grand-cordon de la Légion d'honneur en 1834, il fut envoyé à Naples comme ambassadeur; rappelé dix-huit mois plus tard, il vécut depuis lors dans la retraite.

Marie (l'infante), 1793-1874. Fille de Jean VI de Portugal, elle

épousa en premières noces l'infant dom Pedro et plus tard don Carlos, infant d'Espagne.

Marie II ou Maria da Gloria. Reine de Portugal, 1819-1853. Fille de dom Pedro Ier, qui, reconnaissant l'impossibilité de garder ensemble les deux trônes de Brésil et de Portugal, abdiqua celui de Portugal en faveur de son second enfant, doña Maria, après avoir octroyé à ce Royaume une charte libérale. Doña Maria épousa en premières noces le duc de Leuchtenberg, et, en secondes noces, le prince Ferdinand de Cobourg.

Marie-Amélie (la Reine), 1782-1866 ; Fille de Ferdinand Ier, Roi des Deux-Siciles, elle épousa en 1809 le duc d'Orléans, qui fut plus tard Louis-Philippe, roi des Français.

Marie-Casimire d'Arquien, 1635-1716. Fille du marquis de La Grange d'Arquien, elle avait accompagné en Pologne la reine Marie-Gonzague. Mariée d'abord à Zamoyski, elle épousa en secondes noces le roi Jean Sobieski. Devenue veuve, elle se retira d'abord à Rome, puis à Blois où elle mourut.

Marie de Médicis, Reine de France, 1573-1642. Fille du grand-duc François Ier de Toscane, elle épousa le Roi de France Henri IV, fut la mère de Louis XIII et exerça la Régence pendant la minorité de son fils.

Marie d'Orléans (la princesse), 1813-1839. Fille du Roi Louis-Philippe, elle épousa le prince Alexandre de Würtemberg. Elle avait du talent pour la sculpture et est l'auteur d'une statue de Jeanne d'Arc placée dans la cour de l'Hôtel de ville à Orléans.

Marie-Louise (l'impératrice), 1791-1847. Fille de l'Empereur François II d'Autriche, elle épousa en 1810 l'Empereur Napoléon Ier.

Marie Stuart, 1542-1587. Reine d'Écosse Elle épousa François II, roi de France, dont elle devint veuve en 1560. De retour en Écosse, elle eut à lutter contre la Réforme et les agissements secrets de la reine Élisabeth d'Angleterre qui la fit emprisonner puis exécuter après dix-huit ans de captivité.

Marie-Thérèse (l'Impératrice), 1717-1780 Fille de l'Empereur Charles VI, elle lui succéda sur le trône d'Autriche et eut à lutter contre le Roi de Prusse, Frédéric II, qui lui enleva la Silésie. Elle avait épousé François de Lorraine.

Martin (M). Élève de l'École normale, il devint professeur dans un collège de Paris où le prince de Talleyrand le prit pour le charger de l'éducation de ses deux neveux Louis et Alexandre de Périgord; il devint plus tard recteur de l'Académie d'Amiens.

Martin du Nord (Nicolas-Ferdinand), 1789-1862. Littérateur et homme d'État français; élu député en 1830, il siégea dans les rangs des conservateurs, il fut avocat général à la Cour de cassation en 1842, puis procureur général à la Cour royale de Paris. En 1834, il devint ministre des Travaux publics; en 1839, ministre de la Justice et des Cultes.

Martinez de la Rosa (François), 1789-1862. Littérateur et homme d'État espagnol. Député aux Cortès en 1812, il y soutint les idées les plus avancées, qui le firent condamner à dix ans d'emprisonnement au Maroc; la révolution de 1820 lui rendit la liberté, et il devint président du conseil. Sous la Reine régente, il devint chef d'un Cabinet constitutionnel, qui signa la Quadruple Alliance, mais il se retira en 1835. Il fut, depuis, ambassadeur à Paris, à Rome, et président des Cortès.

Massa (la duchesse de), née en 1792; fille du duc de Tarente, elle avait épousé Régnier, duc de Massa, dont elle devint veuve en 1814.

Matuczewiez (le comte André-Joseph), 1790-1842. Diplomate au service russe, Polonais de naissance. Il fut ministre intérimaire de Russie en Angleterre, ministre à Naples et à Stockolm.

Malguin (François), 1785-1854. Libéral ardent il fut élu député en 1827 et joua un rôle actif jusqu'en 1848. Après le coup d'État de 1851, il se retira à Saumur, chez sa fille, la comtesse de Rochefort.

Medem (le comte Paul), 1800-1854. Diplomate russe. Chargé d'affaires à Paris, puis à Londres, et, en 1839, ministre à Stuttgart

Melbourne (lord), 1779-1848. William Lamb. Homme d'État anglais; il fut appelé, en 1830, par lord Grey, au ministère de l'Intérieur; whig modéré, il s'est acquitté avec beaucoup de tact et de dévouement du soin qui lui incombait d'initier la jeune reine Victoria à ses devoirs de souveraine. — Séparé de sa femme, lady Catherine Ponsonby, connue par sa liaison avec lord Byron, lord Melbourne eut une liaison avec Mrs Norton, qui aboutit, en 1836, à un procès en divorce dont le scandale fut grand.

Mendelsloh (le comte Charles-Auguste-François de), 1788-1852. Diplomate würtembergeois; il fut, successivement, ministre à Saint-Pétersbourg, à Londres et à Vienne.

Mendizabal (don Juan Alvarez y), 1790-1853. Homme d'État espagnol. Fils d'un pauvre fripier, il gagna une grosse fortune dans le commerce. Il devint ministre des Finances en 1835, mais dut se retirer bientôt.

Mennechet (Édouard), 1794-1845. Littérateur français. Il fut secrétaire particulier du duc de Duras, qui le fit connaître à Louis XVIII; celui-ci le nomma chef de son bureau; Mennechet remplit ensuite les mêmes fonctions auprès de Charles X.

Metternich (Clément-Wenceslas-Lothaire, comte, puis prince de), 1773-1859. Homme d'État autrichien. Il fut ministre à La Haye, à Dresde, à Berlin, à Paris. En 1809, il fut ministre des Affaires étrangères d'Autriche, et resta au pouvoir jusqu'en 1848 où la révolution l'obligea à fuir.

Miaoulis (André), 1771-1835. Amiral grec; il commanda en chef la flotte des insurgés en 1821, battit les Turcs à Patras, mit le feu aux

navires d'Ibrahim-Pacha à Modon, mais ne put empêcher la chute de Missolonghi. En 1831, il se mit à la tête des Hydriotes révoltés contre le président Capo d'Istria.

Mignet (François-Auguste-Marie), 1796-1884. Historien français, membre de l'Académie française, directeur des Archives du ministère des Affaires étrangères.

Mina (don Francisco Espozy), 1781-1836. Fameux chef de partisans en Espagne. En 1809, il se mit à la tête d'une bande de guérillas, au moment de l'invasion française, et en entrava les opérations pendant cinq années. En 1820, pendant la révolution d'Espagne, il tint tête au maréchal Moncey. En 1834, il défendit le trône constitutionnel contre les prétentions de don Carlos.

Mirabeau (Victor Riquetti, marquis de), 1749-1791. L'orateur le plus éminent de la Révolution française. En 1789, il fut député du Tiers aux États généraux, et il contribua par son éloquence aux succès de la Constituante.

Miraflorès (don Manuel, marquis de), 1792-1867. Issu d'une famille de marchands (Pando) enrichie dans les guerres du dix-huitième siècle, il fut anobli et reçut la grandesse. Il fut ambassadeur à Londres, et, en 1834, y signa le fameux traité de la Quadruple Alliance. En 1846, il devint grand chambellan de la reine Isabelle, et, en 1864, président du Conseil des ministres. Littérateur éminent, il fut membre de l'Académie d'histoire de Madrid.

Miraflorès (la marquise de), 1795-1867. Doña Vicenta Monina y Pontejos, héritière et nièce du fameux comte de Florida-Blanca, elle épousa, en 1814, le marquis de Miraflorès.

Modène (le duc de), 1779-1846. François IV de Modène était fils de l'archiduc Ferdinand d'Autriche; il épousa la princesse Marie-Béatrice, fille de Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne.

Molé (le comte Mathieu), 1781-1855. Issu d'une famille parlementaire; il remplaça en 1813 le duc de Massa comme ministre de la Justice, et reçut alors le titre de comte de l'Empire; il se rallia à Louis-Philippe, fut nommé pair, et reçut en 1830 le ministère des Affaires étrangères. En 1840, il fut nommé membre de l'Académie française.

Molé (la comtesse), morte en 1845. Mlle Caroline de la Briche, rencontra, dans le salon de sa mère, le jeune comte Molé, qu'elle épousa en 1798. La comtesse Molé a publié, sous le voile de l'anonyme, plusieurs ouvrages traduits de l'anglais.

Mollien (le comte François), 1758-1850. Habile financier, il fut nommé, en 1806, ministre du Trésor. Louis XVIII l'appela en 1819 à la Chambre des pairs.

Mollien (la comtesse), 1785-1878. Mlle Juliette Dutilleul, épouse de François Mollien. Mme Mollien, personne attachante et distinguée, fut dame du palais de la Reine Marie-Amélie.

Monson (lord), 1809-1841. Fils du

premier mariage de lady Warwick, il ne laissa point d'enfants et son héritage passa à son cousin.

Monson (lady), Theodosia, fille de Latham Blacker, épousa en 1832 lord Monson.

Montespan (la marquise de), 1641-1707. Françoise-Athénaïs de Rochechouart; favorite de Louis XIV.

Montmorency (Raoul, baron de), 1790-1862. Il prit le titre de duc en 1846, à la mort de son père. Il épousa Euphémie de Harchies, dont il n'eut pas d'enfants; il était frère de la princesse de Bauffremont-Courtenay et de la duchesse de Valençay.

Montmorency (la duchesse de), 1774-1846. Anne-Louise-Caroline de Matignon; mère de Raoul de Montmorency, de la princesse de Bauffremont et de la duchesse de Valençay.

Montpensier (la duchesse de), 1627-1693. Anne-Marie-Louise d'Orléans, connue sous le nom de la Grande Mademoiselle, était la fille unique de Gaston d'Orléans. Elle fut plusieurs fois au moment de faire les alliances les plus brillantes, sans y jamais réussir; à quarante-deux ans, elle conçut une passion violente pour un simple gentilhomme, le comte de Lauzun, qu'elle épousa secrètement. Elle avait pris une part très vive à la Fronde.

Montrond (le comte Casimir de), 1757-1843. Ami de M. de Talleyrand et habitué de sa maison. Napoléon Ier, à son retour de l'île d'Elbe, l'expédia à Vienne, où siégeait le Congrès, avec la mission de persuader M. de Talleyrand de se tourner vers lui, mais M. de Talleyrand fut inflexible et resta fidèle à Louis XVIII.

Montrond (la comtesse de), 1769-1820. Aimée de Coigny, qui inspira à Chénier *la Jeune Captive*, avait épousé en premières noces le duc de Fleury et divorça pour épouser le comte de Montrond.

Morell (la baronne de). Mlle de Mornay, sœur du marquis et du comte de Mornay, épousa le général baron de Morell, qui commandait, en 1834, l'École de cavalerie de Saumur.

Morell (Mlle Marie de), née en 1818, connue pour sa beauté, était la fille du général baron de Morell; elle épousa le marquis d'Eyragues, qui a rempli divers postes diplomatiques sous le règne de Louis-Philippe.

Morellet (l'abbé André), 1727-1819. Lié d'amitié avec les hommes les plus éminents de son siècle, l'abbé Morellet se distingua surtout par son esprit fin et railleur. Il fut un laborieux collaborateur de l'*Encyclopédie* et du dictionnaire de l'Académie, dont il sauva les archives pendant la Révolution.

Mornay (le comte Charles de), 1803-1878. Pair de France, ambassadeur en Suède, frère du marquis Jules de Mornay, député de l'Oise. Dévoué à la monarchie de Juillet, il fut élevé à la Pairie en 1845 et fait grand officier de la Légion d'honneur. En 1848, il rentra dans la vie privée.

Mornington (lady), 1742-1831. Anne, fille aînée du vicomte Duncannon, épousa en 1759 le comte Mornington. Un de ses fils fut le célèbre duc de Wellington.

Mortemart (Mlle Alicia de), 1800-1887. Fille du duc de Mortemart et de sa seconde femme, née de Cossé-Brissac, elle épousa en 1823 le duc Paul de Noailles.

Mortier (le maréchal), duc de Trévise, 1768-1835. Fit avec distinction les campagnes de la République et de l'Empire. Député et pair de France en 1834, il accepta le ministère de la Guerre avec la présidence du Conseil. Il fut tué par l'explosion de la machine infernale de Fieschi, aux côtés mêmes de Louis-Philippe.

Moskowa (le prince de la), 1803-1857. Fils aîné du maréchal Ney, il entra d'abord au service de Suède et ne revint en France qu'après la révolution de Juillet. Il fut fait pair de France sous Louis-Philippe. Il avait épousé la fille de Jacques Lafitte.

Motteux (M.). Il était, à Londres, un habitué de Holland-House, et très bien vu chez le prince de Talleyrand. Très liée avec lady Cowper (plus tard lady Palmerston), il laissa toute sa fortune à son second fils.

Mont-Edgecumbe (lord Richard), 1764-1839. Un des intimes du roi Guillaume IV d'Angleterre ; il avait épousé, en 1789, une fille du comte de Buckinghamshire.

Mulgrave (lord), 1797-1863. Constantin-Henry Phipps, plus tard lord Normanby. Il fit partie du ministère whig de lord Melbourne, fut gouverneur de la Jamaïque, puis lord-lieutenant d'Irlande. En 1846, il fut envoyé à Paris comme ambassadeur, puis en Toscane.

Munier de la Converserie (le général comte), 1766-1837.

Munster-Ledenburg (le comte Ernest-Frédéric-Herbert de), 1766-1839. Il contribua, comme envoyé de l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre, à former plusieurs coalitions contre la France. Il fut ministre de Hanovre à Londres.

Munster-Ledenburg (la comtesse de), 1783-1858. Wilhelmine-Charlotte, comtesse de Lippe, sœur du duc de Schœnburg-Lippe, épousa en 1814 le comte de Munster-Ledenburg.

Musset (Alfred de), 1810-1857. Poète français, fils d'un chef de bureau au ministère de la Guerre ; il fut le condisciple du duc d'Orléans au collège Henri IV et devint son ami.

N

Nantes (Mlle de), 1673-1743. Quatrième enfant de Louis XIV et de Mme de Montespan, légitimée par lettres patentes du roi, et mariée en 1785 au duc de Bourbon.

Naples (la princesse Marie de), 1820-1861. Elle épousa en 1850, Charles de Bourbon, comte de Montemolin.

Napoléon Ier, Empereur des Français, 1769-1821. Deuxième fils de Charles Bonaparte et de Læti-

tia Ramolino. Marié en premières noces avec Joséphine Tascher de la Pagerie, veuve du général de Beauharnais, il divorça en 1810 et épousa Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, dont il eut un fils.

NASSAU (Guillaume-Georges-Auguste, duc DE), 1732-1839.

NECKER (Jacques), 1732-1804. Banquier genevois qui devint directeur des finances de France sous Louis XVI. Il fut le père de Mme de Staël.

NECKER (Mme), 1739-1794. Suzanne Curchot, fille d'un pasteur calviniste suisse, épousa Jacques Necker. Elle fut célèbre par sa beauté, son esprit, sa bienfaisance.

NEELD (lady Caroline), morte en 1869. Fille du comte de Shaftsbury, elle épousa en 1831 Joseph Neeld, comte de Grittelton.

NEMOURS (le duc DE), 1814-1896. Louis-Charles d'Orléans, un des fils du roi Louis-Philippe; il épousa une princesse de Saxe-Cobourg-Cohari.

NESSELRODE (le comte DE), 1780-1862. D'une famille originaire de Westphalie, dont une branche s'était établie en Livonie, il entra dans la diplomatie russe; il fut attaché à différentes ambassades, notamment à celle de Paris, puis devint chancelier de l'empire de Russie.

NESSELRODE (la comtesse DE), morte en 1849; elle était la fille du comte Gourieff, qui fut ministre des finances russes.

NEY (Michel), 1769-1815. Duc d'Elchingen, prince de la Moskowa, maréchal de France; il se couvrit de gloire dans les guerres de la Révolution et de l'Empire. Napoléon l'avait surnommé *le brave des braves*. Créé pair de France par Louis XVIII, il se déclara pour Napoléon aux Cent-Jours; à la seconde Restauration, il fut condamné à mort par la Cour des Pairs et fusillé.

NICOLAS Ier, Empereur de Russie, 1776-1855. Troisième fils de Paul Ier, il monta sur le trône en 1825, succédant à son frère Alexandre Ier, et après que son frère, le grand-duc Constantin, y eut renoncé.

NOAILLES (le duc Paul DE), 1802-1885. Il prêta serment au gouvernement de Louis-Philippe et prit souvent la parole dans des discussions importantes de la chambre des Pairs. La révolution de 1848 le rendit à la vie privée, et il s'occupa dès lors de travaux littéraires. Il entra à l'Académie en 1849.

NOAILLES (la duchesse DE), voir MORTEMART.

NOAILLES (la vicomtesse DE), 1792-1751. Charlotte-Marie-Antoinette, fille du duc de Poix, épousa son cousin, le vicomte Alfred de Noailles, qui mourut en 1812 au passage de la Bérésina.

NOAILLES (Mlle Sabine DE), 1819-1870. Mariée en 1846 à Lionel Wildrington Standish.

NORFOLK (le duc DE), 1791-1856; il épousa, en 1814, Charlotte-Sophie, fille du duc de Sutherland. Guillaume IV lui conféra l'ordre de la Jarretière en 1834.

Northumberland (la duchesse de), morte en 1848; elle était née Louisa Stuart Wartley.

O

O'Connell (Daniel), 1775-1847. Il s'affilia de bonne heure aux associations qui avaient pour but l'émancipation de l'Irlande. En 1823, il posa les bases d'une association catholique qui s'étendit dans toute l'Irlande. Membre de la Chambre des communes, il y établit une puissante influence, amena le triomphe des whigs et vota, avec eux, la réforme parlementaire; il obtint l'abolition des lois vexatoires pour les Irlandais.

Olivier (l'abbé Nicolas-Théodore), né en 1798; il fut curé de Saint-Roch à Paris, et en 1841 évêque d'Évreux.

Ompteda (baron Charles-Georges d'), 1767-1857. Diplomate hanovrien; ministre d'État et chef de cabinet en Hanovre en 1823, il fut, depuis 1831, accrédité à Londres auprès du roi Guillaume IV. Il démissionna à la mort de ce souverain.

Ompteda (la baronne d'), 1767-1843. Frédérique-Christine, comtesse de Schlippenbach; elle avait épousé en premières noces le comte de Solms-Sonnenwald, et en deuxièmes noces, elle épousa le baron d'Ompteda.

Orange (le prince Guillaume d'), 1793-1849; il monta en 1840 sur le trône de Hollande. Il avait épousé en 1816 Anna Paulowna.

Orange (la princesse d'), voir à Anne Paulowna.

Orléans (le duc d'), 1741-1793. Louis-Philippe-Joseph, connu sous le nom de Philippe-Égalité, fit, toute sa vie, une opposition systématique à la Cour et devint, en 1787, le chef de tous les mécontents. Député aux États-généraux, il devint membre du Club des Jacobins, ce qui ne l'empêcha pas d'être guillotiné.

Orléans (le duc d'), 1810-1842. Ferdinand, fils aîné du roi Louis-Philippe et de la reine Marie-Amélie. Il servit sous le maréchal Gérard en Belgique, commanda des campagnes en Algérie; il mourut d'un accident de voiture, près de Paris.

Orsay (le comte Alfred d'), 1801-1852; surnommé le *Roi de la Mode*. La beauté était héréditaire chez les d'Orsay. Le comte Alfred avait la vocation du *dandysme* et alla de bonne heure à Londres, regardée alors comme le conservatoire de l'élégance masculine. Élégant, artiste, il se ruina et mourut misérablement d'une maladie de la moelle épinière.

Ossulston (lord), né en 1810, il épousa la fille du duc de Manchester et devint, en 1859, lord Tankerville.

P

Pahlen (le comte Pierre), Né en 1775. Général russe; il prit une part glorieuse aux campagnes de

1812, 1813, 1814; il fut ambassadeur de Russie à Paris de 1835 à 1841; fut ensuite nommé membre du conseil de l'Empire et Inspecteur général de la cavalerie.

Palafox (don José de), 1780-1847. L'intrépide défenseur de Saragosse; il accompagna en 1808, à Bayonne, la famille royale d'Espagne, comme officier, et s'évada dès qu'il vit Ferdinand VII retenu prisonnier. Il souleva l'Aragon et, après une vigoureuse défense dans Saragosse, força les Français à s'en éloigner, mais ils revinrent à la charge avec toutes leurs forces et le contraignirent à capituler. Palafox contribua puissamment à rétablir Ferdinand VII sur le trône. S'étant, en 1820, prononcé pour la Constitution, il fut disgracié et vécut, depuis lors, dans la retraite : Marie-Christine, à son avènement comme Régente, le créa duc de Saragosse et grand d'Espagne.

Palmella (duc P. de Souza-Holstein de), 1786-1850. Homme d'État portugais. Il fut régent de Portugal en 1830 et fit prévaloir la cause de doña Maria sur celle de dom Miguel. Il fut un des plénipotentiaires du Congrès de Vienne en 1815.

Palmerston (lord), 1784-1865. Homme d'État anglais. Élu aux Communes en 1807, il fut lord de l'Amirauté en 1808, secrétaire à la Guerre de 1809 à 1828, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1830 à 1841, puis de 1846 à 1851; ministre de l'Intérieur de 1852 à 1855, lord de la Trésorerie de 1855 à 1858, et de 1859 jusqu'à sa mort.

Palmerston (lady), 1787-1869. Elle était sœur de lord Melbourne, et avait épousé, en premières noces, lord Cowper; en secondes noces, elle épousa lord Palmerston.

Palmyre (Mlle). La plus grande couturière de Paris sous Louis-Philippe.

Pâris. Second fils de Priam et d'Hécube; c'est lui qui décerna à Vénus la pomme de discorde, choix qui suscita contre Troie la haine de Junon et de Minerve.

Parry (sir William Edward), 1790-1855. Navigateur anglais, connu par ses expéditions au Pôle Nord. Il était hydrographe à l'Amirauté et accompagna Ross dans son premier voyage de découvertes.

Pasquier (Étienne, duc), 1767-1862. Nommé par Napoléon maître des requêtes, puis conseiller d'État, il se rallia aux Bourbons en 1814, fut, en 1815, chargé des Sceaux; plus tard membre de la Chambre des pairs, il en reçut la Présidence sous Louis-Philippe. Il fut élevé à la dignité de Chancelier en 1837.

Passy (Hippolyte-Philibert), 1793-1880. Homme politique français, membre de l'Institut. Élu député en 1830, il fut appelé en 1834 dans le Cabinet éphémère du duc de Bassano. En 1838, il remplaça le prince de Talleyrand comme membre de l'Académie des sciences morales et politiques.

Pasta (Judith), 1798-1865. Chanteuse italienne, d'origine juive.

En 1821 elle vint à Paris et s'y fit une grande renommée. En 1849 elle se retira, dans sa belle maison de campagne, près du lac de Côme.

Pays-Bas (le Roi des), Voir à Guillaume II.

Pays-Bas (le prince Frédéric des), 1797-1881. Amiral de la flotte. En 1825, il avait épousé la princesse Louise de Prusse.

Pays-Bas (la princesse Frédéric des), 1808-1870. Louise, princesse de Prusse, fille du roi Frédéric-Guillaume III.

Pedro Ier (dom), 1798-1834. Empereur du Brésil et roi de Portugal, père de la reine doña Maria de Portugal.

Peel (sir Robert), 1788-1850. Homme d'État anglais. Élu aux Communes en 1809, il fut ministre de l'Intérieur en 1822. Conservateur pour tout ce qui touchait au système politique, il se montra libéral en ce qui concernait la législation criminelle et l'administration. Il fit partie de plusieurs ministères et sut, en 1848, rétablir l'équilibre financier, que les whigs avaient laissé avec un déficit de 30 millions, par la mesure de l'*income-tax*, en ouvrant de nouvelles sources de revenus par l'abolition des lois de prohibition sur les céréales.

Peel (lady), morte en 1849. Julie, fille du général sir John Floyd Bart, épousa, en 1820, sir Robert Peel.

Pépin, 1780-1836. Épicier de la place de la Bastille, à Paris, Pépin fut élu capitaine de la garde nationale après les journées de juillet 1830; impliqué dans l'attentat Fieschi en 1835, il fut arrêté, condamné à mort et exécuté.

Perier (Casimir), 1777-1832. Il entra en 1817 dans la vie politique. Après 1830, il fut élu président de la Chambre des députés, et, peu après, ministre sans portefeuille. En 1831, il fut président du Conseil et gouverna en homme ferme et résolu. Il succomba aux atteintes du choléra à la suite d'une visite faite avec le duc d'Orléans à l'Hôtel-Dieu.

Périgord (le duc de), 1788-1879. Augustin-Marie-Élie-Charles de Talleyrand-Périgord, Grand d'Espagne de première classe.

Périgord (la duchesse de), 1789-1866. Marie-Nicolette, fille du comte de Choiseul-Praslin, épousa, en 1807, le duc de Périgord.

Périgord (le comte Alexandre de), plus tard duc de Dino, 1813-1894. Second fils du duc de Talleyrand et de la princesse Dorothée de Courlande. Alexandre de Périgord servit d'abord dans la marine, mais abandonna bientôt cette carrière; en 1849, il fit la campagne du Piémont contre l'Autriche, dans l'état-major du Roi Charles-Albert, et, pendant la guerre de Crimée, il fut attaché au corps d'armée sarde comme commissaire français. Il avait épousé Mlle Valentine de Sainte-Aldegonde.

Périgord (Mlle Pauline de), 1820-1890. Fille du duc de Talleyrand et de l'auteur de la *Chronique* que

nous publions. Elle épousa, en 1839, le marquis Henri de Castellane, dont elle devint veuve en 1847. Depuis lors, elle vécut retirée du monde; et adonnée à la pratique des plus hautes vertus; elle demeurait, la plus grande partie de l'année, dans son domaine de Rochecotte, dans la vallée de la Loire.

Persil (Jean-Charles), 1785-1870. Magistrat et homme d'État français. Nommé député en 1830, il attaqua aussitôt le ministère Polignac en protestant contre les ordonnances. Il fut ministre de la justice en 1834, mais ayant eu des divergences avec M. Molé, il démissionna. En 1839, il entra à la Chambre des pairs et prit la direction de l'Hôtel des Monnaies. Napoléon III le nomma membre du conseil d'État.

Peter (Mme), dame anglaise, fort connue dans la société de Londres vers 1835 et amie de plusieurs hommes d'État.

Petit (le général), 1772-1856. Il fit avec distinction les campagnes de la République et de l'Empire. C'est lui qui reçut, à Fontainebleau, avec la dernière accolade de l'Empereur, ces adieux touchants qui s'adressaient à toute l'armée. Il fut fait Pair de France en 1838.

Piron (M.), 1802-1865. Fils d'un propriétaire du Nivernais, il reçut une bonne éducation et occupa une situation considérable dans l'administration des postes. Ses fonctions l'avaient fait entrer en rapport avec le personnel des postes anglaises, et il connaissait bien l'Angleterre. En 1834, M. Dupin, Nivernais lui aussi, l'emmena avec lui pendant son voyage à Londres, afin de lui servir de guide dans la société anglaise, où Piron avait d'anciennes relations, entre autres avec le duc de Richmond (ancien ministre des Postes de son pays) et lord Brougham. La mort prématurée d'un fils qui était tout son orgueil fut un tel coup pour M. Piron, qu'il en mourut aussi, terrassé par une attaque quelques semaines plus tard.

Pitt (William), 1759-1806. Il suivit les traces de son père, célèbre homme d'État anglais. Il manifesta, après la Révolution française, une grande haine à la France et soudoya contre elle trois coalitions. Il fut un très habile administrateur.

Plantagenet. Dynastie qui occupa le trône d'Angleterre, depuis Henri II jusqu'à l'avènement de Henri VII. Au quatorzième siècle, elle se sépara en deux branches rivales, d'où naquit la guerre des Deux Roses.

Plymouth (lady), 1792-1864. Elle était fille du duc de Dorset, et épousa en premières noces, en 1811, lord Plymouth. Devenue veuve, elle épousa William Pitt, lord Amherst. Elle mourut sans laisser d'enfants.

Poix (la duchesse-princesse de), 1785-1862. Mélanie de Périgord, fille du duc de Talleyrand et de Mlle de Senozan, épousa en 1809 le comte Just de Noailles, prince de Poix.

La duchesse de Poix avait été dame du palais de la duchesse de Berry.

Polignac (Jules-Armand, prince de), 1780-1847. Président du conseil et ministre des Affaires étrangères à la fin du règne de Charles X. Il signa, le 29 juillet 1830, les fameuses ordonnances qui amenèrent la révolution et la déchéance de la branche aînée des Bourbons.

Polignac (princesse de). Née miss Barbara Campbell, Écossaise ; très belle et très riche mais sans naissance ; elle dut abjurer le protestantisme et se convertir au catholicisme pour épouser le prince de Polignac. Elle mourut en 1819.

Poniatowski (le prince Joseph), 1762-1803. Général polonais ; il servit dans la légion polonaise sous les ordres de Napoléon Ier, fut fait maréchal de France à Leipzig et périt dans les eaux de l'Ulster. Sa bravoure chevaleresque l'avait fait surnommer *le Bayard polonais*.

Ponsonby (lord), 1770-1855. Beau-frère de lord Grey, il fut ambassadeur à Constantinople de 1822 à 1827.

Porchester (lord), 1800-1849. Henry-John-Charles, comte de Carnavon ; il épousa en 1830 fa fille de lord Molyneux.

Potocki (le comte Stanislas), 1757-1821. Il combattit contre la Russie en 1792, quitta la Pologne en 1793, devint, lors de la création du grand-duché de Varsovie par Napoléon Ier, sénateur palatin et chef du conseil d'État. Maintenu aux affaires par l'empereur Alexandre Ier, lors de la formation du nouveau royaume de Pologne, le comte Potocki fut nommé ministre des Cultes et de l'Instruction publique, puis président du conseil d'État.

Pozzo di Borgo (le comte), 1764-1842 Originaire de Corse, il servit différentes puissances, et, en dernier lieu, la Russie. Il fut un des représentants de l'empereur de Russie au Congrès de Vienne, et plus tard, ambassadeur.

Prince Noir (le), 1330-1376. Édouard, Prince de Galles, surnommé le Prince Noir pour la couleur de son armure ; il était fils d'Édouard III et de Philippa de Hainaut, et s'immortalisa par ses exploits. Il mourut avant son père, mais un de ses fils monta sur le trône sous le nom de Richard II.

Protée. Dieu marin qui changeait de forme à volonté.

Prudhon (Pierre), 1760-1822. Peintre français ; il passa plusieurs années à Rome où il se lia avec Canova ; ce fut lui que choisit Napoléon Ier pour donner des leçons à l'Impératrice Marie-Louise.

Prusse (le prince Louis de), 1773-1796. Frère du Roi Frédéric-Guillaume III, il avait épousé la princesse Frédérique de Mecklembourg-Strélitz, sœur de la reine Louise de Prusse.

Q

Quélen (le comte de), 1778-1839. D'une famille de Bretagne, il

entra de bonne heure dans les ordres ; le cardinal Fesch le distingua, se l'attacha comme secrétaire ; devenu sous la Restauration coadjuteur du cardinal de Talleyrand-Périgord, il lui succéda en 1821, comme archevêque de Paris. En 1831, une insurrection saccagea l'archevêché. Lors du choléra de 1832, Mgr de Quélen montra le plus admirable dévouement. Ses mandements et plusieurs oraisons funèbres, écrites avec élégance, lui valurent l'entrée de l'Académie française.

R

Radnor (lord William), 1779-1869. Membre du Parlement anglais et ami de lord Brougham. Il se maria trois fois ; en 1814 avec la fille du duc de Montrose, en 1837 avec Émily Bagot et enfin avec Fanny Royd-Rice.

Rambuteau (Claude-Philibert Bertelot, comte de), 1781-1869. Chambellan de Napoléon Ier en 1809, pair de France en 1835, membre de l'académie des Beaux-Arts en 1843. En 1833, Louis-Philippe l'avait nommé préfet de la Seine et il conserva ce poste durant quinze ans.

Rambuteau (la comtesse de). Fille du comte Louis de Narbonne, elle épousa, en 1809, le comte de Rambuteau.

Raphael Sanzio, 1483-1520. Célèbre peintre de l'École romaine de la Renaissance.

Raullin (M.). Fils d'un employé au ministère des Affaires étrangères que le prince de Talleyrand estimait. Il fut conseiller d'État.

Ravneval (Maximilien de). 1778-1836. Diplomate français. Secrétaire d'ambassade à Lisbonne, puis à Saint-Pétersbourg, il fut nommé, sous la Restauration, consul général à Londres, puis, successivement, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, ambassadeur à Berlin, en Suisse, à Vienne, à Madrid, et partout il rendit d'éminents services qui lui valurent le titre de comte et la Pairie.

Réal (le comte), 1765-1834. Procureur au Châtelet avant la Révolution, conseiller d'État après le 18 Brumaire, préfet de police durant les Cent-Jours, il fut proscrit par la seconde Restauration et ne revint en France qu'en 1818. En 1830, il eut une fonction auprès du préfet de police, puis vécut dans la retraite.

Recamier (Mme), 1777-1849. Julie Bernard épousa à seize ans un riche banquier de Paris, M. Récamier. Spirituelle et bonne, elle sut réunir dans son salon, sous le Consulat et l'Empire, une foule de personnages distingués. Exilée de Paris, elle y rentra après la chute de Napoléon Ier. Mme Récamier se retira en 1819 à l'Abbaye-aux-Bois, où elle continua à recevoir toutes les célébrités de l'époque.

Régent (le), Philippe d'Orléans, 1674-1723 ; il gouverna la France pendant la minorité du Roi Louis XV.

Rémusat (le comte Charles de), 1797-1875. Écrivain et homme politique français, membre de l'Institut, ancien ministre.

Retz (le cardinal de), 1614-1679. Jean-François-Paul de Gondi, joua un rôle célèbre dans les troubles de la Fronde, qui le força à s'exiler jusqu'à la mort de Mazarin. Il a laissé des *Mémoires* qui sont un des chefs-d'œuvre de la langue française.

Richmond (le duc de), 1799-1860. Charles Lennox; officier anglais, lord-lieutenant du comté de Sussex; dans le ministère réformiste de 1830, il devint directeur général des postes. Il avait épousé lady Paget, fille du marquis d'Anglesea.

Rigny (Henri-Gauthier, comte de), 1783-1835. Entré dans la marine en 1798, il prit part aux campagnes du premier Empire, fut fait contre-amiral sous la Restauration, et en 1827 se conduisit brillamment à Navarin; il reçut alors, avec le titre de comte, la préfecture maritime de Toulon; il devint ministre de la Marine en 1831, puis ministre des Affaires étrangères et ensuite ambassadeur à Naples.

Ripon (lord), 1781-1859. Il fut chancelier de l'Échiquier en 1833. Il appartenait au parti tory, mais passa plus tard aux whigs.

Robespierre (Maximilien), 1758-1794. Avocat et conventionnel; il régna par la terreur, au moyen du Comité du salut public, mais la réaction le fit périr sur l'échafaud.

Robsart (Amy), 1532-1560. Elle épousa, en 1550, Robert Dudley, comte de Leicester, et s'en sépara bientôt. Un jour, elle fut trouvée morte, sans qu'on pût savoir si elle avait elle-même mis fin à ses jours, ou si Leicester l'avait fait périr dans l'espoir d'épouser la Reine Élisabeth. Amy Robsart est l'héroïne du roman de Walter Scott, *le Château de Kenilworth*.

Rodil (le marquis de), 1789-1853. Don José Ronion Rodil s'engagea dans le bataillon nommé *des cadets littéraires* en 1808 au moment de l'invasion française en Espagne. En 1816 il s'embarqua pour les colonies insurgées de l'Amérique du Sud, et acquit de la renommée dans la défense de Callao. Il rentra en Espagne en 1825, et, en 1833, vint en aide, en Portugal, au roi dom Pedro, contre dom Miguel et don Carlos. En 1836, il fut, pour peu de mois, ministre de la Guerre. De 1840 à 1843, sous la régence d'Espartero, il fut président du Conseil du dernier ministère.

Rogers (Samuel), 1763-1855. Poète anglais. Il avait des habitudes de sarcasme qui n'épargnaient personne, malgré de la générosité et de la bonté.

Roland (Mme), 1754-1793. Manon Phlipon, femme d'une haute intelligence et épouse d'un conventionnel. Elle mourut sur l'échafaud.

Romero-Alpuende. Député espagnol. Il était un libéral outré, une tête exaltée; son rôle fut peu important.

Ross (sir John), 1777-1856. Fils du Rév. André Ross et capitaine de la marine royale anglaise, il se rendit célèbre par deux expéditions dans les mers polaires arctiques qu'il fit avec sir Edward Parry en 1818 et 1819. Sir John Ross fit sa seconde expédition à ses frais, trouva le pôle magnétique boréal, perdit son navire, et ce ne fut que le quatrième hiver qu'un vaisseau de Hull vint le délivrer et le ramena en Angleterre.

Rothschild (Nathan), 1777-1826. Troisième fils de Mayer-Anselme Rothschild, fondateur de la célèbre maison de banque, il était chef de la maison de Londres.

Rothschild (Mme Salomon de), 1774-1855, épouse de Mayer-Anselme Rothschild, qui fonda à Vienne une succursale et partagea avec son frère Anselme les affaires d'Allemagne. Vers 1835, ayant abandonné à son fils la direction des affaires de Vienne, Salomon de Rothschild vint, avec sa femme, rejoindre à Paris son frère James

Roussin (l'amiral), 1781-1854. Capitaine de vaisseau en 1814, il rectifia les cartes des côtes de l'Afrique et du Brésil; contre-amiral en 1822, il fit partie en 1824 du conseil d'amirauté; en 1831, il commanda l'escadre chargée d'exiger du Portugal la réparation des insultes faites aux résidents français, il força l'entrée du Tage, réputée inexpugnable et obtint tout ce qu'il demandait. A la suite de cette glorieuse expédition, Louis-Philippe l'éleva à la Pairie avec le titre de baron, en 1832.

Royer-Collard (Pierre-Paul), 1763-1845. Philosophe et homme d'État français; il fut avocat, député au conseil des Cinq-Cents en 1797. Sous le premier Empire, il renonça à la politique, pour ne s'occuper que de ses études philosophiques et il fut reçu à l'Académie française en 1827. M. Royer-Collard habitait Châteauvieux, près de Valençay, et était très lié avec le prince de Talleyrand et la duchesse de Dino.

Rubini (Jean-Baptiste), 1795-1854. Célèbre chanteur italien. Les opéras de Bellini lui doivent une grande part de leurs succès.

Russell (lord William), 1799-1846. Diplomate anglais; il fut, pendant quelques années, ambassadeur à Berlin; il avait épousé Élisabeth Rawdon, nièce du marquis de Hastings.

Russell (lord John), 1792-1878. Homme d'État anglais, troisième fils du duc de Bedford; il fut un des auteurs du célèbre Bill de réforme; en 1831 il fut ministre de l'Intérieur, des Colonies; chef du cabinet whig, ministre des Affaires étrangères en 1859, et, de nouveau, chef du cabinet après la mort de lord Palmerston.

Russie (l'Empereur de), voir Nicolas Ier.

S

Sackfield. Nom de famille des ducs de Dorset.

Sainte-Aldegonde (la comtesse de), 1793-1869. Elle était née de Chavagnes. Créole d'origine, elle épousa Augereau, duc de Castiglione, qui mourut en 1816. En 1817, elle se remaria avec le comte de Sainte-Aldegonde; elle eut deux filles, dont la seconde épousa Alexandre de Périgord, duc de Dino.

Sainte-Aulaire (le comte Louis Beaupoil de), 1778-1854. Il fut chambellan de Napoléon Ier, préfet sous Louis XVIII et député; après 1830, il fut un des plus habiles appuis de la monarchie de Juillet. Il fut, successivement, ambassadeur à Rome, à Vienne et à Londres, et fut élevé à la Pairie.

Sainte Thérèse, 1515-1582. D'une riche et noble famille d'Avila, dans la Vieille Castille, Thérèse réforma l'ordre des Carmélites, et, inspiré par elle, saint Jean de la Croix réforma celui des Carmes. Elle fut canonisée en 1621. Ses nombreux écrits la firent appeler par les papes Grégoire XV et Urbain VIII un docteur de l'Église.

Saint Leu ou saint Loup, 573-623. Archevêque de Sens depuis 609, il se distingua par sa charité. Le roi Clotaire II, trompé par de faux rapports, l'exila en Picardie en 613, mais mieux instruit, il le rappela l'année suivante et le combla d'honneurs.

Saint-Leu (la duchesse de), voir à Beauharnais (Hortense de).

Saint-Paul (Vergibier de), général français; il commandait les troupes de l'Indre en 1834.

Saint-Priest (le comte Alexis de), 1805-1851. Fils du comte de Saint-Priest, gouverneur d'Odessa et d'une princesse Galitzin. Il ne vint en France qu'en 1822, et s'y fit beaucoup remarquer par son goût pour les lettres; très lié avec le duc d'Orléans, il entra dans la diplomatie en 1833 et devint ministre de France au Brésil, à Lisbonne, à Copenhague. Il fut nommé pair de France en 1841 et membre de l'Académie française en 1849. Il avait épousé Mlle de La Guiche.

Salisbury (la marquise de), 1750-1835. Marie-Amélie, fille du marquis de Devonshire. Elle s'était mariée en 1773 et fut brûlée dans l'incendie de Hatfield-House.

Salvandy (le comte de), 1795-1856. Il fit, comme militaire, les campagnes de 1813 et 1814, et se retira du service sous la Restauration, pendant laquelle il occupa plusieurs fonctions auprès de Louis XVIII; il démissionna en 1823 et se tourna vers la littérature. Nommé député après 1830, il devint ministre de l'Instruction publique de 1837 à 1839, ambassadeur à Madrid en 1841, à Turin en 1843, et, en 1845, de nouveau ministre de l'Instruction publique jusqu'en 1848. Il était membre de l'Académie française depuis 1835.

Sampaïo (Antonio-Rodriguez), 1806-1882. Journaliste et homme d'État portugais qui défendit toujours les idées libérales.

Sand (George), 1804-1876. Aurore Dupin, baronne Dudevant, fut, sous le pseudonyme de George

Sand, un des meilleurs écrivains du dix-neuvième siècle.

Saraïva (Antonio-Ribeira), 1800-1890. Diplomate portugais. Pendant la régence de dom Miguel, il fut envoyé en mission secrète en Espagne et en Angleterre. Partisan fanatique du pouvoir absolu, il ne retourna plus en Portugal après la chute du prétendant, et demeura à Londres jusqu'à sa mort.

Sarmento (M. de). Diplomate portugais, représentant de dom Pedro à Londres lors des conférences après 1830.

Sauzet (Paul), 1800-1877. Avocat au bareau de Lyon, il fut élu député en 1834, et deux ans plus tard, nommé ministre de la Justice dans le ministère Thiers.

Saxe (Maurice, comte de), 1695-1750. Maréchal de France, il se couvrit de gloire pendant la guerre de la succession d'Autriche, et, en récompense de ses services, le roi Louis XV lui donna le château de Chambord et 40,000 livres de rente. Il était le fils naturel d'Auguste II, électeur de Saxe, et de la comtesse Aurore de Kœnigsmark.

Saxe-Meiningen (Bernard, duc de), 1800-1882. Frère de la reine Adélaïde d'Angleterre. En 1866, il abdiqua en faveur de son fils, le duc Georges II.

Scheffer (Ary), 1785-1858. Peintre français, d'une famille originaire d'Allemagne. Il était très protégé par le Roi Louis-Philippe et sa famille.

Sébastiani de la Porta (le maréchal), 1775-1851. Originaire de la Corse, il se distingua à l'armée d'Italie. En 1806, envoyé comme ambassadeur à Constantinople, il décida le sultan Selim à déclarer la guerre aux Russes et dirigea les opérations qui contraignirent la flotte anglaise à repasser les Dardanelles. Après Waterloo, il fut un des commissaires désignés pour traiter la paix. Sous Louis-Philippe, il fut ministre des Affaires étrangères, puis ambassadeur à Naples et à Londres. Il avait épousé Fanny de Coigny, qui mourut en 1807 en donnant le jour à une fille, qui épousa le duc de Praslin.

Sefton (lord), 1772-1838. Créé pair et baron en 1831. Il avait épousé une fille de lord Craven.

Sefton (lady), morte en 1851. Marie-Marguerite, fille de lord Craven, épousa en 1791 lord William Sefton.

Séguier (le comte), 1768-1848. Émigré pendant la Révolution, il rentra en 1800 et, grâce à Cambacérès, se fit une belle carrière dans la magistrature sous l'Empire. En 1815, Louis XVIII le fit pair de France et le chargea d'instruire le procès du maréchal Ney. Il se rallia à Louis-Philippe en 1830.

Ségur (Louis-Philippe, comte de), 1753-1833. Il prit part à la guerre d'Amérique en 1781, fut ambassadeur à Saint-Pétersbourg, vécut de sa plume pendant la Révolution, fut appelé ensuite au Corps législatif par le Premier Consul et devint grand maître des cérémo-

nies de la cour impériale. Depuis 1803, il était membre de l'Académie française, et Louis XVIII l'avait fait pair.

Sémonville (le marquis de), 1754-1839. Il fut chargé d'abord de plusieurs missions à l'étranger. Pair de France en 1814, il reçut le premier le titre de grand référendaire de la Cour des Pairs et ne se démit de ses fonctions que sous Louis-Philippe en 1834.

Sévigné (la marquise de), 1626-1696. Marie de Rabutin-Chantal, une des femmes les plus distinguées du dix-septième siècle, célèbre par les lettres qu'elle écrivait à sa fille, Mme de Grignan. Elle avait été mariée en 1644 au marquis de Sévigné, qui, tué en duel, la laissa veuve à vingt-cinq ans.

Sgricci (Thomas), 1788-1836. Célèbre improvisateur italien et grand érudit. Il révéla sa prodigieuse facilité de versification à un bal masqué, où, costumé en Pythonisse, il rendit ses oracles en vers, avec une promptitude et une aisance admirables.

Shaftsbury (Cropley-Ashley), 1768-1851, membre de la Chambre des lords, il épousa Anne, fille du duc de Marlborough.

Sidney (lord, John-Robert), né en 1805. Il était lord-chambellan, et épousa en 1832, Emily-Caroline, fille du marquis d'Anglesey.

Sidney (lady Sophie), morte en 1837. Lady Fitzclarence, fille naturelle du roi Guillaume IV d'Angleterre, épousa en 1825 Philippe-Charles Sidney, baron de l'Isle et de Dudley.

Sieyès (l'abbé), 1748-1836. Il fut vicaire général de Chartres, et l'un des grands politiques de son temps Il fit comprendre la puissance du Tiers, et amena plusieurs des mesures les plus importantes de la Révolution. Il fit partie du conseil des Cinq-Cents, fut fait sénateur et comte par Napoléon.

Sobieski (Jean III), Roi de Pologne, 1629-1696. Un des héros nationaux de son pays ; il vainquit les Turcs et délivra Vienne assiégée par Kara-Mustapha.

Somerset (le duc de), 1773-1855. Édouard Saint-Maur, baron Seymour ; il avait épousé lady Hamilton.

Sophie d'Angleterre (la princesse), 1777-1848. Une des filles du roi George III d'Angleterre ; elle ne se maria jamais.

Soult (Nicolas-Jean de Dieu) 1769-1852. Il fit toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire : la prise de Kœnigsberg lui valut le titre de duc de Dalmatie ; exilé sous la seconde Restauration, il s'attacha au gouvernement de 1830 et prit à deux reprises le ministère de la Guerre et la présidence du Conseil.

Spring-Rice (sir Thomas), 1790-1866. Il fut élevé à la pairie en 1839 sous le titre de lord Monteagle de Brandon. Il fut sous-secrétaire à l'Intérieur en 1827, puis secrétaire de la Trésorerie, et, en 1834, secrétaire des Colonies. En 1835, il devint chancelier de l'Échiquier. Il était membre de la Société royale et de la Société astronomique.

Staël (Mme de), 1766-1817. Née Necker. Célèbre par ses talents et son exil.

Staël (la baronne de), Adélaïde Vernet, petite-fille du professeur suisse Pictet, épousa, en 1826, le baron Auguste de Staël, fils de la célèbre Mme de Staël.

Stanley (Edouard-Geoffroy), 1799-1869. Homme d'État anglais, plus connu sous le nom de *comte de Derby* qu'il prit en 1831. Il fut sous-secrétaire d'État aux Colonies en 1827, puis premier secrétaire pour l'Irlande de 1830 à 1833, ministre des Colonies en 1833 ; il fit passer le bill de l'émancipation des esclaves. En 1858, il pacifia les Indes et en réorganisa l'administration. Il avait épousé, en 1825, la seconde fille de lord Skelmersdale.

Stanley (Édouard-Jules, baron), 1801-1869. Membre du Parlement anglais depuis 1831, il fut sous-secrétaire d'État, sous-secrétaire aux Affaires étrangères et maître général des Postes Il avait épousé en 1826 la fille du vicomte Dillon.

Stevens (Catherine), 1794-1872. Cantatrice anglaise très admirée, qui se fit entendre à Covent-Garden, puis à Drury Lane. Elle rentra dans la vie privée en 1815 et épousa, en 1838, le comte d'Essex.

Stratfort Canning (sir), 1788-1880. Cousin du célèbre Canning et diplomate anglais. Il fut ministre plénipotentiaire en Suisse, assista au Congrès de Vienne en 1815, fut élu ambassadeur auprès de la Porte ottomane en 1851, jusqu'à 1858, époque de sa retraite. La Reine l'avait nommé vicomte de Redcliffe.

Stuart de Rothesay (lady), 1789-1867. Fille de lord Hardwick, elle s'était mariée en 1816.

Surrey (le comte de), 1815-1860. Fils aîné du duc de Norfolk, il fut député au Parlement en 1837 et se posa en catholique zélé. En 1839 il épousa une fille de lord Lyons, et, en 1856, à la mort de son père, il prit le titre de duc de Norfolk.

Sussex (Auguste-Frédéric, duc de), 1773-1843. Un des fils du Roi George III d'Angleterre. Il fut grand maître de la Maçonnerie dans ce pays.

Suchet (Marie), 1820-1835. Fille du maréchal Suchet, duc d'Albuféra. Amie intime de Mlle Pauline de Périgord, elle mourut prématurément.

Sutherland (la duchesse de), morte en 1868. Fille de lord Carlisle, elle épousa, en 1823, le duc de Sutherland. La duchesse fut *mistress of the robes* de la Reine Victoria.

T

Tahmasp-Kouli-Khan. Nadir-Shah, roi de Perse, 1688-1747. Conducteur de chameaux, puis brigand, il entra au service de Tahmasp II, mit les affaires du Prince dans l'état le plus florissant et battit les Turcs, puis il fit déposer Tahmasp et se fit, après une régence, proclamer schah de Perse. Il marcha contre les

Afghans rebelles et attaqua l'empire du Grand Mogol; la Perse, opprimée, le détestait et il fut tué par ses propres généraux.

Talleyrand-Périgord (le cardinal de), 1636-1821. Alexandre-Angélique, second fils de Daniel de Talleyrand-Périgord et de Marie de Chamillart, dame du palais de la Reine, embrassa l'état ecclésiastique, fut nommé aumônier du Roi, grand-vicaire à Verdun, et, en 1766, coadjuteur de l'archevêque de Reims auquel il succéda en 1777. Député aux États-Généraux de 1789, il lutta contre les innovations et émigra. Conseiller de Louis XVIII à Mittau, Mgr de Périgord devint, en 1808 son grand aumônier, fut inscrit le premier sur la liste des pairs en 1814, et obtint en 1817 le chapeau de cardinal et l'archevêché de Paris.

Talleyrand (le prince de), 1754-1838. Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, prince de Bénévent, duc de Dino, pair, grand chambellan de France, membre de l'Institut. Boiteux par accident de naissance, il fut destiné à l'Église quoique l'aîné de sa famille Elève de Saint-Sulpice, il y fit ses études ecclésiastiques et fut d'abord connu sous le nom d'abbé de Périgord; en 1788, il fut évêque d'Autun; en 1789, membre des États généraux; il fut plus tard obligé de se réfugier en Amérique; de retour en 1797 il fut nommé ministre des Affaires étrangères par le Directoire, et, pendant huit ans, dirigea la politique extérieure de la France. En qualité de vice-grand-électeur de l'Empire, il put, en 1814, convoquer le Sénat et faire proclamer la déchéance de l'Empereur. Il représenta Louis XVIII au Congrès de Vienne. En 1830, Louis-Philippe le nomma ambassadeur à Londres. Son dernier acte politique fut la conclusion de la Quadruple Alliance entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et le Portugal.

Talleyand (la princesse de), 1762-1835). Fille du capitaine de vaisseau Werlée et de Laurence Allany, elle était née dans les Indes sur la côte de Coromandel; à quinze ans, elle épousa, à Calcutta, un employé civil, George Grant, mais divorça un an après. Vers 1780, Mme Grant s'embarqua pour l'Europe, s'établit à Paris, et épousa le prince de Talleyrand en 1802. Après sa séparation d'avec son mari, elle se retira à Auteuil. Elle mourut en 1835 et fut enterrée à Montparnasse, avec cette inscription : *Veuve de M. Grant, plus tard civilement mariée avec le prince de Talleyrand.*

Talleyrand-Périgord (la baronne de), 1800-1873. Charlotte-Alix-Sarah, épouse du baron Alexandre-Daniel de Talleyrand, conseiller d'État, dont elle eut trois enfants.

Talleyrand-Périgord (le comte Edmond de), 1787-1872. Duc de Dino depuis 1817 et duc de Talleyrand depuis la mort de son père en 1838. Il épousa, en 1809, la princesse Dorothée de Courlande.

Brave officier, bon camarade, cité avec éloges parmi les aides de camp du major-général Berthier, il fit les campagnes de la Grande-Armée. Il était commandeur de l'ordre de Saint-Louis, grand-officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de Saint-Ferdinand d'Espagne. Il passa les quarante dernières années de sa vie à Florence, où il mourut.

Talma (François-Joseph), 1766-1826. Célèbre tragédien. Napoléon l'aimait beaucoup et paya plusieurs fois ses dettes.

Tankerville (lady), morte en 1865. Fille du duc Antoine de Gramont, elle épousa en 1806 lord Tankerville.

Taylor (sir Herbert), 1775-1839. D'abord officier, il devint secrétaire particulier du duc d'York, dont il était l'ami, et passa en cette même qualité auprès du roi George III ; il fut chargé de plusieurs missions délicates en Suède et en Hollande. Il avait épousé la fille d'Edouard Disbrowe.

Terceire (le duc de). Marquis de Villaflor, 1790-1860, général portugais ; il s'était mis à la tête des partisans de dom Pedro, l'aida à chasser dom Miguel. Il avait épousé, en deuxièmes noces, la fille du marquis de Loulé.

Teste (Jean-Baptiste), 1780-1852. Jurisconsulte français. Député en 1831, il fit partie des libéraux. En 1839, il devint ministre de la Justice, en 1840 des Travaux publics. En 1843, il fut nommé pair de France et président de la Cour de cassation, mais la fin de sa vie fut attristée par un lamentable procès dans lequel il fut compromis.

Thiard de Bussy (le comte de), 1772-1852. Général français. Chambellan de Napoléon en 1884, il le suivit comme aide de camp dans les campagnes de 1805 à 1807, mais démissionna ensuite. Louis XVIII le nomma maréchal de camp. Devenu député en 1815, il siégea presque sans interruption jusqu'en 1848, puis fut, pendant une année, ministre en Suisse.

Thiers (Adolphe), 1797-1877. Homme d'État et historien français. Il débuta à Paris dans le journalisme, fonda le *National* en 1830, devint ministre en 1832 et président du Conseil en 1836 et 1840. Comme député, il s'opposa vainement à la guerre de 1870. Président de la République en 1871, il attacha son nom à la libération du territoire.

Thiers (Mme), 1815-1880. Élise Dosne n'avait que seize ans lorsqu'elle épousa M. Thiers, auquel elle apporta une grosse fortune.

Thorwaldsen (Barthélemy), 1769-1844. Célèbre sculpteur danois. Fils d'un pauvre marin de Copenhague, il fit de longs séjours en Italie où il travailla beaucoup. Il a fondé, à Copenhague, un musée et a laissé son immense fortune à cet établissement.

Toreno (le comte José de), 1786-1843. Homme d'État espagnol, député aux Cortès depuis 1811, il provoqua l'abolition de l'Inquisition. En 1834, il fut nommé ministre des Finances, puis président

du Conseil avec le portefeuille des Affaires étrangères; il se retira de la vie publique en 1835.

Trajan (l'empereur), né en Espagne en 52, il fut empereur à Rome de 98 à 117. Il fut vainqueur des Daces et des Parthes, et excellent administrateur.

Trévise (duc de), voir à Mortier.

Tullemare (lady), morte en 1848, elle s'était mariée en 1821. C'était la sœur du duc d'Argyll.

Tyszkiewicz (la princesse), 1765-1834. Marie-Thérèse, fille du prince André Poniatowski, second frère du Roi; elle épousa le comte Vincent Tyszkiewicz, mais garda son titre de princesse. Son mari était référendaire du grand-duché de Lithuanie. La Princesse était trés liée avec le prince de Talleyrand. Elle habita presque toujours la France et est enterrée à Valençay.

V

Valençay (le duc de), 1811-1898. Louis de Talleyrand-Périgord, duc de Talleyrand et de Valençay, duc de Sagan après la mort de sa mère. Fils du duc Edmond de Talleyrand et de la princesse Dorothée de Courlande; chevalier de la Toison d'or d'Espagne et de l'Aigle noir de Prusse. Il épousa d'abord, en 1829, Alix, fille du duc de Montmorency, puis la comtesse de Hatzfeld, fille du maréchal de Castellane. Le duc de Valençay était le fils aîné de la duchesse de Dino.

Valençay (la duchesse de), 1810-1858. Alix, fille du duc de Montmorency et de Caroline de Matignon.

Valois (les), famille issue des Capétiens, qui monta sur le trône de France en 1328 avec Philippe VI, pour finir avec Henri III en 1576.

Van Dyck (Antoine), 1599-1641. Peintre flamand, élève de Rubens; il voyagea en Italie, en Hollande, en France, en Angleterre où il fut appelé par le roi Charles Ier et se fixa.

Vantadour (la duchesse de), 1799-1863. Fille du comte d'Aubusson la Feuillade et de son premier mariage avec Mlle de Refouville, elle épousa le duc de Lévis et de Vantadour.

Vaudémont (la princesse de), 1763-1832. Elise-Marie-Colette de Montmorency-Logny, épousa en 1778 le prince Joseph de Vaudémont, de la maison de Lorraine, dont elle devint veuve en 1812. Amie intime de M. de Talleyrand, elle était bonne, très recherchée, et l'on retrouvait, chez elle, les habitudes de l'ancien régime.

Victoria Ire (la Reine), 1819-1901. Fille du quatrième fils du roi d'Angleterre George III, le duc de Kent, qui mourut en 1820. Elle monta sur le trône en 1837, à la mort de son oncle Guillaume IV. En 1840, la jeune Reine épousa son cousin germain, le prince Albert de Saxe-Cobourg-Gotha, qui fut déclaré prince Consort en 1857.

Viennet (Jean-Guillaume), 1777-

1868. Littérateur français ; il entra à l'Académie en 1830.

Villemain (Abel-François), 1790-1870. Professeur, écrivain et homme politique français, membre de l'Académie française depuis 1822, pair de France ; il fut, à deux reprises, ministre de l'Instruction publique et, depuis 1835, secrétaire perpétuel de l'Académie.

Visconti-Aymi (la marquise), morte en 1831 à Paris. Née Carcano, elle avait appartenu à la société la plus élégante de Milan à l'époque de la vice-royauté d'Eugène de Beauharnais. En premières noces elle avait épousé le comte Sopranzi, dont elle eut un fils, qui fut aide de camp du maréchal Berthier, avec qui elle était très liée.

Vitrolles (Eugène d'Arnaud, baron de), 1774-1854. Il servit dans l'armée de Condé, fut nommé ministre d'État en 1814, mais se montra si violent que Louis XVIII le priva de ses fonctions. A son avènement, Charles X le nomma ambassadeur à Turin. Il avait épousé, en 1795, Mlle de Folleville.

Vivonne (Louis-Victor de Rochechouart, comte de), 1636-1688 ; plus tard duc de Mortemart et maréchal de France ; la faveur de sa sœur, Mme de Montespan, lui valut un avancement rapide ; il était connu pour son esprit, ses bons mots et son embonpoint.

Vogüé (le comte Charles de), marié à Mlle de Béranger. Il était frère du marquis de Vogüé.

Voltaire (M. de), 1694-1778. François-Marie-Arouet de Voltaire, fils d'un trésorier de la Chambre des comptes ; il exerça une immense influence sur le dix-huitième siècle littéraire et philosophique.

W

Waburton. Aubergiste anglais du *Ship* à Douvres.

Walter Scott, 1771-1832. Poète et romancier écossais.

Ward (sir Henry-George), 1798-1860. Gendre de lord Grey. Il entra dans la diplomatie anglaise en 1816, comme attaché d'ambassade à Stockolm, puis à La Haye et à Madrid. Il entra au Parlement en 1832, fut nommé commissaire des îles Ioniennes en 1849. De 1856 jusqu'à sa mort il fut gouverneur de Ceylan.

Warwick (Guy, comte de), mort en 1471, surnommé le *Faiseur de rois*. Beau-frère de Richard d'York, il le poussa à revendiquer le trône d'Angleterre, puis fit proclamer Edouard IV, ce qui ne l'empêcha pas plus tard de faire rétablir Henri VI sur le trône et de se faire nommer gouverneur du royaume.

Warwick (lord), 1779-1853. Henri Richard Greville, comte de Brooke, descendant, par les femmes, des anciens Beauchamp.

Warwick (lady), morte en 1851. Sarah, fille de lord Noxborough, épousa, en premières noces, lord Monson, et, en deuxièmes noces, lord Warwick.

Weimar (le duc Charles-Bernard de), 1792-1862. Général au service des Pays-Bas; il avait épousé, en 1815, la princesse Ida de Saxe-Meiningen. Son fils, le prince Édouard de Weimar, entra au service de l'Angleterre

Weimar (la duchesse Bernard de), 1794-1852, née princesse de Saxe-Meiningen et sœur de la reine Adélaïde d'Angleterre.

Wellesley (le marquis de), 1760-1842. Richard, comte de Mornington, frère aîné du duc de Wellington; gouverneur des Indes en 1797, il devint, en 1810, ministre des Affaires étrangères, en 1822 lord-lieutenant d'Irlande et, en 1833, vice-roi de ce pays.

Wellington (le duc de), 1769-1852. Troisième fils du vicomte Wellesley, il servit en 1797 dans l'armée des Indes, revint en Angleterre en 1805; il dirigea l'armée anglaise en Portugal, en Espagne, et fut le vainqueur de Napoléon à Waterloo. Il fit partie de plusieurs ministères.

Werther (le baron Wilhelm de), 1772-1859. Diplomate prussien; il fut ministre à Paris de 1824 à 1837, et de 1837 à 1841 ministre des Affaires étrangères à Berlin.

Werther (la baronne de), 1778-1853. La comtesse Sophie Sandizell, Bavaroise, épouse du baron de Werther.

Wessenberg-Ampringen (le baron), 1773-1858. Diplomate autrichien; il assista, en 1830, aux conférences de Londres, et fut en 1848, pendant peu de temps, ministre des Affaires étrangères.

Wever (Sylvan van de). 1803-1874. Homme d'Etat et littérateur belge. Chargé d'une importante mission à Londres, il réussit par faire agréer la proposition d'y réunir une conférence pour consolider la nouvelle constitution belge; il parvint à faire accepter le prince Léopold de Cobourg comme roi des Belges. En 1845, il fut rappelé pour prendre la tête du cabinet, puis, en 1846, reprit ses fonctions d'ambassadeur à Londres jusqu'en 1867, lorsqu'il se retira des affaires.

Willoughby-Cotton (sir Henry), 1796-1865. Député à la Chambre des communes.

Winchelsea (lord), 1791-1858. George-William Hatton. Sa première femme était une fille du duc de Montrose. En 1829, il eut un duel célèbre avec le duc de Wellington; le duc de Wellington manqua son adversaire, lord Winchelsea tira en l'air.

Woronzoff (la comtesse), morte en 1832 à Londres; Catherine Siniavin, épouse du général Woronzoff.

Wurtemberg (le roi de), 1781-1864. Guillaume Ier; il monta sur le trône en 1816. Il avait épousé en premières noces la grande-duchesse Catherine de Russie, et, en deuxièmes noces, sa cousine, la duchesse Pauline de Würtemberg.

Wurtemberg (la princesse Marie de), 1816-1863. Fille du roi Guillaume Ier, elle épousa, en 1840, le major-général comte de Neipperg.

Wurtemberg (la princesse Sophie de), 1818-1877. Sœur de la précédente; elle épousa, en 1839, Guillaume III, Roi des Pays-Bas.

Y

Yarborough (lord), 1812-1851. Frère de lord Garbowy, et, en 1831, capitaine dans la maison royale d'Angleterre.

York (le duc d'), 1763-1827. Frère des rois George IV et Guillaume IV d'Angleterre; il épousa la princesse Frédérique de Prusse.

Z

Zea-Bermedez (don Francisco), 1772-1850. Diplomate espagnol. De 1809 à 1820, il fut chargé d'affaires auprès de l'empereur Alexandre Ier, puis ambassadeur à Constantinople. En 1824, il fut nommé ministre des Affaires étrangères, puis en 1825, il fut ambassadeur à Dresde; de 1828 à 1833, ambassadeur à Londres. Depuis 1834, il habita presque toujours Paris où il mourut.

Zea-Bermedez (Mme), femme du ministre. Elle était très recherchée dans la société par sa distinction et son amabilité. Sa ville natale était Malaga.

Zumalacarreguy (Thomas), 1789-1835. Général espagnol, commandant la garde royale à la mort de Ferdinand VII. Il se démit de ses fonctions pour suivre don Carlos, et fit une terrible guerre aux Christinos.

Zuylen van Nevelt (le baron Hugo de), 1781-1853. Homme d'État hollandais; il prit une part active aux efforts qui furent faits dans son pays pour secouer le joug de Napoléon Ier. Il fut ambassadeur à Paris, à Madrid, à Stockolm, à Constantinople, revint à La Haye en 1829 et déploya une rare activité lors de la révolution belge en 1830. Il fut ensuite envoyé, avec Falk, à la conférence de Londres. De 1833 à 1848, il reçut plusieurs portefeuilles, puis rentra dans la vie privée.

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C^ie^

Rue Garancière, 8

DC
269
T3A3
1909
t.1

Talleyrand-Perigord,
Dorothée (von Biron) duchesse
de
Chronique de 1831 à 1862

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

The Times
(Book Club)
379-384 Oxford Street